

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°355

OCTOBRE 2014

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **KOBANÎ : DES PESHMERGAS PRENNENT PART À LA DÉFENSE DE LA VILLE MARTYRE**
- **MOSSOUL : L'ÉTAT ISLAMIQUE IMPOSE UN RÉGIME TOTALITAIRE SUR SES TERRITOIRES**
- **IRAK : FORMATION DÉFINITIVE DU GOUVERNEMENT IRAKIEN**
- **PARUTION : LES ASSYRO-CHALDÉENS ET LES CHRÉTIENS DU HAKKARI (1896-1920)**

---

## KOBANÎ : DES PESHMERGAS PRENNENT PART À LA DÉFENSE DE LA VILLE MARTYRE

**A** peine formé, le nouveau cabinet turc a dû réagir depuis l'été à deux crises internationales opposant l'État islamique à ses voisins kurdes, l'un, théoriquement allié – le Kurdistan d'Irak – et l'autre, le PYD, encore « ennemi », malgré un processus de paix incertain et poussif avec le PKK de Turquie.

Lors de l'offensive des djihadistes contre les Kurdes d'Irak, la Turquie a réussi à se faire remarquablement discrète et inactive, alors que les USA, la France et l'Union européenne se mobilisaient, en un temps finalement

record, pour armer les Kurdes et frapper l'État islamique. L'immobilisme de la Turquie et sa passivité toute aussi grande devant l'afflux incessant de candidats au Djihad, venant du monde entier pour se rallier à l'EI, en Syrie ou en Irak, ont fortement mécontenté Erbil, et renforcé, dans les milieux politiques du Kurdistan, le camp des pro-Iran, au détriment de ceux qui penchent pour une alliance kurdo-turque.

Mais lorsque l'État islamique, après les frappes de Mossoul et celles de Raqqa, a reporté une grande partie de ses efforts mili-

taires pour faire tomber le « canton » PYD de Kobanî, et que des milliers de réfugiés kurdes syriens se sont rués à la frontière turque, la guerre des Kurdes a bien fini par concerner Ankara.

Les réfugiés de Kobanî affluant vers la Turquie ont d'abord trouvé cette frontière fermée, et une centaine de manifestants kurdes de Turquie, venant protester sur place contre cette fermeture, a été dispersée par les forces de l'ordre, à l'aide de gaz lacrymogènes et de canons à eau. Mais assez rapidement, la Turquie a ouvert ses portes, et quelques dizaines de milliers de Kurdes

sont venus s'ajouter au million et demi d'exilés syriens sur son sol.

Les manifestations des Kurdes de Turquie se sont multipliées, ainsi que les accrochages avec les forces de l'ordre, qui les empêchaient de partir se battre en Syrie. Dans le même temps, des Kurdes venus de Kobanî, ayant passé la frontière pour mettre à l'abri leur famille, ont souhaité revenir pour reprendre leur place au front. La « porosité » que l'on prête à la frontière turque, quand il s'agit du passage des djihadistes internationaux venant gonfler les rangs de l'EI, a été alors largement brocardée, en l'opposant à son étanchéité quand il s'agit du passage des combattants kurdes. Cette accusation du deux poids, deux mesures a été renforcée avec la libération, le 21 septembre, des 49 diplomates turcs et leurs familles, retenus en otage par l'EI depuis la prise de Mossoul en juin dernier. Alors que les otages occidentaux, arabes et kurdes sont menacés de mort (et exécutés, pour quelques-uns), cette libération soudaine a évidemment été vue comme l'issue de négociations en sous-main et d'accord de non-agression, voire d'une collaboration occulte, selon les Kurdes. Le président Recep Tayyip Erdoğan s'est refusé à toute explication détaillée sur les modalités de cette libération, tout en niant le paiement d'une rançon, ou d'une quelconque promesse politique, mais arguant du secret nécessaire autour de ce genre d'opération :

« Il y a des choses dont on ne peut pas parler. Diriger un État n'est pas comme diriger une épicerie. Nous devons protéger nos affaires sensibles ; si vous ne le faites pas, il y aurait un prix à payer. »

Malgré cette réticence à lever le voile sur les « affaires sensibles » de la Turquie, la presse turque et

étrangère a glosé abondamment sur les dessous cachés de cette libération, et le journal Taraf, daté du 3 octobre, évoquait un échange des 49 otages contre 180 djihadistes, ce qu'Erdoğan n'a pas pris la peine de nier.

Ces 180 combattants de l'EI auraient été blessés, évacués et soignés dans des hôpitaux turcs, ce qui n'est pas une révélation, même des membres des YPG sont soignés dans des hôpitaux turcs, comme l'avait établi un reportage de F. Geerdink publié dans The Independent (28 septembre). Mais s'agissant de ces combattants, les USA avaient, selon Taraf, demandé à Ankara de ne pas les relâcher une fois sur pied, alors que l'EI en faisait la demande pressante. Finalement, ces 180 djihadistes convalescents auraient été rassemblés à Van, d'où ils auraient ensuite été convoyés ensemble et remis à EI.

Aux premiers jours d'octobre, les combattants de l'EI s'emparaient de la totalité des villages du canton de Kobanî, hormis la ville, assiégée depuis bientôt un mois. Quand l'EI put faire flotter son drapeau dans un des quartiers de la ville, des manifestations ont été organisées dans toute la Turquie, et d'abord dans les grandes villes kurdes de Diyarbakir, Mardin, Siirt, Batman, Muş, par les Kurdes, à l'appel du HDP-BDP kurde, pour protester contre le blocage des combattants empêchés d'aller porter secours à Kobanî. La violence habituelle des affrontements avec la police s'est doublée d'affrontements avec le Huda-Par, ce petit parti kurde pro-Hezbollah. Le couvre-feu a été imposé et des vols domestiques annulés, tandis que le nombre des victimes s'élevait à une vingtaine de morts.

Pour sa part, Abdullah Öcalan, le leader du PKK, a appelé à la mobilisation de « tous les Kurdes » contre l'État islamique

(les commandants militaires du PKK, eux, n'avaient d'abord appelé qu'au ralliement des Kurdes de Turquie), mais sans préciser la teneur de cette « résistance », critiquant la Turquie pour ses négociations avec l'EI, alors qu'elle a échoué dans ses négociations pour la résolution de la question kurde. Mais il n'a pas déclaré, au contraire de son commandant Murat Karayılan, que le processus de paix était déjà « mort ». Le leader du PKK a donné à la Turquie la date limite du 15 octobre pour changer sa politique à l'égard de l'EI et du PYD.

Suivant un temps la ligne de Recep Tayyip Erdoğan, la France, un des principaux acteurs occidentaux de la lutte contre l'EI, a d'abord approuvé le souhait d'Ankara d'une « zone-tampon » entre la frontière turque et syrienne, comme François Hollande l'a déclaré dans un communiqué officiel, après s'être entretenu par téléphone avec son homologue turc. Il a fait état d'une « pleine convergence de vues » avec le chef de l'État turc,

« sur la nécessité d'aider l'opposition syrienne modérée en lutte à la fois contre Daech et contre le régime de Bachar Al Assad. Le président de la République a insisté sur la nécessité d'éviter le massacre des populations au nord de la Syrie. Il a apporté son soutien à l'idée avancée par le président Erdoğan de créer une zone tampon entre la Syrie et la Turquie pour accueillir et protéger les personnes déplacées. »

Mais cette idée franco-turque d'une zone-tampon s'est immédiatement heurtée à deux oppositions : celle des USA, et celle des Kurdes, ces derniers voyant évidemment d'un très mauvais œil les troupes turques s'implanter dans leurs régions syriennes.

Quant aux États-Unis, leur « absence de stratégie » (de l'aveu même d'Obama) contre l'EI se traduit surtout par une liste de ce qu'ils ne souhaitent pas faire, plutôt que faire, et la zone-tampon a été ainsi qualifiée de « pas à l'ordre du jour pour le moment ». Dans une conférence de presse donnée au Caire, en présence du ministre des Affaires étrangères égyptien, le 12 octobre, John Kerry, répondant à une question de Brad Klapper (Associated Press) sur le danger de massacres pesant sur la province irakienne d'Anbar et la ville de Kobanî, s'est dit « très soucieux » de la situation de cette dernière, situation qu'il suit « attentivement » alors que les frappes aériennes se sont accrues. John Kerry a précisé s'être entretenu personnellement à ce sujet avec Massoud Barzani, le président kurde, et Ahmet Davutoglu, le Premier Ministre turc, ainsi qu'avec les autres partenaires de la Coalition, avant de faire part, sans ambages, des priorités américaines :

«...Kobanî ne définit pas la stratégie de la coalition par rapport à Daesh. Kobanî est une communauté, et ce qui se passe est une tragédie, et nous ne la minimisons pas, mais nous l'avons dit dès le premier jour, il va falloir du temps pour amener la coalition à s'atteler à fond afin de redresser le moral et la capacité de l'armée irakienne, à d'abord se concentrer là où nous voulons nous concentrer en premier, c'est-à-dire en Irak, tandis que nous endommageons et éliminons certains des centres de contrôle et de commandement, et des centres de vivres, d'entraînement d'EI en Syrie. C'est notre stratégie actuelle. »

John Kerry a conclu que c'était d'abord aux Irakiens de se battre et de reprendre Anbar, mais n'a pas précisé à qui revenait le soin

de défendre Kobanî, qui, de fait, dans l'esprit américain, n'est qu'un point mineur de l'offensive contre Daesh, dont le centre névralgique se trouve à Raqqa. Et les interventions uniquement aériennes ainsi que la politique du « zéro homme sur le champ de bataille », voulues par les USA, la France, la Grande-Bretagne, et tout le reste de la Coalition, ont permis commodément à la Turquie de rester dans le non-interventionnisme, alors que personne d'autre ne bougeait.

De son côté, que demandaient le PYD et le PKK ? Pas d'intervention militaire mais l'ouverture d'un « corridor », qui leur aurait permis de laisser passer leurs combattants venus de Turquie et du Kurdistan d'Irak, ainsi que faire transiter des armes : encerclée sur trois côtés par l'EI et acculée contre la frontière turque, Kobanî ne peut, en effet, recevoir une aide conséquente que via le nord. Cette demande de corridor a été appuyée par l'ONU, d'abord par Ban Ki-Moon et puis par Staffan de Mistura, et enfin par le président François Hollande. Mais en visite en France, Mevlut Çavusoglu a jugé, sur France 24, que ce corridor était « irréaliste ». Il a aussi critiqué la stratégie américaine, disant qu'espérer éliminer l'EI uniquement avec des frappes aériennes était comme vouloir « tuer des moustiques un par un », au lieu d'éradiquer les racines de la situation, c'est-à-dire le Baath.

Au final, pas un seul des protagonistes combattant actuellement l'EI depuis l'été ne souhaite la même chose, et tous s'empêchent souvent mutuellement d'agir, en raison de leurs programmes contradictoires. Les USA veulent continuer de bombarder sur le long terme, en espérant affaiblir Daesh, afin que les

armées irakiennes, syriennes (de l'opposition) et kurdes en viennent à bout ; la Turquie et la France souhaitent que cette guerre contre l'EI comprenne aussi la chute de Bachar Al Assad, chute laissée quelque peu de côté par les USA ; la Turquie souhaite tout autant se débarrasser du Baath sur ses frontières que du PYD, avec l'espoir que l'EI lui mâche la besogne, mais peut accepter de laisser opérer (et entraîner) à partir de son sol des forces l'Armée syrienne de Libération (source AP), alors que le PKK-PYD veut à tout prix éviter une intervention turque, ou une mainmise de l'ASL syrienne, voire kurde autre que les YPG, dans ce qu'il reste de ses cantons.

À la mi-octobre, les USA ont cependant multiplié les frappes aériennes autour de Kobanî (plus de 30 en une semaine), en coopération avec les YPG, ces derniers indiquant aux pilotes la localisation des combattants de l'État islamique, comme le confirmait à Reuters leur porte-parole, Polat Can, qui indiquait que l'efficacité nouvelle de ces frappes, en raison des renseignements fournis par les Kurdes, se traduisait sur le terrain par un recul des djihadistes, mais que ce retrait n'était que temporaire, l'ennemi revenant toujours à l'assaut.

Ces contacts entre Washington et le PYD ont été confirmés par le Département d'État, qui a fait part d'une rencontre s'étant déroulée à Paris, le 12 octobre, entre Salih Muslim, le président du PYD, et Daniel Rubinstein, représentant le Département d'État pour la Syrie. Un porte-parole du PYD a révélé que des entretiens secrets avec les États-Unis avaient lieu depuis 2 ans, et que la seule raison pour garder le silence là-dessus avait été, pour les Américains, de « ménager la Turquie ». L'essentiel des

discussions portait sur l'armement des YPG et sur une coordination de leurs opérations militaires avec l'Armée Syrienne de Libération, comme cela s'est décidé à Afrin-Alep depuis août, ainsi que dans la zone sud de Hassaké. Quant à la France, elle s'est dite prête à fournir des armes aux combattants kurdes de Syrie, selon le porte-parole du gouvernement, Stéphane le Foll, de la même façon qu'elle arme les troupes de l'ASL.

Mais l'annonce qui a eu, le 20 octobre, le plus de répercussions dans l'opinion publique kurde, et n'a certainement pas réjoui Ankara, a été l'arrivée d'un renfort d'environ 150 peshmergas du Kurdistan d'Irak, avec des armes lourdes, le tout passant par la Turquie, les peshmergas atterrissant à Urfa, tandis qu'un convoi de matériel de campagne franchissait le poste d'Ibrahim-Khalil entre Zakho et Silopi, et faisait route en longeant la frontière syrienne. Massoud Barzani avait demandé au Parlement d'Erbil d'approuver cet envoi de renforts, ce qui fut fait le 22 octobre. Selon Fuad Hussein, son directeur de cabinet, il s'agit surtout de palier le manque d'armes des YPG, les peshmergas étant là pour entraîner et former les combattants du PYD au maniement de ces armes, plus que pour affronter directement l'EI.

Quelques jours avant, les parachutes de munitions et de matériel médical sur Kobanî par les Américains ont commencé. John Kerry qui, au Caire, avait répondu que Kobanî n'était pas un de leurs objectifs prioritaires ou stratégiques, déclarait finalement, en Indonésie, qu'il serait « irresponsable » et « moralement très difficile » de ne pas venir en aide aux YPG, qui combattent « vaillamment » l'EI, même s'il « comprenait » l'inquiétude de la Turquie à voir armer la branche syrienne du PKK. Cette volte-face américaine

vient peut-être du fait que la surmédiatisation de la bataille de Kobanî ferait de la chute de la ville une victoire morale et politique retentissante de l'État islamique, tout en entachant la stratégie américaine, au sein de la Coalition, de passivité et d'inefficacité face aux avancées des djihadistes.

Mevlut Çavusoğlu, le nouveau ministre des Affaires étrangères turc, a assuré que son pays allait aider les peshmergas à traverser les deux frontières jusqu'à Kobanî, ville que la Turquie ne souhaitait aucunement voir tomber, a-t-il assuré à la presse, et que la coopération avec la Coalition était « entière », tous voulant voir la région débarrassée de cette « menace » (EI). Mais Ankara a émis une autre suggestion : faire tenir Kobanî par l'ASL et non par les YPG, comme l'a expliqué le Premier Ministre Ahmet Davutoğlu, sur les ondes de la BBC, demandant que les USA arment et entraînent les combattants arabes syriens au lieu des Kurdes, de sorte que, lorsque l'EI se serait retiré du canton, la région serait contrôlée par l'ASL et non par les « terroristes du PKK ». Mais si les Américains ont été longtemps réticents à armer les Kurdes des YPG, en raison de leur opposition à la Coalition nationale syrienne, ils sont encore moins chauds pour livrer des armes à une force militaire qui a pris l'aspect d'une nébuleuse aux affiliations incertaines, de plus en plus noyauté par des groupes djihadistes.

Quand le convoi de peshmergas a franchi la frontière turque, il a été escorté par une foule en liesse, de Duhok à Zakho, et puis tout le long de la route, de Silopi à Suruç. La police turque a tiré plusieurs fois en l'air et a tenté de disperser les attroupements avec des gaz lacrymogènes. C'est que le passage des camions arborant les drapeaux du Kurdistan, et faisant

fleurir sur leur passage d'autres drapeaux kurdes et les drapeaux du PKK ou du Rojava, n'a certainement pas dû plaire aux Turcs, dont l'armée est évidemment loin de soulever le même enthousiasme quand elle se déploie au Kurdistan. Les autres peshmergas, au nombre de 85, ont eux, atterri à l'aéroport d'Urfa, où ils ont dû attendre de longues heures, dans des conditions de quasi-détention, dont ils se sont plaints, parlant d'une attitude hostile de la part des autorités turques, décidément de fort mauvaise humeur.

L'arrivée de ces peshmergas et de leurs armes, ainsi que les frappes aériennes, ont-elles changé la donne ? Les assauts d'EI ont été ralentis, certains villages environnants ont été repris ainsi que la plus grande partie de Kobanî (selon les YPG), même si Rami Abdulrahman, de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme, estime, lui, que la situation a finalement très peu évolué, et que l'on en est toujours aux combats de rue dans la ville. Selon lui, l'EI a réussi à bien s'implanter dans certains quartiers de Kobanî, et les Kurdes seraient toujours insuffisamment armés. Le canton d'Afrin semble lui aussi dans une situation assez inquiétante, encerclé, cette fois, par Jabhat al-Nusra. Même si ce groupe djihadiste n'a pas la puissance de feu d'EI, la même situation d'enclavement (au nord la Turquie, autour, des forces arabes hostiles, quelles qu'elles soient), confirme la fragilité du « Rojava », fait de poches kurdes vouées à subir les attaques, soit d'EI soit celles de ses rivaux djihadistes (voire du régime syrien lui-même, si le PYD était amené à choisir franchement le camp de la Coalition).

Dans le même temps, les « négociations » ont repris entre le PYD et le Conseil national kurde, toujours sous patronage du Gouvernement

régional du Kurdistan, dans la ville de Duhok, cette fois. Salih Muslim, le 15 octobre, a reconnu que les nécessités nouvelles du terrain obligeaient les « Kurdes à s'unir » et qu'il en avait discuté en privé avec Massoud Barzani. Le 18 octobre, Ibrahim Biro, dans une interview accordée à Rudaw, a parlé d'une « page nouvelle » à tourner pour parvenir à un accord sur l'administration conjointe de ce qu'il reste de « cantons kurdes » en Syrie, en fait une tentative de réactiver ou de mettre en pratique les accords d'Erbil 2012 : gestion commune des partis kurdes de Syrie et des forces armées unifiées.

Jusqu'ici, le PYD demandait l'unification de ces forces armées sous son commandement à lui, alors que le CNK réclamait une coalition des YPG et des peshmergas syriens entraînés au GRK. Les accords d'Erbil n'ayant été jamais acceptés sur le terrain par le PYD, tant qu'il pouvait tenir les cantons à lui tout seul, le CNK espère à présent que le besoin urgent d'aide extérieure et sa faiblesse militaire

fassent changer d'avis son rival et le poussent à accepter le partage du pouvoir. Un nouvel accord a été signé le 22 octobre à Duhok, en présence de Massoud Barzani : un conseil composé de 30 membres doit administrer les cantons du Rojava, 12 d'entre eux appartenant au PYD, 12 autres au CNK, le reste étant donné aux minorités. Mais hormis Cizîr, le seul des cantons à avoir une frontière commune avec le GRK, pour le moment, cet accord semble très difficile à appliquer sur un terrain de guerre.

Sur le plan militaire, qu'apporte la défense acharnée de Kobanî ? Pas grand chose, d'un point de vue purement stratégique, car tous les villages alentour étant tombés aux mains de l'EI, la ville ne défend plus qu'elle-même et les milliers de YPG qui y sont assiégés, avec pour seule issue la frontière turque, ce qui équivaldrait à une reddition impensable. Mais cette résistance farouche a propulsé Kobanî au premier plan des media, avec un bon nombre de reportages axés sur l'élément féminin des YPG : Le siège de Kobanî a

éclipsé celui de Sindjar où des milliers de Yézidis sont aussi menacés et encerclés, n'ayant pu ou pas voulu fuir vers Duhok ou la Syrie. Les gains diplomatiques du PYD se sont traduits par une assistance ouverte des USA et celle des Kurdes du GRK. L'opinion publique kurde, de façon assez unanime, s'est réjouie de cette réconciliation entre deux mouvements kurdes influents, beaucoup y voyant même l'amorce d'une réunification des régions du Kurdistan. Massoud Barzani, profitant de « l'agacement américain » envers le jeu trouble d'Ankara, a réussi à obtenir de la Turquie (sous pression américaine) un droit de passage pour ses troupes, se passe ainsi de son « grand voisin du Nord » pour intervenir au Kurdistan de Syrie, ce qui réduit le poids du tandem Erdoğan-Davutoğlu dans le rôle de « primus inter pares » des affaires kurdes, rôle qu'ils essaient d'endosser depuis des années. Quelle qu'en soit l'issue, la bataille de Kobanî est, avant tout, un sérieux revers diplomatique turc dans la région.

---

## MOSSOUL : L'ÉTAT ISLAMIQUE IMPOSE UN RÉGIME TOTALITAIRE SUR SES TERRITOIRES

**L**es enlèvements et exécutions de journalistes occidentaux, kurdes ou arabes ont imposé un black-out de l'information concernant ce qui se passe dans les territoires conquis par l'État islamique, alors que ce dernier entend contrôler très étroitement les nouvelles qui pourraient filtrer des media locaux.

Ainsi le 7 octobre, une charte de 11 « règles » à l'usage des journalistes syriens restés dans la province de Deir Ez-Zor, qui définit les « droits et devoirs » du bon reporter tel que le conçoit l'État islamique, a été révélée, via le site « Syria Deeply » transmise

par un journaliste de Deir ez Zor, après une réunion qui a eu lieu entre des journalistes indépendants et le staff de l'EI pour les media. Cette « réunion » fut en fait l'annonce de « 11 règles non négociables » qui seront imposées à tout journaliste désirant continuer d'exercer son métier dans le gouvernorat de Deir Ez-Zor :

1- Les correspondants doivent prêter un serment d'allégeance au Calife Al-Baghdadi... ils sont sujets de l'État islamique et, en tant que sujets, sont tenus de jurer loyauté à leur imam.  
2- Leur travail sera sous le contrôle exclusif du Bureau des

media [de l'EI].

3- Les journalistes peuvent travailler directement avec les agences internationales (telles que Reuters, l'AFP et l'AP) mais ils doivent éviter toutes les chaînes de télévisions satellites internationales et locales. Il leur est interdit de fournir une quelconque exclusivité et avoir un contact (en audio ou en image) avec elles, de quelque façon que ce soit.

4- Il est interdit aux journalistes de travailler d'une quelconque façon avec les chaînes de TV figurant sur la liste noire des chaînes travaillant contre l'État islamique (comme Al-Arabiya, Al-Jazeera, Orient). Les contreve-

nants seront tenus pour responsables.

5- Les journalistes ne peuvent couvrir des événements dans le gouvernorat, que ce soit par écrit ou en image sans en référer au Bureau des media [de l'EI]. Toutes les publications et les photos doivent porter les noms des journalistes et des photographes.

6- Les journalistes ne peuvent publier de reportage (imprimé ou diffusé) sans en référer d'abord au Bureau des media [de l'EI].

7- Les journalistes peuvent avoir leur propre compte sur les réseaux sociaux et blogs et y publier leurs propres informations et photos. Cependant, le Bureau des media de l'EI doit avoir les noms et les adresses de ces comptes et de ces pages.

8- Les journalistes doivent respecter les règlements quand ils prennent des photos à l'intérieur du territoire [de l'EI] et éviter de filmer des lieux ou des événements ayant trait à la sécurité quand ces photos sont interdites.

9- Les bureaux des media de l'EI suivront le travail des journalistes locaux à l'intérieur des territoires [de l'EI] et dans les media de l'État. Toute violation des règles entraînera la suspension du journaliste de ses fonctions et il sera tenu responsable.

10- Les règles ne sont pas définitives et sont sujettes à changer avec le temps, au gré des circonstances et du degré de coopération entre les journalistes et de leur engagement envers leurs frères des bureaux des media.

11- Les journalistes recevront une licence pour exercer leur métier après qu'ils aient soumis une demande de licence auprès du Bureau des media.

D'après ce journaliste se faisant appeler « Ameer », à la fin de ce meeting, un certain nombre de journalistes ont accepté le règlement et ont signé une circulaire

précisant les termes de cet accord. Ceux qui ne l'ont pas fait ont dû fuir le pays, mais un autre activiste clandestin s'exprimant sur facebook, Maher, a précisé que quitter le gouvernorat était difficile, l'EI continuant d'envoyer des « messages » oscillant entre intimidation et persuasion afin qu'ils reviennent. Certains ont aussi reçu des menaces de crucifixion ou d'arrestation de membres de leur famille :

« Le harcèlement des activistes vise à les empêcher d'informer sur les règles que l'EI essaie d'imposer dans ses territoires » [...] Parce que les activistes ont fait état de ses pratiques, ils sont devenus rapidement l'ennemi n°1 de l'EI, qui a essayé de les faire taire à tout prix, de la même façon qu'Assad avait fait au début de la révolution. Il a eu pour but de les faire taire parce qu'ils exposaient, comme pour Assad, les crimes commis contre le peuple syrien [...] Le régime [syrien] a arrêté, emprisonné et torturé beaucoup de gens dans ses prisons, beaucoup en sont morts. Il était courant pour un activiste d'être emprisonné une fois ou deux, et puis relâché pour quelques mois. Mais dans le cas de l'EI, les activistes sont considérés comme infidèles et sont condamnés à mort, à la crucifixion ou autre, simplement parce qu'ils s'opposent à la politique de l'EI. Les charges [contre moi] étaient prêtes de même que la sentence. Pire encore, l'EI a menacé d'arrêter des membres de la famille pour m'empêcher d'exposer leurs pratiques sur Internet. »

Les media traditionnels étant sous le strict contrôle de l'EI et aucun journaliste indépendant ne pouvant se rendre sur place, restent les media clandestins, les chroniqueurs des réseaux

sociaux et anonymes, s'exprimant sur les blogs, les comptes facebook ou twitter, via les mobiles et les tablettes, que l'EI ne peut encore strictement bloquer ou contrôler.

De Mossoul, un anonyme, Mosul Eye, publie régulièrement, depuis juin 2014, ce qu'il peut observer de la ville occupée par l'EI, soit sur un blog, soit sur facebook, soit sur twitter, parfois interviewé par des media extérieurs, comme CBS News. Son activité rappelle ainsi celle du fameux blog 'Where is Raed ?' tenu par un jeune Baghdadi, Salam Pax, de 2002 à 2009, et qui, peu avant la chute de Saddam, en 2003, qui avait concentré l'attention du monde entier, à tel point que blogspot avait de lui-même ouvert un blog miroir le premier ne pouvant supporter le nombre de connexion par jour qu'il recevait. Mosul Eye fait de même, le plus souvent sur Facebook en faisant état de ce qu'il peut observer de ses propres yeux depuis juin 2014, confirmant ou démentant les rumeurs qui courent sur les mesures et les lois imposées par l'EI dans Mossoul :

Le 22 octobre, premier jour de la rentrée scolaire, a vu l'enseignement universitaire épuré de fond en comble, avec :

– La fermeture des facultés de droit, de sciences politiques, des Beaux-Arts, d'archéologie, d'Éducation physique.

– Dans les autres facultés, fermeture des départements de philosophie, de tourisme et d'hôtellerie (allez comprendre...)

– Dans les programmes universitaires, abrogation des enseignements portant sur : la démocratie, l'éducation culturelle, les droits de l'homme et le droit en général, le roman et le théâtre des départements d'anglais, de français, ainsi que les cours de

traducteur et d'interprète dans ces langues.

– Toutes les questions portant sur l'éducation, le patriotisme, l'ethnie sont à éviter ainsi que la « falsification » d'événements historiques ou des divisions géographiques non conformes à la Charia.

– Ségrégation entre étudiants masculins et féminins.

– Remplacer toute référence à la République [irakienne] par « État islamique ».

– Le ministère de l'Enseignement supérieur devient « Chambre de l'Éducation ».

### Comment EI se finance ?

En plus des champs de pétrole saisis et de la vente clandestine du brut et de ses dérivés, ainsi que du gaz (ils possèdent aussi une fabrique de ciment à Mossoul), l'EI loue à des particuliers les bâtiments gouvernementaux et prélèvent des taxes sur les véhicules entrant et sortant de la ville.

Les prélèvements financiers de l'EI ont commencé à Mossoul et Ninive bien avant la chute de la ville : l'EI demandait à chaque commerçant, depuis 2013, de verser 10% de son capital et 10% de ses profits mensuels. Fin 2013, l'EI avait même imposé au bureau des taxes de Ninive que les contribuables le paient directement. Le gouverneur de Mossoul Al Nudjayfi n'avait mis fin à ce détournement qu'en versant lui-même une bonne somme aux Daesh...

Des taxes arbitraires sont aussi imposées à des citoyens par les milices, sous peine de meurtre, et donc sous forme de racket ou rançon à verser. Ces extorsions servent à entretenir les forces armées, de police ou de sécurité sans que l'EI ait lui-même à les payer, ce qui rappelle le fonctionnement de l'État baathiste, que ce soit en Syrie ou ancienne-

ment en Irak. Des fausses accusations, de toutes sortes, sont aussi forgées par la police afin de faire payer davantage les citoyens ou leurs familles, par exemple pour faire libérer un proche.

Les commerçants qui avaient des partenariats en affaires avec des yézidis et des chrétiens (de toute façon morts ou en fuite) doivent payer le revenu des actions et des parts détenus par leurs anciens associés, sous peine de mort. Par ailleurs, trois mois avant la prise de Mossoul, les Daesh avaient déjà commencé de compter et recenser les habitations louées par des chrétiens aux musulmans et les locataires doivent maintenant payer leur loyer à l'EI devenu leur propriétaire, puisque tous les biens des non-musulmans sont passés aux mains du Daesh. Les locataires ne payant pas leur loyer sont expulsés (charité islamique oblige).

Les logements laissés vacants sont saisis aussi par l'EI, ou bien les occupants encore présents chez eux doivent montrer un document ou un contrat prouvant leur statut de propriétaire ou de locataire. Si ce contrat ou ce document mentionne un chrétien, le logement devient propriété de l'EI et cette mention est inscrite sur la porte d'entrée. Il y a ainsi toute une refonte de la décoration des portes d'entrée au seuil des habitations :

– les logements vides des sunnites sont marqués d'un ت/Tahqeeq pour enquête, quand l'EI cherche à connaître les raisons du départ de ses habitants ;

– ceux des chrétiens sont signalés d'un ن (nazaréen), c'est ce qui a été le plus repris par les media ;

– ر' désigne les chiites (rafidha) ;

– 'م' ou 'Matloub' (recherché) signale les fonctionnaires, les professeurs, les médecins ;

– 'ح' ou Djar (comptage) désigne les biens et avoirs de tout Mossoul, sans distinction.

En septembre, entre 5 et 2 millions de dinars ont été collectés auprès de tous les marchands et hommes d'affaires en tant que « zakat » (l'aumône légale islamique normalement dévolue à l'entretien des indigents), sous peine d'emprisonnement ou de saisie.

### Les soutiens locaux :

Interviewé par Rima Marrouch (CBS News), Mosul Eye anonyme indique qu'au sentiment de libération ressenti par la population à la chute de Mossoul, en raison de la levée des checkpoints et de la fin des attentats, a succédé une colère d'abord déclenchée par la destruction des mosquées et mausolées des imams et des prophètes, saccage qui a retourné un certain nombre de supporters locaux de l'EI), même la destruction des églises et le départ des chrétiens ont choqué, comme la destruction de tout le patrimoine historique et religieux de Mossoul ; l'obligation du niqab pour les femmes ne plait pas non plus à tout le monde. De plus, les collaborateurs les plus actifs et les plus influents recrutés par l'EI sont des criminels notoirement connus des Mossouliens. Mais cette colère est accompagnée d'une peur de l'EI, même si des membres des milices ont été assassinés par des groupes de jeunes hommes déguisés en femmes, ce qui a amené les Daesh à assouplir la règle du port du niqab.

La situation économique à Mossoul est devenue mauvaise, avec la flambée des prix, notamment des légumes ou du gaz : une bouteille de gaz coûte 45 000 dinars (42\$) et des familles ont recours à des méthodes alternatives pour cuisiner. L'électricité

est souvent totalement coupée et la population a recours à des générateurs privés. L'eau courante n'est là que deux heures par jour. Les produits dérivés du pétrole, qui avaient d'abord baissé ne cessent d'augmenter. Le chômage explose, les hôpitaux et les cliniques manquent gravement de médicaments et de matériel de soin, alors que les cliniques de l'EI sont fournies abondamment. Beaucoup de réfugiés venant de Baidji, Zummar et Anbar vivent dans des conditions encore plus difficiles, dans des tentes, alors que l'hiver arrive. Comme au Kurdistan, les habitants de Mossoul les aident d'eux mêmes, en dépit de leur propre difficultés financières.

Le recrutement de l'EI :

Pour recruter ses milices, l'EI a fait beaucoup appel à des volontaires locaux, qu'il entraîne dans ses centres, ou bien a fait venir des volontaires de Tikrit ou d'Anbar. La majorité d'entre eux ne semble pas avoir plus de 18 ans. Des centaines d'enfants ont apparemment aussi été recrutés et entraînés, destinés à des missions suicides, des assassinats dans les environs de Mossoul, ou à infiltrer les forces kurdes et irakiennes. L'EI « adopte les mêmes méthodes que Saddam », en impliquant des employés civils, comme les conducteurs de taxi, les vendeurs locaux et des boutiquiers, des citoyens ordinaires, pour collecter des informations au sujet de toute contestation.

L'EI, jusqu'en août, exigeait que ces volontaires soit recommandés par deux personnes pour être admis : l'une devait être un membre de l'EI, et l'autre un notable du quartier où le postulant vivait. Ensuite, le recrutement a été ouvert à tous ceux qui le souhaitent. Dans les centres de recrutement, les membres reçoivent un salaire mensuel, améliorent leur niveau de vie, et les

célibataires sont gratifiés d'une épouse.

À côté des combattants, il y a aussi une « police islamique » qui a été mise en place, qui est là pour gérer les conflits locaux et recevoir les plaintes des habitants, ce qui, selon Mosul Eye, permet à l'EI de s'implanter dans les couches sociales de la ville et leur facilite sa prise de contrôle. Les membres de l'EI ont le droit de retourner voir leur famille 3 jours par semaine, et retournent ensuite au centre où ils sont affectés, afin d'effectuer leur service. Des règles strictes sont instaurées pour éviter tout contact avec le reste de la population, sauf en cas d'extrême nécessité. Ils ne peuvent prendre leur repas que via le Département de la nourriture de l'EI, repas préparés par des épouses ou des parentes de membres. Certains djihadistes ne sont jamais autorisés à se montrer sans avoir le visage masqué : ils forment une unité spéciale, affectée à la protection des hauts responsables. Il leur est aussi interdit d'avoir sur eux un appareil électronique, de porter la barbe et l'uniforme officiel de l'EI.

Détail intéressant : selon Mosul Eye, les changements du tissu social de la ville d'abord l'œuvre de Saddam et qui se sont aggravés après 2003, expliquent le fait que la ville n'a pas résisté à l'EI en juin dernier, ainsi que des conflits ethniques, plus qu'un antagonisme chiite-sunnite, même si la haine de l'armée irakienne n'a pas amélioré les choses. Voici son analyse :

« Le tissu social de Mossoul consiste principalement en congrégations tribales qui ont accru considérablement leur puissance après l'opération « Iraqi Freedom » en 2003. L'influence tribale dans la ville était déjà présente sous le régime du Baath, avant la guerre, quand la stratégie

de Saddam a consisté à « ruraliser » les zones urbaines et à « militariser » les communautés tribales. Les forces américaines ont tenté de restaurer l'équilibre en choisissant [comme maire de la ville] Ghanim Al-Basso, le frère de Salim Al-Basso, un pilote irakien exécuté par Saddam pour trahison. Al-Basso représentait la communauté urbaine, civique de Mossoul, qui n'a aucun lien avec les tribus. Il fut cependant incapable de mettre en place des changements drastiques, et des groupes armés, plus ou moins importants, ont refait surface. Les congrégations tribales ont servi de foyers d'incubation de ces mouvements agissant sous la couverture du Djihadisme-Salafisme, mouvements qui avaient été préparés pour passer à l'action avant le 9 avril 2003 [date de la chute de Saddam]. Dans ces mouvements armés, la majeure partie des combattants et des commandants étaient des ruraux, qui venaient des villages avoisinants, et ont dominé la classe urbaine de Mossoul, un scénario qui s'est répété quand la ville est tombée aux mains de l'EI.

Les « ruraux » ont pu garder la mainmise sur tous les éléments névralgiques de la ville, les forces armées, les services sociaux, administratifs et le système politique, tandis que ses milieux éduqués, urbains, se montraient incapables de faire face à des adversaires violents, qui tuaient facilement tout opposant. Au contraire, en dix ans une génération urbaine nouvelle a émergé, surnommée par dérision les « poulets » : des jeunes gens fuyant tout conflit ou engagement politique.

« Le leadership des tribus est ainsi devenu la norme dans la ville, un schéma instauré et appliqué par les tribus elles-mêmes. Mossoul a été presque complètement « ruralisée ».

Selon lui, les principaux acteurs tribaux sont les Tell Afari (résidents de la région de Tell Afar) qui ont migré à Mossoul et sont devenus les piliers des opérations de l'EI.

Tell Afar est un district rural dans la plaine de Ninive, à 70 km de Mossoul, peuplé majoritairement de Turkmènes, sunnites et chiites, en plus d'habitants arabes et kurdes. Il est composé de 3 sous-districts : Rabi'a, Zummar et Al-Iyadthiya, contrôlés par une tribu turkmène dont l'organisation est similaire à celle des tribus arabes de la région. Des conflits avaient déjà éclaté entre ses habitants sunnites et chiites, se mêlant à des que-

relles ethniques : les Afaris et les Kurdes se sont longtemps affrontés et cela a parfois abouti à une coalition avec les Arabes contre ces derniers. À Rabi'a (actuellement une des lignes de front des plus importantes opposant l'EI et les peshmergas) les luttes contre les Kurdes portaient sur la possession des terres agricoles.

Les Afaris sont considérés depuis toujours avec dédain par les authentiques Mossouli, qui dénigrent leur stupidité et les voient comme une classe inférieure, bonne aux métiers pratiqués au bas de l'échelle sociale. Sous le régime baathiste, les Afaris n'étaient pas représentés au sein du gouvernement, et

Saddam les méprisait ouvertement. Ils étaient principalement agriculteurs ou travaillaient dans le bâtiment (ce qui en fait des combattants robustes). Ces antagonismes portant sur des stéréotypes de classe ou d'ethnie ont alimenté une sérieuse haine entre Tell Afar et Mossoul. L'effondrement de l'Irak baathiste en 2003 et puis la conquête de Mossoul par l'EI ont permis aux Afaris, nouvellement émigrés, de prendre leur revanche : dès avant la chute de la ville, le terrorisme à Mossoul, était lié, dans l'opinion publique aux Afaris, ainsi que les assassinats et les enlèvements. Avec l'EI, les pillages et les meurtres ont pu se pratiquer au grand jour.

---

## IRAK : FORMATION DÉFINITIVE DU GOUVERNEMENT IRAKIEN

**L**e 18 octobre, le parlement irakien a approuvé la composition définitive du nouveau gouvernement. Quelques changements ont en effet eu lieu entre sa formation provisoire en septembre et les ministères de l'Intérieur et de la Défense, vacants depuis 2010, ont enfin été pourvus.

Le président Fouad Massoum garde les trois vice-présidents approuvés le 8 septembre 2014 : les deux anciens Premiers Ministres Nouri Maliki, et Iyad Allawi, et l'ancien président du Parlement Osama Al-Nudjayfi

Au cabinet du Premier Ministre Haydar Al-Abadi, par contre, le Kurde Roj Shaways, qui avait d'abord été désigné comme ministre des Finances, reprend les fonctions de Vice-Premier Ministre qu'il exerçait sous le gouvernement Maliki. Ses deux autres homologues, Saleh Al-Mutlaq, le leader sunnite du Front national irakien, et Baha Aradji, un chiite sadriste., tous

deux nommés en septembre, gardent leur place.

À l'Intérieur, c'est le chiite Mohammed al-Ghabban, de la coalition État de droit, qui prend le portefeuille. À la tête d'un parti chiite influent, Al-Badr, qui a sa propre milice armée, commandée par Ahdj Al Ameri, et cela laisse les forces de sécurité irakiennes sous contrôle chiite (ce qui était déjà le cas sous l'ère Maliki). La milice Al Badr fut des plus actives dans la guerre civile qui opposa les deux factions religieuses entre 2006 et 2007 et cela entérine peut-être la mainmise des forces de défense de Bagdad par les milices chiites, initiative prise par Maliki en juin dernier après la chute de Mossoul et la menace d'une offensive de l'EI sur la capitale.

Mais tentative ou garantie d'équilibre entre les sunnites et les chiites irakiens, la Défense est, cette fois, accordée à un sunnite, de plus originaire de Mossoul, Khaled Al Obeïdi, membre de l'Alliance des forces

irakiennes et proche de l'ancien gouverneur de Mossoul Athil al Nudjayfi. Le choix d'un Mossouli à la Défense est aussi un geste en direction de la ville et de sa province, dont les sunnites, très hostiles à l'armée prochiite de Nouri Maliki, avaient, en juin dernier, fait bon accueil à l'État islamique, et une reconquête de Mossoul ne pourra se faire sans une large participation sunnite au sein de l'armée.

Aux Finances, c'est finalement un autre Kurde, Hoshyar Zebari, resté des années aux Affaires étrangères. La question du budget de la Région kurde étant cruciale dans le conflit qui oppose Bagdad et Erbil depuis des années, le fait que ce portefeuille revienne aux Kurdes peut être là aussi vu comme un geste servant à inciter ces derniers à participer au cabinet Al Abadi et comme un gage de bonne volonté de la part de Bagdad de parvenir enfin à un accord entre Kurdes et Arabes.

Autre nomination kurde au gouvernement, Bayan Nouri, de

l'Union islamique du Kurdistan, hérite du ministère des Femmes.

Ala Talabani, parlementaire kurde à Bagdad (au sein de l'Alliance du Kurdistan) a déclaré au journal *As-Sharq al-Aswat* que « la participation des Kurdes dans ce gouvernement envoie le message rassurant à nos partenaires que nous voulons tra-

vailer ensemble aussi longtemps que ce qui nous unit pèsera plus lourd que ce qui nous divise. Les terroristes de l'EIL menacent tout le monde et nous avons besoin de travailler ensemble pour les affronter. »

Dans le même journal, un autre ministre kurde, Faryad

Rawandozi, qui hérite de la Culture, estime que « la présence de ministres kurdes dans le cabinet irakien aidera à enrichir les discussions et amènera une coopération afin de résoudre un certain nombre de problèmes kurdes, dont ceux du budget, du pétrole, [de l'entretien des] Peshmergas, et de certaines questions sécuritaires ».

---

### PARUTION : LES ASSYRO-CHALDÉENS ET LES CHRÉTIENS DU HAKKARI (1896-1920)

**L**e vol. 2 de la collection *Cahiers d'études syriaques* : « Chroniques de massacres annoncés : Les Assyro-Chaldéens d'Iran et du Hakkari face aux ambitions des empires (1896-1920), par Florence Hellot-Bellier, vient de paraître. Il est ainsi présenté par les éditions Geuthner:

« Les années 1915 et 1918 marquent l'histoire des chrétiens assyro-chaldéens et arméniens de l'Est de la Turquie et de l'Iran de dates tragiques.

Ce livre retrace les événements, mais aussi les conditions qui ont abouti aux massacres. Il explore la lente montée de la violence, du Caucase à l'Anatolie orientale, et les tentatives des chrétiens pour la conjurer. Il s'attarde sur la faiblesse des gouvernants iraniens, sur l'arrivée au pouvoir des

Jeunes Turcs et sur les revendications nationalistes qui fragilisèrent la coexistence des populations composant la mosaïque ethnique de la région. Il dénonce les agressions des empires ottoman, britannique et russe et les traités inéquitables générateurs de frustrations.

En 1914 les Assyro-Chaldéens étaient debout. Mais l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés de la Triple-Alliance plaça le patriarche de l'Église d'Orient et les tribus assyriennes du Hakkari devant un terrible dilemme. La décision patriarcale d'engager les tribus aux côtés des Russes, au moment où les « Organisations spéciales » ottomanes mettaient en action un plan d'élimination des chrétiens dans la région, précipita les tribus dans un exode qui se com-  
mua en exil.

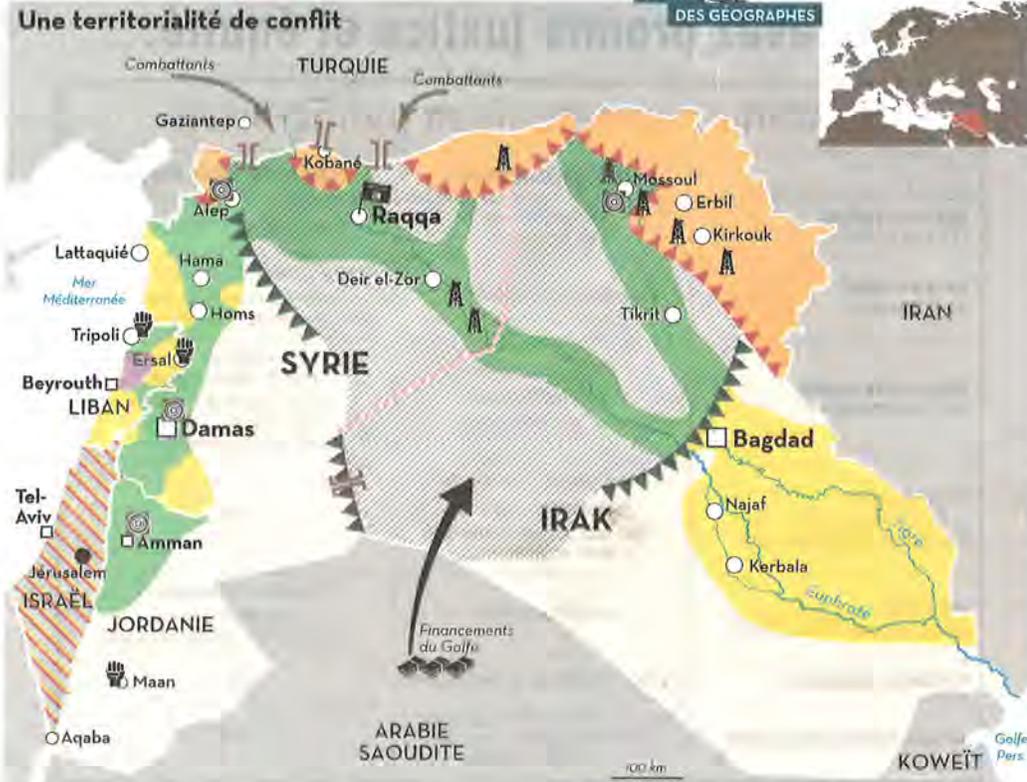
La barbarie des massacres (seyfo/saypa) de 1915 de part et d'autre de la frontière iranoturque mit fin aux anciennes solidarités tribales entre Assyriens et Kurdes ottomans ; les massacres perpétrés de nouveau en 1918 et 1919 dans la région d'Ourmia hantent aujourd'hui encore la mémoire des Assyro-Chaldéens ; ils firent vaciller la complicité des populations d'Azerbaïdjan, sans parvenir à la briser totalement.

Alors que la présence assyrienne a disparu au Hakkari, les Iraniens d'Ourmia et de Salmas, musulmans et chrétiens, ont su retrouver au cours des années 1920 les clés d'une vie commune. La beauté des chants et des liturgies de langue syriaque emplit de nouveau les églises de la région. »

---



LE LIBÉ  
DES GÉOGRAPHES



ou les Etats eux-mêmes – lorsqu'ils partagent les mêmes intérêts stratégiques. Mais il ne se contente pas de ses ressources extérieures – qui le rendraient trop dépendant –, taxe le transit des marchandises et les commerces, et s'approprie les biens des populations expulsées. Dès ce printemps, le contrôle des puits de pétrole de la vallée de l'Euphrate, entre Deir el-Zor et Al-Boukamal, lui a apporté une nouvelle source de revenus estimée entre 1 et 2 millions de dollars (entre 800 000 et 1,6 million d'euros) par jour. Le pétrole brut ou semi-raffiné alimente la contrebande vers l'Irak et la Turquie, voire vers la zone contrôlée par Damas. Il est également vendu à la population locale qui ne dispose que de ce carburant pour se déplacer ou alimenter les groupes électrogènes. En Syrie, l'objectif premier de l'EI n'est pas la chute du régime d'Al-Assad mais l'unification des autres groupes rebelles sous sa bannière. Il s'est donc abstenu, dans un premier temps, d'entrer en conflit avec l'armée syrienne. Mais en juillet, une fois les derniers insurgés de la vallée de l'Euphrate éliminés ou ralliés, il s'est attaqué aux bases militaires de Deir el-Zor et Raqqa, s'emparant notam-

- |  |  |  |  |
|--|--|--|--|
| <p><b>Frontières de l'Etat islamique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Front antikurde</li> <li>Front anti-Etat s'impies</li> <li>Cibles stratégiques</li> <li>Manifestations pro-EI</li> </ul> | <p><b>Territoires de l'Etat islamique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Territoire</li> <li>Population sunnite à conquérir</li> <li>Puits de pétrole</li> <li>Poste frontalier</li> </ul> | <p><b>Utopie mobilisatrice</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Reprise de Jérusalem</li> <li>Destruction d'Israël</li> <li>Elimination des chiites</li> <li>Suppression des frontières «Sykes-Picots»</li> <li>Dhimitude des chrétiens</li> </ul> | <p><b>Cadre géographique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Population kurde</li> <li>Habitat non-permanent</li> </ul> |
|--|--|--|--|

**Abou Bakr al-Baghdadi veut régner sur un territoire épuré des éléments non-arabes et non-sunnites, garantie de sa sécurité.**

# L'inexorable progression de l'Etat islamique

Profitant de populations et de territoires affaiblis, les nouveaux jihadistes s'appuient sur des finances colossales pour asseoir leur califat en Irak et en Syrie. Et l'étendre vers le sud.

Texte et carte par **FABRICE BALANCHE**  
Géographe et directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient à la Maison de l'Orient et de la Méditerranée

Avec l'Etat islamique (EI), le jihadisme a changé de stratégie. Il ne s'agit plus de constituer un réseau à l'échelle internationale mais de s'appuyer sur un territoire. La mort de Ben Laden et la dislocation du réseau Al-Qaeda ont favorisé cette nouvelle stratégie, d'autant que le calife autoproclamé Al-Baghdadi a rompu avec le successeur de Ben Laden, Ayman al-Zawahiri. Lorsqu'il s'installe en Syrie, l'EI dispose déjà de solides bases arri-

res en Irak, dans les provinces sunnites de Mossoul et d'Al-Anbar, d'où proviennent les combattants et les ressources financières. Car il a déjà instauré une fiscalité parallèle à celle de l'Etat irakien. En Syrie, la ville de Raqqa devient sa capitale et le centre de son expansion dans le nord du pays. Accusant un retard de développement conséquent – un tiers d'analphabètes, un taux de fécondité de 8 enfants par femme et plus de 50% de la population active qui travaille dans l'agriculture –, la province de Raqqa est la plus pauvre de l'Etat syrien. C'est tout à fait l'environnement qui convient à l'EI, qui, après avoir éliminé les cadres du régime baasiste et les opposants laïcs, va pouvoir imposer un salafisme «authentique» à la population.

L'instauration de cours de justice islamique et les distributions de nourriture sont les meilleures armes de l'EI pour séduire la population. Il s'agit de restaurer la justice et la sécurité pour les classes populaires, laissées pour compte de la libéralisation économique du régime de Bachar al-Assad et livrées aux rivalités entre groupes rebelles. Les silos à grains sont vidés pour alimenter les boulangeries qui doivent fournir du pain à prix modique. L'eau, don de Dieu, est désormais gratuite pour les agriculteurs des périmètres irrigués.

**CONTRÔLE DES PUIITS.** L'Etat islamique redistribue également une partie des financements en provenance des pétromonarchies du Golfe – riches admirateurs privés

ment de l'aéroport militaire de Tabqa. Il poursuit son avancée vers le nord-ouest de la Syrie, à la fois contre les rebelles et les milices kurdes du PYD, la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

**HÉRÉTIQUES.** La lutte contre les Kurdes est un puissant facteur d'unification des Arabes sunnites qui profite directement à l'EI, en Syrie comme en Irak. La création de territoires et de gouvernements autonomes kurdes constitue une inversion de pouvoir tout à fait inacceptable pour les Arabes habitués à dominer les Kurdes. L'Etat islamique, tout comme dans le passé les régimes baasistes, profite du sentiment antikurde, menant à leur encontre une stratégie très claire d'épuration ethnique. Qu'importe si les Kurdes sont sunnites, leur islam n'est pas jugé

sincère par Al-Baghdadi. Quant aux chiïtes, ils doivent être éliminés sans plus de procès car jugés hérétiques. En Irak, après des siècles de domination, les sunnites n'ont pas supporté l'arrivée au pouvoir des chiïtes subséquente à la chute de Saddam Hussein. En Syrie, la domination des alaouïtes, depuis la révolution baasiste de 1963, est contestée par la majorité sunnite. En principe, les chrétiens, considérés comme «gens du livre», devraient être tolérés en tant que *dhimmi*, moyennant une taxe spéciale: la *jizya*. Mais en réalité, il s'agit d'éliminer toutes les communautés qui pourraient servir d'appui à une reconquête extérieure: les yézidis du Sinjar sont certes

considérés comme hérétiques, mais le massif de cette région d'Irak est surtout un endroit stratégique qui menace Mossoul et assure la continuité entre le Kurdistan de Syrie et d'Irak. L'enclave kurde d'Aïn al-Arab (Kobané) entrave la progression de l'Etat islamique vers Alep (*lire ci-dessous*); il est donc indispensable de l'éliminer avant de poursuivre vers le sud-ouest. Salamiyeh, à l'est de Hama, peuplé d'ismaéliens (chiïtes) et d'alaouïtes, sera sans doute la prochaine cible,

moins en raison de sa population «hérétique» que de sa position stratégique sur la nouvelle route qui relie Homs à Alep. Al-Baghdadi veut régner sur un territoire épuré des éléments non-arabes et non-sunnites, garantie de sa sécurité: Bagdad, ville à majorité chiïte, ne l'intéresse pas, contrairement à Alep, objectif plus accessible. En Syrie tout comme en Irak, l'EI est désormais constitué de combattants locaux, principalement recrutés dans les couches populaires de la société, parmi une jeunesse qui rêve de renverser les rapports de pouvoir traditionnel, le patriarcat et le tribalisme à son profit. Mais il ne néglige pas pour autant les structures classiques d'encadrement territorial: les chefs tribaux sont invités à donner leurs filles en mariage aux «émirs» de l'Etat islamique et à envoyer leurs fils combattre dans ses rangs. Ainsi, toute la clientèle bascule vers lui, ce qui risque de compliquer une stratégie de contre-insurrection s'appuyant sur les tribus sunnites, comme l'avait fait le général Petraeus en 2006.

**CONTRE-PRODUCTIVES.** Les frappes de la coalition ne gênent pas l'EI, bien au contraire, ses combattants étant mobiles et dispersés au

milieu de la population. Les «dégâts collatéraux» inévitables que causent ces frappes à la population civile lui apportent un nouveau soutien. Devenu l'ennemi public numéro 1 des Etats-Unis, les financements extérieurs affluent et les autres groupes islamistes sont forcés de lui témoigner sa solidarité, tel le Front al-Nusra. Sans appui terrestre, les frappes de la coalition seront rapidement inefficaces, voire contre-productives, or les rebelles «modérés» en Syrie sont incapables de s'opposer à la dynamique de l'EI et les Kurdes irakiens ne dépasseront pas les limites du Kurdistan. Pour venir à bout de l'Etat islamique, il faudrait à la coalition s'appuyer sur les gouvernements de Damas et de Bagdad, tous deux alliés de l'Iran, ce qui est en parfaite contradiction avec les intérêts géopolitiques de la Turquie, du Qatar et de l'Arabie Saoudite. ◆

## REPÈRES

**Abou Bakr al-Baghdadi est, depuis le 29 juin, l'autoproclamé calife Ibrahim de l'Etat islamique.** Né en 1971 à Samarra, en Irak, ce docteur en sciences islamiques a été

arrêté en 2004 par les Américains et relâché en 2009. Il est l'un des trois terroristes les plus recherchés par les Etats-Unis, qui offrent 10 millions de dollars (7,9 millions d'euros) pour sa capture.

**«Nombre des actes [perpétrés par l'EI] pourraient être considérés comme des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.»**

**Zeid Ra'ad al-Hussein** haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies

# 20 000

**C'est, au minimum, le nombre d'hommes que compte l'EI en Irak et en Syrie,** selon le Centre national antiterroriste américain. Pour l'agence, ce chiffre pourrait aller jusqu'à 31 000. Environ 15 000 d'entre eux seraient des jihadistes étrangers.

 3 OCTOBRE 2014

La Turquie empêche désormais les combattants kurdes d'aider la ville syrienne.

# La bataille perdue de Kobané

Les drapeaux noirs de l'Etat islamique se rapprochent de Kobané. Deux d'entre eux sont apparus jeudi matin dans les faubourgs de la ville (Aïn al-Arab en arabe) du Kurdistan syrien. L'un est accroché sur un château d'eau du village de Kazika, à 5 kilomètres à l'est. L'autre est planté au sommet de la colline de Zorava, à l'ouest, là où les combattants kurdes étaient encore présents la veille (*Libération de mercredi*). De la frontière turque, on apercevait jeudi midi des pick-up de l'Etat islamique qui pénétraient dans les quartiers extérieurs de la ville.

**Assaut final.** Kobané tient encore, mais les combattants kurdes ont failli la perdre durant la nuit de mercredi à jeudi. Appuyés par des tanks et des armes lourdes arrivés de Raqqa, dans le nord de la Syrie, les jihadistes se sont emparés de la totalité des villages des alentours alors que les Kurdes en contrôlaient encore six la veille. Ils ont aussi progressé de plusieurs kilomètres à l'ouest, renforçant encore leur étau sur la ville. «C'est une catastrophe, ils nous encerclent totalement, ils ne sont plus

qu'à quelques kilomètres à l'est, à l'ouest et au sud», s'alarmait au téléphone un combattant kurde des Unités de protection populaire présent à l'intérieur de Kobané. «Nous appelons à l'aide depuis des jours et personne ne nous entend. Mais tous les combattants sont d'accord, nous ne partirons pas, nous attendrons leur assaut, et le monde entier nous regardera mourir», ajoutait-il avant de raccrocher.

Mais, alors que la ville semblait sur le point de tomber, le grondement d'avions de la coalition s'est fait entendre. A l'aube, après des frappes au sud de Kobané, les jihadistes avaient reculé. Le répit n'a toutefois pas duré: dès jeudi après-midi, ils avançaient à nouveau, confirmant le scénario d'un assaut final qui se conclura par des combats dans les rues de la troisième ville du Kurdistan syrien.

Les derniers habitants n'ont pas attendu et ont fui, tôt jeudi, laissant Kobané aux mains des seuls combattants kurdes. «J'étais l'un des derniers mais les tirs de roquettes de la nuit dernière dans le centre-ville m'ont convaincu. Les jha-

distes ne visent pas les positions des combattants, ils tirent partout où ils peuvent. J'ai vu au moins dix cadavres ce matin, quasiment tous des civils», explique Abdullah, un épicier qui venait de se réfugier en Turquie.

**Poste-frontière.** Pour défendre la ville, les Kurdes ne peuvent plus compter sur l'arrivée de renforts. Alors que des volontaires affluaient depuis une dizaine de jours, l'armée turque, qui ouvrait par intermittence le poste-frontière de Mursitpinar, l'a désormais fermé. Elle a également renforcé ses contrôles le long de la frontière pour bloquer ceux qui tentent de passer clandestinement. De sa prison, au large d'Istanbul, Abdullah Ocalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a menacé de suspendre les négociations de paix avec la Turquie si l'Etat islamique s'emparait de Kobané. A Ankara, le Parlement devait examiner jeudi une résolution autorisant l'armée turque à conduire des opérations militaires en Syrie et à laisser passer des soldats étrangers qui vont y combattre.

De notre envoyé spécial à Suruç LUC MATHIEU

# The Kurdish kingmakers

Unless Abbadi's government resolves longstanding issues with the Kurds, Obama's ISIL strategy may die an early death.



*The Kurds argue that the issues on the table have been debated and discussed for years, writes Denselow [AFP]*



**James Denselow**  
01 Oct 2014  
www.aljazeera.com

There is a temptation when viewing the Middle East to be so preoccupied catching up with the latest crisis that the older ones are neglected. Take the long-standing issue of Kurdish nationalism in a region whose original colonial state builders neglected to find space on their canvas to draw the borders of Kurdistan.

Today it is no underestimation to say that the Kurds have gone from being a fringe element to the region's power equation to one of its central players. Nowhere is this more obvious than in US President Barack Obama's new ISIL offensive. At its most conventional, Obama looks to support the new "inclusive" Iraqi government of Prime Minister Haider al-Abbadi against the neo-barbarian hordes of the ISIL marauders. Yet Abbadi's government was only able to form on the basis of Kurdish buy in and that didn't come for free.

Indeed somewhat unnoticed in the celebration of former Premier Nouri al-Maliki's fall and the new era of national unity government was the clause that the Kurds inserted into their joining the government - that all of the Kurdistan Region's "lagging and serious issues" with Baghdad must be resolved within three months. These issues are fairly fundamental to the Abbadi of the viability of a future Iraqi state and they've proved intractable over the past 11 years since the US-led invasion. So Abbadi faces the twin pressures of reuniting a fractured Iraq under a common vision and dealing with the richest

and perhaps most vicious terrorist group in recent history - and if he can't make progress on the first part within the next few months then the entire process may collapse.

## SERIOUS DEADLINE

December 8 is the "serious deadline" for the Kurds to see action from Baghdad coming exactly three months since the formation of Abbadi's government. While this timeline may seem unrealistic, the Kurds argue that the issues on the table have been debated and discussed for years with the status of Kirkuk, the "Kurdish Jerusalem" as some refer to it, supposed to have been settled by the end of 2007.

Gary Kent, director of the UK All Party Parliamentary Group on Kurdistan, told me that "The international community needs to recognise that Baghdad has sold the Kurds short for a decade with broken promises. Even as the security and humanitarian crises accelerated this year the Kurds have received no budget entitlements at all and Baghdad has sought to block oil exports which are allowed under the Iraqi constitution."

In September, British Foreign Secretary Philip Hammond explained that "In Iraq we're collectively building international support for Abbadi's government, which is committed to political reform and to representing all of Iraq's communities." To date there appears to be little progress in showing Baghdad's commitment to the Kurds. While coalition aircraft continue their attacks, it is the Peshmerga who are fighting ISIL on multiple fronts along a 966km-plus front line stretching in an arc from near the Syrian bor-

der in the northwest to the Iranian frontier in the east.

To emphasise the issue of the blocking of funds, the Kurds have been engaged in a PR blitz reminding the world that they are fighting the good fight with desperately poor resources whether its World War II era guns or homemade tanks that wouldn't look out of place in the new "Mad Max" film. Meanwhile as Prime Minister Abbadi continues to talk the good talk about inclusivity, members of Iraq's minority population are reportedly joining the Peshmerga.

## 'WE HEAR YOU'

Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani has expressed his desire to hear Baghdad tell the people of the Kurdistan Region: "We hear you, and we will solve your problems because we know that we can't expect you to continue to participate in Iraq without hope." The KRG's High Representative to the UK Bayan Sami Abdul Rahman has called on the government in Baghdad to "recognise the Peshmerga as part of the Iraqi military as stated by the Constitution" warning that "if we don't see improvement we will review our position".

The issue of oil revenue would appear to be the most immediate as both a gesture of intent and practical support for the fight against ISIL. However, instead of releasing the 17 percent of the Iraqi budget that is earmarked for the KRG and unblocking oil sales reports have emerged last month of the Iraqi government looking to classify Kurdish oil as "stolen property". Resolving the status of Kirkuk and the disputed territories would appear to be the trickiest issue to address with continued ISIL activity in the area leading some to speculate that the focus will be on the uncertainty of today not tomorrow.

This confluence of thorny issues has the added element of humanitarian crisis layered on top of it. The Kurdish controlled statelet of some five million people has received some 1.4 million refugees. Winter is coming and Barzani has warned that Iraq's government must "intervene immediately" to prevent large scale loss of life. These political, economic, and humanitarian challenges that Abbadi faces will be a crucial component of whether the Obama strategy can endure. The clock is ticking.

James Denselow is a writer on Middle East politics and security issues and a research associate at the Foreign Policy Centre.

The views expressed in this article are the author's own and do not necessarily reflect Al Jazeera's editorial policy. ♦

*James Denselow is a writer on Middle East politics and security issues and a research associate at the Foreign Policy Centre.*

# Turkey must save the Kurds

Asli Aydintasbas

**ISTANBUL** My generation of Turks grew up hating Kurdish separatists. Instead of questioning why Kurds weren't allowed to speak their own language, live in their own villages or sing their own songs, we blamed the Kurdistan Workers Party, or P.K.K., which had been waging a guerrilla war against Turkey since 1984, for all of Turkey's woes. Kurds were responsible for the death of our soldiers, we said. They were guilty of tearing up the country, draining our resources and siding with our enemies. In the mainstream press, they were simply "baby killers."

Over the past few decades, that view started to soften as the history of human rights abuses committed in Turkey's Kurdish regions was revealed. An ongoing peace process with the P.K.K., and the Turkish government's post-2010 rapprochement with Iraq's Kurdish region has begun to heal the rift between Turks and Kurds. And Iraqi Kurds, landlocked and alienated in an unstable country, started seeing Turkey as a key ally — reciprocated thanks to Turkey's commercial appetite in the oil-rich region.

When secular Turks staged mass protests against Prime Minister Recep Tayyip Erdogan last year, Kurds came out in support of the demonstrators. They camped out in Istanbul's Gezi Park alongside leftists, students and artists — ostensibly to save a bunch of trees from an ugly development project, but in reality to protest Mr. Erdogan's repressive style of governance.

Today, the Kurds are showing even greater courage. In Iraq and Syria, they are fighting Islamic State terrorists on our borders. Together with Iraqi Kurdish forces, the P.K.K. and its Syrian offshoots, our Kurdish compatriots have effectively formed a buffer zone between modern Turkey and the medieval radicalism propagated by the Islamic State. They are protecting not only our physical well-being but our entire way of life — and for this we must be grateful.

Long derided as backward, Kurds are now increasingly seen as heroic by many secular liberal Turks who are anxious about the march of radical Islam. On battlegrounds in Iraq and Syria, Kurdish men and women fight side by side, resisting and dying together.

Thousands of Turkish Kurds have crossed into Syria to join the Democratic Union Party, or P.Y.D. — Syria's



BULENT KILIC / THE ASSOCIATED PRESS

Turkish soldiers helping Kurdish families fleeing the fighting in Syria.

powerful Kurdish faction which has already been fighting the Islamic State for over a year. In Iraqi Kurdistan a few weeks ago, I heard a local pesh merga commander wax lyrical about the courage of a group of female P.K.K. guerrillas who refused to flee, even as his own men deserted the battlefield. That unit was commanded by a young Turkish Kurd, a woman who successfully repelled an Islamic state onslaught in the town of Maxmur. One week later, I read about her death on a Kurdish website.

With or without American strikes, the Islamic State and the ideology it represents will not go away anytime soon. Turkey must embrace the Kurdish presence in Iraq and Syria, and help the Kurds in their fight against ISIS. We are much better off protected by a Kurdish buffer zone than facing ISIS alone along our 600-mile border with Syria.

Doing so will require a huge paradigm shift for Turkey: It must abandon its nationalist legacy and reimagine itself as a joint Turkish-Kurdish entity. Turkish Kurds represent about 25 percent of the population, and the government has wisely been pursuing a peace process with the P.K.K. There are ups and downs in the talks between Turkish intelligence and the imprisoned P.K.K. leader, Abdullah Ocalan. But at the end of the day, both sides need each other.

It is therefore a mistake to assume that a weakened Kurdish presence means a stronger Turkey or that Turkey's own peace process is disconnected from the fate of Kurds outside our borders. The Turkish government cannot sit on the sidelines because it fears

an autonomous, P.K.K.-controlled Kurdish zone on the border more than the Islamic State's gains. When I asked one government official why Turkey was not helping the Kurdish forces in Syria, he replied, "Why must we choose between the P.K.K. and ISIS?"

But we must. We must choose because the Kurds are our only reasonable allies in a region of turmoil. Embracing them — our fellow citizens — would also help to heal our own fractured souls.

As I write, the Syrian town of Kobani, separated from the Turkish town of Suruc by an artificial line drawn a century ago, is being pounded by mortar fire. Over 150,000 people have fled to Turkey over the past two weeks, and thousands more Kurdish youth have crossed from Turkey into Kobani to join the Kurdish forces there. Turkey's Parliament voted Thursday to authorize military force in Syria and Iraq, but did not commit to aiding the Kurds fighting in Kobani. We cannot allow the Islamic State to take this town, or others.

A few years ago, Prime Minister Ahmet Davutoglu, who was then foreign minister, said "Turkey has two options ahead; we'll either shrink or expand. We'd rather expand hand in hand with the Kurds."

He was right. But Turkey cannot be a neutral bystander in this battle. To preserve our borders, as well as our democracy, we must take bold steps now to save the Kurds. At the end of the day, it's the only way to save ourselves.

ASLI AYDINTASBAS is a columnist for the Turkish daily *Milliyet*.

# En première ligne contre l'« Etat islamique »

Depuis les monts Sinjar, refuge des yézidis qui ont réussi à échapper à l'EI, le PKK organise la résistance, sans perdre de vue son but ultime : la naissance d'un Kurdistan indépendant

**PHOTOS : HIEN LAM DUC POUR « LE MONDE »**  
**TEXTE : CHRISTOPHE AYAD**

C'est l'une des conséquences les plus inattendues de la guerre lancée par l'« Etat islamique » (EI) en Irak et en Syrie. Le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, s'est imposé comme la principale force anti-djihadiste de la région. Contrairement aux peshmergas, ces soldats kurdes irakiens qui ont déserté les villages yézidis (des Kurdes adeptes d'une religion héritée du zoroastrisme) et chrétiens au mois d'août, les rebelles kurdes de Turquie du PKK et leurs alliés syriens (YPG) ont combattu l'EI les armes à la main, les sauvant d'une mort quasi-certaine. En témoigne cette jeune fille de 16 ans croisée par notre

envoyé spécial, le photographe Hiên Lâm Duc, à qui elle a raconté son calvaire : arrachée à sa famille, vendue pour 200 dollars à un combattant arabe à Mossoul, elle s'est enfuie avant d'être recueillie par le PKK. Depuis, le PKK a pris racine sur le mont Sinjar, refuge des yézidis d'Irak. Il y a installé des camps d'entraînement accueillant des yézidis locaux, ainsi que des exilés venus d'Europe pour sauver leur peuple. Une formation militaire, mais aussi idéologique. Les YBS, les unités de combattants yézidis, sont identiques à celles du PKK turc ou des YPG syriens : mixtes et organisés selon une discipline de fer. « Nous disposons de 500 combattants et les yézidis sont 500, confie le commandant Agit, le responsable local du PKK. Ce n'est pas encore assez pour reprendre la ville de Sinjar. »

Le PKK est aussi installé de l'autre côté de la frontière, en Syrie. Le portrait d'Abdullah Ocalan, son fondateur, emprisonné en Turquie, est partout dans les zones qu'il contrôle, par l'intermédiaire de sa succursale syrienne. Plus encore qu'en Irak, la bataille y est féroce. Elle se joue en ce moment à Kobané, une ville kurde syrienne assiégée par l'EI. Côté syrien, Hiên Lâm Duc a traversé un territoire morcelé et aride, où les allégeances varient d'un village à l'autre, où les routes sont minées et où la contrebande artisanale de pétrole est la seule activité encore viable. En témoignent les innombrables panaches de fumée noire qui sont autant de raffineries de fortune. Au cœur du « califat » de l'EI, le PKK se bat pour que naisse son Kurdistan. ■



**A Derik, en Syrie, le PKK a installé des centres de formation pour entraîner les yézidis au maniement des armes et au combat.**





## At least 30 Kurdish fighters killed in two suicide bombs in Syria's Hasakah

BEIRUT Mon Oct 6, 2014 (Reuters)

**AT LEAST 30 people were killed in two suicide attacks on two checkpoints run by Kurdish fighters in Syria's northeastern city of Hasakah on Monday, the Syrian Observatory for Human Rights said.**

"The attacks targeted checkpoints run by Kurdish fighters on the western entrance of the city. They occurred within minutes of each other," Rami Abdelrahman from the Observatory said.

For more than three weeks, Syria's Kurds have been engaged in heavy fighting with fighters from the Islamic State group which is trying to seize the border town of Kobani after taking large parts of Syria and Iraq.

On Monday, the radical group raised its black flag on a building on the outskirts of Kobani.

The northeastern province of Hasakah, which borders Iraq and Turkey, has a population of over one million, 70 percent Kurd and 30 percent Arab. Kurds compose around 10 percent of Syria's 23 million population. They are mainly Sunnis. ○



## Où est le mari? Soupçons dans les camps de réfugiés irakiens

Khannaqin (Irak), 5 octobre 2014 (AFP)

**DANS LE CAMP de réfugiés d'Aliama, au Kurdistan irakien, les nouveaux arrivants doivent présenter leurs documents d'état civil. Si le mari est absent, la famille devient suspecte par crainte que l'homme ne combatte au sein du groupe de l'Etat islamique.**

Aliama est l'un des nombreux camps qui sont gérés par les autorités kurdes mais accueillent en très grande majorité des Irakiens arabes sunnites ayant fui les zones conquises par l'EI lors de sa fulgurante offensive de juin.

"Ici, 99% des familles sont arabes sunnites", affirme Taleb al-Dalaoui, le responsable de ce camp qui abrite 1.757 familles en bordure de la ville de Khannaqin.

"Il y a un million d'Arabes déplacés au Kurdistan. Parmi eux, il y a évidemment des gens bien, mais il y en a aussi qui coopèrent avec l'EI", souligne le général Halgord Mulla Ali, porte-parole du ministère des peshmergas (forces kurdes).

Il accuse ces derniers d'être responsables d'attentats perpétrés à proximité de postes militaires kurdes dans la province de Diyala (nord-est). L'explosion d'une bombe sur le passage d'un convoi a ainsi tué quatre peshmergas une semaine plus tôt.

"Nous savons que ce sont des réfugiés qui ont fait ça", affirme le général, sans apporter de preuves.

C'est pour tenter de limiter les risques que des contrôles ont été mis en place dans les camps d'accueil. Les déplacés doivent y présenter leur "carte de famille", sorte de livret de famille tenant lieu de document d'identité.

Au camp d'Aliama, également connu sous le nom d'Ayden, "il y a ici 150 familles qui n'ont pas été rejointes par le mari", indique Taleb al-Dalaoui.

Si une femme débarque sans son époux, "nous lui demandons de fournir des preuves de l'endroit où il se trouve", explique M. al-Dalaoui.

"Si elle prétend que son mari est mort, elle doit présenter un certificat de décès", précise-t-il.

Dans le cas où elle explique que son mari ne peut pas venir car il travaille dans une autre ville, "nous vérifions auprès des services de sécurité de cette ville ou nous contactons le mari par téléphone".

La réponse est parfois jugée crédible. Mais il arrive aussi "que le mari ordonne à sa femme de quitter immédiatement le camp lorsque nous commençons à poser des questions", ajoute M. al-Dalaoui.

Si l'absence du mari n'est pas justifiée, les familles sont chassées des camps et finissent parfois dans des immeubles en construction de la ville, explique-t-il.

- Armes et explosifs -

Malgré ce contrôle des arrivants, les assayesh -- un corps de sécurité kurde distinct des peshmergas -- fouillent régulièrement les tentes des réfugiés à la recherche d'armes et d'explosifs.

"Ils en ont trouvé chez ces familles dont le mari est membre de l'EI", affirme le colonel peshmerga Ali Abdullah, en charge du commandement dans la zone de Khannaqin, refusant de révéler l'identité de ces familles "pour les protéger".

Dans une annexe du camp d'Aliama entourée d'ordures et de chiens errants, où s'entassent 150 familles venues des secteurs de Diyala contrôlés par l'EI, les familles dont l'homme est absent sont également refoulées.

"Si l'homme n'est pas là et qu'il n'est pas mort, cela signifie qu'il combat dans les rangs de l'EI pendant que sa famille est ici", assure le responsable, Souar Ismaïl Hussein, en refusant d'en dire plus.

Les déplacés refusent de s'exprimer sur le sujet. Ils ne savent rien, affirment-ils.

Malgré cette atmosphère de suspicion et de crainte non-dite, il n'y a pas de tensions dans les camps, ni avec la population locale ou les forces kurdes, affirment les peshmergas.



## La zone tampon voulue par Ankara vise avant tout à maîtriser la question kurde (responsable kurde)

Paris, 9 octobre 2014 (AFP)

**LA ZONE TAMPON** réclamée par la Turquie dans le nord de la Syrie a des objectifs humanitaires, face à l'offensive des jihadistes sur Kobané, mais Ankara cherche surtout à empêcher l'émergence d'une région autonome kurde à ses frontières, selon le directeur de l'Institut kurde de Paris Kendal Nezan.

**Q- Pourquoi la Turquie réclame-t-elle depuis 2011 l'établissement d'une zone tampon dans le nord de la Syrie ?**

R- Cette proposition a en fait un triple objectif: humanitaire, pour permettre la protection en Syrie même des populations déplacées par la guerre et soulager la Turquie (qui accueille déjà plus d'1,5 million de réfugiés syriens, ndr). Stratégique, pour protéger l'opposition armée au régime de Bachar al-Assad, qu'Ankara veut voir tomber, et avoir ainsi une carte maîtresse dans les négociations lorsque viendra la période post-Assad. Mais l'objectif politique crucial, pour Ankara, est d'inclure les zones de peuplement kurde dans cette "buffer zone" (zone tampon) afin d'empêcher toute possibilité d'émergence d'une région autonome kurde en Syrie.

**Q- Paris a soutenu cette proposition de zone tampon, Washington affirme qu'elle n'est pas à l'étude, comment analysez-vous l'attitude de la coalition face à la situation actuelle à Kobané ?**

R- La communauté internationale n'a rien fait pour ces malheureux Kurdes de Syrie. On les abandonne, en sous-traitant la question à Ankara. Les chancelleries occidentales font le service minimum. Après tous ces grands discours sur "la menace globale" que représente l'Etat islamique, et sur la nécessité et l'urgence de la mobilisation internationale, on abandonne aujourd'hui des hommes et des femmes qui se battent désespérément sur le terrain contre les jihadistes. Cela montre toute l'incohérence de cette politique. On est dans de la pure rhétorique.

**Q- Quelles sont les perspectives ?**

R- Si Kobané tombe, les jihadistes s'attaqueront ensuite à un autre objectif, la région d'Afrin, une enclave kurde au nord d'Alep, qu'on appelle la "montagne kurde". Et personne ne fera rien, car les Kurdes syriens sont considérés comme des dommages collatéraux. ●

## Dans le viseur d'Ankara : non pas l'Etat islamique, mais les Kurdes

Le Parlement turc a accepté l'idée de participer à l'intervention en Irak et en Syrie, souhaitée par Recep Tayyip Erdogan. Mais les motivations de la Turquie sont bien différentes de celles de ses partenaires de la coalition internationale, rapporte la presse locale.

**Courrier international**  
3 octobre 2014

Le Parlement turc a approuvé jeudi 2 octobre à une large majorité une motion autorisant la Turquie à envoyer des troupes en Syrie et en Irak pour lutter contre l'organisation de l'Etat islamique (EI), dans le cadre de la coalition mise sur pied par les Etats-Unis. Cette motion autorise également l'utilisation du territoire turc par des troupes des pays de la coalition.

Selon Cengiz Candar – dont les éditoriaux sont publiés dans le quotidien en ligne Radikal et dans Hürriyet –, cette motion est davantage motivée par le désir de contenir les Kurdes en Syrie que de vraiment lutter contre l'EI.

"Quand bien même la Turquie est engagée dans un processus de résolution de la question kurde avec le Parti des travailleurs

du Kurdistan (PKK), son obsession à vouloir contenir les Kurdes, c'est-à-dire l'axe PKK-PYD [parti kurde de Syrie lié au PKK] apparaît clairement dans le texte de présentation de la motion présentée par le gouvernement aux députés", explique Cengiz Candar.

"On sent bien que l'EI constitue l'élément secondaire de ce texte par rapport au PKK et au PYD. [...] Nous nous trouvons dans une situation où la Turquie ne semble donc pas vouloir totalement abandonner la carte EI, sans pour autant affronter directement le mouvement kurde en Turquie et en Syrie. Il faudra en tout cas un jour faire un choix, mais, dans les circonstances actuelles, cette motion n'est pas en lien direct avec l'EI et si d'aventure l'armée turque devait pénétrer dans le territoire syrien, ce ne serait pas pour lutter prioritairement contre l'EI." ♦



*Le président turc Recep Tayyip Erdogan devant le Parlement à Ankara, le 1er octobre 2014 - AFP / Adem ALTAN*



## YPG, la milice kurde qui défend Kobané

Beyrouth, 8 octobre 2014 (AFP)

**L'YPG ou les Unités de protection du peuple kurde, est la milice kurde dont les combattants résistent avec acharnement à Kobané pour empêcher leur ville du nord de la Syrie de tomber aux mains des jihadistes du groupe Etat islamique.**

### - QU'EST CE QUE L'YPG ?

L'YPG sont les initiales en kurde de Yekineyen Parastina Gel, où en français les Unités de protection du peuple kurde. Elle est l'unique milice kurde dans les régions où cette ethnie est majoritaire, dans le nord et le nord-est de la Syrie.

Il s'agit du bras armé du plus puissant parti politique kurde, le Parti de l'Union démocratique (PYD).

Selon Wladimir van Wilgenburg, analyste à la Jamestown Foundation aux Etats-Unis, l'YPG a été constitué en 2004, après des manifestations contre le gouvernement syrien. Mais son existence a été rendue publique officiellement en juillet 2012 avec son logo.

Cette annonce a coïncidé avec le retrait des troupes gouvernementales des régions à majorité kurde en Syrie, et l'YPG est devenu de fait l'armée kurde en Syrie.

Cette milice patrouille à la "frontière" des régions kurdes, établit des points de contrôle et joue un rôle essentiel dans la résistance à l'offensive des jihadistes, supérieurs en armes et en combattants, notamment dans la défense de Kobané, la troisième ville kurde du pays.

### - QUI SOUTIENT L'YPG ?

Les experts et des pays de la région, dont la Turquie, affirment que le PYD et l'YPG sont liés au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui mène depuis 1984 une lutte armée en Turquie pour le droit à l'autodétermination.

Si le PYD et l'YPG nient tout lien direct avec ce parti, considéré comme "organisation terroriste" en Turquie et en Occident, ils vénèrent profondément le chef du PKK Abdullah Ocalan, emprisonné en Turquie depuis 1999.

"La majorité des commandants de haut niveau de l'YPG ont été entraînés dans des camps du PKK du nord de l'Irak, dans les monts Qandil", assure à l'AFP Maria Fantappie, une experte de l'Irak et des affaires kurdes à l'International Crisis Group (ICG).

Wladimir van Wilgenburg est plus catégorique. Pour lui, "l'YPG est la branche armée du PKK en Syrie".

La Turquie considère aussi l'YPG comme la branche du PKK et juge "dangereuses" ses actions en faveur de l'autonomie.

### - QUELLES SONT LES RELATIONS DE L'YPG AVEC LES REBELLES ET LE RÉGIME ?

Le retrait des forces gouvernementales des régions kurdes à la mi-2012 a suscité des accusations de collaboration entre le PYD/YPG et le régime syrien.

Les forces kurdes ont eu en outre des relations tendues avec l'opposition syrienne et les rebelles étaient furieux du refus des forces kurdes de les laisser combattre le régime à partir de leurs régions.

Pour les experts, les relations entre les Kurdes et le régime ne sont pas une alliance mais plutôt une entente stratégique qui permet à l'armée syrienne de se battre sur d'autres fronts tandis que les Kurdes se focalisent sur leur autonomie.

Les combattants kurdes n'ont combattu avec les rebelles que dans des secteurs limités et, en général, l'opposition regarde les Kurdes avec suspicion, leur reprochant d'accorder la priorité à leur autonomie plutôt qu'au renversement du régime.

### - QUELS SONT LES MOYENS DE L'YPG ?

L'ICG a indiqué récemment que l'YPG payait 150 dollars par mois à environ 25 à 30.000 combattants, bien que les experts reconnaissent qu'il n'y a pas de statistiques sur l'importance de cette force.

Dans son rapport, l'ICG assure que les combattants kurdes reçoivent un entraînement de trois mois dans neuf camps dispersés dans les trois régions à majorité kurde en Syrie.

Hommes et femmes combattent ensemble mais à Kobané ce sont des familles entières qui défendent leur ville les armes à la main face aux jihadistes.

Les forces de l'YPG à Kobané assurent ne disposer que d'armes légères face aux armes lourdes que l'EI a récupérées dans les bases militaires en Syrie et en Irak.

Cependant, il semble que la milice kurde possède quelques armes lourdes et tanks pris à d'autres groupes armés en Syrie ainsi qu'à l'armée syrienne.

Quant aux fonds, le groupe prélève des taxes dans la région sous son contrôle et bénéficie du soutien financiers du PKK, qui possède un réseau de donateurs en Europe, en Turquie et dans la diaspora kurde, selon les experts. ●

# Kobane: Islamic State widens attack on border town

7 October 2014

<http://www.bbc.com>

Fighting continues to rage in the Syria-Turkey border town of Kobane, with Islamic State (IS) militants moving into a southern district.

The US-led coalition has carried out more air strikes to try to aid the Syrian Kurd defenders.

However, Turkish President Recep Tayyip Erdogan warned air strikes were not enough and Kobane was "about to fall".

At least 400 people have died in three weeks of fighting for Kobane, monitors say, and 160,000 Syrians have fled.

If IS captures Kobane, its jihadists will control a long stretch of the Syrian-Turkish border.

Separately, a Kurdish demonstrator has been killed in clashes with Turkish police in the town of Varto, news agencies say, as Kurds widen their protests against what they view as Turkey's inaction over Kobane.

## FRESH AIR STRIKES

In the latest clashes, the UK-based monitoring group, the Syrian Observatory for Human Rights, said IS had crossed into a southern district of Kobane, taking over many buildings.

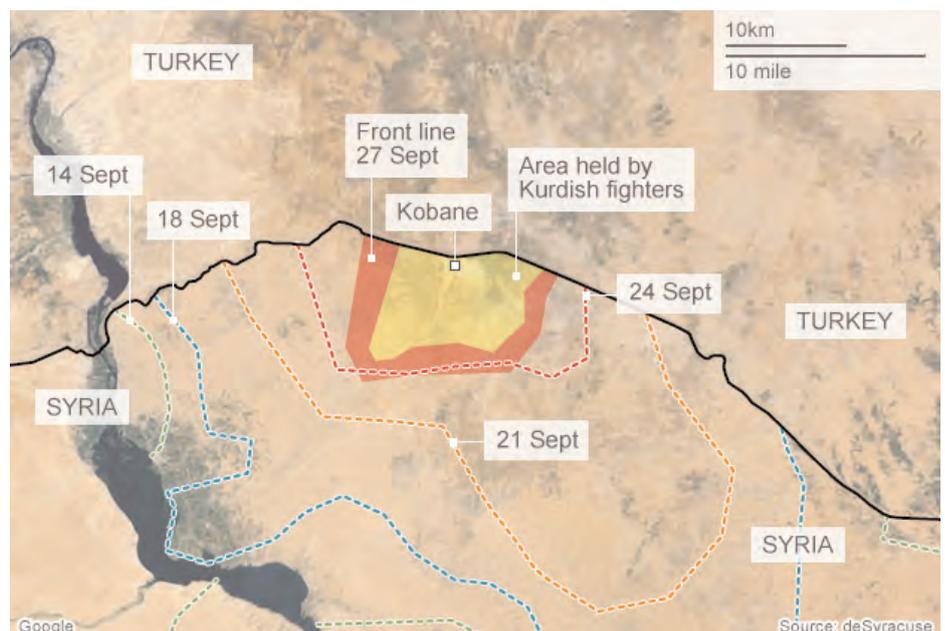
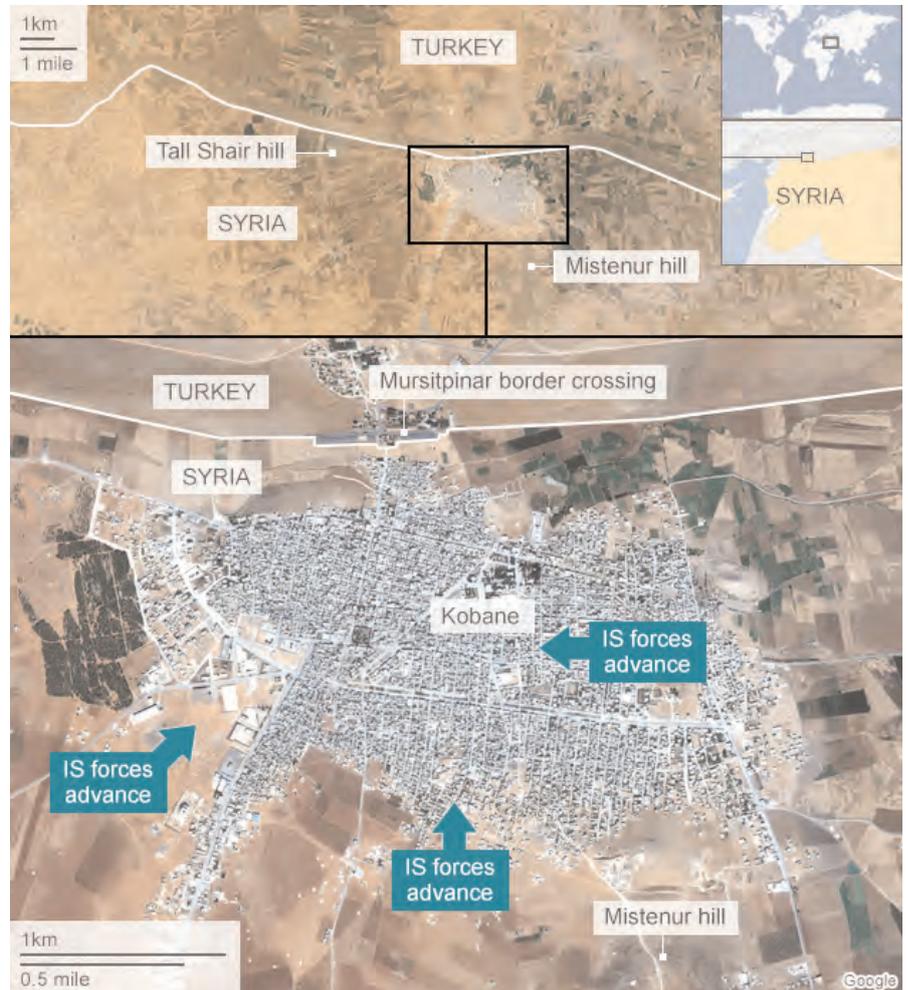
However, the Observatory said heavy fighting had forced IS to pull back from the eastern districts its fighters had entered on Monday evening. It also suggested many IS fighters had been killed in an ambush by Syrian Kurdish fighters.

The town is now besieged on three sides. A humanitarian mission to evacuate the few thousand civilians left in Kobane continued on Tuesday.

A Kurdish official in Kobane, Idriss Nassan, told AFP news agency there were "lots of clashes" on Monday night and Kurdish fighters had halted the IS advance in the east.

But IS was "trying hard to capture the city", he said.

Mr Nassan also repeated the Syrian Kurds' appeal for the West to supply weapons, and called for coalition aircraft to "strike more effectively". He said the Kurds had not yet received "any suitable answer".





ARIS MESSINIS/AGENCE FRANCE PRESSE

A Kurd in Suruc, Turkey, watching the fighting on Tuesday between the Kurdish People's Protection Committees and the Islamic State in Kobani, across the border in Syria.

## ISIS advance on Syrian town exposes U.S.-Turkish divisions

MURSIPTINAR, TURKEY

BY KARAM SHOUMALI  
AND ANNE BARNARD

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey said Tuesday that the Syrian border town of Kobani, under siege from Islamic State fighters, was about to fall to the militants despite United States-led airstrikes on the group.

Asserting that aerial attacks alone might not be enough to stop the fighters' advance, Mr. Erdogan called for more support for insurgents in Syria who are battling the Islamic State, and reiterated Turkey's earlier call for a no-flight zone and a buffer zone along the border.

His comments highlighted a key sticking point between Turkey and Washington: President Obama wants Turkey to take stronger action against the Islamic State, while Mr. Erdogan wants the American effort to focus more on ousting Syria's president, Bashar al-Assad. Turkey has long supported the armed opposition to Mr. Assad.

"There has to be cooperation with those who are fighting on the ground," Mr. Erdogan said, addressing Syrian refugees at a camp in Gaziantep, a border province west of Kobani.

But to the Syrian and Turkish Kurds watching in increasing desperation from hilltops here on Tuesday, the ground force that needs immediate help is the People's Protection Committees, the Kurdish group fighting the Islamic State in the streets of Kobani. They believe that given Turkey's long history of tensions with its Kurdish population, Mr. Erdogan sees the group, known as the Y.P.G., as an enemy and an even greater threat than the Islamic State.

Such complications are part of the tangled mix of alliances and enmities that have challenged the American ef-

fort to battle the Islamic State without wading deeper into the Syrian conflict.

Not long after Mr. Erdogan spoke, an airstrike hit less than a mile southwest of Kobani, also known as Ain al-Arab, sending a black plume skyward. Residents said the target appeared to be an Islamic State tank that had been shelling the town for two days. Two more strikes followed in the same area in less than an hour.

Several other airstrikes hit Islamic State positions overnight and Tuesday morning on the southern and eastern outskirts of the town, said Barwar Mohammad Ali, a coordinator with the Y.P.G. force who was reached by telephone inside Kobani.

"It is the first time that people have the impression that the airstrikes are effective," Mr. Ali said, referring to Kurdish fighters on the front lines. "But they need more."

He said that street fighting continued on Tuesday and that Y.P.G. fighters had killed numerous attackers and captured 20, including 10 foreigners.

The American military confirmed four new airstrikes on the Islamic State, also known as ISIS and ISIL: one strike south of Kobani that destroyed three armed vehicles and damaged another; another strike to the southeast that hit anti-aircraft artillery; and two to the southwest that damaged a tank and "destroyed an ISIL unit."

But there was little joy among the crowds of Kurdish men watching the battle unfold just across the border fence, many of whom had only recently fled the town or had relatives there. One of the men, Mahmoud Nabo, 35, a Syrian Kurd who left his home in Kobani after Y.P.G. fighters urged civilians to evacuate on Monday, said airstrikes would have a limited effect since Islamic state militants move in small groups. They would work, he said, only if Kurdish fighters

were given weapons and ammunition.

"Now I can see the shelling is getting closer to my neighborhood," he said, pointing to the western side of the town. "We thought everything would stop after the first airstrike on ISIS, but now it is closer and more frequent."

Another of those watching, Avni Altindag, a Kurd from the nearby Turkish town of Suruc, said the Islamic State was stronger than a few air raids.

He pointed to the men watching the smoke rising over Kobani as they chanted for the Y.P.G. and listened to warplanes circling overhead. "They used to come with high expectations of strikes against ISIS, but all are disappointed," he said.

Mr. Altindag blamed Turkey for the delay in stronger American-led strikes. "They don't want to help what they say is their enemy," he said. "This is why it is in Turkey's favor that Kobani falls to ISIS."

Kobani is cut off from the east, west and south by the well-armed Islamic State fighters. To the north, refugees and fighters face the border fence with Tur-

**"They used to come with high expectations of strikes against ISIS, but all are disappointed."**

key — a barrier to resupplying the Y.P.G. The Turkish authorities have refused to allow the group to receive supplies and weapons unless it meets a set of demands that are virtually impossible politically.

Turkey wants the group to denounce Mr. Assad and openly join the Syrian insurgents fighting him, and to dismantle its semiautonomous zone inside Syria. But the Y.P.G. and its affiliated political party, the Democratic Union Party, accepted control of Kurdish areas when Mr. Assad's forces withdrew earlier in the Syrian war, and have focused more on self-rule and protecting their territory than on fighting the government.

Turkey also wants the Syrian Kurdish political party to distance itself from the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which the Turkish government and the United States consider a terrorist group. That impasse leaves Kobani isolated. Some refugees are literally pressed against the fence, unwilling to cross because they cannot take their livestock, and sometimes blocked by the Turkish authorities when border crossings are closed.

Turkish soldiers have stood by and watched the fighting from their armored vehicles, and have also stopped Syrian and Turkish Kurds from crossing into Syria to fight the Islamic State.

Tear gas wafted near the border on Tuesday, one of many instances in which Turkish security forces have used it against crowds of demonstrators, journalists, and would-be fighters and refugees. Tensions were also higher, with Kurdish men packing the streets of Suruc to show their displeasure with Turkish policy.

More than 180,000 people have fled the fighting around Kobani, which in addition to its own population had hosted tens of thousands of displaced Syrians. Turkey is hosting more than 1.5 million Syrians, shouldering an enormous economic and political burden.

But on Monday, about 200 civilians who crossed into Turkey from Kobani were detained by the Turkish authorities, said one of the detainees, Mustafa Bali, reached by phone in a Turkish border village called Ali Kor. Buses took them from an official border crossing to a gymnasium, where they are still being detained, he said.

Young men in the group, which also included women and children, were interrogated and asked about Y.P.G. leaders and their relations with them, he said.

*Karam Shoumali reported from Mursitpinar, Turkey, and Anne Barnard from Beirut, Lebanon. Alan Cowell contributed reporting from London.*



ARIS MESSINIS/AGENCE FRANCE PRESSE

An airstrike against Islamic State fighters on Tuesday near Kobani. Turkish soldiers have stopped Syrian and Turkish Kurds from crossing into Syria to fight the militants.

LE FIGARO jeudi 9 octobre 2014

## Hollande favorable à une « zone tampon »

GEORGES MALBRUNOT ET ALAIN BARLUET  
gmalbrunot@lefigaro.fr @abarluet

FACE à la situation alarmante dans le nord de la Syrie et notamment à Kobané, le projet d'une « zone tampon » refait surface. Avancée par la Turquie, l'idée a reçu le soutien de François Hollande, lors d'une conversation téléphonique, mercredi, avec son homologue Recep Tayyip Erdogan. Certes, le secrétaire d'État américain, John Kerry, a estimé que « cela (valait) la peine d'être examiné », comme le chef de la diplomatie britannique, Philip Hammond. Mais la Maison-Blanche et le Pentagone ont rejeté cette proposition mercredi.

Le président turc a déjà plaidé à plusieurs reprises pour l'instauration d'une telle zone tampon assortie d'une zone d'exclusion aérienne (*no fly zone*) dans le nord de la Syrie afin de protéger les secteurs tenus par l'opposition modérée à Bachar al-Assad et les populations fuyant la guerre civile. Cette zone viserait à « éviter les massacres des populations du nord de la Syrie », a indiqué l'Élysée dans un communiqué, faisant allusion non seulement à la menace de Daech sur les Kurdes mais également à celle du régime syrien sur ses opposants. Les présidents français et turc ont ainsi constaté « leur pleine convergence de vues sur la nécessité d'aider davantage l'opposition syrienne modérée en lutte à la fois contre Daech et contre le régime de Bachar al-Assad », selon le communiqué.

Selon Paris, cette zone tampon doit permettre aux rebelles modérés de s'y installer pour renforcer leurs positions



FELICE CALABRO/AP

François Hollande soutient le président turc, qui a déjà plaidé plusieurs fois pour l'instauration en Syrie d'une zone tampon assortie d'une zone d'exclusion aérienne.

contre Bachar. Un projet qui n'est pas nouveau mais dont la concrétisation risque de se heurter à de sérieux obstacles.

Il s'agit d'un remake d'une idée française de 2012. Paris souhaitait alors installer dans les « zones libérées » du régime syrien un « gouvernement provisoire » sur le modèle de celui que les Libyens avaient constitué à Benghazi avant de faire chuter Kadhafi en 2011. Mais les États-Unis avaient rejeté cette idée, « impraticable » à leurs yeux, l'opposition syrienne modérée étant trop faible face aux djihadistes pour affirmer son autorité dans ces « zones libérées ».

À l'époque, à la fin de 2012, Washington négociait déjà en coulisses avec Moscou la tenue d'une conférence internationale - dite Genève II - pour tenter de

mettre sur pied un gouvernement transitoire réunissant opposants à Assad mais aussi membres du régime n'ayant pas de sang sur les mains.

### Le précédent irakien de 1991

Par ailleurs, la mise en œuvre d'une zone tampon pose de nombreux problèmes. Pour assurer sa défense, elle doit être accompagnée d'une zone d'exclusion aérienne. Ce dispositif avait été mis en place dans le nord de l'Irak en 1991 après la répression lancée par l'aviation de Saddam Hussein contre les populations kurdes du nord du pays. Mais une telle zone d'exclusion aérienne nécessite une résolution de l'ONU. Or, la Russie ne voterait certainement pas une résolution créant, dans le nord de la Syrie, une *no fly zone* qui renforcerait l'opposition de son allié Bachar al-Assad.

L'alternative consisterait donc à créer une zone tampon sans mandat de l'ONU sur un territoire limité, par exemple autour de la ville de Kobané, et non pas sur une large partie du territoire syrien le long de la frontière turque. Mais qui en assurerait la défense ? La Turquie seule ? Des pays membres de la coalition ? Et dans ce cas, comment réagiraient Damas et son allié iranien ?

À Ankara, on redoute qu'en cas de défaite de l'État islamique à Kobané ne s'y implante un noyau dur de combattants kurdes. Une hypothèse est évoquée : la Turquie pourrait « gérer » une Kobané post-djihadiste, tandis que des pays arabes de la coalition, l'Arabie saoudite par exemple, soutiendraient l'installation de rebelles modérés dans les autres portions de la zone tampon. ●

# Kurdistan irakien: entre survie et rêve d'indépendance



Isabelle Hachey  
La Presse  
le 05 octobre 2014  
www.lapresse.ca

**Erbil, Kurdistan** - Les Kurdes d'Irak ont longtemps été persécutés par le régime de Saddam Hussein. Aujourd'hui, leur nouvel ennemi est le groupe armé État islamique. Personne ne sait comment cette guerre prendra fin. Mais pour les cinq millions de Kurdes, la crise représente à la fois une menace existentielle et une occasion unique de se donner, enfin, le pays dont ils rêvent depuis des décennies.

Je suis entrée pour la première fois au Kurdistan à bord d'un vieux autocar enfumé, rempli de reporters de guerre fourbus et maussades. À partir de la frontière turque, où nous avons poireauté pendant des jours, la route à travers les montagnes enneigées avait été longue et pénible.

C'était en février 2003. Personne ne savait exactement quand les États-Unis allaient frapper l'Irak de Saddam Hussein. Mais ce n'était plus qu'une question de temps. En attendant une guerre inévitable, j'ai couvert le Kurdistan sous tous les angles. Sa tragique histoire, ponctuée de trahisons, d'exodes et de résistances. Ses aspirations. Ses peurs, si profondes, presque tangibles.

Au vieux souk d'Erbil, la capitale de l'enclave kurde du nord de l'Irak, d'antiques masques à gaz datant de la Seconde Guerre mondiale s'envolaient à 10\$ pièce. Les gens les achetaient même s'ils les savaient périmés. À défaut de mieux, c'était pour eux une sorte de protection psychologique.

Il y avait de quoi être terrifié. À l'époque, les Kurdes étaient convaincus que Saddam Hussein possédait bel et bien des armes de destruction massive. Et qu'il n'allait pas hésiter à s'en servir contre sa propre minorité kurde. Après tout, le dictateur avait gazé plus de 200 villes et villages kurdes à la fin des années 80. En ce temps-là, l'Occident regardait ailleurs; Saddam était encore un allié contre les ayatollahs de l'Iran.

Quand les troupes américaines ont marché sur Bagdad, le 9 avril 2003, les Kurdes ont



À Erbil, l'horizon est obstrué par un enchevêtrement de grues depuis quelques années déjà. On construit des autoroutes, des tours de bureaux, des quartiers entiers de villas aux cours gazonnées. Sur cette photo de 2007, un luxueux centre commercial s'élève à proximité d'un cimetière. Photo Scott Nelson, *The New York Times*

laissé exploser leur joie dans les rues. Enfin, ils étaient libres. Mais des décennies de répression ont fait naître en eux un impérieux désir d'indépendance. Aujourd'hui, la peur est revenue sous la forme du groupe armé État islamique (EI), qui a proclamé un «califat» sur un large territoire de l'Irak, directement au sud de la frontière du Kurdistan. Et avec la peur, le vieux rêve d'indépendance kurde a refait surface.

Quand je suis retournée à Erbil, à la mi-septembre, je n'ai pas reconnu la ville. Le vieux souk a fait place à de luxueux centres commerciaux. L'horizon est obstrué par un enchevêtrement de grues. On construit des autoroutes, des tours de bureaux, des quartiers entiers de villas aux cours gazonnées. Les kebabs du coin de la rue ont été éclipsés par des cafés branchés où les préposés à l'entretien sont invariablement bangladais ou népalais.

Erbil est en plein essor, transformé par l'argent du pétrole. Rien à voir avec Bagdad, la chaotique capitale de l'Irak, à 400 kilomètres au sud. Le Kurdistan est un rare success story dans un pays en ruine, déchiré par les violences et les conflits sectaires. La région autonome est prospère, séculière et pro-occidentale: un rêve pour les États-Unis, dans un pays où tout le reste a tourné au cauchemar.

«Le Kurdistan fonctionne bien», a déclaré le président Barack Obama au magazine *Time*, en septembre, pour justifier les frappes américaines visant à freiner l'avancée du groupe État islamique sur le territoire kurde du nord de l'Irak. «Il y existe

une tolérance religieuse que nous aimerions voir ailleurs. Alors, je pense qu'il est important de s'assurer que cet espace soit protégé.»

Si Washington veut sauver le Kurdistan, il n'est pas certain que le Kurdistan soit encore prêt à sauver l'Irak de la désintégration. Pendant 11 ans, les Kurdes se sont prêtés au jeu. Ils ont participé à la création et au fonctionnement de l'État fédéral. Mais ils sont à bout de patience. En juillet, le président du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), Massoud Barzani, a annoncé la tenue prochaine d'un référendum sur l'indépendance. «Le temps est venu de décider de notre destin, a-t-il déclaré. Nous ne devrions pas attendre que les autres décident pour nous.»

S'il y avait un référendum, plus de 90% des Kurdes voteraient en faveur d'un pays bien à eux, assure Bahman Hussein, ancien ministre du Parlement régional. Mais c'est loin d'être chose faite. Les Kurdes se heurtent non seulement à la résistance de Bagdad, mais aussi à celle de Washington, qui craint que l'indépendance du Kurdistan ne déstabilise toute la région en ravivant le rêve sécessionniste des minorités kurdes de la Turquie et de l'Iran.

«Chaque nation a le droit de tenir un référendum sur sa destinée, dit M. Hussein. Les Québécois et les Écossais l'ont fait. Pour le moment, toutefois, les Kurdes en sont empêchés pour des raisons géopolitiques.» Mais ils ont appris à être patients, ajoute-t-il. «Quand j'étais enfant, j'ai vu des Kurdes se faire massacrer. Aujourd'hui, je suis vieux et je vois ➤

➤ encore des Kurdes se faire massacrer. Notre objectif a toujours été l'indépendance. Nous avons fait tous ces sacrifices pour l'atteindre. Et un jour, nous allons y arriver.»

## 55 MILLIARDS DE BARILS D'OR NOIR

En février 2014, le Canada a ouvert un premier bureau commercial en Irak. Non pas à Bagdad, mais bien à Erbil. Un choix logique: depuis la chute de Saddam, des sociétés pétrolières canadiennes comme WesternZagros et Talisman ont investi 750 millions de dollars au Kurdistan... et pas un sou dans le reste de l'Irak.

Pendant que dans le Sud, le pays se désagrège, dans le Nord, c'est la ruée vers l'or noir. Le Kurdistan est assis sur 55 milliards de barils de pétrole; le quart des réserves irakiennes. Pas étonnant que les investisseurs s'y bousculent. «Notre conseiller commercial reçoit un appel par jour de la part de sociétés canadiennes intéressées à travailler en Irak, souligne l'ambassadeur, Bruno Saccomani. Ce n'est pas seulement pour le Kurdistan, mais je dois avouer que cette région a une longueur d'avance sur les autres.»

Le Kurdistan, qui produit 200 000 barils par jour, se passe bien de l'accord de Bagdad pour signer des contrats avec des entreprises étrangères et pour vendre son brut sur le marché international. De plus en plus, la région agit comme un État de facto. Et cela enrage Bagdad, qui considère que les Kurdes s'enrichissent en volant les ressources naturelles du pays.

«Jusqu'à maintenant, les contrats ont été signés avec le Kurdistan, mais avec la pleine connaissance du gouvernement central à Bagdad», affirme M. Saccomani. Or, «pleine connaissance» ne veut pas dire approbation. «Ces entreprises n'ont pas le droit de travailler sur le sol irakien, en violation avec les lois irakiennes, sans l'accord du gouvernement irakien», a tempêté le ministre irakien du Pétrole, Hussein Shahristani, dans une récente interview au New Yorker.

Bagdad menace de poursuivre les sociétés pétrolières qui investissent au Kurdistan. En février, l'État central a aussi cessé de verser tout paiement au GRK, le privant de la majorité de ses revenus et le plongeant, du même coup, dans une crise financière majeure. Depuis, les 55 000 fonctionnaires de la région n'ont pas reçu de salaire. La crise a exposé au grand jour les limites du Kurdistan et son incapacité à gérer, pour le moment, sa propre économie.

## VIE NOUVELLE

Avant de quitter le Kurdistan, j'ai rendu visite à Aram Saeed, qui m'avait servi d'interprète sur la ligne de front contre l'armée de Saddam, en 2003. Je lui ai donné rendez-vous au café de l'hôtel Sulaimani Palace. À l'époque, c'était l'immeuble le plus imposant de Souleimaniye, le seul qui s'élevait à l'horizon de la ville. Onze ans plus tard, j'ai eu du mal à le retrouver; l'hôtel avait l'air d'un bunker recroquevillé entre de hautes tours vitrées.

Nous avons opté pour le bistro d'en face, fauteuils de cuir et déco épurée. Devant un espresso, Aram Saeed m'a raconté comment sa vie avait changé. Fondateur de l'Institut kurde-français de Souleimaniye, il a organisé des échanges culturels, voyagé d'un bout à l'autre de l'Europe. «Je n'aurais jamais pu faire ça avant 2003. La vie n'était pas facile.» Ses enfants, aujourd'hui adolescents, parlent un anglais parfait, mais pas un mot d'arabe. Ils font partie d'une génération qui n'en a plus rien à faire de Bagdad.

J'ai fait mes adieux au Kurdistan en franchissant la douane de l'aéroport international d'Erbil, un bâtiment moderne à l'architecture colossale, d'un blanc immaculé. En posant le pied dans l'appareil de Turkish Airways, le vieil autocar enfumé de février 2003 n'était plus qu'un lointain souvenir.

## ARMER LES KURDES, À QUEL PRIX?

Dans la nuit du 7 août dernier, une panique monstre s'est emparée d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. Les combattants du groupe État islamique (EI) venaient de prendre le contrôle de Makhmour et de Gwer, à 25 kilomètres au sud-ouest. Pendant que les habitants fuyaient Erbil en masse, Bruno Saccomani et son équipe se frayaient un chemin en sens inverse, jusqu'au cœur de la ville assiégée.

«Les gens étaient très nerveux. Si les postes de contrôle autour de la ville n'avaient pas résisté aux attaques, les forces de Daesh (EI, en arabe) auraient pu entrer au centre d'Erbil en 45 minutes», raconte l'ambassadeur du Canada en Jordanie, également responsable de l'Irak.

En ces jours du mois d'août, les soldats kurdes, appelés peshmergas, battaient en retraite. D'une ville à l'autre, ils accumulaient les défaites face à des djihadistes armés de chars d'assaut, de mitrailleuses et d'autres équipements militaires modernes abandonnés par l'armée irakienne en déroute.

Comble d'ironie, l'arsenal sophistiqué saisi par les terroristes avait d'abord été fourni par les États-Unis, qui ont dépensé des milliards pour reconstruire l'Irak et son

armée après la chute de Saddam Hussein.

C'a été un échec tragique. Et une fois de plus, Washington s'est résigné à retourner au combat en terre irakienne. Dès le 8 août, des frappes américaines lancées en catastrophe contre les positions de l'EI autour d'Erbil ont fait tourner le vent au profit des forces kurdes. Dans les jours suivants, les peshmergas ont repoussé les djihadistes de Mahmoud et de Gwer, en plus de reprendre une vingtaine de villages des environs. Mais l'EI ne s'est pas volatilisé pour autant. La ligne de front s'étend aujourd'hui sur plus de 1000 kilomètres.

## SOUTIEN CANADIEN AUX PESHMERGAS

Après sa visite à Erbil, en août, Bruno Saccomani a recommandé de toute urgence à Ottawa «la participation de nos forces en soutien aux peshmergas, pour maintenir une zone sécuritaire au Kurdistan, où les gens persécutés par Daesh peuvent se réfugier», a expliqué l'ambassadeur joint au téléphone à Amman, en Jordanie.

La mission des 69 soldats canadiens, qui agissaient en tant que «conseillers militaires», se termine aujourd'hui. Mais le gouvernement Harper a annoncé hier que le Canada prendra part à la lutte internationale contre l'EI, en déployant des avions de combat CF-18 pour les six prochains mois.

Il n'y aura pas de troupes au sol. Comme les États-Unis et les autres pays alliés, le Canada s'en remet aux forces kurdes pour éradiquer l'EI du nord du pays. Pour y arriver, plusieurs alliés n'hésitent pas à armer les peshmergas, qui se plaignent de n'avoir que de vieilles kalachnikovs pour affronter un ennemi féroce idéologique et autrement mieux équipé.

Mais la stratégie occidentale comporte des risques. Les armes livrées aux forces kurdes, sans passer par Bagdad, pourraient un jour servir à une guerre d'indépendance contre l'État central, craignent de nombreux observateurs. Déjà, l'Irak semble au bord de la dislocation. Pour les Américains, qui tentent depuis 11 ans de reconstruire une nation sur les ruines de ce pays, la séparation du Kurdistan représenterait un échec ultime.

Mais cette inquiétude a été balayée par l'urgence d'empêcher les militants de l'EI d'envahir le Kurdistan, où se sont réfugiés plus d'un million d'Irakiens terrifiés depuis le début de l'année. Face aux atrocités commises par les djihadistes, il fallait agir. Quitte à s'inquiéter plus tard des conséquences à long terme.



# L'armée allemande auprès des combattants kurdes: une première historique



*Les instructeurs allemands forment les peshmergas d'Irak par groupes de vingt durant une dizaine de jours.*  
© SAFIN  
HAMED / AFP

Par Véronique le Jeune  
07 octobre 2014  
geopolis.francetvinfo.fr

Attendus de pied ferme par les peshmergas, en première ligne contre Daech en Irak, les instructeurs allemands ont commencé leur initiation au camp militaire de Benislawa près d'Erbil, au Kurdistan irakien dans le nord de l'Irak. Une nouvelle ère pour Berlin.

C'est la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale que Berlin envoie des soldats et

des armes dans une zone en guerre – jusqu'à présent toute intervention de l'armée allemande relevait du tabou. Mais, selon la chancelière Angela Merkel, la lutte contre l'organisation Etat islamique, qui contrôle de larges secteurs en Irak et qui comprend dans ses rangs environ 400 candidats allemands au djihad, justifie ce choix «exceptionnel».

Une dizaine de militaires issus de la Luftlandbrigade 26 (brigade aéroportée), sur les quarante attendus, sont donc passés de la théorie à la pratique au début du mois d'octobre 2014. A Benislawa, ils apprennent aux com-

battants kurdes à se servir du fusil d'assaut HK G3 de fabrication allemande. Souvent considéré comme la Kalachnikov occidentale, ce fusil de 7,62 mm est beaucoup plus lourd et plus encombrant à manier que l'arme automatique russe. Mais il est particulièrement fiable, précis, et projette des munitions de forte puissance. 8.000 exemplaires sont arrivés sur place. A 70 km plus au nord, d'autres instructeurs allemands initient les peshmergas au maniement d'armes lourdes made in Germany : mitrailleuses, missiles antichars et lance-roquettes. A terme, quelque 10.000 combattants anti-Daech devraient être équipés de ces matériels pour un montant de 70 millions d'euros.

Ce ne sera pas du luxe. Longtemps privées de tout approvisionnement par l'embargo imposé en 1990 à l'Irak après l'occupation du Koweït, les troupes kurdes souffrent aujourd'hui d'un criant sous-équipement. Or, les peshmergas, littéralement «ceux qui font face à la mort», sont considérés comme le plus sûr rempart contre l'avancée des djihadistes dans la région. Plus ou moins discrètement, Britanniques, Canadiens et Français débordent désormais d'attentions à leur égard. Et les Iraniens eux-mêmes semblent s'y mettre. Le 6 octobre, les médias de Téhéran ont ainsi publié une rare photo du général Ghassem Souleimani, chef de la force d'élite iranienne Qods, considéré au Moyen-Orient comme le plus influent en matière de sécurité et entouré de combattants kurdes irakiens.

Les soldats allemands, eux, se montrent au grand jour et affirment qu'ils resteront au Kurdistan irakien «aussi longtemps que nécessaire». ♦

# Syrie: recul des jihadistes à Kobané après des frappes

AFP - 8 octobre 2014  
www.lorientlejour.com

Les jihadistes du groupe État Islamique (EI) qui veulent s'emparer de Kobané (Aïn al-Arab), ville kurde du nord de la Syrie frontalière de la Turquie, se sont retirés de certains quartiers en raison des frappes de la coalition conduite par les États-Unis, a affirmé mercredi une ONG.

Selon Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), "les combattants de l'EI ont été contraints de se retirer de certains secteurs de l'est d'Aïn al-Arab et de la périphérie sud-ouest". Désormais, les jihadistes ne sont plus présents dans l'ouest, mais gardent encore des positions dans l'est de la ville et dans la



périphérie sud, a précisé M. Abdel Rahmane.

Il a indiqué que ce retrait était survenu après que leurs "positions arrière ont été touchées par les frappes causant des victimes

dans leurs rangs et endommageant au moins quatre de leurs véhicules". L'EI est entré à Kobané lundi soir après près de trois semaines de combats autour de la ville.

Mardi, les combats ont fait rage dans l'est, l'ouest et le sud de Kobané, troisième ville kurde de Syrie, et la coalition a mené plusieurs raids autour de la ville. Moustafa Ebdî, un journaliste et militant kurde écrit sur Facebook que "les rues du quartier de Maqtala, dans le sud-est de Kobané, sont pleines des cadavres des combattants de Daesh", acronyme en arabe de l'EI.

Selon lui, des centaines de civils sont toujours présents dans la ville et "la situation humanitaire devient difficile car les gens ont besoin de nourriture et d'eau".

L'EI a commencé à avancer en direction de Kobané le 16 septembre en s'emparant des villages environnants, provoquant un exode des habitants. Environ 186.000 personnes ont traversé la frontière vers la Turquie. Selon l'OSDH, au moins 412 personnes sont été tuées dans les combats, mais le bilan pourrait s'avérer bien plus lourd. ○

# Wrap up: At least 26 killed in ISIL protests across Turkey as curfew declared in six provinces



ISTANBUL - ANKARA  
hurriyetdailynews.com  
October/07/2014

*Protesters allegedly attempted to set fire to the local Nationalist Movement Party (MHP) building in Istanbul's Bağcılar district after shots were fired from it.*

**A**t least 26 people were killed and many more were injured as the advance of Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) militants on the Kurdish town of Kobane in northern Syria prompted fresh protests across Turkey on Oct. 7. A curfew was declared in six Turkish provinces.

Most clashes were between the suspected members of Hizbullah, a radical Islamist grouping whose members are mostly Kurdish and known for allegedly aiding the state in the torture and murder of Kurdish activists in the 1990, and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The former group reportedly supports ISIL, while the latter supports the YPG, the Kurdish militia in Kobane, and has condemned the Turkish government's inaction in protecting Syrian Kurds.

The highest death toll was in the southeastern province of Diyarbakır, where suspected members of Hizbullah allegedly strafed a crowd of protesters. An association building belonging to Hizbullah was subsequently attacked. 10 people were killed in the city on Oct. 8, at least five of whom were described as pro-Hizbullah.

Hakan Buksur, 25, was killed when a tear gas canister hit his head as police clashed with protesters in the eastern province of Muş's Varto district, state-run Anadolu Agency reported.

Yusuf Çelik and Muhdi Erdoğan were killed during protests in Siirt's Kurtalan district, Gov. Mustafa Tutulmaz confirmed. Another person was heavily wounded, he said.

In Mardin's Dargeçit district, members of the Free Cause Party (Hüda Par), which is closely linked to Hizbullah, allegedly opened fire on other protesters, killing two. Three more people were also reportedly kil-

led in the city.

A curfew was declared at 5 p.m. local time in the southeastern province of Mardin, whose districts of Kızıltepe, Nusaybin, Derik, Dargeçit, Mazıdağı and Savur are close to Turkey's border with Syria.

A curfew was declared in the Erciş district of Van, an eastern province where at least one protester was killed, and also the Kurtulan district of Siirt, according to Doğan News Agency.

Later at 10 p.m., the Diyarbakır Governor's Office also declared a curfew across the southeastern province until a second notice, before the same move came from the governor of Batman province, where one protester was killed.

Schools will be closed in Diyarbakır for one day on Oct. 8 and all flights are canceled.

Interior Minister Efan Ala, who was accompanying President Recep Tayyip Erdoğan during a visit to Gaziantep, said violence was not a solution.

"Violence will be responded to," Ala said. "This eclipse of reason should be



*Turkey's Hizbullah-affiliated party claimed that 22-year-old Enrah Demir, who was shot dead in Batman on Oct. 7, was a PKK supporter attacking their building*

ended immediately and streets should be emptied. Otherwise this issue will have unforeseen results."

"Those who are resorting to violence are engaging in treason," he added.

A masked group attacked a public bus parked in front of a gas station with Molotov cocktails in Istanbul's Beyoğlu district. The group also attacked the station itself with a Molotov cocktail, Doğan News Agency reported.

A human rights lawyer identified as Tamer Doğan was also rushed to hospital after being injured during a police crackdown on protesters in the Asian-side Istanbul district of Kadıköy. Police had earlier refused to allow a protest after dozens of people had gathered early Oct. 7 following the Peoples' Democratic Party's (HDP) call for a demonstration in support of Kobane.

Doğan tried to negotiate with the police before the intervention, a colleague of his told daily Radikal, adding that he was hit in the head by a tear gas canister as he was trying to step aside. Some colleagues also accused police of deliberately targeting the lawyer. His condition is not life threatening and is improving, Radikal reported. Kadıköy has been one of the hotspots of protests in support of Kobane since last week.

Police also refused to permit a protest in the sensitive European district of Sultangazi, where 500 people had gathered early Oct. 7. A group of demonstrators had attempted to march to the local headquarters of the ruling Justice and Development Party (AKP) to protest against the government's stance on Kobane, according to reports. Elsewhere in Sultangazi, an ultra-nationalist group shouting Allahu Akbar also surrounded the district →

⇒ headquarters of the Democratic Regions Party (DBP), a successor to the Peace and Democracy Party (BDP), trapping around 50 people inside. Party members were only able to leave with a police escort after three hours.

There was also tension in Istanbul's Bağcılar district as plumes of smoke rose over the horizon amid reported battles between protesters and police. Protesters allegedly attempted to set fire to the local Nationalist Movement Party (MHP) build-

ing after shots were fired from it.

While the MHP called for calm in the evening, the Peoples' Democratic Party (HDP), the DBP's sister party, condemned the attempts of plundering and vandalism.

Police resorted to tear gas and water cannon during a protest in Ankara where several hundred people had gathered.

Several protests have been staged in many other Turkish cities, including Ankara, Antakya, Antalya, Eskişehir, Denizli, Kocaeli, Diyarbakır, Siirt and

Batman.

Meanwhile, one of the two protesters injured during an attack against a group protesting ISIL late Oct. 6 in the southern province of Adana is in serious condition, Doğan News Agency has reported. Attackers who opened fire on protesters with live ammunition are still unidentified, reports said.

■ ■ ■



13 October 2014

# Massoud Barzani: ISIS fight trumps independence for now

13/10/2014

<http://rudaw.net/>

**E**RBIL, Kurdistan Region - Massoud Barzani, president of the Kurdistan Region, said Turkey remained a "friend" despite its failure to open a supply route for Kurdish military aid to reach the besieged Syrian town of Kobane.

In a weekend interview with Sky News Arabia, Barzani expressed disappointment that Ankara had not taken a stronger position against Islamic State but he acknowledged Turkey sent an arms shipment after the Kurdish Region was attacked by ISIS in early August "but they asked us not to make it public."

Close relations between Erbil and Ankara have been strained by differences over confronting ISIS and a perception in the Kurdistan Regional Government area that the Turks failed to live up to promises to come to the region's aid in time of Danger.

Barzani said a referendum on Kurdish independence was still a goal but the priority now was the fight against ISIS.

"We are fighting a terrorist organisation that possesses the capabilities of a state and the Peshmerga is currently the only force that is standing in the face of IS and stopping its advance," he said. "Our plan is to stand up to IS to the last drop of our blood."

Some analysts have criticised the Kurdistan Region for quickly occupying the disputed territory of Kirkuk after ISIS made its rapid advance across northern Iraq in June. But Barzani denied the Kurds were "eying anyone's land."

"The idea of a referendum is still there and will never be cancelled. At the moment the priority is fighting IS but our right to self-determination is something that nothing can take away," he said. "Kirkuk will be included in the referendum and the people of Kirkuk themselves will decide."

Meanwhile, Kobane on the Syrian-Turkish border remained under siege by ISIS militants.

"We sent humanitarian assistance which



*Kurdistan Region President Massoud Barzani arriving in Kirkuk on Thursday, June 26, 2014. Photo: Rudaw*

Turkey allowed in. I wish we had the military capability to reach Kobane within hours by air," Barzani said. "The only way to reach there is via Turkey and I don't think Turkey is willing, up to this point, to allow any military force to pass through its land to Kobane.

"We called on the United States and other countries to give them air support and they did."

Fighters loyal to the Kurdistan Workers' Party (PKK), the Turkish-Kurdish movement, and the PYD, the Syrian-Kurdish party, were not the only ones fighting to defend Kobane, he said.

Relations between Barzani's KDP and the Syrian-Kurdish party have often been strained but Salih Muslim, co-leader of the PYD, was expected for talks in Erbil on Tuesday.

"The PKK has a great role in defending Kobane but not everyone who fights there is PKK. There are many independent people defending the city," Barzani said. "Anyone who has a weapon is now fighting there."

The Kurdish strategy in the war against ISIS meant working with Baghdad as well as

the US-led coalition, he said.

When asked why US-led air strikes started after ISIS jihadis came within miles of Erbil but not when they closed in on Syrian and Iraqi cities, the president spoke of shared western values such as tolerance and protection of minorities.

"There are hundreds of Europeans and Americans among the IS and some of their dead bodies have fallen to the Peshmerga," he said. "It is likely that part of the Western fight against IS here is protecting their own security. Fighting IS in Kurdistan is easier for them than doing so in their own countries."

The president said he believed one of the main goals of ISIS was to weaken the Kurdish cause.

"It is a violent, vicious terrorist organisation. They have fighters from Europe, the US, Africa, Australia, Asia and many different countries. A few days ago after a battle, among 40 dead bodies IS left behind there were Africans, Somalis, Chechens and different nationalities." ■

# U.S. is complicit as it blames Turkey for the catastrophe in Kobane

By Editorial Board / October 10, 2014  
www.washingtonpost.com/

**THE OBAMA** administration seems to have settled on a blame-Turkey defense for a possible humanitarian catastrophe in the Syrian city of Kobane. It's convenient and not entirely wrong. But it leaves out a big chunk of the story.

There's nothing admirable in Turkey's response to the fighting between the Islamic State and Syrian Kurds on the Syria-Turkey border. Set aside Turkey's reluctance to put boots on the ground, something American politicians should understand. Turkey has blocked Kurdish reinforcements from crossing south to help in the desperate fight. Kurdish refugees from Kobane are not being made to feel welcome in Turkey, as the U.N. refugee agency has reported. If the Islamic State takes control of Kobane, the predictable result will be massacres of captured men and enslavement of captured women.

But the United States is poorly placed to pass judgment, having stood aside for more than three years while 200,000 Syrians died, most at the hands of the regime of Bashar al-Assad. Another 3 million have become refugees, including 1 million who have alighted in Turkey — which, adjusting for population, would be the equivalent for the United States of more than 4 million Mexicans streaming across the border.

Unlike with the conflict in Kobane, there is little television footage of children being shredded by the "barrel bombs" that Mr. Assad's forces drop on apartment buildings, schools and bakeries. It has become too dangerous for journalists to cover the war. But the horror of the carnage — these are bombs filled with screws, nails and metal shards intended to maim and painfully kill — is no less.

The administration strategy of targeting the Islamic State while giving Mr. Assad a pass has actually worsened the conditions for his victims in towns held by moderate rebels who, in theory, enjoy U.S. backing. As the New York Times reported Wednesday, the Assad regime, freed of the need to go after the Islamic State, has returned "with new intensity to its longstanding and systematic attacks on rebellious towns and neighborhoods."

And the strategy is incoherent as well as morally questionable. The United States expects these same moderate rebels to become its



*A woman reacts as smoke rises from the the Syrian town of Ain al-Arab, known as Kobane by the Kurds, after a strike from the US-led coalition as it seen from the Turkish - Syrian border in the southeastern village of Mursitpinar, Sanliurfa province, on October 10, 2014. (Photo: AFP - Aris Messinis)*

foot soldiers in the war against the more extreme Islamic State. Yet it refuses to target the Assad regime, which the moderates see as their chief enemy — and which is doing everything it can to wipe them out while the United States calls for patience and restraint.

This lies at the heart of President Obama's disagreement with Turkish President Recep Tayyip Erdogan, who is urging the United States to create a no-fly zone over northern Syria. Such a move would not interfere with the campaign against the Islamic State, but it would give moderate rebels some respite from attacks and some territory in which to regroup. In other words, it would serve the interests of what Mr. Obama in the past has claimed as U.S. objectives: helping the moderates and unseating Mr. Assad. That may be why Secretary of State John F. Kerry said the proposal was "worth looking at very, very closely."

But the White House seems as uninterested as ever in truly helping the moderates. Easier just to blame the Turks. ♦

REUTERS

## Britain sends army trainers to Iraq to help Kurdish peshmerga fighters

LONDON Sun October 12, 2014 (Reuters)

**BRITAIN** said on Sunday it had deployed a team of army trainers to Iraq to help Kurdish peshmerga fighters maintain and use heavy machineguns against Islamic State (IS) militants.

Britain announced the move as Kurdish fighters battling IS militants in the besieged Syrian town of Kobani called on Turkey to open up corridors to allow volunteer fighters and weapons to enter to reinforce their outgunned forces.

Britain's Ministry of Defence said the team, which local media reports

said was 12-strong, had deployed to Erbil for around a week to help Kurdish fighters operate the guns which Britain gifted to them last month.

"We are continuing to scope assistance to the Iraqi security forces, further training teams addressing soldiering skills, medical and counter-explosive device knowledge will follow," the ministry said in a statement.

A spokeswoman stressed the army trainers were fulfilling a non-combat role. Although Britain's parliament has sanctioned the Royal Air Force taking part in air strikes on IS militants inside Iraq, Prime Minister David Cameron has repeatedly said there was no question for now of deploying ground forces. ●

# Le régime iranien est « source de déstabilisation »

Pour Reza Pahlavi, fils du chah d'Iran, Téhéran est indirectement responsable de l'émergence de l'EI

## ENTRETIEN

**E**n exil depuis 1979, Reza Pahlavi, 53 ans, fils du chah d'Iran, est le président du Conseil national iranien pour les élections libres. Cette coalition d'opposition, créée en avril 2013, compte dix-huit organisations politiques, allant des républicains aux monarchistes en passant par les sociaux-démocrates et des représentants du « mouvement vert ». M. Pahlavi revient pour *Le Monde* sur l'Etat islamique (EI), le dossier nucléaire iranien et la présidence d'Hassan Rohani.

**L'EI menace l'Irak et la Syrie ainsi que les pays voisins comme l'Iran. La stratégie de la coalition internationale vous semble-t-elle adaptée ?**

Il faut chercher la source des crises actuelles. L'islam politique, la radicalisation, la déstabilisation de la région ont été provoqués par l'arrivée du régime islamique en Iran. Avant la révolution de 1979, le Moyen-Orient était une zone stable. La question de l'affrontement sunnite-chiite n'existait pas. Le radicalisme chiite du régime iranien, qui a toujours cherché à imposer son hégémonie régionale, a engendré une réaction au sein du bloc sunnite, qui s'exprime de la pire manière avec le radicalisme des groupes sunnites.

Si l'on regarde les choses par le petit bout de la loupe, jamais cette crise ne sera réglée. C'est un peu comme faire la guerre aux moustiques sans assécher le marécage. Il faut une solution plus profonde qui repose sur deux facteurs : la libéralisation démocratique des pays de la région et la laïcité.

**L'Iran, par son influence en Syrie et en Irak, n'a-t-il pas un rôle à jouer dans la résolution de ces crises ?**

La République islamique a soutenu de façon claire le régime de Bachar Al-Assad dans la répression de ses citoyens. Des milliards de dollars ont été envoyés, sans parler de munitions et d'armes, pour le

**« La République islamique a soutenu de façon claire le régime de Bachar Al-Assad dans la répression de ses citoyens »**

soutenir contre l'opposition syrienne. La même chose en Irak. Le régime des mollahs prétend pouvoir aider alors qu'il est lui-même la source de cette déstabilisation !

Il fait partie du problème et non de la solution. Il n'y a aucun dialogue possible. La survie de la République islamique dépend de la destruction de son ennemi : l'Occident avec toutes ses valeurs – droits de l'homme, libertés démocratiques, laïcité – qui sont un poison pour lui. La solution est à trouver dans les peuples de cette région qui sont victimes de ces régimes. Ils sont vos meilleurs alliés naturels, mais ils ne sont pas intéressés au dialogue.

**Les négociations sur le programme nucléaire iranien doivent s'achever le 24 novembre.**

**Pensez-vous un accord final possible ?**

Pensez-vous qu'un régime qui développe un programme nucléaire uniquement civil amènerait son pays au bord de conflits militaires et imposerait à son peuple les conséquences des sanctions économiques qui en découlent ? Il y a un manque de transparence sur ses intentions. Le dernier rapport de l'Agence internationale pour l'énergie atomique indique que les experts n'ont pas accès à l'information nécessaire.

Récemment, M. Khamenei [*Le Guide suprême*] a ordonné l'augmentation du nombre de centrifugeuses. Le régime maintient ses installations à Qom, Natanz et Arak. C'est contradictoire avec ses déclarations de développer uni-

quement du nucléaire civil.

Le régime cherche comme d'habitude à gagner du temps, pour faire de sa capacité nucléaire militaire un fait accompli. La seule façon d'éviter la prolifération nucléaire dans la région est de soutenir le peuple iranien dans ses aspirations démocratiques. C'est dans l'intérêt vital de l'Occident, comme de la Russie et de la Chine.

**Pensez-vous que des sanctions soient la solution pour faire pression sur l'Iran ?**

La stratégie est mauvaise. Si les sanctions sont appliquées dans l'espoir d'un changement de comportement du régime, cela signifie que l'on n'a pas encore compris que ce régime ne peut pas changer. Une politique de sanctions n'est efficace que si l'objectif est d'aider le peuple à parvenir à la démocratie. Car, finalement, le régime tient, et qui souffre ? Les gens disent : « On est prêts à se serrer la ceinture, mais si cela nous aide à nous débarrasser de ce régime. »

**Quel bilan tirez-vous de la présidence d'Hassan Rohani, un an et demi après son élection ?**

Dans la première année de la présidence Rohani, il y a eu plus d'emprisonnements politiques et d'exécutions que lors de la dernière année d'Ahmadinejad. C'était la même chose à l'époque de Mohammad Khatami [*président iranien entre 1997 et 2005*], qui lui aussi disait qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques. C'est pourquoi qui représente le régime islamique – qu'il sourie un

peu plus aux Nations unies ou qu'il soit plus antipathique – importe peu. Tous servent la même dictature théocratique.

Les intentions de la République islamique sont par nature mauvaises. Dans l'islam chiite, le *tahghiyeh* (« dissimulation ») vous donne le droit de dissimuler vos intentions. L'Occident tombe dans ce piège à chaque fois.

**Quelle alternative proposez-vous pour l'Iran ?**

Le peuple iranien doit être maître de sa destinée. La seule façon d'y arriver est l'organisation d'élections libres. Il n'y a pas, en Iran, d'espace de liberté politique qui permette de mesurer la volonté du peuple. Il faut aider la société à se libérer par un mouvement de désobéissance civile, non par des scénarios militaires ou de coup d'Etat. Le régime, miné par les dissensions, ne pourrait pas résister face à une nation qui se soulève.

L'instauration de la démocratie en Iran amènerait les puissances sunnites de la région au constat qu'elles n'ont plus besoin de faire contrepoids à la théocratie iranienne. Cela mettrait fin au conflit chiite-sunnite, à la discrimination ethnique ; la menace nucléaire disparaîtrait et le processus de paix israélo-palestinien pourrait enfin aboutir.

Pour atteindre cet objectif, le dialogue avec les nations démocratiques est primordial. Cet investissement n'a pas été fait. Ne trouvez-vous pas étrange qu'en trente-cinq ans il n'y ait eu aucun dialogue officiel avec l'opposition démocratique iranienne, qu'elle soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ? Chaque fois que les peuples du Moyen-Orient demandent de l'aide, on les ignore, puis devant les conséquences catastrophiques, on réagit trop tard et trop faiblement. L'exemple de la crise syrienne et de l'émergence de l'EI sont parlants. Hélas, les Etats démocratiques n'ont pas de véritable vision stratégique sur ces questions. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
HÉLÈNE SALLON

**« Peu importe qui représente le régime islamique. Tous servent la même dictature théocratique »**

# Syrie : les djihadistes progressent dans Kobané

Des combats de rue opposaient mardi les forces kurdes aux combattants de l'État islamique à deux pas de la frontière turque.

JULIE CONNAN  @JulieConnan

**SYRIE** Le cancer de l'État islamique continue de se propager au Levant, et menace d'emporter la cité kurde de Kobané. Dans la nuit de lundi à mardi, les djihadistes de Daech ont réussi à s'emparer de plusieurs immeubles dans un quartier situé au sud-ouest de cette ville syrienne stratégique placée à la frontière avec la Turquie. La prise le week-end dernier de la colline de Mishtenur, qui domine Kobané, a été décisive. Les extrémistes de l'EI se sont ensuite offert un second front dans la ville, face à des combattants kurdes qui apparaissent dépassés en nombre et en moyens militaires. Selon des sources locales, environ 2 000 djihadistes sont présents dans la zone de Kobané, où ils utilisent des armes lourdes et tirent des obus. Malgré les ren-

forts récents de combattants kurdes de Turquie, les hommes et femmes des Unités de protection du peuple (YPD, allié syrien du PKK), résistent de plus en plus difficilement. « *Les forces kurdes ne manquent pas de ressources humaines, mais d'armes* », se plaint une source proche du PKK. Selon leurs dires, ces combattants n'ont que des kalachnikovs, alors que l'ennemi djihadiste dispose, lui, de fusils de longue portée, de lance-missiles et de chars, saisis notamment après la mise en déroute de l'armée irakienne au nord de l'Irak en juin. Or, dans la phase de guérilla urbaine en cours, la connaissance de la géographie de la ville et de ses environs risque de ne pas suffire aux combattants kurdes syriens, appuyés par leurs alliés kurdes de Turquie.

La prise de Kobané permettrait aux hommes de Daech de contrôler une large portion des 900 km de frontière qui sépa-

rent la Syrie de la Turquie. Une fois ce verrou neutralisé, leur « territoire » s'étendrait sur environ 200 km de part et d'autre de Kobané. Sur place, la population redoute un bis repetita du scénario qui avait conduit au massacre des habitants yazidis sur les monts Sinjar en août. Depuis lundi, 2000 habitants kurdes, parmi les derniers civils à être restés sur place, ont été évacués vers la Turquie, portant à environ 180 000 le nom-

bre de réfugiés à avoir rejoint le pays en trois semaines. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, au moins 412 personnes ont été tuées depuis le 16 septembre.

Jusqu'à présent, la Turquie, aux premières loges de ce macabre spectacle, s'est contentée de braquer les canons de ses dizaines de chars en direction des drapeaux noirs de Daech, plantés de l'autre côté du poste frontière de Mürsütpinar. Ni la pression internationale, ni les chutes d'obus sur son territoire, ni même l'afflux incontrôlable de réfugiés n'ont convaincu l'armée la plus puissante de la région, membre de l'Otan, d'intervenir. Mardi, Recep Tayyip Erdogan a de nouveau réclamé une intervention militaire terrestre pour relayer les frappes de la coalition internationale, dont l'efficacité est critiquée de toutes parts. « *La terreur ne sera pas stoppée tant que nous ne coopérerons pas en vue d'une opération terrestre* », a dit le président turc en visite dans un camp de réfugiés syriens à Gaziantep.

Ankara conditionne son intervention à la création d'une zone tampon et d'une zone d'exclusion aérienne, ainsi qu'à la formation militaire des rebelles syriens modérés, comme l'a rappelé le premier ministre turc, Ahmet Davutoğlu, lundi sur CNN. « *Le Turquie essaie de faire passer le message qu'elle ne fera rien à Kobané si elle n'obtient pas l'engagement de la coalition internationale et surtout des États-Unis qu'ils viseront aussi le régime d'Assad, explique Jean Marcou, spécialiste de la Turquie. C'est une tactique qui lui permet de ne pas intervenir.* »

**Les forces kurdes ne manquent pas de ressources humaines, mais d'armes**

UNE SOURCE PROCHE DU PKK

Mardi, un jeune homme a été tué à Mus, dans le Sud-Est turc, dans ces circonstances indéterminées lors d'une manifestation de Kurdes pour dénoncer l'attentisme d'Ankara. Dans l'ensemble du pays, les heurts sur la question de Kobané auraient fait au moins neuf morts au total. Car, de l'avenir hypothéqué de la ville dépend aussi largement le processus de paix entre Ankara et les Kurdes de Turquie, qui ont fait de la chute de cette ville symbole une ligne rouge. « *Si Kobané tombe, a prévenu le leader emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, le processus de paix est terminé.* » ■





Une frappe américaine sur Kobané, vue de la frontière turque, tente de ralentir l'avancée des jihadistes de l'Etat islamique mardi. PHOTO LIBERTAS/DEUTER

# Kobané : un enjeu crucial pour les Kurdes syriens et turcs

La troisième ville kurde de Syrie est sur le point de tomber aux mains des jihadistes de l'Etat islamique. La Turquie évoque une intervention terrestre.

Par **LUC MATHIEU**  
et **MARC SEMO**

Après l'encerclement et les bombardements, les combats de rue. Trois semaines après le début de leur assaut sur Kobané, aussi appelée Aïn al-Arab, les jihadistes de l'Etat islamique ont pénétré mardi à l'intérieur de la ville.

Jugeant qu'elle était «sur le point de tomber», le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est déclaré en faveur d'une opération terrestre de la coalition. «Larguer des bombes depuis les airs ne mettra pas un terme à la terreur», a-t-il affirmé.

## POURQUOI LES COMBATTANTS KURDES CÉDENT-ILS DU TERRAIN ?

Depuis le début de l'offensive jihadiste, les Kurdes se disent sous-équipés. S'ils disposent de quelques missiles antichars, dont des Milan français, ils ne possèdent principalement que des armes légères. En face, les jihadistes sont surarmés. En prenant de larges pans de l'ouest et du nord de l'Irak en juin dernier, ils ont récupéré tanks et blindés, dont certains livrés par l'armée américaine aux forces irakiennes. Ils ont également de l'artillerie lourde. Depuis deux semaines, ils

envoient également des renforts en hommes et en armes depuis leur quartier général de Raqqa, dans le nord de la Syrie. Dépassés, les combattants du PYD (les unités de protection du peuple du Parti de l'unité démocratique) n'ont pas pu protéger les villages autour de Kobané. Ils ont abandonné les derniers en fin de semaine dernière, préférant concentrer leurs forces à l'intérieur de la ville. Tandis que les jihadistes avançaient sur trois fronts (ouest, est et sud), ils ont tenté de la protéger en creusant des tranchées à sa périphérie. Ils ont également stocké armes et munitions en prévision de la bataille finale. De leur côté, les jihadistes lancent assaut sur assaut, quitte à perdre, comme dans la nuit de ven-

dredi à samedi, plus de 150 combattants. Les frappes aériennes de la coalition, en réalité américaines, ne les ralentissent qu'à la marge. Les Kurdes se plaignent de leur inefficacité et surtout de leur faible nombre, quand les jihadistes ne cessent de progresser vers Kobané depuis le début de leur offensive.

## QUEL EST L'ENJEU DE KOBANÉ ?

Il y a le symbole, celui d'une résistance acharnée qui galvanise les Kurdes de Syrie, de Turquie ou d'Irak comme de la diaspora. Il y a aussi, voire surtout, l'importance stratégique de Kobané. Troisième ville kurde de Syrie, elle est au centre du territoire peuplé en majorité de Kurdes (1,5 million de personnes) et qui s'étend le long des 900 kilomètres de frontière avec la

Turquie. Si Kobané tombe, le Rojava – le Kurdistan syrien – ne pourra pas être une entité autonome comme l'est le Kurdistan d'Irak, qui échappe au contrôle de Bagdad depuis 1991 et est aujourd'hui de fait quasi indépendant. C'est donc un objectif crucial pour le principal parti kurde syrien, le PYD. «Nous sommes armés pour protéger le Rojava et nous combattons seulement pour répondre à la menace contre notre peuple» assure Salih Muslim, le président de ce parti longtemps ambigu vis-à-vis du régime d'Assad et très proche politiquement des Kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui mène la lutte armée contre Ankara depuis 1984. L'enjeu est donc aussi turc.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, leader de l'AKP, le parti islamico-conservateur au pouvoir depuis 2002, a commencé il y a deux ans des négociations directes avec le PKK et son leader historique, Abdullah Ocalan – emprisonné depuis 1999 –, afin de trouver une solution politique à la question kurde (15 millions de personnes) et à un conflit qui a fait plus de 40 000 morts. Le PKK a proclamé un cessez-le-feu depuis mars 2013 mais désormais, depuis sa prison, Ocalan menace : «Si Kobané tombe, le processus de paix est mort.» Des manifestations kurdes, parfois très violentes, se déroulent depuis deux jours dans de nombreuses villes de Turquie à l'appel du principal parti kurde de Turquie, le BDP, proche du PKK et qui demande à ses militants «d'occuper les rues et dénoncer la position de l'AKP sur Kobané». Mais le PKK ne peut pousser trop loin l'escalade. A la faveur de la guerre contre l'EI, il espère gagner une légitimité politique et ne plus figurer sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne et des Etats-Unis.

## À QUEL JEU JOUE ANKARA ?

Il y a trois jours, le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, avait affirmé que son gouvernement «ferait tout ce qu'il peut» pour éviter la chute de Kobané. Mardi, Erdogan a renchéri, affirmant à l'adresse de la coalition que «la terreur ne sera pas stoppée tant que nous ne coopérerons pas en vue d'une opération terrestre». L'attitude de la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'Otan, n'en reste pas moins très ambiguë. Depuis 2011, le pouvoir a montré de troubles complaisances vis-à-vis des jihadistes engagés contre Damas. La résolution votée le 2 octo-

## DÉCRYPTAGE

## REPÈRES



► En Turquie, les violentes manifestations pour dénoncer le refus d'Ankara d'apporter une aide militaire à Kobané ont fait au moins un mort mardi.

► Les Etats-Unis, aidés par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis ont mené lundi et mardi neuf frappes en Syrie, dont cinq près de Kobané.

bre par le Parlement pour autoriser l'armée à intervenir en Syrie et en Irak ainsi que permettre le stationnement de troupes étrangères sur le territoire évoquait la lutte contre «tous les terrorismes», c'est-à-dire aussi bien l'Etat Islamique que le PKK. Recep Tayyip Erdogan qui entre-

tient de très bonnes relations avec les Kurdes irakiens de Massoud Barzani veut en revanche éviter à tout prix que le PKK ne dispose, via le parti frère syrien PYD, d'un territoire le long de la frontière. Recevant dimanche son leader Salih Muslim, les responsables des services secrets turcs lui ont demandé

de rompre avec le PKK et de rejoindre l'Armée syrienne libre, soutenue depuis le début par l'AKP. Le véritable objectif du pouvoir turc est la création d'une zone tampon en territoire syrien pour limiter l'afflux des réfugiés - qui sont déjà plus d'un million et demi - et sécuriser la frontière. Elle serait com-

plétée par une zone d'exclusion aérienne. La mobilisation de la communauté internationale contre l'EI et la tragédie de Kobané pourraient être l'occasion de mettre en œuvre ce projet évoqué depuis deux ans par Ankara. Mais une telle intervention est hors de question sans l'accord des Américains et sans mandat de l'ONU. ◆

**LE FIGARO**

jeudi 9 octobre 2014

# Général Barbero : « Il faudrait des milliers d'hommes au sol »

ADJOINT du général Petraeus, le général Michael Barbero a été l'un des officiers en charge du « Surge », la campagne de contre-insurrection de 2007-2008 qui a permis l'écrasement de la révolte d'al-Qaida en Irak, grâce au ralliement des tribus sunnites. Actuellement en charge d'un projet de raffinerie au Kurdistan, il s'est rendu trois fois dans la région depuis la fin août.

**LE FIGARO. - Que vous inspire le spectacle de Kobané, en position dramatique face à l'EI malgré la campagne aérienne ?**

**MICHAEL BARBERO. -** Ce qui se passe à Kobané montre les effets limités des frappes aériennes dans ce type d'opération. Il y a cette croyance, à Washington, selon laquelle ces frappes et les drones peuvent résoudre beaucoup de problèmes. C'est faux. Nous le voyons à Kobané, où la coalition a frappé plusieurs fois, sans longtemps empêcher l'Etat islamique d'avancer.

Nous le voyons aussi autour de Bagdad et dans la province d'Anbar, malgré une campagne aérienne de plusieurs semaines. Tout cela souligne qu'une force terrestre significative est nécessaire si on veut avoir un effet réel contre l'EI. L'autre chose très intéressante à Kobané, c'est que les Turcs doivent agir. Les Kurdes sont très déçus par le comportement passif d'Ankara. Si Kobané tombe, la position des Turcs ne sera plus tenable.

**Le président Erdogan dit qu'une force terrestre est nécessaire mais qu'il ne s'engagera que si d'autres y vont...**

Regardons une minute les options qui existent. Si Erdogan veut parler d'une force terrestre arabe régionale, c'est un rêve creux. Il ne peut y avoir de coalition arabe sunnite, venant notamment au secours d'un régime irakien sympathisant de l'Iran pour combattre l'EI. De plus, ces pays n'ont pas la capacité militaire. Deuxième option : les Kurdes. La bonne nouvelle, c'est que oui, ils se battent et vont continuer. La mauvaise, c'est qu'ils sont débordés par la puissance de feu très supérieure de l'ennemi. C'est une force très légère. Ils demandent toujours aux Américains et aux autres de leur fournir des armes lourdes - antichars, véhicules

blindés, artillerie - mais sans succès. Les Américains ne veulent pas les surarmer car notre obsession reste un Irak uni, qui recolle ses morceaux. L'autre problème, avec les Kurdes, c'est qu'ils ne sont pas prêts à se battre en territoire arabe. «Pourquoi devrions-nous nous battre et mourir pour les sunnites, alors qu'ils ne sont pas prêts à le faire eux-mêmes ?» m'a confié l'un d'eux. Les Kurdes sont concentrés sur l'intégrité de leurs régions. Cela nous ramène à deux options, pour une opération terrestre. Soit l'armée irakienne, soit des forces extérieures. L'armée irakienne a subi une série de défaites cuisantes, et s'est révélée incapable de faire front. Elle est démoralisée. Sans des changements majeurs au sein du commandement et des mois d'entraînement et de réorganisation, elle ne pourra contrer l'Etat islamique. Il y aura besoin de milliers de conseillers et de formateurs américains pour changer ça. Et si le président Obama se décide à les envoyer, cela prendra des mois... Alors, on se gratte la tête : où est cette force terrestre capable d'agir maintenant ?



« La stratégie actuelle est une recette pour l'embourbement »

LE GÉNÉRAL AMÉRICAIN MICHAEL BARBERO

**Le président Obama va-t-il être forcé d'engager des forces spéciales au sol, malgré son refus répété de l'envisager ?** Je pense qu'il doit le faire. Quelqu'un doit fournir des forces compétentes au sol, des troupes spéciales capables d'aller déloger l'Etat islamique. La stratégie actuelle est une recette pour l'embourbement, au mieux. L'Etat islamique va s'adapter, exploiter les faiblesses des frappes aériennes. Il y a une vraie frustration dans les milieux militaires et chez les experts en sécurité qui en sont tous conscients.

**Peut-on déployer des milliers de troupes spéciales sans se retrouver un jour avec 160 000 hommes sur le terrain, comme au Vietnam ?**

C'est difficile. Le défi, c'est que c'est une bataille pour le renseignement. Nous devons savoir où sont les cibles clés. Pour cela, il faut un système de collecte d'informations solide, qui exige des positions au sol en sus de la maîtrise de l'air. En 2007, quand on s'est battu contre al-Qaida en Irak, on avait une combinaison de moyens. Des forces spéciales, des raids pour récupérer des téléphones portables et ordinateurs, des forces conventionnelles, et comme facilitateurs - seulement comme facilitateurs - des drones et des avions. Cela suppose plusieurs milliers d'hommes au sol. ■

**PROPOS RECUEILLIS A WASHINGTON PAR L. M.**





www.ekurd.net



## KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

### IS CAPTURES 325 VILLAGES IN KOBANI

October 2, 2014

The militants of the Islamic State (IS) have seized control of 325 villages in Kobani areas as the group advances towards the Kurdish city in Syrian Kurdistan (Rojawa), Rudaw said in a report. Clashes between the jihadist group and the Kurdish forces of People Defense Units (YPG) that are protecting the region are continuing as the radical group is shelling homes. According to a human rights group the militants are within the city's three kilometers from both south and east, rising the fear of the fall of Kobani and the conducting of another mass crime by the IS after their control of Shingal, a city in southeast of Kurdistan Region in Iraq. Meanwhile reports from Jerablos stated the IS has beheaded 4 captures YPG fighters and 5 members of Free Syria Army (FSA). [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### 5 KURDISH PESHMERGA TROOPS KILLED AND INJURED, NORTHEAST OF BAQUBA

October 2, 2014

**Baquba:** Two Kurdish Peshmerga soldiers killed and three others wounded when two roadside bombs went off northeast of Baquba Thursday in Diyala province. A security source said 'Two explosive devices placed on the side of a road near the head of Alaosaj valley, exploded simultaneously as a Peshmerga patrol was passing, which resulted in the deaths of two of the elements of the patrol and injured three others. [ninanews.com](http://ninanews.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### PESHMERGA AND US-LED JETS CLEAR THE LAST STRONGHOLD OF IS IN RABIA

October 2, 2014

**Rabia:** Kurdish Peshmerga forces with the support of US-led jet fighters managed on Thursday to clear the last stronghold of the Islamic State of Iraq and Syria IS organization in Rabia town on the Iraqi-Syrian border. A security source said that "Peshmerga forces seized control of Rabia hospital, which is the last stronghold of IS in the town, adding that the international aviation carried out air strikes on the positions of the organization as support of the Kurdish forces that carried out the attack. For his part, an officer in the Kurdish Peshmerga forces said that IS militants left behind dozens of booby-trapped bodies of its components in the areas of Rabia town, west of Mosul city. The officer said " after the liberation of Peshmerga forces for Rabia town, IS militants left about 100 bodies of its components on the ground who were killed in the clashes and bombing of International and Iraqi army Flight. The source added that most of those bodies are booby trapped before they withdraw from the town, and we cannot get close to them to bury them". The Secretary General of the Ministry of Peshmerga, Jabbar al-Yawer announced on Wednesday, that Peshmerga regain control of the villages in the vicinity of Rabia sub-district...[shafaaq.com](http://shafaaq.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### SYRIAN KURDISH LEADER SALIH MUSLIM HOLDS SECRET TALKS IN TURKEY

October 5, 2014

**ISTANBUL,**— The leader of the main Syrian Kurdish political party is in Turkey for secret talks with intelligence officials as the battle rages with militants for the Syrian Kurdish town of Kobani, Turkish media said on Sunday.

The leader of the Democratic Union Party (PYD) Salih Muslim held talks with officials from Turkey's intelligence agency, the National Intelligence Organisation (MIT), in Ankara on Saturday, the Hurriyet daily reported, quoting security sources.

The meeting came after Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu last week held talks with Selahattin Demirtas, the co-chairman of Turkey's pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP) who asked Ankara to help

Kurds in the fight for Syrian Kurdistan's Kobani.

According to Hurriyet, the Turkish officials encouraged Muslim's PYD to join forces with the Free Syrian Army (FSA) which has been battling the Syrian regime of President Bashar Al Assad.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan has for years pressed for the ousting of www.Ekurd.net Al Assad and wants this to remain a clear goal amid the battle against Daesh militants.

The PYD is linked to the Kurdistan Workers Party (PKK), which waged a deadly insurgency in Turkey for the last three decades but has largely observed a ceasefire since 2013.

Turkey has previously shown little interest in developing links with the PYD because of its links with the PKK, which is regarded as a terrorist group by Ankara.

Muslim was told in Ankara the PYD should distance itself from the PKK and also clearly state its opposition to Al Assad's regime. But he was also offered the prospect of logistical support for the group's fight against militants, the reports said. | [Ekurd.net](http://Ekurd.net), [AFP](http://AFP)

### FIVE IRAQI KURDISH PESHMERGA TROOPS KILLED IN IS JIHADIST ATTACK

October 7, 2014

**Jalawla, Diyala,**— Islamic State fighters launched an attack against Iraqi Kurdish Peshmerga troops from the flashpoint town of Jalawla in eastern Iraq Monday, killing five Peshmerga, security sources said.

"IS attacked several Peshmerga defensive positions around five kilometres (three miles) outside of Jalawla," a senior Peshmerga officer said.

"Five Peshmerga were killed in the clashes," he said.

Another Peshmerga officer gave the same death toll and said that while the jihadists had pushed deeper towards Kurdish areas, they were still far from the Kurdish city of Khanaqin.

"IS tried to advance towards Khanaqin after gathering lots of forces in Jalawla," a military source in Iraq's Diyala province said.

Khanaqin is under Kurdish control and lies www.Ekurd.net only five kilometres from Iran. It also lies on a rare road link between Baghdad and the autonomous region of Kurdistan. The jihadists seized Jalawla from the Peshmerga on August 11 /[Ekurd.net](http://Ekurd.net), [AFP](http://AFP)

### IRAN WARNS TURKEY OVER MILITARY PRESENCE IN SYRIA

October 10, 2014

**Tehran:** Iran's Deputy Foreign Minister for Arab and African affairs Hossein Amir-Abdollahian said on Thursday that Tehran and Turkey are in consultation over the situation in the Kurdish city, noting that the Islamic Republic has warned Turkey against ground operations in Syria. According to Press TV he added that negotiations over the situation in Syria are going on with Tehran and Ankara trying to find a solution to the crisis in the Syrian Kurdish city of Kobani. "During our preliminary consultations with Turkey, we have found out that this country does not seek escalation of crisis in the region and we hope it would play a positive role in this regard," the Iranian deputy foreign minister added. The Iranian diplomat stated that Iran and Turkey are in dialogue over Syria and Iran believes that Turkey can play an effective role in facilitating the return of displaced Syrians to their homeland. Explaining about Iran's solution for the ongoing crisis in Kobani, Amir-Abdollahian said, "Regional talks are underway over this issue and we hope a serious measure is taken in this regard." "The Islamic Republic of Iran will take any necessary action to help the Kurds in Kobani in line with its support for the Syrian government in its fight against terrorism," added Amir-Abdollahian. Kobani and its surroundings have been under attack since mid-September, with IS militants capturing dozens of nearby Kurdish villages. On October 2, Turkish lawmakers passed a controversial motion authorizing the government to carry out military operations against IS terrorists in Syria and Iraq. In a telephone conversation with his Turkish counterpart, Mevlut Cavusoglu, on October 2, Iranian Foreign Minister Mohammad Javad Zarif referred to the Turkish parliament's decision to authorize military operations in Iraq and Syria, expressing concern about any measure that could further complicate the situation in the region...[kurdpress.ir](http://kurdpress.ir)

### PKK DELEGATION MEETS SPEAKER OF IRAQI KURDISTAN PARLIAMENT

October 13, 2014

**Erbil:** A delegation from Kurdistan Workers' Party PKK has met the →

⇒ speaker of Iraqi Kurdistan Parliament and representatives of political parties. At the meeting the situation in Kobanê, the widespread uprising in Iraqi Kurdistan and the Kurdistan national congress were discussed. PKK Foreign Relations Committee member Ferhan Amara said: "we have met Yusuf Mihemed, the speaker of the Kurdistan Regional Parliament, and representatives of the parliamentary groups of the PDK, PUK, Gorran, Yekgirtûya Îslamî ya Kurdistanê (Islamic Union of Kurdistan KIU) and Komela Îslamî ya Kurdistanê (Islamic Association of Kurdistan). Amara added that they had exchanged views on the situation in Syrian Kurdistan's Kobani, the uprisings in Turkish Kurdistan and the Kurdistan national congress. Ferhan Amara said that the parliamentary speaker had made clear his views on all three topics, condemning the Turkish state's attacks on the people. She added that Yusuf Mihemed had also said he would do all within his power to ensure the national congress assembled as soon as possible. [firatnews.com](http://firatnews.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## IS JIHADISTS CONTROL ALL EXITS FROM MOUNT SHINGAL, SAYS PESHMERGA OFFICIAL

October 13, 2014

**Shingal:** Militants of the Islamic State (IS) are now in control of virtually all the roads leading to the Shingal Mountain where thousands of Kurdish Yazidi refugees are still encircled, a Peshmerga commander told Rudaw. "The IS overran three Syrian Kurdish villages last week which were functioning as the only exit routes from the Shingal Mountain into Syrian Kurdistan," General Ashti Kochar of the Peshmerga forces told Rudaw in a phone interview from the besieged mountain. "The only way in and out of here is from the air," the general said, explaining that they had asked the Iraqi air force to drop humanitarian aid on the mountain from now on. The Kurdish general said nearly 10,000 people were still on the mountain and as the winter approaches they were "in desperate need of blankets and tents." An official with the Kurdistan Regional Government (KRG) told Rudaw that his team had prepared more than 10,000 blankets and mattresses to be shipped to the encircled refugees on the mountain. "We have so far continually delivered aid to the refugees on the mountain, but with all the roads blocked by the Da'esh [ISIS] now, we have to hope that the air transport will go smoothly," said Nouri Usman, who leads the KRG's special team established to assist Yazidi refugees. Rudaw has learned that apart from the Yazidi refugees on the mountain, Syrian Kurdish fighters from the People's Protection Units (YPG) and guerillas from the Kurdistan Workers Party (PKK), are alongside the KRG's Peshmerga forces on the beleaguered mountain, which was the focus of an international humanitarian effort in early days of August...[rudaw.net](http://rudaw.net)

## SWISS AID ON THE GROUND IN IRAQI KURDISTAN

October 15, 2014

**Geneva:** Switzerland has sent tents and supplies to refugees facing the prospect of a cold winter in temporary camps. An individual is also trying to make a difference. Neutral Switzerland is not taking part in any military action against the Islamic State (IS) terrorist groups in Syria and Iraq. Swiss involvement remains diplomatic and humanitarian. Switzerland has sent 50 tonnes of winter aid relief, worth CHF400,000 (\$427,000), to Iraqi Kurdistan Region. The cargo is mostly made up of cold weather tents, but also includes heaters, blankets, mattresses and cooking sets for 1,800 people in the greater Erbil area. There are also two transport units of medical equipment which can provide basic medical care for 10,000 people for three months, which have been requested by the local health ministry. As well as government aid agencies, a private charity run by a former Kurdish refugee to Switzerland is helping out in a remote valley in northern Iraq where reportedly no other international NGOs are yet active. Privately funded practical aid is being sent. Mainly food is being delivered but blankets and heating systems are also being collected. [swissinfo.ch](http://swissinfo.ch) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## PESHMERGA TRAIN SYRIAN KURD FIGHTERS IN IRAQ'S KURDISTAN REGION

October 17, 2014

**Erbil:** Kurdish Peshmerga forces in Iraq's autonomous Kurdistan Region are providing military training to a Syrian Kurd group linked with the Kurdish National Coalition in Syria, a Kurdish official confirmed Friday. "We are providing war training to nearly 3,000 Syrian Kurds on our soil," Jabbar Yawar, the secretary-general of the Peshmerga, told The Anadolu

Agency. Yawar said Peshmerga troops could fight militants of the Islamic State IS, in Syria if the Kurdish Democratic Union Party, or the PYD and other Kurdish parties united. The Syrian Kurd group under training is said to be close to the Kurdish regional government's chief, Massoud Barzani. The group mainly operates in Syrian Kurdistan, Rojava, [northeast Syria]. Yawar also asked for more weapons from the West, which he said would be used against IS, which now controls large parts of Syria and Iraq. The official said his forces would continue to cooperate with the international coalition until they fully recaptured Iraq's second city Mosul and other regions from the IS militants. Last Wednesday, Barzani called on the Kurdish National Coalition in Syria and the Kurdish Democratic Union Party to unify and take on IS militants in the Syrian town of Kobani that has been the scene of fierce fighting since last mid-September. [worldbulletin.net](http://worldbulletin.net) [aa.com.tr](http://aa.com.tr) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## ISLAMIC STATE GROUP RESUMES ATTACKS ON KURDISH YEZIDIS IN SHINGAL

October 20, 2014

**Sinjar:** Islamic State (ISIS) militants have launched a major attack against thousands of Yazidis, a religious minority who are surrounded on their sacred mountain in northern Iraq. Qasim Shesho, a Yazidi commander on Shingal mountain, told Rudaw that ISIS began an offensive early on Monday that continued throughout the day. "A large number of ISIS militants are using nearly 20 Humvee vehicles to fight the Yazidi fighters," he said. Thousands of Yazidis were driven up into the mountain in early August when ISIS pushed into the area. The group massacred civilians—who they consider to be 'devil worshippers'—and sold women into slavery, forcibly converting others. A rescue operation evacuated thousands from the mountain through Syria into Iraqi Kurdistan, but many remained behind. Following the tragedy, many Yazidi men trained with the Peshmerga and the Syrian People's Protection Units (YPG) and quickly formed brigades to defend the area. Yazidi officers confirmed that ISIS forces attacked the mountain from three sides, following heavy fighting yesterday that left 16 ISIS dead. An estimated 7,000 civilians are in danger as ISIS forces draw closer to the religious minority's last line of defense. ISIS had encircled the group over a week ago, toppling a string of villages along the only exit routes from the mountain...[rudaw.net](http://rudaw.net)

## SYRIA'S KOBANI OFFICIAL: WE NEED ARMS NOT KURDISH PESHMERGA FORCES

October 21, 2014

**KOBANI, Syrian Kurdistan,**— The president of Kobani Canton in Syrian Kurdistan Anwar Muslim reportedly said that the forces of the People Defense Units (YPG) need arms not Iraqi Kurdish Peshmerga forces. His remarks came a day after Turkey said Iraqi Kurdistan's Peshmerga forces can go to Kobani through Turkey border to aid the YPG forces that are defending Kobani against attacks by the militants of the Islamic State (IS).

Anwar Muslim, in remarks to BBC Turkish, said that Peshmerga forces' entrance into the Syrian Kurdistan's town of Kobani is not a primary need at this time.

"What we need more than the Peshmerga is arms. If Peshmerga forces intend to enter Kobani, they may contact the YPG [People's Protection Units]. If there is a need for support, the YPG will call them to come or ask them for arms assistance," Muslim said.

He suggested that Peshmerga forces fight in their own territory and deliver arms to the YPG. "[The YPG has] enough young people to fight," Muslim added.

Ankara said Monday it was assisting Iraqi Kurdish Peshmerga forces to cross its borders to join Syrian Kurdish YPG forces battling IS jihadists for the town of Kobani.

Washington made a first weapons drop to Kurdish fighters battling jihadists in Kobani town in Syrian Kurdistan Monday that they hailed as a major boost for their nearly five-week resistance campaign. [Ekurd.net](http://Ekurd.net) | [dailysabah.com](http://dailysabah.com)



Des pechmergas kurdes, le 15 septembre dernier, à Kirkouk, la « Jérusalem des Kurdes ». De 100 000 à 150 000 combattants seraient massés sur le front.

EMILIEN URBANO POUR LE FIGARO

# Le mythe écorné des pechmergas

Depuis des siècles, les combattants kurdes se sont taillé une légende faite de sacrifice et de bravoure. Mais aujourd'hui, face aux djihadistes bien équipés de l'État islamique, ils montrent d'inquiétantes limites. Ces forces mal unifiées peinent à se moderniser et espèrent beaucoup de l'aide occidentale.



Thierry Oberlé  
toberle@lefigaro.fr

Envoyé spécial au Kurdistan irakien

**D**e Saladin, le conquérant d'origine kurde célébré par la geste arabo-musulmane, à Moustapha Barzani, leader charismatique du mouvement national du siècle passé et père de Massoud Barzani, l'actuel président du gouvernement régional du Kurdistan irakien, les combattants kurdes se sont taillé une légende de bravoure. Leur résistance face à la répression de Saddam Hussein a fait en Occident de ces guérilleros naïgère enturbannés des héros romantiques. Mais onze ans après la chute du satrape irakien, le mythe a du plomb dans l'aile. Début août, les pechmergas ont reflué lorsque les djihadistes ont poussé les portes de leur territoire, abandonnant derrière eux les chrétiens et les yazidis qu'ils avaient promis de défendre. Un vent de panique s'empara alors d'Erbil, la grande métropole kurde. Daech, le nom donné par les Proche-Orientaux à l'État islamique, avait planté ses drapeaux à une quinzaine de kilomètres de leur capitale. Depuis les pechmergas ont regagné du terrain, mais des interrogations subsistent sur leurs capacités à prendre le dessus, même avec le soutien aérien des Occidentaux, sur un ennemi déterminé et bien équipé.

## Le seigneur kurde de Khanaqin

Dotées d'armes vétustes comme les antiques tanks russes T55, vestiges de la guerre froide, ou de simples kalachnikovs, les forces kurdes ont manqué de munitions, de mitrailleuses et de mortiers. Elles sont

également pauvres en armes lourdes et en véhicules blindés légers. Il y a plus préoccupant : durant ces vingt dernières années, les pechmergas ont entretenu leur aura mais leur esprit de combat s'est émoussé. Leurs derniers faits d'armes remontent aux affrontements fratricides qui opposèrent de 1993 à 1996 les factions de Massoud Barzani et de Jalal Talabani. Une guerre peu glorieuse. Puis, avec la chute de Saddam en 2003, les forces kurdes ont perdu leur meilleur ennemi. Le Kurdistan s'est émancipé avec la création en 2006 d'une entité fédérale et autonome, à l'administration unifiée. L'État irakien est devenu un partenaire lointain. Une drôle de paix s'est instaurée. Les généraux, qui forment une véritable armée mexicaine, sont devenus politiciens ou hommes d'affaires. La société kurde longtemps repliée sur ses montagnes et ses conflits ancestraux a commencé à changer grâce à la rente pétrolière qui tombe dans l'escarcelle du gouvernement local. La région a construit des palais en marbre, des buildings dignes de Dubaï, des parcs d'attractions et des centres commerciaux, mais n'a pas doté son armée de missiles antichars. « Nous sommes comme dans *Invictus*, le film de Clint Eastwood sur Nelson Mandela : l'époque héroïque est achevée, le temps du réel commence », résume le chercheur français Hosham Dawood.

Fines lunettes d'intellectuel au-dessus d'une moustache à la Groucho Marx, costume gris à pantalon bouffant, Mala Bakhtiar, 60 ans, laisse peu de place à la nostalgie. Cette figure de la résistance raille le renvoi incessant à « la légende des combattants des montagnes ». « C'est très ancien. C'était le temps des Mille et Une Nuits », plaisante-t-il. Mala Bakhtiar dirige le front du Sud où, depuis des semaines, Kurdes, milices chiïtes et troupes de l'armée irakienne tentent d'arrêter la progression de l'État islamique et de ses alliés des tribus sunnites. « Chaque génération suscite ses héros. Beaucoup pensaient que les jeunes ne se battraient pas avec la



même vigueur que les anciens. Mais je les ai vus reprendre la ville d'Amerli sur la route Bagdad-Kirkouk et, croyez-moi, ils étaient motivés. »

### Une armée de pensionnés

Enraciné dans la bande de terre du sud du Kurdistan qui longe la frontière iranienne, Mala Bakhtiar partage son temps, comme tout chef politico-militaire kurde, entre son bureau érigé sur une hauteur de son fief de Khanaqin, un édifice surnommé « le Château », et le siège de Souleimaniya de l'Union patriotique kurde (UPK), le parti de l'ex-président irakien, Jalal Talabani. Le vétéran reconnaît avoir des difficultés à s'adapter sur le terrain aux techniques de combat de l'État islamique. « Nous sommes face à un ennemi qui pose des pièges. Nous pourrions, par exemple, libérer en une heure Jaloula, la ville voisine de Khanaqin, mais nous avons déjà perdu là-bas 29 hommes. Ils ont tous sauté sur des mines antipersonnel. Daech s'appuie sur le travail de sape d'anciens officiers baasistes de l'armée irakienne qui tapissent la ville de charges explosives. »

Les pechmergas emploient 250 000 hommes, dont beaucoup de jeunes et de pensionnés. De 100 000 à 150 000 combattants seraient massés sur le front. Faute de crédits suffisants, ces soldats sont peu formés, mal payés, et ne touchent pas régulièrement leur salaire à l'instar de beaucoup de fonctionnaires. L'enrôlement s'effectue sur des bases partisans. Les deux partis historiques - le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani - ont droit à des quotas. Le système alimente les divisions politico-claniques. Méfiants, le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani maintiennent, en parallèle de l'armée kurde, leur propre milice avec leurs casernes et leurs insignes distinctifs. Il existe aussi deux services de renseignement : Parastin (protection) pour le PDK et Zanyari (information) pour l'UPK. Bref, la mue de l'ex-guérilla minée par les rivalités en armée régulière unifiée est loin d'être achevée.

L'entrée en guerre contre l'État islamique, avec le soutien des puissances occidentales, pourrait presser les réformes. C'est du moins le souhait de Moustapha Saïd Qader, le ministre des pechmergas. « Nous devons bâtir une armée nationale unie. On travaille sur l'idée de forces recrutées sans tenir compte des allégeances politiques, qui pourraient s'ouvrir aux minorités religieuses, aux chrétiens, aux yazidis », explique-t-il. En attendant, des chefs militaro-politiques dirigent les fronts tandis que chaque général est flanqué de deux adjoints représentant les deux branches concurrentes. « Ce sont des combattants très expérimentés, ils ont prouvé leurs capacités et leur efficacité », plaide

Moustapha Saïd Qader, lorsque le rôle de la vieille garde est évoqué. Cette dernière est à la manœuvre sur une diagonale qui scinde l'Irak en deux, de Khanaqin, au sud-est à la frontière iranienne, jusqu'aux monts Sinjar, au nord-ouest à la frontière syrienne. Soit un tracé d'environ un millier de kilomètres qui serpente dans des plaines à moitié désertiques, loin des montagnes, le terrain de prédilection des pechmergas.

Le fusil à lunette à l'épaule, le docteur Kemal Kerkouki, 60 ans, parcourt sa ligne de front, d'une tranchée creusée dans la plaine à un poste d'observation dressé sur un mamelon rocheux avec l'assurance débonnaire du patron rompu aux tournées des popotes. L'ancien président du Parlement du Kurdistan autonome irakien fixe dans ses jumelles les étendards de l'État islamique qui flottent sur les toits plats des villages, entre Kirkouk et Erbil. Il vante les mérites d'un général, encourage ses troupes aux tenues dépareillées. Kemal Kerkouki est un être hybride. Mi-guerrier, mi-politicien, il est aussi à l'aise pour exposer sur le même ton monocrorde un topo dans la salle de commandement de son quartier général que pour défendre son nationalisme maximaliste dans son salon. L'un de ses fils est à ses côtés, comme le veut la coutume kurde. Le docteur Kemal Kerkouki n'est pas sorti d'une école militaire et n'a pas de doctorat. Engagé tôt dans la résistance kurde, il a réorganisé la lutte armée clandestine dans les années 1970. Il entend bien sûr repousser les djihadistes « plus loin que Tikrit » sur la route de Bagdad, mais veut surtout conserver dans le giron kurde Kirkouk, la « Jérusalem des Kurdes » occupée par les pechmergas en juin après avoir été désertée par une armée irakienne en décomposition, fuyant l'avancée de l'État islamique. « Ces terres que l'on dit contestées sont kurdes. Nous allons réparer les erreurs commises lors du découpage des frontières après la Première Guerre mondiale », promet Kemal Kerkouki.

### L'homme qui va au-devant de la mort

En quête d'une introuvable indépendance, les Kurdes sont convaincus d'avoir raté l'occasion historique de réaliser leur utopie au lendemain de l'effondrement de l'Empire ottoman. Le traité de Sévres de 1920 prévoyait en effet d'accorder une autonomie pouvant ouvrir sur une indépendance, mais le projet resta dans les tiroirs. La chimère d'une nation kurde fut à nouveau entraperçue, pendant onze mois, en 1946, durant l'éphémère République de Mahabad fondée par Moustapha Barzani dans les montagnes de l'ouest de l'Iran avec l'appui des Soviétiques.

Opiniâtre, le président Massoud Barzani n'a jamais renoncé à la marche kurde vers la souveraineté. Surpris dans ses calculs par la percée des djihadistes, il a saisi au bond les propositions d'aide militaire internationale. Il voit dans le soutien américain et français une formidable occasion de transformer sa défaite en victoire. Il deviendrait ainsi le sauveur des minorités religieuses qu'il n'a pas su protéger, sans pour autant perdre de vue ses visées nationalistes. Mais pour y parvenir il doit d'abord remettre en ordre de bataille les pechmergas. Un défi qui s'annonce difficile. En dialecte kurde, pechmerga veut dire « l'homme qui va au-devant de la mort ». Une définition qui s'applique surtout depuis quelques mois aux extrémistes de l'État islamique. ■

Ce sont des combattants très expérimentés, ils ont prouvé leurs capacités et leur efficacité

MOUSTAPHA SAÏD QADER, MINISTRE DES PECHMERGAS

# Germany sends medical team to treat Peshmarga forces

13 October 2014  
THE KURDISH GLOBE

Ursula von der Leyen, Germany's Defence Minister announced that her government will send a medical team from the German Army to Kurdistan Region to treat the members of the Kurdish Peshmarga forces who are injured during conflicts, mainly due to mines.

Ursula von der Leyen, Germany's Defence Minister announced that her government will send a medical team from the German Army to Kurdistan Region to treat the mem-

*Ursula von der Leyen, Germany's Defence Minister announced that her government will send a medical team from the German Army to Kurdistan Region.*



bers of the Kurdish Peshmarga forces who are injured during conflicts, mainly due to mines.

Minister von der Leyen also stated that the German Army is ready to

evacuate those Peshmargas, whose injuries are severe, to Germany for treatment.

According to von der Leyen, 70% of the injury cases among Peshmargas

are due to landmines planted by the ISIS fighters after retreating from areas taken over by Peshmargas.

And this is the very reason that has encouraged Germany to send more mine detectors to the Peshmarga Forces.

The German Defence Minister made these statements during a visit to the Hammelburg Base in Bavaria Region, where Peshmarga forces are being trained on anti-tank weapons, 40 units of which are supposed to be given to Peshmargas along with 500 RBG units for their fight against ISIS terrorists.

Germany has promised to equip Peshmarga forces with 10,000 light weapons, anti-tank weapons and military vehicles as well.

The Economist

October 16th 2014

## Turkey and the Kurds

# War-war, not jaw-jaw

Amid the fallout from IS's continuing siege of Kurdish forces in Kobane, the Turkish government takes on the PKK again

Oct 16th 2014,  
www.economist.com

ON OCTOBER 13th Turkish warrior jets rained bombs on rebels from a Kurdistan Workers' Party (PKK) suspicion to be positioned along Turkey's limit with Iraq. The conflict came after PKK fighters had non-stop glow on Turkish soldiers nearby a limit post of Daglica. Until early final year this would have been slight news. But in Mar 2013 a PKK's detained leader, Abdullah Ocalan had pronounced a epoch of armed onslaught was over and that a understanding with a supervision was within reach. Before this week, a Turkish army and a PKK duly hold their fire. Are a assent talks now over?

Their predestine is related to that of Kobane in Syria (see article). The city has been un-der encircle for a past month by Islamic State (IS) fighters as Turkish infantry along a limit demeanour on. Turkey's refusal to let guns and fighters into Kobane over a limit crossing, since it is run by a PKK's Syrian arm, a Democratic Unity Party (PYD), has lighted Kurdish fury. On Oct 7th thousands of immature Kurds unleashed riots opposite a especially Kurdish south-east of Turkey that left during slightest 34 people dead. Mr Ocalan soon

sent orders by a PKK's domestic arm, a People's Democracy Party, to stop a violence. The supervision offering a highway map for a assent talks; American bombing of IS targets enlarged Kobane's resistance—and so reduced a vigour on Turkey to intervene.

Mesut Yegen, a domestic scientist during Istanbul's Sehir University, sees a atmosphere strikes opposite a PKK as posturing and reckons a assent routine will baggy along. "But if Kobane falls, it will be unsalvageable," he adds. Yet ructions over Kobane might be only a symptom, not a means of delayed swell in a talks between Mr Ocalan and a government. "The highway map contains zero new. It says a PKK has to disarm. This is unfit underneath a benefaction circumstances," says Altan Tan, a pro-Kurdish member of parliament. Mr Tan is referring to a PKK's battles opposite IS in Syria and Iraq. The PKK's bravery opposite a jihadists, and a physical bent, have incited a rebels into intensity American allies opposite IS. American support for Kobane, yet destined during a PYD (unlike a PKK, a Syrian Kurdish outfit is not on any militant list), might so prophesy destiny collaboration. Or so Turkey fears.

For as a assent talks get bogged down and a PKK's informal poke grows, a Turkish

president, Recep Tayyip Erdogan, is changing tack. Before he was strike by crime scandals final December, he seemed married to his fondness with a Kurds. He was counting on a pro-Kurdish celebration to support his skeleton to change a structure to boost a powers of a presidency, that he won simply in August's election.

But with tumult on a limit and a fear of probable charge on crime charges if AK's electoral fortunes wane, Mr Erdogan is now looking for new friends among Turkey's nationalists. They strongly corroborated a new check authorising cross-border involvement opposite "terrorists" in Syria and Iraq. The nationalists embody many of a same generals whom Mr Erdogan has prolonged sought to tame.

Tellingly, Turkey's arch of staff, Necdet Ozel, has been creation hawkish noises. He has called a PYD "terrorists" and grumbled about being kept in a dim over assent talks. A day after a army inebriated PKK targets, a supervision denounced new skeleton to accelerate a powers of a police. "There is a noted change towards a security-based proceed to a Kurdish issue," observes Arzu Yilmaz, another Turkish academic. The pro-Kurdish celebration is feeling a heat. "We are squeezed between Mr Ocalan and a PKK," acknowledges Mr Tan.

Some trust that a government's plan is precisely to boar groups among a Kurds. But should it not worry about a Kurds spinning out of control? Either way, a longer Mr Ocalan fails to wring concrete concessions for his people a some-more nervous a PKK will grow. "The PKK might crush though Ocalan, though it will survive," predicts Mr Yegen. "But though a PKK behind him, Ocalan will remove relevance," he concludes. ■

# Turkey's Double Game in Syria

Christopher de Bellaigue  
October 14, 2014,  
<http://www.nybooks.com>

Even by the dismal standards of the Syrian civil war, the current battle for Kobani, a Kurdish town on the Syrian side of the Syrian-Turkish border, seems particularly intractable. As ISIS militants equipped with plundered American weapons have taken on poorly armed Kurdish guerrillas who can do little to stop them, there is every chance that the extremist group will strengthen its hold on Syrian Kurdistan right up to the Turkish border. Already, some four hundred have been killed, and more than 180,000 Syrian Kurds have fled across the border to Turkey—one of the largest single outflows of refugees since the conflict began.

Yet the United States and Turkey are locked in their own dispute about who should deal with the situation. While the US government concedes that its aerial bombing campaign has had little effect, the Turkish army, whose tanks are just across the border, has stood by, reluctant to support a Kurdish population it regards as hostile and allied to its sworn enemy, Bashar al-Assad. How can two ostensible allies, who are among the most powerful outside forces in the Syrian conflict, be so feckless in the face of what both declare to be a common enemy?

In fact, Kobani shows how Turkish and US objectives diverge over Syria. The US has declared its intention to destroy ISIS and defend the Kurds in Syria and Iraq, but has not involved itself directly in efforts to remove the Assad regime in Damascus. The priority of Turkey's AK Party government, in contrast, is not to destroy ISIS but to topple Bashar al-Assad and replace him with a Sunni-dominated government sympathetic to the relatively moderate brand of Islamism favored by most Turks, and able to act as a counterweight to the Shia-dominated, pro-Iran government of neighboring Iraq. At the same time, Turkey has long been wary of the dominant group among Syria's Kurds, the Democratic Union Party, or PYD, which does not hide its allegiance to the Kurdistan Workers' Party (PKK), the Turkey-based Kurdish movement that has spent the past thirty years in conflict with the Turkish state. As recently as Tuesday, Turkish jets were bombing PKK positions in southeastern Turkey. Thus, the fall of Kobani might be a price worth paying for the sobering effect it would have on what Turkey deems a greater threat: Kurdish nationalism.

For the past two years the Turks have been unsuccessfully lobbying the US to intervene to protect the hundreds of non-Kurdish



*Turkish tanks standing by on the Syrian border with the battle of Kobani in the background, October 11, 2014*

Syrian towns that have been ravaged by the Assad government, and not unreasonably, they question the motives behind Washington's sudden concern for the Kurds of Kobani—as well as the implication that Turkey should send in troops where the West fears to tread.

If ISIS captures Kobani, the militants could consolidate their control of a long stretch of the Turkish border, and establish a corridor between their stronghold of Raqqa in eastern Syria and positions further West. But the Turks are not as hostile to ISIS as the West is; until recently, the Turkish president, Recep Tayyip Erdoğan, refrained from calling it a terrorist organization, and while ISIS has beheaded Western hostages, in September Turkish negotiators were able to secure the release of 49 Turkish consular staff that the group had captured. So far, ISIS has not desecrated the tomb of the progenitor of the Ottoman sultans, which lies in the governorate of Aleppo—territory it controls—and which its fanatical iconoclasm suggests it should.

Of greater concern to the Turkish government may be Kobani's importance as a banner for the Kurds. Until recently Kobani was one of an archipelago of towns in northern Syria that was under PYD control. In the summer of 2012, the Assad regime effectively handed over much of northern Syria to the PYD rather than let it fall into the hands of Sunni Arab groups—the so-called “moderate” Sunni opposition—that Turkey has been supporting, and it has continued to pay salaries to some officials in these areas. Even as the PYD maintains a de facto non-aggression pact with Assad, it has refused Turkish demands that it mend its bridges with those same Sunni Arab groups, thus precluding the kind of anti-Assad alliance Turkey would like to build.

During a visit he made to Ankara early this

month, Salih Muslim, one of the PYD's top leaders, reportedly begged the Turks to allow anti-tank weapons across the border into Kobani. The Turkish response was to insist that the PYD break with the Syrian government, join the mainstream Sunni opposition, and dissolve its autonomous enclaves, which it, understandably, refuses to do.

All this has thrown into doubt Turkey's efforts to solve its own Kurdish problems. In March 2013 the PKK and the Turkish government declared their shared intention to pursue a negotiated peace, but the process has hardly advanced since then, amid Kurdish accusations that Turkey has been arming ISIS and Turkish fears that the PKK/PYD, having tasted quasi-independence in Syria, will demand a similar arrangement in Turkey as well.

Hence Turkey's punitive indifference to the recent horrors at Kobani. President Erdoğan has called ISIS and the PKK one and the same, while Turkey's security forces seem mainly interested in preventing Kurds in Turkey from crossing into Syria to help their brethren. Refugees coming the other way have received such a cool welcome that many have gone on into Iraqi Kurdistan.

Whatever the fate of Kobani, Turkey's complicity in its human miseries has already had fearsome effects beyond this parched, benighted bit of land, where, ninety-nine years ago, some of the survivors of the Ottoman genocide of the Armenians slogged into Mesopotamia. Last month, from his headquarters in northern Iraq, the PKK's operational commander, Cemil Bayik, presented more evidence that Turkey had been arming ISIS, and threatened to end its twenty-month-old ceasefire if Turkey did not stop its “war” against the Kurds of Syria.

Then, on October 7, the PKK demonstrated its undimmed ability to bring chaos to

→ metropolitan Turkey, organizing violent protests not only across the country's Kurdish-majority region in the southeast, but also in several cities further west. These were met—again, violently—by the security forces and by members of a Kurdish Islamist group that has been useful to the state in the past. More than twenty people were killed before the PKK's incarcerated leader, Abdullah Öcalan, reportedly sent word that the unrest should stop.

One might wonder why the Turkish government would risk endangering a peace process with the PKK that has greatly contributed to Turkish stability, improved human rights and the rule of law, and facilitated economic development. The Turks may be calculating that the PKK cannot easily abandon a process that has brought its members new political power in some Kurdish areas and allowed Kurdish nationalist MP back into the national

parliament. They also seem to believe that the Kurds are due a sharp reality check as to the impossibility of replicating Syria-style autonomy in Turkey. The ISIS advance on Kobani could serve that purpose, while the contraction of the Kurdish fief pushes the nationalists onto the tender mercies of the Turkish state—as Kobani has demonstrated. Weakened by the defeats suffered by its affiliate in Syria, the PKK may be less able to resist political demands made by the Turkish government if serious negotiations are renewed toward a final settlement.

For the United States, these calculations suggest that getting meaningful Turkish cooperation on ISIS may require a renewed US commitment toward toppling Assad. Responding to pressure from Washington, the Turkish government has agreed to join the US in training “moderate” Syrian fighters on Turkish soil. But the Turks have not approved

America's request to use their base at Incirlik in southern Turkey for US attacks on ISIS. That will only happen, the Turkish prime minister, Ahmet Davutoğlu, has insisted, if the US removes its longstanding opposition to Turkish demands for a no-fly zone over northern Syria and for the establishment of secure humanitarian corridors for displaced Syrians close to the border.

As Turkey and the United States negotiate the minutiae of a war they are fighting for different reasons, the wider fate of the Kurds is finely poised. The vile situation in Kobani has become a case study in the ways that civil wars suck in neighbors and break down alliances as the innocent are put to the sword. It is also a powerful refutation of the trite adage that the enemy of my enemy is my friend. In this conflict there are no friends.

□□□

The Economist

October 16th 2014

## The campaign against Islamic State Hard choices

### The coalition against IS is hobbled by splits and inadequate resources

Oct 16th 2014, economist.com

THE entertainment on Oct 14th during Andrews Air Force Base nearby Washington, DC, of tip troops coronet from 22 countries in a American-led bloc opposite Islamic State (IS) had dual categorical aims. The initial was to work out how to confederate a bid of any into something that looks like a strategy. The second, underlined by an assemblage of Barack Obama, was to denote a earnest of America's joining to defeating IS. The boss practically concurred that both are a work in progress, observant that it was going to be a long-term debate with “periods of swell and setbacks”.

Right now, setbacks seem to be some-more clear than progress. Intensified atmosphere strikes by a Americans and Saudis have pushed behind IS fighters besieging a Syrian-Kurdish limit city of Kobane (Ain al-Arab in Arabic), though America says it might nonetheless fall. Meanwhile, even with bloc atmosphere support, Iraqi confidence army have put adult usually mild insurgency to a latest IS swell in Sunni-dominated Anbar province. IS, that this week seized an army bottom nearby Hit, some 115 miles (185km) west of Baghdad, is now estimated to control some-more than three-quarters of a province. Martin Dempsey, a authority of America's corner chiefs of staff, says that, had it not been for a involvement of Apache conflict helicopters final week, IS would have had a “straight

shot” to Baghdad airport. General Dempsey has “no doubt” that IS will “use surreptitious glow [mortar, rockets and artillery] into Baghdad” in a days ahead.

Mr Obama's wish for swell is hampered by a opposing agendas of many of his bloc partners; and maybe also by his possess half-heartedness. The atmosphere debate opposite IS “has been so tiny by a customary of new conflicts that it amounts to small some-more than troops tokenism”, says Anthony Cordesman of a Centre for Strategic and International Studies, a think-tank. The problems of bloc government are starkly illustrated by a simmering quarrel between Ankara and Washington. The refusal of Turkey to lift a finger to soothe a agonies of Kobane has expel a dim shade over a whole craving (see article). American jets attempting to assist Kobane's unfortunate defenders are carrying to fly some-more than 1,200 miles from a Gulf given Turkey will not concede them to work from Incirlik, a large NATO airbase reduction than 20 mins away.

Whether Turkey can be brought outside might count on Mr Obama surrender a long-standing direct of Mr Erdogan's to settle a no-fly section and aegis section on a Syrian side of a Turkish border. Mr Erdogan also wants a joining to take on a regime of Bashar Assad as



good as IS. That is not on a cards, though to Mr Obama's discomfort, General Dempsey and a secretary of state, John Kerry, now both foster a no-fly zone.

Measures being urged on a boss embody a large step-up in a dash of atmosphere strikes in Iraq and Syria from a normal of about 7 a day given a debate began to some-more than 150, and a use of special army to yield brazen atmosphere control.

General Dempsey wants a most some-more heated training bid to reconstruct during slightest some of a Iraqi army into a tolerably effective fighting force, requiring many hundreds, if not thousands, of Western soldiers. Even this might not be adequate unless some of those advisers are embedded in Iraqi fight units to prop them in battle. None of this is savoury to Mr Obama. But as Mr Cordesman warns: “The US is now embarked in heading and conducting a high-risk atmosphere debate that will do too small and do it too slowly.” ■

# Kobané rallume le conflit kurde en Turquie

De violents affrontements avec la police ont causé la mort de 14 personnes, en majorité des Kurdes

ISTANBUL - correspondante

**L**a chute imminente de la ville syrienne de Kobané, dernière enclave kurde assiégée par les djihadistes du groupe Etat islamique (EI), a mis le feu aux poudres, mardi 7 octobre, en Turquie, où des heurts violents ont éclaté un peu partout entre la police et les militants pro-Kurdes ulcérés par l'indifférence d'Ankara au sort de leurs frères du « Rojava », le Kurdistan syrien.

De Diyarbakir à Istanbul, les affrontements ont causé la mort de quatorze personnes, en majorité des Kurdes, descendues dans la rue à l'appel du Parti démocratique populaire (HDP), la principale formation kurde de Turquie. A Istanbul, plusieurs quartiers (Sultangazi, Kadikoy, Esenyurt, Okmeydani) se sont embrasés pendant la journée et dans la nuit de mardi. Les manifestants ont mis le feu à des voitures, vandalisé des distributeurs de billets, suscitant une riposte musclée des forces turques.

A Esenyurt, une banlieue d'Istanbul, des militants islamistes et ultranationalistes se sont lancés à l'assaut de quelques centaines de manifestants pro-Kurdes retranchés dans un bâtiment. Tout est parti d'une attaque contre un symbole de la République, quand les pro-Kurdes s'en sont pris à une statue d'Ataturk à cheval, ce qui a attisé la colère des islamonationalistes. Dans la région de Mardin, des militants de Hüda Par, le parti islamiste des Kurdes de Turquie, ont servi de supplétifs à la police, tuant deux jeunes partisans du HDP à Dargeçit. Le couvre-feu a été déclaré dans les régions kurdes du Sud-Est, à Van, Mardin, Diyarbakir, Siirt.

La minorité kurde de Turquie (15 millions de personnes) est révoltée par l'indifférence d'Ankara et de la communauté internationale à l'égard du sort tragique de Kobané, troisième ville kurde de Syrie, en passe de tomber aux mains des djihadistes de l'EI et dé-

fendue avec acharnement par les peshmergas de l'YPG (unités de protection du peuple kurde) depuis le 16 septembre.

Depuis lundi, deux drapeaux noirs de l'EI flottent sur les hauteurs de la ville, témoins de la progression inéluctable des djihadistes, dont la supériorité en hommes et en armes est écrasante. Quelques frappes aériennes américaines, lundi et mardi, ont donné un léger répit aux combattants kurdes, mais pour combien de temps ?

Quelque 360 villages du Kurdistan syrien sont d'ores et déjà sous la coupe des djihadistes. Une fois l'enclave de Kobané conquise, ils seront maîtres d'une bande territoriale continue de 200 kilomètres, le long de la frontière turque, et pourront circuler librement d'Alep à Rakka, leur « capitale ». « Après Kobané, ils vont avancer vers Cizre et Kamechliyé. A terme, ils vont prendre tout le Rojava », a expliqué, mardi Brimo Nuri, l'un des dirigeants du Parti démocrate kurde de Syrie, réfugié à Erbil, la capitale de la région autonome kurde d'Irak.

Face à Kobané, de l'autre côté de la frontière, les soldats turcs attendent, l'arme au pied, que la ville tombe. Des chars et des transports de troupes blindés ont



La bataille de Kobané déclenche la colère kurde en Turquie

► L'offensive de l'Etat islamique sur la ville syrienne a provoqué des heurts dans tout le pays

INTERNATIONAL • 14 OCTOBRE 2014

Des militants kurdes brandissent leurs armes dans une rue d'Istanbul, mardi 7 octobre.

KURTULUS ARIVELI/JOURNALISIP

**Une fois l'enclave de Kobané conquise, les djihadistes seront maîtres d'une bande territoriale continue de 200 kilomètres**



bien pris position à Mursitpinar et ailleurs le long des 900 kilomètres de frontière, mais il semble que, malgré le blanc-seing accordé la semaine dernière par le Parlement d'Ankara à une intervention militaire en Syrie et en Irak, la Turquie ne bougera pas.

Cette passivité a le don d'attiser la colère des Kurdes de Turquie, convaincus que le gouvernement islam-conservateur de l'AKP n'est pas fâché à la perspective de voir les Kurdes syriens se faire massacrer par les djihadistes. « Si Kobané tombe aux mains de l'EI, tout le processus de paix [entre Ankara et le PKK] sera remis en question. La guerre avec le PKK pourrait repartir dans les régions kurdes de Turquie », explique Ali Bucak, le bâtonnier de Sanliurfa, grosse ville non loin de la fron-

tière turco-syrienne qui, selon la légende, vit naître jadis Abraham.

## Bombardements sans effets

La perspective de voir les régions kurdes de Turquie basculer à nouveau dans la violence n'est pas une bonne chose pour l'AKP, qui mise sur une victoire aux élections législatives de 2015 pour parfaire son emprise sur le pays.

Or l'électorat des régions kurdes, amadoué par l'idée d'une feuille de route pour la paix, constitue un réservoir de voix non négligeable. « Rien qu'aux dernières municipales, les Kurdes ont donné 30 % à l'AKP, contre 15 % auparavant », souligne le bâtonnier.

Les propos du président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui visitait, mardi, un camp de réfugiés

syriens à Islahiyé, non loin de Gaziantep, a achevé de convaincre les Kurdes que la Turquie ne fera rien pour sauver Kobané. « Sans coopération avec les forces qui luttent sur le terrain en Syrie, les bombardements aériens seront sans effet sur les terroristes », a déclaré le numéro un turc accompagné par son épouse, Emine. « Des mois ont passé et nous n'avons obtenu aucun résultat. Kobané est sur le point de tomber », a-t-il prévenu à l'adresse de la communauté internationale.

Le président Erdogan semblait presque en campagne électorale, juché sur un bus marqué du sceau présidentiel, soit un soleil entouré de seize étoiles censées représenter les fondateurs du pays. « En disant Allahou akbar [Dieu est grand], ils [les djihadistes de l'EI] exécutent des personnes qui, elles aussi, disent Allahou akbar, a-t-il asséné. Comment un musulman peut-il assassiner un autre musulman ? S'en prendre à la vie, à l'honneur, aux biens d'un autre musulman, c'est péché. » ■

MARIE JÉGO



**Des Kurdes lancent des pierres sur des véhicules blindés turcs à Suruc, de**

**l'autre côté de la frontière, à moins de 10 kilomètres de Kobané.**

ARIS MESSINIS/AFP

**Le Monde**

JEUDI 9 OCTOBRE 2014

## Pour Ankara, le PKK est plus dangereux que l'Etat islamique

### ANALYSE

ISTANBUL - correspondante

Malgré l'autorisation, donnée, le 2 octobre par le Parlement turc, à son armée d'intervenir, Ankara pose ses conditions pour engager la moindre opération militaire contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI), sur le point de s'emparer de la ville syrienne de Kobané, à portée de tirs de la frontière turque.

En visite, mardi 7 octobre, dans un camp de réfugiés syriens à Islahiyé, non loin de Gaziantep, le président Recep Tayyip Erdogan a dressé le catalogue des revendications turques : « Nous demandons trois choses : la création d'une zone d'exclusion aérienne, la sécurisation de la frontière, l'instruction et l'entraînement des combattants de l'opposition modérée en Syrie et en Irak. »

A quelques jours de la visite à Ankara de John Allen, le coordinateur de la coalition internationale contre l'EI, les autorités turques ne manquent pas une occasion de

réaffirmer leurs priorités. M. Erdogan n'a de cesse de rappeler que « le départ de l'actuel régime syrien » restait son souci numéro un et que les frappes aériennes contre les djihadistes risquaient de renforcer Damas.

Ankara craint une contamination des revendications kurdes sur son territoire. La création d'une autonomie au Rojava (le Kurdistan de Syrie), proclamée en novembre 2013, risque, à terme, de donner des idées aux Kurdes de Turquie. Le fait que le principal

parti kurde de Syrie, le PYD, soit une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Turquie, ne contribue pas à instaurer la confiance.

Malgré les négociations de paix engagées ces dernières années avec le dirigeant emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, M. Erdogan ne perd pas une occasion de rappeler que « l'EI et le PKK, c'est la même chose ».

En fait, la lutte contre l'Etat islamique semble être à l'arrière-plan des priorités turques, tandis qu'elle est centrale pour la coali-

tion emmenée par les Etats-Unis.

Le président Erdogan et son nouveau premier ministre, Ahmet Davutoglu, ont besoin d'une victoire contre Damas avant les élections législatives de juin 2015. Ils veulent renverser le président

syrien, Bachar Al-Assad, éradiquer le PKK et ses supplétifs armés du YPG, contrôler les territoires kurdes de Syrie pour y réinstaller les réfugiés qui pèsent lourd sur le budget turc (4 milliards de dollars). Le tandem fait une affaire personnelle de la chute de Bachar Al-Assad.

### La Turquie ne fera rien en Syrie

Officiellement, Ankara justifie la création d'une zone de non-survol aérien au nord de la Syrie par la nécessité de protéger les populations civiles des attaques de l'aviation régulière syrienne, qui n'a de cesse d'envoyer des barils de TNT sur Alep et ailleurs. Mais la création d'une telle zone nécessite l'accord du Conseil de sécurité des Nations unies et la question est loin de faire consensus. Les

djihadistes ne pourraient-ils pas en faire une zone de repli ?

Sans coordination avec la coalition internationale, la Turquie ne fera rien en Syrie, sauf si le tombeau de Suleiman Chah, le grand-père d'Osman I<sup>er</sup>, le fondateur de l'empire ottoman, venait à être attaqué par l'EI, qui contrôle la zone. Voici un mois que les militaires turcs n'ont pas pu effectuer la rotation des 36 membres des forces spéciales qui gardent le mausolée, situé dans une enclave turque en territoire syrien, concédée par la France en 1921. « Si quelque chose arrive à Suleiman Chah, nous ne resterons pas sans rien faire », a lancé le président turc devant les réfugiés : « J'espère que l'année prochaine vous célébrerez la Fête du sacrifice chez vous. » ■

M. JÉ.

# 31 morts et 360 blessés lors d'émeutes kurdes en Turquie



**Par: rédaction**  
**10 octobre 2014**  
**www.7sur7.be**

Les manifestations prokurdes qui secouent depuis lundi soir la Turquie, notamment sa partie sud-est à majorité kurde, ont fait au moins 31 morts et 360 blessés, dont 139 policiers, a annoncé vendredi à Ankara le ministre de l'Intérieur, Efkân Ala.

Les forces de l'ordre ont interpellé 1.024 personnes, dont 58 ont été inculpées et écrouées, depuis lundi soir, a ajouté M. Ela devant la presse, précisant que de nombreux bâtiments publics et commerces avaient également été endommagés. "Cet enchaînement de violence

doit s'arrêter immédiatement", a tonné le ministre, "tout le monde doit jouer son rôle pour mettre un terme à ces incidents". Émeutes sans précédent

Ces émeutes, sans précédent ces dernières années, ont débuté lundi soir, après un appel lancé par le principal parti kurde du pays à manifester contre le refus du gouvernement de venir en aide militairement à la ville frontalière kurde de Syrie Kobané, assiégée par les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Victimes recensées

La plupart des victimes recensées par M. Ela vendredi ont été tuées lors d'affrontements entre militants proches des rebelles kurdes

turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des partisans de mouvements islamistes ou nationalistes. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a dénoncé jeudi une tentative de "sabotage" des pourparlers de paix en cours entre Ankara et le PKK et a promis de prendre "toutes les mesures nécessaires" pour réprimer les fauteurs de troubles.

Manifestations violentes

De nombreuses manifestations violentes ont encore eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi dans de nombreuses villes du pays, notamment à Gaziantep (sud) où 4 personnes ont été tuées lors de heurts entre factions rivales.

Source: Belga

**Le Monde** 12 octobre 2014

# 40 morts dans la Triple attaque à la voiture piégée en Irak revendiquée par l'Etat islamique

**Le Monde.fr avec AFP**  
**12 octobre 2014**

**Au moins 40** personnes, la plupart des anciens soldats des forces kurdes qui voulaient se réengager, ont péri dimanche 12 octobre, dans les explosions de trois voitures piégées à Qara Tapah, une localité sous contrôle kurde située au nord-est de Bagdad.

Le bilan précédent des victimes faisait état de 25 morts, mais il a été revu à la hausse après que des corps ont été retirés de sous les décombres par les services de sécurité. Les attaques ont en outre fait des dizaines de blessés.

Qara Tapah est proche de la ville disputée de Jalawla, un lieu

stratégique où s'affrontent les djihadistes de l'Etat islamique (EI) et l'armée irakienne, appuyée par les forces kurdes et des milices chiïtes. Les attaques ont été revendiquées par les djihadistes sur Twitter.

Selon M. Ahmed, les trois explosions ont visé le bâtiment qui abrite son bureau, un immeuble utilisé par les services kurdes de sécurité (Assayech) et un bureau du parti politique de l'Union patriotique du Kurdistan.

Des édifices proches, occupés notamment par les services de l'électricité et un bureau de l'association des anciens combattants des peshmergas (combattants kurdes), ont également été sérieusement endommagés.

Lire l'analyse (édition abon-



nés) : Irak : les peshmergas, une force surestimée

## UN DEUXIÈME ATTENTAT

Par ailleurs, à Baaqouba, préfecture de cette province frontalière de l'Iran, l'explosion d'une bombe placée au bord d'une route a tué dimanche six civils, selon un

officier de police et un médecin de l'hôpital.

Les mêmes sources ont indiqué qu'une femme avait péri et deux enfants avaient été blessés dans l'explosion d'une bombe visant la maison d'un policier dans cette même ville de Baaqouba. ■

# La coalition somme Ankara d'intervenir à Kobané

Alors que Daech contrôlait 40 % de la ville kurde vendredi, le gouvernement turc retenait toujours ses troupes à la frontière.

ISABELLE LASSERRE [ilasserre@lefigaro.fr](mailto:ilasserre@lefigaro.fr)

**DIPLOMATIE** Alors que les djihadistes se sont emparés du QG des forces kurdes vendredi et contrôlent désormais 40 % de la ville de Kobané, devenue le symbole de la résistance à l'« État islamique », les pressions internationales s'intensifient sur les autorités turques, pressées de s'impliquer davantage. Le général John Allen, patron de la coalition internationale, s'est rendu à Ankara vendredi pour demander au gouvernement « des mesures urgentes et rapides ». L'émissaire de l'ONU Staffan de Mistura a appelé la Turquie « à autoriser le flot de volontaires à entrer dans Kobané pour soutenir son action d'autodéfense ». Il dit craindre une répétition du massacre de Srebrenica en 1995 en Bosnie. « Vous vous souvenez de Srebrenica ? Nous, oui. Nous n'avons pas oublié et nous ne nous le pardonnerons sans doute jamais. » Enfin, le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a

rencontré son homologue Mevlüt Çavuşoğlu à Paris.

Après avoir facilité le passage des djihadistes en Syrie, la Turquie a fini par rejoindre, à reculons, la coalition internationale. Mais malgré le feu vert donné par le Parlement à une intervention militaire en Syrie, les autorités sont restées de marbre face au martyr de Kobané. Et les soldats turcs immobiles.

## La menace kurde

En guerre depuis plus de trente ans contre les Kurdes du PKK sur son territoire, les autorités turques refusent d'aller prêter main-forte à leurs frères syriens du PYD. Elles craignent qu'une intervention à Kobané renforce les velléités autonomistes des Kurdes de Syrie, qui pourraient par effet de ricochet encourager les tendances sécessionnistes du PKK. À Ankara, la menace kurde est jugée plus importante que celle des djihadistes de Daech. Elle dicte largement la politique du gouvernement dans la ré-

gion et explique la tolérance dont ont bénéficié les djihadistes sur son territoire pendant l'été.

Les autorités craignent aussi qu'en s'opposant militairement à Daech la Turquie, qui partage avec la Syrie une longue frontière poreuse de 900 kilomètres, devienne à son tour la cible des djihadistes. Aux États-Unis et à leurs alliés, la Tur-

quie a posé deux conditions à son engagement militaire dans la crise syrienne. La création d'une zone tampon doublée d'une zone d'exclusion aérienne à la frontière, qui permettrait d'accueillir les réfugiés et de faciliter l'entraînement des opposants modérés. La proposition a été immédiatement rejetée par Washington. Soutenue, côté français, par l'Élysée et

par le Quai d'Orsay, elle n'a ni les faveurs du ministère de la Défense ni celles de l'état-major, qui estiment qu'une telle mesure est « trop risquée et trop longue à mettre en œuvre ».

Autre préalable à son engagement, la Turquie exige que la coalition promette d'œuvrer à un changement de régime à Damas. Pour les autorités turques, l'État islamique est un symptôme davantage qu'une cause de la crise qui gangrène la région et que seul peut résoudre le départ de Bachar el-Assad. Mais la vision n'est pas la même à la Maison-Blanche, qui de source convergente a repris des contacts avec le régime de Damas, considéré, si ce n'est comme un allié de circonstance contre les djihadistes, au moins comme une menace moins urgente.

Mais le double jeu de la Turquie pourrait se retourner contre elle. « En fermant les yeux sur les agissements de Daech, les Turcs ont soutenu une revanche des sunnites qui aujourd'hui les inquiète car elle les aspire dans l'inconnu », explique Myriam Benraad, chercheuse au Ceri. Le refus de venir en aide aux populations de Kobané a provoqué des manifestations prokurdes en Turquie, qui ont poussé le gouvernement à instaurer un couvre-feu dans le Sud-Est. Pour protester contre l'abandon de Kobané, le PKK menace de se retirer du processus de paix engagé avec Ankara. La Turquie risque en outre d'être tenue en partie responsable par la coalition de la nouvelle déstabilisation régionale qui pourrait suivre la chute de Kobané. ■



Des chars de l'armée turque postés sur une colline en Turquie, jeudi, face à la ville syrienne de Kobané.

ARIS MESSINIS/AFP

# Death toll in Turkey climbs to 37 as interior minister presents grave cost of unrest

Interior Minister Efkân Ala counts the cost of Turkey's recent unrests, revealing 351 injuries and more than 1,000 detentions, as death toll climbs



A branch of the pro-Hizbullah party Hüda Par in Diyarbakır was also attacked



Protesters clash with Turkish riot police in Istanbul, Oct. 8. AFP Photo / Ozan Köse

ANKARA  
October/10/2014  
hurriyetdailynews.com

**T**urkey's interior minister has presented the grave cost of recent violence in Turkey, noting that over 30 people have been killed in armed clashes between protesters demonstrating in solidarity with the Syrian border town of Kobane and groups opposing them since Oct. 7.

More than 1,000 people were being held in custody as of Oct. 10, Efkân Ala added.

"Since Tuesday [Oct. 7], 35 provinces have been affected by these incidents. In these incidents, 31 people have unfortunately lost their lives. Most of these people lost their lives during violent actions between opposing groups," Ala told reporters at a press conference on Oct. 10.

Hours after his announcement, Turkish news agencies reported late Oct. 10 more deaths as injured protesters in hospitals could not be saved, putting the death toll at

37, including two police officers.

Ala was speaking after two police officers were killed and a police chief was seriously wounded in an attack in the eastern Anatolian province of Bingöl late on Oct. 9.

"Five terrorists who launched the attack in Bingöl last night were killed," Ala said, noting that militants involved in another attack in Diyarbakır were also captured.

Some 139 security officers, 125 of whom are police officers and five of whom are gendarmerie officers, have been wounded, Ala said, noting that 351 people have been wounded in total.

"Of those people who imposed vandalism in our country during these incidents, 1,024 have been taken under custody and 58 have been arrested. Investigations about the others are still underway," he said.

More than 1,100 buildings, including 212 school buildings, 67 police department buildings, 25 district governor offices, 29 political party buildings, blood donation centers belonging to the Turkish Red

Crescent Society (Kızılay), 780 municipality buildings and more than 1,100 municipality vehicles, ambulances and police vehicles have been vandalized during the clashes, Ala said.

The latest deadly attack in Bingöl came at a time of growing tensions in Turkey, with local Kurds angry about what they see as government indifference to the situation in neighboring Syria, where Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) militants have laid siege to the Kurdish town of Kobane.

The policemen came under attack in Bingöl city center while they were inspecting shops damaged in demonstrations earlier this week. No group claimed responsibility for the killings.

The same night, four people were killed in the southeastern province of Gaziantep in an attack that was allegedly initiated by far-right Turkish nationalist elements. Earlier in the day, soldiers allegedly strafed a funeral cortege for people killed in protests the previous day in Mardin, killing one and wounding others.

Turkish troops and tanks have been deployed to restore order, and curfews were imposed in five provinces – measures unseen since the 1990s when the region was rocked by fighting between military and Kurdish militants.

There was brief calm on the streets earlier on Oct. 9 after calls for restraint from Peoples' Democratic Party (HDP) leader Selahattin Demirtaş and outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan, but that was replaced later in the day with gunfire and confrontation across Turkey's east and southeast.

■■■



A local AKP branch in Van province was attacked



A far-right group marches with firearms and machetes in Gaziantep late Oct 9. The multicultural city is home to both Turks and Kurds.

# Les heurts entre Kurdes et salafistes inquiètent l'Allemagne

Berlin craint une importation du conflit entre les peshmergas et l'EI et hésite sur le traitement à réserver aux candidats au djihad

BERLIN - correspondant

La progression de l'Etat islamique (EI), et notamment les combats dans la ville syrienne de Kobané, auxquels la Turquie voisine refuse de prendre part, crée d'importantes tensions en Allemagne. A Hambourg, des combats ont opposé, mardi 7 et mercredi 8 octobre dans la soirée, des Kurdes et des salafistes. Mardi, la police, prise de court, a recensé quatorze blessés, dont quatre grièvement. Il y avait environ 400 manifestants de part et d'autre. A Celle, une commune de Basse-Saxe, ce sont des musulmans d'origine tchétchène et des yézidis (Kurdes adeptes d'une religion proche du zoroastrisme) qui, selon la police, se sont affrontés mardi. A Berlin, Mayence, Dortmund et Dusseldorf notamment, des Kurdes manifestent régulièrement contre la politique de la Turquie.

Jeudi, une douzaine de Kurdes ont occupé pendant environ une heure le siège de la CSU bavaroise. Ils entendaient attirer l'attention du gouvernement allemand sur la situation à Kobané. Selon la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Angela Merkel aurait critiqué l'attitude de la Turquie devant plusieurs députés conservateurs. Vendredi, la police allemande redoutait de nouvelles flambées de violence dans plusieurs villes. « *L'Allemagne risque d'être le terrain d'une guerre par procuration* », résume Reiner Wendt, le président du syndicat des policiers.

Cette situation ne constitue pas vraiment une surprise. Selon les services de renseignement, l'Allemagne compterait environ 6 000 salafistes – un nombre en forte augmentation ces dernières années – et environ 1 million de Kurdes, soit la plus grande communauté kurde d'Europe. Ceux-ci sont politiquement divisés. Le président de l'association kurde hambourgeoise Hevkar, Cafer Yildirim, a pris ses distances avec la

**L'Allemagne compterait environ 1 million de Kurdes et près de 6 000 salafistes**

manifestation de mardi : « *Les gens qui étaient là-bas étaient des sympathisants du PKK [le Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit en Turquie], nous n'avons rien à voir avec eux* », a-t-il dit à l'AFP.

## Guerre par procuration

Les représentants de la communauté musulmane s'inquiètent également. « *Nous devons tout faire pour éviter qu'une guerre par procuration ne se déploie dans nos rues, car c'est exactement dans l'intérêt des radicaux* », a déclaré au *Spiegel* Aiman Mazyek, le président du Conseil central des musulmans, l'une des principales associations musulmanes en Allemagne. Mais selon Guido Steinberg, auteur d'un essai sur *Les Combattants allemands d'Al-Qaida* qui paraît ces jours-ci (éditions Körber Stiftung), les représentants de la communauté musulmane n'ont pas la moindre influence sur les extrémistes. Le gouvernement allemand évalue à environ 400 le nombre de personnes ayant quitté l'Allemagne pour aller combattre en Syrie ou en Irak. Quelque 130 seraient revenus, dont 25 qui auraient pris part à des combats.

L'Allemagne hésite sur la démarche à adopter. D'un côté, le ministre de l'intérieur, Thomas de Maizière (CDU), envisage de limiter la liberté de mouvements à ceux qui s'apprêtent à partir combattre. Cette année, au moins 20 Allemands se sont vu retirer leur passeport parce qu'ils s'apprêtaient à



rejoindre des djihadistes. Depuis 2008, 68 personnes se seraient vu confisquer leur passeport pour ce motif. Mais cette mesure a manifestement peu d'effet. Le ministre de l'intérieur envisage de l'étendre et de donner aux personnes concernées un document d'identité ne leur permettant pas de voyager à l'étranger.

Dans le même temps, le ministre de l'intérieur de Bavière, Joachim Hermann (CSU), a, lui, indiqué vouloir expulser un salafiste d'origine turque. Agé de 22 ans, Erhan s'était vanté, dans la *Süddeutsche Zeitung*, d'« être prêt à tuer sa propre famille si elle s'opposait à l'Etat islamique ». Pour lui, il ne faisait aucun doute que cette organisation allait d'abord conquérir la Turquie puis l'Europe.

Les salafistes sont présents en Allemagne depuis de nombreuses années. C'est à Hambourg qu'ont été préparés les attentats commis aux Etats-Unis le 11 septembre 2001. Et le 2 mars 2011, un jeune Kosovar musulman a tué deux soldats américains et blessé deux autres à l'aéroport de Francfort. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

# Turquie: les manifestations prokurdes ont déjà fait 31 morts, premier bilan officiel

tempsreel.nouvelobs.com  
Ankara, 10 oct 2014 (AFP)

Les violentes manifestations de la communauté kurde contre la politique syrienne du gouvernement islamo-conservateur d'Ankara ont déjà fait 31 morts depuis lundi soir dans toute la Turquie, a annoncé vendredi le ministre de l'Intérieur Efkân Ala.

Un total de 360 personnes, dont 139 policiers, ont également été blessées lors de ces émeutes, où la police a interpellé 1.024 personnes, dont 58 ont été inculpées et écrouées, a ajouté M. Ala en détaillant le premier bilan officiel des événements.

"Cet enchaînement de violence doit s'arrêter immédiatement", a tonné le ministre devant la presse, "tout le monde doit jouer son rôle pour mettre un terme à ces incidents".

Cette brusque flambée de violence a débuté après un appel lancé par le principal parti kurde du pays à manifester contre le refus du gouvernement d'Ankara d'intervenir militairement pour empêcher la chute de la ville frontalière kurde de Syrie Kobané de tomber entre les mains des jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

La plupart des victimes ont été tuées dans le sud-est à majorité kurde du pays, lors d'affrontements entre militants proches des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des partisans de mouvements islamistes ou nationalistes.

Mesure inédite depuis vingt-deux ans, un couvre-feu militaire a été imposé mardi dans six provinces du sud-est mais il a été levé au bout de vingt-quatre heures, sauf pendant la nuit à Diyarbakir, la "capitale" kurde de la Turquie.



Heurts entre police et manifestants pour une intervention militaire de la Turquie à Kobané, le 9 octobre 2014 à Ankara (c) Afp

## Manifestations prokurdes en Turquie

Plusieurs morts lors de protestations contre le refus du gouvernement d'intervenir en Syrie



Affrontements entre forces de l'ordre et manifestants à Dogubeyazit, dans l'est de la Turquie, le 7 octobre. - HürriyetTV

De nombreuses manifestations violentes ont encore eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi dans de nombreuses villes du pays, notamment à Gaziantep (sud) où 4 personnes ont été tuées lors de heurts entre factions rivales.

Les autres victimes ont été recensées à Diyarbakir (sud), où 11 personnes ont été tuées, à Mardin (6), Siirt (5) et Batman (1), Mus (1), Van (1), Adana (1) et Istanbul (1).

A Bingöl (sud-est), deux policiers ont été blessés et un autre, le chef de la police de la province, grièvement blessé par des tirs alors qu'ils inspectaient les lieux d'une manifestation, a également confirmé le ministre de l'Intérieur.

Cinq personnes soupçonnées d'être les auteurs de ces tirs ont ensuite été tuées par les forces de l'ordre, a ajouté M. Ala, les qual-

ifiant de "terroristes", le terme généralement utilisé par les autorités turques pour désigner les membres du PKK.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a dénoncé jeudi ces émeutes comme une tentative de "sabotage" des pourparlers de paix entre Ankara et le PKK et a promis de prendre "toutes les mesures nécessaires" pour réprimer les fauteurs de troubles.

"Nous savons que notre peuple condamne le vandalisme. Nous allons tout faire pour nous assurer que cela ne se reproduise pas (...) La semaine que nous venons de vivre a causé beaucoup de tort à nos 77 millions de concitoyens. Ces événements ne servent personne", a renchéri vendredi M. Ala.

A l'origine de l'appel à manifester de lundi, le coprésident du Parti démocratique populaire (HDP) Selahattin Demirtas a exhorté jeudi ses troupes au calme.

Le chef emprisonné du PKK a averti Ankara que la chute de Kobané signifierait la fin du processus de paix et laissé au gouvernement jusqu'au 15 octobre pour le relancer.

Le Parlement turc a accordé il y a une semaine son feu vert formel à une intervention militaire contre les jihadistes en Irak et en Syrie. Mais le gouvernement s'y est jusque-là refusé, redoutant qu'elle ne renforce le régime de Damas. ■

# Turkey's dangerous bet on Syria

Sinan Ulgen

**WASHINGTON** With the Islamic State just miles from its border, Turkey is now facing its most severe security challenge in decades. In response, the Turkish government is seeking to accomplish the impossible; Ankara wants to fight the Islamic State, carry out regime change in Syria and roll back Kurdish autonomy all at the same time.

The risk of this overambitious approach is that it could end up accomplishing none of these objectives while squandering the opportunity to contribute to the stabilization of the region. Underpinning this risky strategy is a questionable assumption and an equally dubious policy decision.

Turkey assumes that remaining indifferent to the fate of the besieged Kurdish enclave of Kobani will not imperil its peace negotiations with Turkey's own Kurds. Ankara has done little to assist the Kurdish enclave, ruled by an offshoot of the outlawed Kurdish Workers Party, or P.K.K. In Ankara's eyes, the Syrian Kurds fighting there are essentially allies of Bashar al-Assad's government in Syria.

Moreover, Turkey is uncomfortable with the degree of autonomy obtained by the Kurdish region in Syria as it could eventually become a stepping stone for the creation of a larger and independent Kurdish entity in the Middle East, which could in turn fuel secessionist tendencies among Turkey's own Kurds.

Finally, Turkey seems to believe that despite its policy of active neglect as the Islamic State shells the Kurds in Kobani, the P.K.K. will not terminate the prevailing cease-fire and decide to fight both Turkey and the Islamic State at the same time.

This assumption is now undergoing a stress test. Many Kurds have decided to demonstrate their dissatisfaction with violent street protests, forcing the government to declare a curfew, for the first time in many years, in five predominantly Kurdish cities in Turkey's southeast. They blame the Turkish government for not doing enough to save

**By refusing to aid the Kurds, Turkey's leaders are alienating allies and derailing the peace process at home.**

Kobani and for hindering Kurdish efforts to bring aid and fighters to the enclave from across the Turkish border. The Kurdish leadership even threatened to pull out of the talks should Kobani fall to the Islamic State. Indeed,

the peace talks with the P.K.K. that until recently seemed on track are now at risk of derailing.

Even riskier is the policy decision Turkey's leaders have taken in the past week. The Parliament adopted a bill allowing the government to send troops to Iraq and Syria to fight terrorism. This was rightly interpreted in the West as a belated commitment by Turkey to be part of the anti-Islamic State coalition. But Ankara is demanding Washington's support for regime change in Syria before engaging itself more substantively in the fight against the Islamic State.

Turkey sees the Islamic State as a symptom rather than the cause of the problems that bedevil the Middle East. It believes that only a comprehensive and ambitious campaign targeting the Assad regime can help to stabilize the region in the long term. Hence Turkish leaders are demanding safe havens and no-fly zones within Syria. These protected areas would cater to the accommodation needs of future waves of refugees but also serve as an assembly and training zone for more moderate Syrian opposition fighters.

But Turkey's stubborn emphasis on regime change in Syria is finding little support in Washington. For the United States and for much of the Western world, the Islamic State remains the core threat. Therefore Turkey's policy of conditioning its anti-Islamic State engagement on support for an anti-Assad campaign will be at best ineffective and at worst counterproductive.

By prioritizing the removal of Mr. Assad and expending a huge amount of political capital to convince its partners of the necessity of regime change, Ankara is also losing an opportunity to mobilize international support for its ballooning refugee crisis. Turkey is now host to more than 1.4 million Syrian refugees, with government spending reaching \$3.5 billion. Just a week ago, 138,000 Syrian Kurds sought refuge in Turkey, a number surpassing the total number of Syrian refugees accepted by the 28 European Union member states since the beginning of the conflict in 2011.

Yet despite the growing social and material cost of hosting the refugees, Turkey has been unable to mobilize international support for a more

equitable sharing of the refugee crisis burden.

Rather than making futile demands

of its allies, Turkey should instead use its role as an essential partner in the fight against jihadism as leverage to gather more substantial aid to better manage the complexities of caring for a massive refugee population. It can start by allowing multilateral institutions such as the United Nations and the World Bank to play a much bigger role in this long-term endeavor. At the very least, Ankara and Washington should jointly work on a humanitarian action plan to save the thousands of remaining residents of Kobani from slaughter. Neither nation can afford to witness the shock of another Srebrenica, perpetrated by Muslims against other Muslims, a few miles from Turkey's border.

Turkey simply can't afford to keep regime change in Syria at the top of its foreign policy agenda — certainly not at a time when a brutal jihadist entity is consolidating its position just miles from Turkey's border and peace talks vital for Turkey's own national security are at risk of collapsing.

The government must reorder its priorities. An overemphasis on bringing down Mr. Assad weakens Turkey's ability to deal with the immediate menace posed by the Islamic State, the imminent threat of resurgent P.K.K. violence, and the more permanent challenge of an increasingly dire refugee situation.

*SINAN ULGEN is a former Turkish diplomat and the chairman of the Istanbul-based Center for Economics and Foreign Policy Studies, also known as E.D.A.M.*

# U.S. cool to Turkey's plan for buffer zone with Syria

ISTANBUL

It fears that no-fly zone on Syrian border could prompt clash with Assad

BY TIM ARANGO  
AND CEYLAN YEGINSU

With the United States continuing to pressure Ankara to do more in the fight against the Islamic State, Turkey's position has hardened around an idea it has pushed for years as a strategy to confront the chaos of the Syrian civil war: a buffer zone along the frontier.

American military planners are said to be looking at how to implement such a plan, which would require a no-fly zone and combat air patrols to attack Syrian air defense systems.

Yet the prospect of a buffer zone is deeply divisive in Washington, as it would go far beyond President Obama's original mission of taking on the Islamic State and would lead to a direct confrontation with the Syrian government of President Bashar al-Assad.

On Friday, Anthony Blinken, Mr. Obama's deputy national security adviser, said Turkey's proposal was "not on the front burner," Reuters reported.

The United States and its allies continued their campaign of airstrikes against the Islamic militants besieging the town of Kobani inside Syria along the border with Turkey, the United States military said on Friday.

The United Nations envoy to Syria, Staffan de Mistura, said at a news conference in Geneva that an estimated 500 people trapped in Kobani would probably be massacred by Islamic State fighters if the town fell, The Associated Press reported.

While Turkey has largely described the buffer-zone plan in humanitarian terms — to protect refugees and Turkey's border — the argument made privately is that a buffer zone would quickly evolve into a place where moderate rebels would be trained to fight Mr. Assad's government — in other words, a fledgling rebel state.

"It would mainly be a place where an alternate government structure would take root and for the training of rebels," said Frederic C. Hof, a senior fellow at the Atlantic Council who once was an American envoy to the Syrian opposition.

Secretary of State John Kerry said this week that the idea was "worth looking at very, very closely," and officials within



Kurds praying on Friday outside the village of Suruc, Turkey, on the Syrian border opposite the town of Kobani, which is still under assault by Islamic State fighters.

the State Department have been pushing it. The Pentagon and the White House quickly disavowed it, although they acknowledged having discussions about it.

Mr. Obama's envoy coordinating the coalition against the Islamic State, retired Gen. John R. Allen, was in Ankara on Thursday and Friday to nudge Turkey to play a greater role and go beyond what it is already doing — sharing intelligence and taking measures to control the flow of foreign jihadis traveling through Turkey. But when General Allen broaches the subject of direct military involvement, or even the use of an air base in Turkey, he is likely to be answered with a request for a buffer zone.

Jen Psaki, a State Department spokeswoman, said on Thursday that General Allen and Brett H. McGurk, a deputy special envoy, in their meeting with Turkish officials, "emphasized that urgent steps are immediately required to degrade ISIL's military capabilities and ongoing ability to threaten the region." ISIL is another acronym for the Islamic State.

She said they also stressed that strengthening the moderate Syrian opposition was "crucial to any realistic and lasting political settlement of the Syrian crisis."

The reluctance of President Recep Tayyip Erdogan to do more to fight the militants has exasperated many American officials, who can see Turkish tanks positioned on their side of the border while Kobani, a Syrian Kurdish city, faces a massacre if American-led airstrikes fail to stall a militant offensive.

In comments that appeared to amplify the divide between the United States

**"The buffer zone is a topic where all the gaps between Turkey and the U.S. are reflected."**

and Turkey, a member of NATO, the Turkish foreign minister, Mevlut Cavusoglu, said in a news conference on Thursday that a condition of Ankara's participation in the coalition against the Islamic State is the buffer zone.

He reiterated Mr. Erdogan's primary goal of defeating the Assad government before the Islamic State. "Tyranny and massacres will remain in the region as long as the Assad regime continues," Mr. Cavusoglu said. Without going into specifics, he said that once a "common decision" was reached between Turkey and its NATO allies, "Turkey will not hold back from doing its part."

While the Islamic State's threat to the United States and its allies is mainly hypothetical at this point and centered on future worries of foreign jihadis returning home to launch attacks, for Turkey the crisis has long been an immediate security threat. In recent weeks, as the battle has raged over Kobani, mortar shells have been flying across Turkey's southern border with Syria.

Kurds enraged at Turkey's unwillingness to help their embattled brethren in Kobani have erupted in violent protests, forcing Ankara to deploy the military and impose curfews.

Buildings were set alight, statues of Mustafa Kemal Ataturk, modern Turkey's revered founder, were destroyed,

and more than 20 people were killed in fighting between various factions — Kurds, Islamists and nationalists — that invoked memories of a troubled past that Turks thought they had moved beyond.

The scenes of chaos, at the border and in Turkey's Kurdish enclaves, are part of the same struggle as Mr. Erdogan navigates his own set of interests that are, in many ways, at odds with those of Mr. Obama and the international coalition the American president has assembled.

For Mr. Erdogan, who recently became president after more than a decade as prime minister leading the Islamist Justice and Development Party, events have highlighted a paradox of his career: As he has achieved more power and more prominence, many of his signal achievements have been diminished. Last summer's sweeping anti-government protests and the ensuing police crackdown tarnished his democratic credentials. A corruption scandal eviscerated an image of clean government he had put forward.

The crisis over the Islamic State and Turkey's reluctance to intervene in Kobani or allow Kurdish fighters to cross its territory to join the fight, threatens to derail an ongoing peace process with Turkey's own Kurds, which had been seen as one of Mr. Erdogan's most important legacies. He has been constrained in aiding the Syrian Kurds because many of them are linked to the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which has waged an insur-

gency on Turkish soil for more than three decades, violence that has claimed more than 30,000 lives.

Another constraint on Mr. Erdogan is his position as a devout leader who came to power by mobilizing Turkey's religious Sunni Muslim masses. While there is little outward support in Turkey for the Sunni extremists, any military involvement would be perceived within some segments of society as siding with the West against Sunnis.

Ozgun Unluhisarcikli, the director of the Ankara office of the German Marshall Fund of the United States, a research organization, said anti-Western sentiment was so ingrained among some Turks that regardless of the militant's brutality, any campaign against it involving the United States is seen as "another Western crusade against Sunnis."

So far, Mr. Erdogan's primary condition for greater involvement in the fight against ISIS is for the United States-led coalition to do more to depose Mr. Assad, who many say has been a beneficiary of the American airstrikes. The United States has said it will begin training moderate rebels in Saudi Arabia, but this is not enough for Turkey, which has demanded that the buffer zone be established in northern Syria.

Verda Ozer, a scholar at the Istanbul Policy Center and a columnist at the Turkish daily Hurriyet, said the buffer zone idea was "what the U.S. and Turkey mostly disagree on. The buffer zone is a

topic where all the gaps between Turkey and the U.S. are reflected. It's like a micro-symbol of that strategic disconnect."

Some analysts say that Turkey's call for a buffer zone would allow it to forestall any bid for Kurdish autonomy within northern Syria, and the Kurds have opposed the idea.

"Turkey is ultimately using the no-fly zone and talk of taking part in the coalition against ISIS as a cover for seeking international legitimacy for what they actually want to do, which is to crush the Kurds," said Halil M. Karaveli, an expert on Turkey and a senior fellow at the Central Asia-Caucasus Institute in Stockholm.

Despite Turkey's reluctance to do more militarily, said Francis J. Ricciardone Jr., who until July was the American ambassador to Turkey and is

now the director of the Atlantic Council's Rafik Hariri Center for the Middle East, it has significantly increased its support in other ways, such as intelligence sharing and cutting off the flow of terrorist financing.

"I would say we are getting a lot more than we were in the past," Mr. Ricciardone said.

"Are we satisfied? No," he added. "But we're working on it."

*Tim Arango reported from Istanbul, and Ceylan Yeginsu from London. Michael R. Gordon contributed reporting from Washington.*

9 octobre 2014



## Expliquez-nous ... Kobané

www.franceinfo.fr

par Gérald Roux / 9 octobre 2014

La bataille de Kobané se poursuit dans le nord de la Syrie entre les djihadistes de Daech et les combattants kurdes. Que représente cette ville ? Réponse ici.

Pour commencer, Kobané a un autre nom : Aïn al-Arab en arabe. Cette ville du nord de la Syrie est collée à la frontière avec la Turquie. Il y a environ 70.000 habitants à Kobané qui est la 3ème ville kurde de Syrie.

### KOBANÉ POUR DAECH

La ville est un point de passage routier entre la Syrie et la Turquie. Avec la prise de cette ville, Daech peut posséder un point de passage supplémentaire avec la Turquie pour poursuivre son trafic de carburant par exemple.

Mais surtout, avec Kobané l'Etat Islamique contrôlerait la route qui longe la frontière avec la Turquie sur 200 kilomètres de part et d'autre de Kobané. Et plus au sud, ça permettrait aussi à Daech de sécuriser une route entre son fief de Raqqa (à l'est) et Alep (à l'ouest).

### Kobané pour les kurdes

A l'inverse, coté Kurde la perte de Kobané serait un coup dur. Elle mettrait fin à l'espoir des kurdes de Syrie de constituer un territoire autonome, comme il en existe au Nord de l'Irak. Il faut savoir que 360 villages kurdes autour de Kobané sont tombés aux mains de l'Etat Islamique.

### RÔLE DE LA TURQUIE

### Syrie : la bataille de Kobané



Juste en face de Kobané, en territoire turc se trouvent des chars d'assaut qui ne tirent pas en direction de Daech. Pourquoi ?

Il faut se souvenir que la Turquie a sur son sol la majorité des kurdes du Moyen-Orient, entre 12 et 15 millions de personnes. Ces populations ont été réprimées pendant des dizaines d'années sans compter la longue guérilla entre l'armée turque et le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan.

Donc, les Turcs sont réticents à l'idée de défendre les kurdes de Syrie car ils ne veulent pas que ceux-ci constituent un territoire autonome tout près de leur pays. La Turquie craint une contamination des revendications kurdes sur son sol. Rappelons que pour les dirigeants turcs, "l'Etat Islamique et le PKK, c'est la même chose".



# Special Report: How Mosul fell - An Iraqi general disputes Baghdad's story

By Ned Parker, Isabel Coles and Raheem Salman  
BAGHDAD Tue October 14, 2014 (Reuters) -

**LIEUTENANT General Mahdi Gharawi knew an attack was coming.**

In late May, Iraqi security forces arrested seven members of militant group Islamic State in Mosul and learned the group planned an offensive on the city in early June. Gharawi, the operational commander of Nineveh province, of which Mosul is the capital, asked Prime Minister Nuri al-Maliki's most trusted commanders for reinforcements.

With Iraq's military overstretched, the senior officers scoffed at the request. Diplomats in Baghdad also passed along intelligence of an attack, only to be told that Iraqi Special Forces were in Mosul and could handle any scenario.

On June 4, federal police in Mosul under Gharawi's command cornered Islamic State's military leader in Iraq, who blew himself up rather than surrendering. Gharawi hoped the death might avert an attack. He was wrong.

At 2:30 a.m. on June 6, Gharawi and his men returned to their operations room after an inspection of checkpoints in the city of two million. At that moment, convoys of pickup trucks were advancing from the west, driving across the desert that straddles Iraq's border with Syria. Each vehicle held up to four IS fighters. The convoys shot their way through the two-man checkpoints into the city.

By 3:30 a.m., the militants were fighting inside Mosul. Within three days the Iraqi army would abandon the country's second-biggest city to its attackers. The loss triggered a series of events that continues to reshape Iraq months later.

It unleashed a two-day charge by IS to within 95 miles (153 km) of Baghdad that caused the collapse of four Iraqi divisions and the capture or deaths of thousands of soldiers. It helped drive Maliki from office. And it pushed Western powers and Gulf Arab nations into launching air strikes on the Islamist militants in both Iraq and Syria.

But how Mosul was lost, and who gave the order to abandon the fight, have, until now, been unclear. There has been no official version: only soldiers' stories of mass desertions and claims by infantry troops that they followed orders to flee.

In June, Maliki accused unnamed regional countries, commanders and rival politicians of plotting the fall of Mosul, but has since remained quiet.

Nevertheless, Baghdad has pinned the blame on Gharawi. In late August, he was charged by the defense ministry with dereliction of duty. He is now awaiting the findings of an investigative panel and then a military trial. If found guilty, he could be sentenced to death. (Four federal police officers who served under Gharawi are also in custody awaiting trial, and could not be reached.) Parliament also plans to hold hearings into the loss of Mosul.

An investigation by Reuters shows that higher-level military officials and Maliki himself share at least some of the blame. Several of Iraq's senior-most commanders and officials have detailed for the first time how troop shortages and infighting among top officers and Iraqi political leaders played into Islamic State's hands and fueled panic that led to the city's abandonment. Maliki and his defense minister made an early critical mistake, they say, by turning down repeated offers of help from the Kurdish fighting force known as the peshmerga.

Gharawi's role in the debacle is a matter of debate. A member of the country's dominant Shi'ite sect, he alienated Mosul's Sunni majority before the battle, according to the provincial governor and many citizens. That helped give rise to IS sleeper cells inside Mosul. One Iraqi officer under his command faulted Gharawi for not rallying the troops for a final stand.

For his part, Gharawi says he stood firm, and did not give the final order



Fighters of the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) stand guard at a checkpoint in the northern Iraq city of Mosul, in this June 11, 2014 file photo.

to abandon the city. Others involved in the battle endorse that claim and say Gharawi fought until the city was overrun. It was only then that he fled.

Gharawi says three people could have given the final order: Aboud Qanbar, at the time the defense ministry's deputy chief of staff; Ali Ghaidan, then commander of the ground forces; or Maliki himself, who personally directed his most senior officers from Baghdad. The secret of who decided to abandon Mosul, Gharawi says, lies with these three men. Gharawi says a decision by Ghaidan and Qanbar to leave Mosul's western bank sparked mass desertions as soldiers assumed their commanders had fled. A senior Iraqi military official backs that assertion.

None of the three men have commented publicly on their decisions in Mosul. Maliki has declined Reuters requests for an interview for this article. Qanbar has not responded, while Ghaidan could not be reached.

Lieutenant General Qassim Atta, a military spokesman with close ties to Maliki, told Reuters last week that Gharawi "above all others ... failed in his role as commander." The rest, he said, "will be revealed before the judiciary."

In many ways, Gharawi's story is a window into Iraq. The Shi'ite general has been a key figure since 2003, when the Shi'ites began gaining power after the United States toppled Saddam Hussein and his Sunni-dominated Baath Party. Shi'ite leaders once saluted Gharawi as a hero, while Sunnis see him as a murderer who used Iraq's war on extremism as a cover for extorting money from businesses and menacing innocent people with arrests and killings.

Gharawi rose through a military riven by sectarian splits, corruption and politics. He is now trapped by those same forces. The decision to punish him and ignore the role of higher-level figures shows not just that rebuilding the military will be difficult, but also why the country risks breakup. As Mosul proved, the Iraqi army is a failed institution at the heart of a failing state.

Gharawi, in his own telling, has become a scapegoat, a victim of the deal-making and alliances that keep Iraq's political and military elite in place. Ghaidan and Qanbar, longtime confidantes of Maliki, have been dispatched to a pensioned retirement. Gharawi, who is living in his home town in the south of Iraq, says his bosses are pinning the faults of a broken system on him.

"They want just to save themselves from these accusations," he told Reuters during a visit to Baghdad two weeks ago. "The investigation should include the highest commanders and leadership ... Everyone →

→ should say what they have, so the people know."

#### ROAD TO MOSUL

Gharawi expected Mosul to be hell. In the years after the U.S.-led invasion of Iraq, the city had become an epicenter for the al Qaeda and Sunni insurgency. Former Baathists and military commanders lived in the province of Nineveh. The Kurds also had a foothold in the city; after Saddam's fall they came to dominate the security forces and local government.

In 2008, two years after he became prime minister, Maliki began to assert his power there. Seeing the Kurds as potentially disloyal, he began to purge Kurdish officers from Mosul's two army divisions and insert his own men to protect Baghdad's interests. He appointed a string of commanders who antagonised local Kurds and Sunnis. In 2011, he tapped Gharawi.

The general was already a survivor of Iraq's political system. Despite the fact he was a Shi'ite, he had been a member of Saddam's Republican Guard. In 2004, after Saddam's fall, Washington had backed Gharawi to lead one of Iraq's new National Police Divisions.

It was a brutal period. The Shi'ite-dominated security forces – including the police – were connected to a spate of extrajudicial killings. The Americans accused Gharawi of running his police brigades as a front for Shi'ite militias blamed for the murder of hundreds of people, mostly Sunnis. U.S. and Iraqi officials investigated Gharawi for his command of Site Four, a notorious Baghdad jail where prisoners were allegedly tortured or sold to one of the biggest and most brutal Shi'ite militias.

In late 2006, U.S. officials moved to stop the killings, pressuring Maliki to dismiss Gharawi and try him for torture. Maliki reassigned Gharawi but would not try him. U.S. Ambassador Ryan Crocker recalled a near shouting match with Maliki over the general. "One of my many disappointments was not getting that sorry-assed failure," Crocker said in 2010.

Gharawi says he did nothing wrong during that period and has nothing to apologize for. It was civil war, he said. The Sunni insurgency was bent on demolishing the Shi'ite-led government. Gharawi's brother was killed by Sunni militants. "We worked under special circumstances. We prevented civil war. We actually stopped it. Where are our mistakes?"

#### LEOPARD SKIN AND A WARNING

After his demotion, Gharawi bided his time, a gloomy figure in his dimly lit Green Zone villa, decorated with old photos, including a few of him with U.S. senators and Donald Rumsfeld. He was given a series of minor jobs. Maliki's office regularly proposed him for higher positions only to be blocked by U.S. officials. As the U.S. military prepared to leave Iraq, Maliki appointed Gharawi the top federal police commander in Mosul.

There, Gharawi recaptured his glory. State television showed him standing on Nineveh's sweeping plains in blue camouflage as he announced a successful operation against a terror plot. Maliki rewarded him with property in an affluent Baghdad neighborhood.

In his house in the capital on a short leave from Mosul last December, Gharawi sat proudly on a leafy green couch, surrounded by cream-coloured walls, a faux leopard skin rug, and shiny tiled floors. An oil portrait of himself hung on the wall. He bragged about arrests and flipped through pictures of jihadists his men had captured.

Despite his triumphs, he was frank about the insurgency that re-emerged last year as Sunnis grew frustrated with Maliki's sectarian rule. The war was at best a stalemate, Gharawi said. Al Qaeda – the Islamic State's parent organization at the time, before it split this year – was gaining ground. "I have to confess, al Qaeda is stronger than they have ever been. Qaeda needs Mosul. They think of Mosul as their emirate," he said.

Gharawi said he lacked the troops to secure the province. He also faced growing opposition from Sunnis in Mosul, who accused him and his men of extra-judicial killings, allegations Gharawi rejected.

In March, Maliki appointed him Nineveh's operational commander. Security in Iraq was deteriorating. In Anbar province, to Nineveh's southwest, violence had drawn in three military divisions against IS militants and angry Sunni tribes. The government had lost control of the highways from Baghdad to the north. IS militants regularly set up fake checkpoints and ambushed vehicles.

#### THE FALL

As IS fighters raced towards Mosul before dawn on June 6, the jihadists hoped only to take a neighborhood for several hours, one of them later told a friend in Baghdad. They did not expect state control to crumble. They hurtled into five districts in their hundreds, and would, over the



Civilian children stand next to a burnt vehicle during clashes between Iraqi security forces and al Qaeda-linked Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL) in the northern Iraq city of Mosul, in this June 10, 2014 file photo.

next few days, reach over 2,000 fighters, welcomed by the city's angry Sunni residents.

The first line of Mosul's defense was the sixth brigade of the Third Iraqi army division. On paper, the brigade had 2,500 men. The reality was closer to 500. The brigade was also short of weapons and ammunition, according to one non-commissioned officer. Infantry, armor and tanks had been shifted to Anbar, where more than 6,000 soldiers had been killed and another 12,000 had deserted. It left Mosul with virtually no tanks and a shortage of artillery, according to Gharawi.

There was also a problem with ghost soldiers – men on the books who paid their officers half their salaries and in return did not show up for duty. Investigators from the defense ministry had sent a report on the phenomenon to superiors in 2013. Nothing was heard back, a sergeant who was based in Mosul told Reuters.

In all, there were supposed to be close to 25,000 soldiers and police in the city; the reality, several local officials and security officers say, was at best 10,000. In the district of Musherfa, one of the city's main entry points, there were just 40 soldiers on duty the night of June 6.

As the militants infiltrated the city, they seized military vehicles and weapons. The sergeant based there said they also hanged soldiers and lit them ablaze, crucified them, and torched them on the hoods of Humvees.

On the western edge of Tamoz 17 neighborhood, police from the fourth battalion saw two Humvees and 15 pickup trucks approach, spraying machine gun fire.

"In my entire battalion we have one machine gun. In each pickup they had one," said head of the battalion, Colonel Dhiyab Ahmed al-Assi al-Obeidi.

Gharawi ordered his forces to form a defensive line to cordon off the besieged western Mosul neighbourhoods from the Tigris River. Gharawi said he received a call from Maliki to hold things until the arrival of Qanbar, the deputy chief of staff at the defense ministry, and Ghaidan, who commanded Iraqi ground forces.

Qanbar is a member of Maliki's tribe, while Ghaidan had long assisted Maliki in security operations, according to senior officers and Iraqi officials. The two men outranked Gharawi and automatically took formal charge of the Mosul command on June 7.

On the morning of June 8, Gharawi met Nineveh governor Atheel Nujaifi. The governor was no friend – he had previously accused Gharawi of corruption, an allegation the general rejected.

Now the city's fate hinged on Gharawi. One of Nujaifi's advisers asked the general why he had not counter-attacked.

"There are not enough forces," Gharawi told them.

General Babakir Zebari was Gharawi's superior and chief of staff for Iraq's armed forces back in Baghdad. He agrees there were not enough men to defeat the jihadists. And Maliki had already rejected a chance →



*The body of a member of the Iraqi security forces lies on a street after radical Sunni Muslim insurgents seized control of the city of Mosul in this June 11, 2014 file photo. MIDEAST-CRISIS/GHARAWI*

→ to change that.

On June 7, Kurdistan President Massoud Barzani had offered to send Kurdish peshmerga fighters to help. The offer went all the way up to Maliki, who rejected it twice through his defense minister, according to Zebari.

United Nations and U.S. diplomats also attempted to broker an arrangement acceptable to Maliki, who remained suspicious of the Kurds' intent. Maliki insisted there were more than enough Iraqi forces. Barzani's office confirmed Kurdish offers of help were rejected.

On the afternoon of June 8, the Islamic State surged. More than 100 vehicles, carrying at least 400 men, had crossed to Mosul from Syria since the start of the battle. Sleeper cells hiding in the city had been activated and neighbourhoods rallied to them, according to police and military.

The insurgents bombed a police station in the al-Uraybi neighborhood and charged into the area around the Mosul Hotel, an abandoned building on the western bank of the Tigris transformed into a battle post for 30 men from SWAT, an emergency police unit.

Gharawi and his federal police pounded Islamic State-controlled areas with artillery.

For a moment, "the morale of Mosul got higher," Gharawi said.

Within hours, though, Gharawi's command was thrown into disarray. Multiple military sources say Ghaidan and Qanbar sacked a divisional commander after he refused to send men to defend the Mosul Hotel. The sacked general, who reported to Gharawi, theoretically commanded 6,000 men, though many were AWOL.

General Zebari calls the order another huge mistake: "In crisis, you can't replace the commander."

#### TURNING POINT

By June 9, the fourth battalion's Colonel Obeidi and 40 of his men were among the very last local police fighting to hold back the jihadists in western Mosul. The rest had either joined the jihadists or run away.

Just before 4:30 p.m., a military water tanker raced towards the Mosul Hotel where Obeidi and his men were stationed. The police fired at the tanker, which detonated, setting off a massive fireball and hurtling shrapnel. "I didn't feel anything," said Obeidi, whose leg was ripped open by the blast. "The sound shook the whole of Mosul but I didn't hear a thing."

Clutching his handgun, Obeidi vowed to fight on. Police carried him to a boat to cross the Tigris to safety. Military officers, local officials, and even U.S. officials later testifying to Congress said the hotel attack was what broke the army and police in Mosul. After that, the defensive line in the west of the city melted away.

Barely three hours later, as reports spread of federal police burning their camps and discarding their uniforms, the Nineveh governor and his adviser met with Qanbar and Ghaidan in the Operation Command near the airport.

The adviser, Khaled al-Obeidi, was himself a retired general and a newly elected lawmaker. (He is unrelated to police Colonel Obeidi). He urged the commanders to go on the offensive with the Second Division, which sat relatively untouched across the river in eastern Mosul.

Qanbar said that they had a plan. Nujaiifi's adviser then urged Gharawi to

attack. Gharawi said he could not risk moving the soldiers and federal police he had left.

"We can get you the force," the adviser said.

Qanbar interrupted. The governor and adviser should do their work, he said. "We will do ours."

The governor and his adviser left the base at 8:25 p.m., unsure of what the military's plan was.

Shortly before 9:30 p.m., Qanbar and Ghaidan told Gharawi they were withdrawing across the river.

"They said goodbye and that's it. They didn't give me any information or any reason," Gharawi said.

They stripped Gharawi of 46 men and 14 pickup trucks and Humvees – the bulk of his security detail – say Gharawi and other officers. The two senior generals moved the city's command to a base on the city's eastern edge, according to multiple accounts.

Ghaidan and Qanbar's retreating convoy created the impression that Iraq's security forces were deserting, Gharawi said. "This is the straw that broke the camel's back. This was the biggest mistake."

Soldiers assumed their leaders had fled and within a couple of hours most of the Second Division had deserted the city's east, Nujaiifi, the governor, told Reuters.

Gharawi and 26 of his men stayed hidden in their operations base in the west, which swarmed with insurgents. That night, Gharawi said, Ghaidan phoned him and assured him the army was holding eastern Mosul.

Ghaidan and Qanbar both left Mosul overnight, arriving in Kurdistan on June 10, according to Zebari, the chief of staff back in Baghdad.

"Of course once the commander leaves the soldier behind, why would you want to fight?" asked Zebari. "The senior commander is the brains of operation. Once he runs, the whole body is paralysed."

Zebari says he doesn't know who gave the order to leave. Qanbar and Ghaidan were bypassing the defense ministry and reporting directly to Maliki, Zebari told Reuters.

Early the next morning, Zebari rang Gharawi and urged him to leave the operation command center. "You are going to get killed. Please withdraw," both men remember Zebari saying.

Gharawi refused and insisted he needed approval from Maliki's military office to leave.

Soon after, Gharawi decided to fight his way across a bridge to eastern Mosul. He rang Ghaidan to tell him. "I am going to be killed. I am surrounded by all directions. Send the prime minister my greetings. Tell the prime minister I have done everything possible that I can do."

He and his men crammed into five vehicles and headed across the river. On the east bank, their five vehicles were set ablaze. They dodged bullets and stones. Three of the men were shot dead. It was every man for himself, Gharawi said.

In the east, Gharawi and three of his men commandeered an armoured vehicle with flat tires and headed north to safety.

#### AFTERMATH

By August, Gharawi was back in his ancestral home in southern Iraq, looking after his children, unsure what to do next. One day he received a call from a friend in the defense ministry: He was under investigation for dereliction of duty in Mosul.

At the same time, Maliki promoted Qanbar and moved to protect Ghaidan. After the prime minister resigned on Aug. 15, though, the two men were also forced into retirement.

It marked an effort by Haider al-Abadi, the new prime minister, to start to clean and rebuild the Iraqi forces. Abadi has closed the office Maliki used to direct commanders and has quietly retired officers seen as loyal to his predecessor. Purging the security institutions of their sectarianism, money-making schemes and political manoeuvres will take years.

And for now, Gharawi must take the blame for Mosul. Zebari believes that's unfair. "Gharawi was an officer doing a job, but his luck ran out just like many other officers," he said. "All of us have to shoulder some of the responsibility. Every one of us."

Two weeks ago in Baghdad, face unshaven, voice hoarse, Gharawi indicated a begrudging acceptance of his fate, whatever it might be.

"Maybe I'll be pardoned, maybe I'll be imprisoned, maybe I'll be hanged," he said. ●



Aux funérailles, à la frontière turque, samedi, de Kurdes ayant combattu l'État islamique. PHOTO

ARIS MESSINIS. AFP



AFP

Par **BERNARD-HENRI LÉVY**

# Dernier appel pour Kobané

**K**obané va tomber. C'est une question d'heures. Peut-être de jours. Mais Kobané va tomber, victime des mauvais comptes d'un Erdogan qui joue avec le feu ou, plus exactement, avec le diable et qui, en demeurant l'arme au pied, en laissant sa puissante armée stationnée le long de la frontière turco-syrienne, à quelques kilomètres de la ville déjà martyre, semble bien, entre les Kurdes et Daech, avoir choisi Daech.

Kobané va tomber, victime du double jeu d'une Turquie qui, après avoir laissé passer tout ce que la région compte de jihadistes, après avoir fermé les yeux sur l'armement lourd que les transitaires de Daech ont acheminé en direction de la ville assiégée et qui, aujourd'hui, la pilonnent, ferme tout, bloque tout et joue les vertueuses empêchant non seulement ses propres troupes, mais aussi les 10 000 volontaires kurdes accourus en renfort, de venir sauver Kobané.

Kobané va tomber. Le miracle insensé de la résistance de Kobané qui a réussi, jusqu'ici, sans moyens, dans des affrontements d'une violence inouïe, à retarder l'avancée des fous d'Allah ne durera plus longtemps. Et la chute de Kobané, le drapeau noir du califat hissé, non plus dans ses quartiers est et sud, mais sur les dernières hauteurs de cette ville désormais éminemment symbolique, sera une catastrophe dont il n'est pas certain qu'on mesure toujours, ni partout, les effets. Ce sera une catastrophe pour ses combattants et combattantes (eh oui ! ses combattantes...) qui luttent, depuis des semaines, avec une vaillance stupéfiante,

contre des légions surarmées qui leur feront payer cher, très cher, leur audace.

**Modération.** Ce sera une catastrophe pour la ville elle-même dont Daech ne se contentera pas d'exciser les femmes, de décapiter les chefs ou de convertir de force les minorités mais qui prendra rang dans la longue et terrible liste des villes martyres des dernières décennies : Guernica pulvérisée par les avions de la légion Condor ; Coventry rasée par les Heinkel de l'aviation allemande ; Stalingrad et son million de cadavres ; Sarajevo sortie vivante, mais au prix de 11 000 morts, d'un siège de plus de mille jours ; Grozny rasée, transformée en ville fantôme, par la soldatesque de Poutine ; Alep dans la même Syrie, avec ses trésors de civilisation et de beauté ensevelis sous les largages de TNT de Bachar al-Assad ; et, donc, Kobané dont la plupart d'entre nous ignorions, hier encore, l'existence mais qui sera une autre de ces villes urbicides. Ce sera une catastrophe, au-delà même de Kobané, pour ce Kurdistan laïque, incarnation s'il en est des valeurs de modération et de droit que les chancelleries appellent de leurs vœux en terre d'islam et dont les peshmergas sont les seuls, de surcroît, à avoir pris au pied de la lettre l'ordre de mobilisation mondiale contre les hordes de Daech et à combattre pied à pied, en première ligne, un Etat autoproclamé dont on nous a assez dit qu'il menace l'humanité comme telle. Kobané étant, non seulement un symbole, mais un verrou, ce sera une catastrophe, enfin, pour la coalition dont elle est l'avant-garde et qui verra les barba-

res de Daech se tailler une large bande de terre, longue de plusieurs centaines de kilomètres, adjacente à la frontière turque – un avantage tactique et stratégique considérable.

Pour empêcher ce désastre il reste, non seulement très peu d'heures, mais, surtout, très peu de moyens.

La coalition peut envisager d'intensifier ses frappes – mais comment frapper, et qui, quand la bataille se joue au corps à corps, ruelle par ruelle, presque maison par maison, dans les faubourgs de la ville ?

Elle peut livrer des armes ; elle en a, même sans l'aide turque, la possibilité logistique ; et, si elle ne le fait pas, si elle ne se résout pas à rétablir un équilibre minimal entre les jihadistes qui ont fait amener l'artillerie lourde, les lance-roquettes sophistiqués, les chars pris aux arsenaux de Mossoul et de Taba, et les Kurdes qui ne disposent que de kalachnikovs, de mitrailleuses DFDS et de quelques mortiers, il reste aux citoyens que nous sommes la liberté de faire ce qu'ils firent, naguère, en faveur de la petite Bosnie qui, elle aussi, en se défendant, nous défendait – mais c'est le temps qui manque ; il faut du temps pour organiser des largages d'armes à une population assiégée, prise dans l'état ; et c'est ce temps qui fait défaut.

Il n'y a plus, à l'heure qu'il est, qu'un moyen de sauver ce qui reste de Kobané et ce moyen c'est la Turquie. Il faut rappeler, et rappeler encore, à un Erdogan au jugement décidément obscurci par sa crainte obsessionnelle de voir un embryon d'Etat kurde s'établir à ses portes, que Daech est aussi son ennemi et que c'est pour lui aussi que sonne le glas à Kobané.

Il faut lui faire comprendre que s'il reste à son régime, de plus en plus autoritaire, de plus en plus crépusculaire et de plus en plus étranger aux fondements laïques du kémalisme, une chance de nouer avec l'Europe les partenariats économiques et, un jour, politiques auxquels aspirent ses élites et dont son pays a un besoin crucial, cette chance passe par Kobané, par la défense de Kobané, par le secours porté aux héroïnes et héros de Kobané.

**Forfaiture.** Il faut aller plus loin encore et lui dire, discrètement ou solennellement peu importe, que la lutte contre Daech est l'occasion ou jamais de vérifier la fiabilité des alliances et du système de sécurité collective mis en place dans la région au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et dont la Turquie est plus que partie prenante puisqu'elle en est, depuis son adhésion à l'Otan en 1952, le pilier oriental. La Turquie s'est associée à contrecœur, en 1991, aux opérations de soutien des populations civiles du nord de l'Irak. La « Grande Assemblée » turque a, le 1<sup>er</sup> mars 2003, en un vote qui a jeté une ombre durable sur ses relations avec ses alliés, voté contre le passage et le stationnement en Turquie de 62000 militaires américains en route vers Bagdad.

Si la Turquie, pour la troisième fois, faisait défaut, si Kobané devenait le nom d'une nouvelle fois, cette fois, inexcusable forfaiture turque, alors c'est sa place au sein de l'Otan qui se verrait mise en question.

Il faut que les émissaires d'Obama qui viennent d'arriver à Ankara le disent sans détour.

Il faut que François Hollande, qui a donné à la Turquie maints gages d'amitié, se fasse le porte-parole de ses partenaires pour rappeler que Kobané est un rempart pour l'Europe.

Là aussi, il faut dire : « Ils ne passeront pas. » ◆



LIBÉRATION SAMEDI 11 ET DIMANCHE 12 OCTOBRE 2014

## QUESTIONS À KENDAL NEZAN

PRÉSIDENT DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS

# «L'Institut kurde a besoin d'un rétablissement des subventions»



Jamais l'enjeu kurde n'aura été aussi évident au Moyen-Orient mais Paris est en train de se priver d'un fondamental relais d'influence en laissant dépérir l'Institut kurde. D'où l'alarme de son président, Kendal Nezan.

### ► Que représente l'Institut kurde ?

Depuis maintenant trente-deux ans, cet institut, le premier du genre, a été la voix de ce peuple de 30 millions de personnes toujours privé d'un Etat propre. C'est la plus ancienne institution kurde en Europe. Il a été créé en février 1983 par volonté de François Mitterrand, avec le soutien actif de Jack Lang et Régis Debray. Le Quai d'Orsay estimait alors que les relations de la France avec l'Irak et la Turquie étaient suffisamment solides pour que la diplomatie tricolore puisse se permettre ce supplément d'âme. En 1993, le gouvernement de Lionel Jospin lui a octroyé le statut de fondation reconnue d'utilité publique, en raison notamment de sa contribution à l'intégration des Kurdes en France. Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, ces subventions ont été supprimées. Nous essayons depuis deux ans qu'elles soient rétablies car les seuls dons et contributions privés ne suffisent pas à nous permettre de continuer nos activités.

### ► Quelles sont-elles ?

Il y a l'aide à la recherche sur le monde kurde avec la plus importante bibliothèque d'Occident sur le sujet, en bonne partie déjà numérisée. Depuis le début, nous sommes engagés pour la défense des droits culturels et politiques des Kurdes et sommes sur le sujet les interlocuteurs des principales ONG de défense des droits de l'homme. Non partisan, l'Institut est ouvert à toutes les composantes politiques, culturelles et artistiques du monde kurde. C'est ce qui permet notre indépendance. Nous sommes aussi engagés depuis le début pour favoriser dans les pays respectifs un dialogue pour une solution politique de la question kurde et nous avons été ainsi à l'initiative du premier dialogue en 1995 entre militants kurdes et autorités turques avec le soutien du gouvernement norvégien. Nous menons aussi une activité de formation et avons déjà accueilli plus de 4500 boursiers en France, dont 44% de femmes devenues depuis députées, ambassadeures, universitaires dans leurs pays respectifs.

### ► Qu'attendez-vous des autorités françaises ?

La situation est absurde car l'importance du facteur kurde est toujours plus évidente dans la donne régionale. La France, grâce à ses engagements, mais aussi grâce notre institut, bénéficie d'un grand prestige parmi les Kurdes. L'ancien ministre des affaires étrangères Hubert Védrine, qui est un ami de l'institut, s'inquiète comme beaucoup d'autres que la logique comptable puisse primer sur la vision politique.

Recueilli par MARC SEMO

PHOTO FRÉDÉRIQUE LE BRUN

# Kobané : les jihadistes investissent le QG des forces kurdes

www.france24.com  
Avec AFP  
13/10/2014

Le groupe État islamique (EI) s'est emparé, vendredi, du quartier général des forces kurdes à Kobané. Les jihadistes ont également poursuivi leur manœuvre d'encerclement en se rapprochant de la frontière avec la Turquie.

Le répit apporté par les frappes aériennes des avions de la coalition anti-EI n'aura été que de courte durée. Malgré une défense acharnée, les combattants kurdes de Kobané n'ont pu empêcher leur quartier général de tomber aux mains des jihadistes, vendredi 10 octobre.

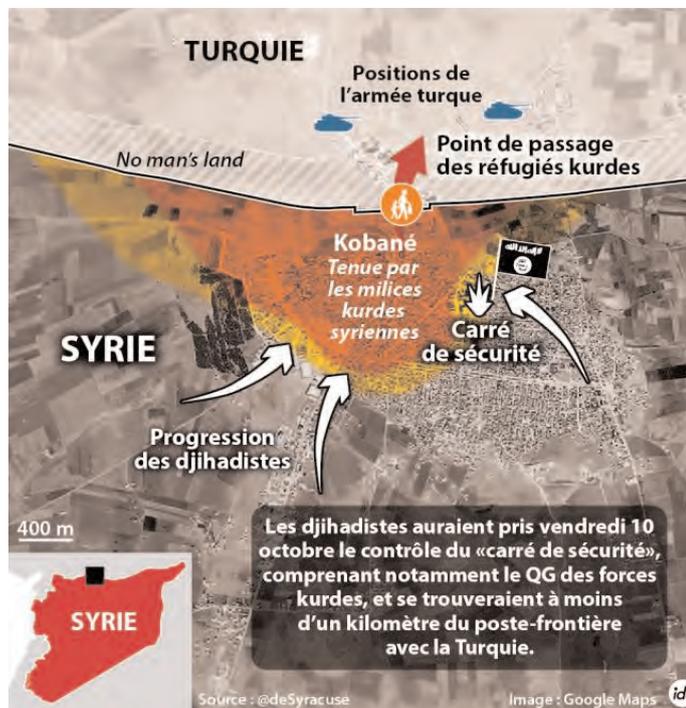
"Ils ont pris le contrôle du «carré de sécurité»", qui abrite le complexe militaire des Unités de protection du peuple (YPG, principale milice kurde syrienne), le siège du conseil local et la base des Assayech (forces de sécurité kurde), a déclaré l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui précise que des raids de la coalition ont frappé quatre positions dans ce secteur. Toujours dans la même zone, l'EI a perpétré un attentat-suicide, tuant deux combattants kurdes, selon la même source.

Selon Marine Olivesi, l'envoyée spéciale de France 24 à la frontière turco-syrienne "40% de la ville est maintenant aux mains des jihadistes, c'est le territoire gagné et sécurisé par les combattants de l'EI depuis leur percée de lundi (...) L'autre moitié de la ville est le théâtre d'affrontements violents". La journaliste fait état de très violentes déflagrations dans la ville assiégée, ainsi que de l'arrivée de dizaines de blessés kurdes dans les hôpitaux turcs. Par ailleurs, un réfugié kurde, qui a franchi la frontière vendredi, a confié à la reporter que les centaines de civils encore terrés à Kobané étaient confrontés à une véritable pénurie d'eau et de nourriture.

Les jihadistes ont désormais atteint la périphérie nord de Kobané. S'ils s'emparent du poste-frontière avec la Turquie, les derniers défenseurs kurdes seront alors complètement encerclés.

## L'ONU CRAINT UN VÉRITABLE MASSACRE À KOBANÉ

À Genève, l'émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan De Mistura, a dit craindre un "massacre" semblable à celui de Srebrenica dans l'ex-Yougoslavie. Selon lui, jusqu'à 700 civils se trouvent encore dans le centre-ville, dont une majorité de personnes âgées, et entre 10 à 13 000 autres sont rassemblés tout près de la frontière.



Si la ville tombe, ces civils seront "très probablement massacrés", a-t-il averti.

Il a appelé Ankara à "autoriser le flot de volontaires à entrer dans la ville pour soutenir son action d'autodéfense". Mais le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu a estimé, lors d'un entretien exclusif à France 24 diffusé vendredi soir, que renvoyer des civils vers la guerre était "un crime".

Le chef du principal parti politique kurde de Syrie a lui pressé la Turquie de laisser passer des armes. "Ce serait très bien qu'elle ouvre le plus vite possible sa frontière au passage d'armes", a déclaré à l'AFP Salih Muslim, président du Parti de l'union démocratique (PYD).

## PRESSION SUR LA TURQUIE POUR INTERVENIR

Mais dans une interview à la télévision Al-Mayadeen, basée à Beyrouth, il s'est opposé catégoriquement à une entrée de l'armée turque à Kobané, qui s'apparenterait selon lui à une "occupation". Selon Mustafa Ebdî, un militant kurde interrogé par l'AFP qui effectue des allers-retours entre la Turquie et Kobané, les forces kurdes, de plus en plus désespérées, voient leurs munitions diminuer et réclament plus de frappes contre le groupe extrémiste.

"Certains combattants m'appellent en pleurant", confie-t-il, en expliquant que les jihadistes ont désormais recours à la ruse, en mettant notamment "des drapeaux kurdes sur leurs véhicules pour leurrer les

avions".

La Turquie est également l'objet de pressions pour son implication dans la lutte contre les jihadistes de la part de Washington, qui a envoyé jeudi et vendredi à Ankara le patron de la coalition internationale, le général américain à la retraite John Allen.

"La Turquie est d'accord pour soutenir les efforts d'entraînement et d'équipement pour l'opposition syrienne modérée", a déclaré à ce sujet la porte-parole du département d'État Marie Harf. Ankara conditionne sa participation à la lutte anti-EI à la création d'une zone tampon, visant à protéger les secteurs tenus par la rébellion modérée contre le régime syrien et les populations fuyant la guerre. Mais cette proposition n'est pas à l'ordre du jour selon Washington et l'Otan.

Les États-unis accueilleront en outre la semaine prochaine une réunion des chefs militaires de la coalition.

Profitant de la guerre civile qui ravage la Syrie depuis plus de trois ans, l'EI s'est emparé de larges pans de territoires dans le nord et l'est du pays. Le groupe extrémiste, fort de dizaines de milliers d'hommes, contrôle également de grandes zones dans l'Irak voisin, où il a exécuté treize personnes vendredi, dont un journaliste irakien. ♦

# Pourquoi la ville de Kobané est stratégique pour les Kurdes et l'EI

par Wassim NASR  
08/10/2014  
www.france24.com

**Les combats se poursuivent entre l'organisation de l'État islamique et les Kurdes dans la ville syrienne de Kobané. Située à la frontière turque, elle constitue un enjeu de taille pour les deux belligérants. Décryptage.**

Malgré plusieurs jours de frappes aériennes de la coalition, les jihadistes de l'organisation de l'État Islamique (EI) n'ont cessé d'avancer de village en village dans la région de Kobané (Aïn el-Arab en arabe), jusqu'à occuper partiellement la ville. À ce stade des affrontements, l'efficacité des raids aériens devient très limitée, tout comme celle de l'artillerie lourde de l'EI, postée à la périphérie de Kobané.

Si la ville venait à tomber aux mains des jihadistes, cela ne modifierait pas profondément les rapports de force dans la région. L'EI détient déjà une partie de la frontière turco-syrienne et plusieurs passages frontaliers légaux et illégaux entre les deux pays. Côté kurde, la perte de la ville n'affaiblirait pas profondément la force de frappe du YPG, le bras armé du parti kurde syrien, ni sa présence en Syrie ou en Irak, où il se bat sur plusieurs fronts face aux jihadistes de l'EI.

Pourtant, Kobané demeure d'une grande importance pour les deux camps. La ville est un symbole de l'animosité ancestrale que vouent les Kurdes aux Arabes et aux Turcs, dominants. Les clans et familles kurdes de la région ont depuis longtemps cherché à y unir leurs forces face aux clans arabes, plus nombreux et



Explosion dans le centre de Kobané, le 8 octobre 2014.

plus puissants. Kobané a d'ailleurs fourni un nombre important de cadres et de combattants au PKK - fer de lance dans la résistance militaire kurde à l'État turc depuis des décennies.

## FRAPPER LE PROJET AUTONOMISTE KURDE

Après trois ans et demi de guerre en Syrie, Kobané se retrouve au cœur du projet d'indépendance kurde. L'expérience militaire et administrative des factions et partis kurdes de la ville et de sa région s'est construite et consolidée au fil des mois. Dans la région de Kobané, les Kurdes avaient le sentiment d'être "maîtres chez eux", contrairement à d'autres régions comme Hassaka, où l'administration et l'armée du régime syrien sont toujours présentes.

Ainsi, les Kurdes défendent avec ardeur l'une des villes sur lesquelles ils comptent

bâtir une éventuelle indépendance. De son côté, l'EI a bien compris qu'en s'en prenant à Kobané, elle frappe leur projet en plein cœur. Ce qui d'ailleurs n'est pas en contradiction avec les intérêts d'Ankara, restée inactive.

Au-delà de cette volonté de freiner le projet autonomiste kurde, l'EI s'attaque aussi à un programme "nationaliste laïc" pour imposer son projet "islamiste". Dans son dernier discours, Abou Mohammed al-Adnani, porte-parole de l'EI, a rappelé que le conflit qui l'oppose aux factions kurdes n'était pas une guerre "ethnique", mais "religieuse et idéologique".

Ces derniers jours, l'EI a d'ailleurs fait un effort de communication considérable pour mettre en scène ses jihadistes kurdes, qui se battent en première ligne pour l'instauration de la charia, face aux combattants kurdes "laïcs". ♦

## Dans Kobané assiégée, brève rencontre avec un prisonnier jihadiste

Suruc (Turquie), 16 octobre 2014 (AFP)

« IL NOUS A SUPPLIÉ DE LE TUER pour qu'il puisse aller au paradis et profiter de toutes ses récompenses ». Cuneyt Hemo a croisé il y a dix jours le chemin d'un des jihadistes si redoutés qui font le siège de sa ville de Kobané, et il n'en revient toujours pas.

Malgré les combats acharnés qui s'y déroulent, ce commerçant kurde de 33 ans ne s'est résolu à se mettre à l'abri en Turquie que la semaine dernière.

Assis dans les jardins du centre culturel de la ville frontalière de Suruç où il est désormais hébergé, M. Hemo raconte sa rencontre inattendue avec un « bandit » du groupe Etat islamique (EI) d'un ton posé, presque détaché.

« Nous en avons capturé un dans la rue », se souvient-il en tirant sur une cigarette, « il venait d'Azerbaïdjan, il avait une vingtaine d'années et nous a parlé en arabe ».

Contrairement à d'autres, Cuneyt Hemo n'a pas endossé le treillis des Unités de protection

du peuple (YPG), la principale milice armée kurde de Syrie, pour faire le coup de feu contre les mercenaires du groupe Etat islamique (EI).

Mais il est resté au plus près des affrontements, chargé du ravitaillement en eau et en nourriture d'un groupe de « résistants ».

Ce jour-là, leur prisonnier était barbu, comme il se doit et « sentait très mauvais », décrit en souriant M. Hemo. Et il a longuement expliqué à ses gardiens qu'il était venu à Kobané pour les « délivrer du +kufur+ », l'absence de croyance.

« On lui demandé pourquoi Daesh (l'acronyme arabe du groupe Etat islamique) nous attaquait », ajoute le réfugié kurde. « Il a répondu que nous étions des infidèles, qu'ils avaient reçu l'ordre de nous ramener sur le chemin du vrai islam et que, pour eux, nos biens, nos femmes et nos filles étaient +halal+ ». Consommables, donc.

- « PAS PEUR DE MOURIR » -

Pour lui prouver qu'ils pratiquent la même religion, les combattants des YPG embarquent alors leur ennemi dans une mosquée de la ville. Étonnante séance de persuasion →

→ dans une ville en guerre, sur fond de rafales de Kalachnikov et de tirs de mortiers. Les efforts de ses geôliers sont restés vains, s'empresse d'ajouter Cuneyt Hemo. Pendant qu'il est resté sous leur garde, le jihadiste est resté inflexible. « On a essayé en vain de lui faire retrouver la raison, il n'a rien voulu savoir », constate le commerçant kurde. « Il nous a dit et répété que nous étions des mécréants et qu'il voulait aller au paradis pour retrouver les 40 femmes qui lui ont été promises ». Même quand les combattants des YPG lui ont offert à boire et à manger, l'Azerbaïdjanais a refusé avec obstination. Il a même assuré que, s'il parvenait à leur échapper, il retournerait au combat et qu'il était prêt à imiter ses « frères » kamikazes. Depuis le début de la bataille de Kobané, plusieurs attaques-suicide ont été signalées con-

tre les positions kurdes. Une combattante des YPG âgée d'une vingtaine d'années s'est elle aussi sacrifiée en utilisant la même technique. Cuneyt Hemo confie aujourd'hui qu'il n'a toujours pas compris l'obstination du jihadiste, son mépris de la mort. « Il nous a dit plusieurs fois +je suis heureux pour mes frères qui sont morts car ils sont devenus des martyrs, je veux les rejoindre au paradis+ ». L'habitant de Kobané assure que les combattants des YPG avaient initialement l'intention de garder leur prisonnier. Mais que son obstination et, surtout, le souvenir des exactions commises par ses pairs contre les civils ne leur ont pas laissé le choix. Vingt-quatre heures après avoir été capturé, le jihadiste a été abattu d'une rafale tirée en pleine tête. « De toute façon, on lui avait lavé le cerveau », conclut presque en s'excusant Cuneyt Hemo, « et il n'avait pas peur de mourir ».



14 octobre 2014

# KOBANÉ, LA BATAILLE À NE PAS PERDRE POUR KURDES ET JIHADISTES

www.boursorama.com/  
Beyrouth, 14 oct 2014 (AFP)

Hier simple ville carrefour oubliée Hauts confins de la Syrie et de la Turquie, Kobané symbolise désormais le combat entre le "califat" jihadiste prôné par l'organisation de l'Etat islamique (EI) et l'autonomie rêvée par les Kurdes.

Si les combats sont aussi intenses depuis plusieurs semaines, c'est qu'aucune des deux parties ne peut se permettre d'échouer à Kobané.

Pour les Kurdes d'abord car sa perte serait "une tragédie" dans "le projet idéal d'un Kurdistan autonome en Syrie", affirme Cyril Roussel, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO) à Amman.

Elle rendrait impossible la création d'"un Rojava uni", le Kurdistan syrien dont rêve une grande partie des trois millions Kurdes de Syrie, ajoute le géographe spécialiste de la Syrie Fabrice Balanche.

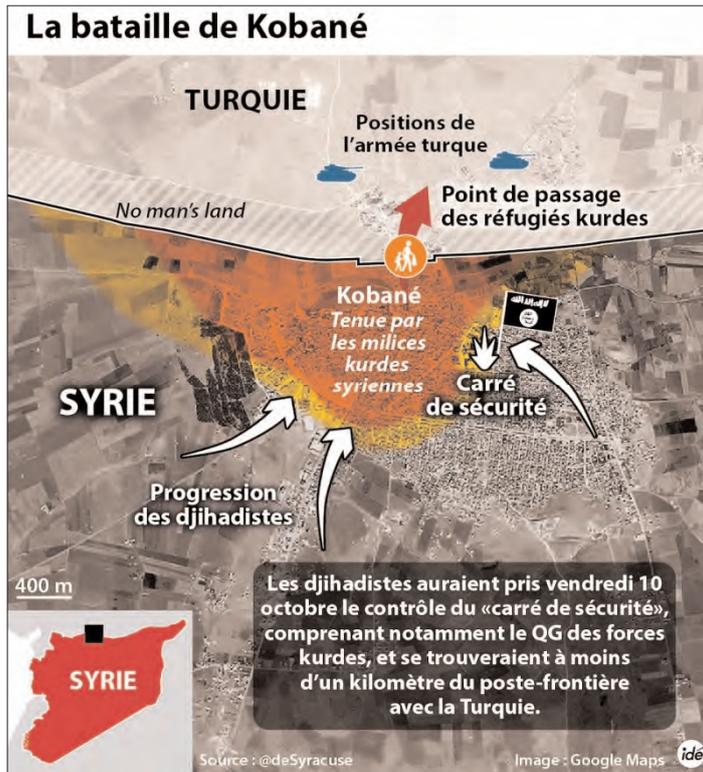
Kobané est le chef lieu de l'un des trois "cantons" de cette région autonome avec ceux d'Afrine à l'ouest et de Jaziré au nord-est, dont les principales villes sont Qamichli et Hassaka.

La perte de Kobané, situé au centre, "signifierait l'impossibilité de faire la jonction" avec les deux autres sous-régions, précise M. Balanche.

"Afrine deviendrait la prochaine cible" des jihadistes, et les Kurdes "seraient ensuite confinés à Hassaka, où ils risquent aussi d'être attaqués", dit-il. "Si les Kurdes sont éliminés à Kobané, ils pourront l'être ailleurs", résume le chercheur.

En outre, la chute de la ville porterait un coup dur à la légitimité des YPG (Unités de protection du peuple), la milice kurde qui la défend bec et ongles depuis près d'un mois.

"Le groupe est sous pression. Il doit



prouver qu'il n'abandonne pas les Kurdes, qu'il est prêt à mener une bataille jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière femme", note Aron Lund, spécialiste de la Syrie au Centre Carnegie. "C'est la base de leur légitimité aux yeux des Kurdes".

**FORTE PORTÉE SYMBOLIQUE**  
Pour Cyril Roussel, le projet "idéologico-politico-territorial" du Rojava entre en concurrence frontale avec celui des jihadistes. Il "est une épine dans le talon" de l'EI "qui veut étendre son territoire pour créer un grand califat".

La prise de Kobané permettrait en effet au groupe radical sunnite "de se mouvoir librement d'ouest en est" alors qu'il contrôle déjà le tiers de la frontière nord avec la Turquie (150 des 500 km), selon Aron Lund.

Mais une victoire dans cette petite ville sans richesses naturelles en dehors de l'agriculture, aurait avant tout une forte portée symbolique.

"Il s'agirait d'une victoire sur les Kurdes qui les ont toujours vaincus", affirme M. Roussel, en référence aux combats ayant opposé les deux adversaires depuis un an.

Et, au delà, sa prise offrirait à ce groupe friand de publicité un succès sur la coalition internationale dont les avions frappent ses positions depuis le 23 septembre. Il pourrait affirmer que même "la coalition avec ses moyens techniques supérieurs est incapable de venir à bout de l'EI car, selon eux, c'est la volonté d'Allah", selon M. Balanche.

Déjà, sur Twitter, les jihadistes ont baptisé la localité "Aïn al-Islam"

("la source de l'islam") au lieu de son nom arabe, Aïn al-Arab ("la source des Arabes", en référence à un point d'eau à l'époque ottomane). Le nom kurde Kobané serait une déformation de "compagnie", en référence à la compagnie de chemin de fer, la ville étant au début du XX<sup>e</sup> siècle une station ferroviaire sur la ligne reliant l'Irak à la Turquie.

**MODÈLE DÉMOCRATIQUE MENACÉ?**  
Avec la guerre en Syrie, les Kurdes ont bâti une autonomie à travers des comités locaux présentés comme une expérience démocratique relativement réussie dans un pays dirigé par une autocratie depuis près d'un demi-siècle.

Principal parti kurde en Syrie, le PYD (Parti de l'union démocratique) est un groupe laïc, de tendance socialiste qui accorde une place prépondérante à la femme, y compris au sein de sa branche armée, les YPG. L'un des commandants kurdes à Kobané est d'ailleurs une femme.

Le projet kurde est aux antipodes de celui de l'EI, qui prône une version extrémiste de l'islam et la résurrection du califat, mode de gouvernance musulman disparu il y a un siècle. A cette fin, il n'hésite pas à décapiter, à lapider et même à crucifier ceux qu'il considère comme ses ennemis.

En outre, selon les analystes, l'anéantissement du projet kurde ferait l'affaire de la Turquie voisine où le conflit kurde a fait 40.000 morts depuis 1984 et qui est accusé d'avoir fermé l'oeil sur l'entrée des jihadistes en Syrie à partir de sa frontière.

"La perte de Kobané fait le jeu des jihadistes mais ressemble surtout fortement à une action d'éradication du projet kurde avec la complicité d'Ankara", estime M. Roussel.

The Middle East Aflame

# THE MEANING OF KOBANI

**Whether Kobani falls or stands, it has become a defining moment of nationhood and identity for Syrian and Turkish Kurds.**



**Henri J. Barkey**  
 October 18, 2014  
[www.the-american-interest.com/](http://www.the-american-interest.com/)

**T**he Syrian Kurdish town of Kobani has been under a relentless siege by the Islamic State (IS) for the past few weeks. Surprisingly its defenders have endured, defying the long odds. Whether it falls or survives, Kobani is likely to become for Syrian and Turkish Kurds what Halabja became for Iraqi Kurds in 1988: a defining moment of nationhood and identity.

Halabja helped propel and shape the Kurdish autonomous region of northern Iraq, now called the Kurdistan Regional Government (KRG). In 1988, in the midst of the genocidal Anfal campaign against the Iraqi Kurds, Saddam Hussein used chemical weapons on the sleepy Iraqi Kurdish town near the Iranian border, killing some 5,000, mostly civilians. Unnoticed at the time, Halabja became for much of the world a symbol of the larger campaign of mass extermination against the Kurds, as well as a quintessential example of a crime against humanity.

For the Kurds, it marked yet another time the world stood by and watched silently; theirs was an inconvenient predicament, a sacrifice at the altar of grander strategic purposes. Saddam Hussein enjoyed the support of the West precisely because he was locked in a duel with Iran, then a larger threat.

Fast forward to today: Until the U.S. Air Force began a systematic bombing campaign against IS positions around Kobani, the city had been left largely to fend for itself. Skittish and worried about Turkey's reaction to support for Syrian Kurds, the Obama Administration initially hesitated but then committed itself to bombing the besieging IS forces after they had penetrated the city's outer defenses.

Kobani will have two different effects on the region. First and foremost, it will be an important marker in the construction and consolidation of Kurdish nationhood. The exploits of Kobani's defenders are quickly joining the lore of Kurdish fighting prowess. After all, the Iraqi Kurdish forces, not to mention the Iraqi army, folded in the face of a determined IS onslaught only a couple of months ago. The longer the city resists, the greater will be the reputational impact (although it is already assuming mythic proportions).

There is another, rather unique aspect of the resistance that is adding to its mythic character: the role of women in the fight. The juxtaposition of an Islamic State, which enslaves women or covers them from head to toe, with the Syrian Kurds' Democratic Union Party (PYD), which has large numbers of women fighting and dying alongside men, is particularly striking. Social and other media outlets have brimmed with stories of the heroism and sacrifice of these women. The fighting in Kobani, and especially the emergence of women fighters, has now entered the Kurdish lore and imagination.

**R**esistance in Kobani has also mobilized Kurds across the world, but especially in Turkey—notwithstanding the government's earlier courageous attempt to initiate a peace process with its own Kurdish insurgent movement, the Kurdistan Workers' Party (PKK). The Turkish government faces a dilemma, however: a victory for the PYD, which is an ally, if not the creation, of the PKK, will not only strengthen the PKK's bargaining position but will also potentially enable the Kurds to construct another Kurdish autonomous region on its borders after the KRG. That, in Ankara's view, would be a strategic disaster, because it would naturally embolden Turkish Kurds to demand the same. In Turkey alone, some 36 people have already died in Kobani-related demonstrations.

Prime Minister Ahmet Davutoglu's blandishments to the contrary, Turkey prefers to see a PYD defeat in Kobani, even if this, in the medium term, causes a spike in refugees streaming across the border. For Turkey, this was a Faustian choice. They lost. Moreover, by attempting to drive a hard if not impossible bargain with Washington, which demanded that it target Syrian President Bashar al-Assad as much as it was targeting IS, the Turks first and foremost alienated the Obama administration. This in turn has enabled the White House to finally ignore Ankara's preferences and cooperate (at least in order to conduct bombing runs) with the PYD, an organization Turkey despises and sees as an enemy.

**C**ENTCOM commander Lloyd Austin had high praise for the Kurds in Syria: "Kurdish fighters had managed to regain territory that had been lost previously, adding that they had done "a yeoman's work in terms of standing their ground." The American decision to help Syrian Kurds despite Turkish objections will also have serious repercussions in Iraqi Kurdistan, where the leaders had until recently closely aligned themselves with Turkey. Ankara has already gotten started on damage control: a Deputy Prime Minister disingenuously argued it was Turkey that convinced the U.S. to help the PYD in Kobani.

Fall or survive, Kobani has assumed an importance few could have anticipated, becoming the rallying cry for Syrian and Turkish Kurds as much as Halabja was for their Iraqi brethren. Moreover, Kobani's plight has once again drawn the whole international community's attention to the region's Kurdish question. ♦

*Henri J. Barkey is a professor of international relations at Lehigh University.*

# TURKEY TO ALLOW IRAQI KURDISH FIGHTERS PASSAGE INTO SYRIAN CITY

By Patrick J. McDonnell

OCTOBER 20, 2014 [www.latimes.com](http://www.latimes.com)

**M**URSITPINAR / TURKEY For weeks, Washington has been nudging a reluctant Turkey to assume a more forceful role in President Obama's anti-militant coalition and come to the aid of Kurdish forces battling to push Islamic State fighters out of the besieged Syrian city of Kobani.

Turkey steadfastly refused international appeals to allow military assistance to reach the desperate Kurdish fighters. Turkish President Recep Tayyip Erdogan was wary of the Kurds and exasperated that his major foreign policy objective, the toppling of Syrian President Bashar Assad, had taken a back seat in Washington's strategic calculus.

But the government abruptly changed its position Monday, announcing it will allow Iraqi Kurdish forces into Kobani, even as Washington launched airdrops of weapons, ammunition and medical supplies to the city in a major intensification of its military campaign.

"We are assisting peshmerga fighters to cross into Kobani," Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu told reporters in Ankara, the capital, using the common name for Iraqi Kurdish forces.

The Turkish move was clearly a concession amid escalating demands at home and abroad that Turkey do something to help stave off an extremist takeover of Kobani. The remote border outpost has become a potent global symbol of the struggle against the extremist group Islamic State in Syria and neighboring Iraq.

Kurds were hopeful that an influx of forces and a relief corridor to the city could finally turn the tide in the monthlong battle.

"We need more Kurdish fighters and heavy weapons and we can do the job ourselves," said Mohammad Mustafa, 45, a farm laborer from Kobani who was among many townsfolk gathered Monday on a hillside in Turkey watching the now-familiar columns of smoke rising from the city.

Kobani has seen an escalating series of U.S. airstrikes and, on Monday, U.S. airdrops to the city's Kurdish defenders. Nevertheless, the Pentagon said Monday that "Kobani could still fall."

The president of Iraq's semiautonomous Kurdistan region, Massoud Barzani, had previously requested that Turkey allow peshmerga forces to pass through Turkish territory to relieve Kurdish militia fighters in Kobani.

The fact that the reinforcements would come from Iraqi Kurdistan — not from Turkish or Syrian Kurdish forces linked to the outlawed Kurdistan Workers Party, or PKK, long the nemesis of Ankara — was widely viewed as a way to mollify domestic groups opposed to any PKK involvement.

Turkish officials have been caught in the seemingly contradictory position of insisting they did not want Kobani to be overrun while



*A Turkish soldier patrols the border with Syria in Suruc. Turkey had steadfastly refused international appeals to allow military assistance to reach Kurdish fighters battling Islamic State in Kobani, Syria. (Gokhan Sahin / Getty Images)*

refusing to take action to prevent its collapse. Turkish tanks and troops are arrayed in force just north of Kobani, but their focus is denying access to Kurdish fighters or aid destined for the beleaguered city.

**O**n Monday, Turkish authorities again used tear gas to disperse Kurds seeking to deliver plastic bags of food to kin trapped in Kobani, just on the other side of the barbed-wire fence delineating the international boundary.

"We never wanted Kobani to fall, and we are trying to do our best to prevent it," said Cavusoglu, the Turkish foreign minister.

It was the latest official effort to counter the public relations drubbing that the Turkish government has endured as daily images of Kobani are beamed to a global audience.

The U.S. escalation adds to the sense that Kobani has become a signature battle that the Obama administration does not want to lose. Increasingly, it seems, U.S. prestige is also at stake in the city, a place few outside the region had heard of until last month.

After weeks of airstrikes in the Kobani area — now numbering more than 130, by far the most anywhere in Syria or Iraq during the campaign against Islamic State — the Pentagon said Monday that it had commenced aerial drops to bolster the city's Kurdish defenders. For weeks, Kurds have been calling for a resupply mission.

"However, the security situation in Kobani remains fragile, as ISIL continues to threaten the city and Kurdish forces continue to resist," the Pentagon said, using a common acronym for Islamic State.

**I**n devising a Kobani strategy, Turkey's Erdogan not only has had to face pressure from Washington and other allies, he also has been obliged to navigate sundry domestic constituencies with often conflicting viewpoints on the Kobani crisis.

Many among Turkey's ethnic Kurdish minority were outraged at what they call Ankara's complicity in Kobani's impending fall. Deadly riots this month in response to Turkey's Kobani policy left dozens dead in some of the worst civil unrest in Turkey in years.

From the opposite perspective, many Turkish nationalists and Islamists are opposed to any hint of collaboration with the PKK. The militant Kurdish group, which embraces a leftist, secular outlook, has waged a three-decade

war against the Turkish state in a fight for greater Kurdish autonomy.

The Kurdish militia heading the defense of Kobani has close links to the PKK, which Ankara and Washington consider a terrorist group. Ankara is alarmed at the emergence of several semiautonomous Kurdish cantons in northern Syria, a direct consequence of the Syrian conflict. Turkish officials view the regions as PKK recruiting grounds and possible launching pads for attacks against Turkey.

**S**till, the State Department acknowledged last week that it had held direct talks with the PKK Syrian political affiliate linked to the militia that is heading the defense of Kobani.

Turkey has held firm in its refusal to permit PKK or allied fighters to reinforce Kobani. At the same time, Turkish officials do not want to jeopardize ongoing peace talks with the PKK, a policy centerpiece of the administration of Erdogan's Justice and Development Party. Nor do they want to stoke domestic instability.

With so many conflicting interests and alliances, Ankara has chosen a course that it deems an acceptable middle ground: allowing in peshmerga forces from Iraq.

State Department spokeswoman Marie Harf said Monday that U.S. officials "welcome" the Turkish Foreign Ministry statement that Ankara planned to facilitate the passage of Iraqi Kurdish peshmerga into Kobani. "We'll keep working with them on this," she said.

In theory, the Turkish move could placate both Turkey's Kurdish minority and the many Turks deeply suspicious of Kurdish demands for greater autonomy.

Ankara has strong relations and close business ties with Iraqi Kurdistan. For Ankara, inviting in Iraqi Kurdish forces appears to have been the most satisfactory solution to a thorny political and diplomatic dilemma.

Still, some observers wonder whether the columns of Iraqi peshmerga forces will arrive any time soon in Kobani. The leaders of the Iraqi and Syrian Kurdish communities have long been at political and ideological loggerheads, despite broad Kurdish solidarity over the fate of Kobani.

"This peshmerga stuff may just be window dressing," said Henri J. Barkey, professor of international relations at Lehigh University and a Turkey expert. "The Turks feel terribly cornered at the moment. They are really behind the eight ball." ♦

# U.S. rearms Kobani's defenders as Turks let in Kurdish reinforcements from Iraq

Steven Chase  
Reuters, Associated Press and Globe staff  
Oct. 20 2014  
www.theglobeandmail.com

**T**he U.S. military said it had air-dropped arms to Syrian Kurds battling Islamic State near the Syrian town of Kobani, the first such delivery in more than a month of fighting and a move that could upset Turkey.

Kobani, a strategically important town for Islamic State's campaign to build a medieval-style caliphate in northern Syria, has been surrounded by militant forces for more than a month. Turkey has up to now refused calls from Kurdish forces to allow arms to be flown through its territory to help the defenders, and on Monday, a foreign ministry official confirmed to Reuters that Turkish airspace was not used for the U.S. air drops. However, Turkey is allowing Iraqi Kurdish peshmerga fighters passage to Kobani to aid Syrian Kurds defending the town, Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said Monday.

## KURDS: KURDS GIVEN WEAPONS, MEDICAL SUPPLIES

The "resupply" of Kurdish fighters marks an escalation in the U.S. effort to help local forces beat back the radical Sunni militant group in Syria after years of trying to avoid getting dragged into the more than three-year Syrian civil war.

The U.S. Central Command said it had delivered weapons, ammunition and medical supplies to the Kurds. The main Syrian Kurdish group defending Kobani from the better armed Islamic State militants said on Monday the town had received "a large quantity" of ammunition and weapons.

In a brief statement, Central Command said U.S. Air Force C-130 aircraft "delivered weapons, ammunition and medical supplies that were provided by Kurdish authorities in Iraq and intended to enable continued resistance against ISIL's attempts to overtake Kobani," using an acronym to refer to Islamic State.

The U.S. military has conducted six air strikes against Islamic State militants near Kobani on Sunday and Monday, Central Command said. U.S. forces, in coordination with Iraqi ground troops, also conducted six air strikes against the militant group in Iraq near Fallujah and Baiji with help from France and the United Kingdom, Central Command said.

## IRAQ: KURDS READY TO SEND REINFORCEMENTS TO KOBANI



Turkish Kurds shout slogans and show Victory signs in support of Kurdish fighters in Kobani as they gather on the hill near the Mursitpinar border crossing, on the Turkish-Syrian border, on Oct. 15, 2014.

The Iraqi Kurdish region is prepared to send backup peshmerga forces to Kobani, a regional government spokesman said. "There are efforts and we are prepared to send some back-up forces either by land or air," said Jabar Yawar, spokesman for the government's peshmerga ministry.

The Kurds' semiautonomous territory in Iraq has been a haven of safety for Christians and other religious minorities fleeing Islamic State's advance. Western nations, including Canada, have sent resources and personnel to help the Iraqi Kurds combat the militants. Canada has committed to a six-month mission of air strikes against Islamic State in Iraq, including six CF-18 fighter jets that are due to leave Alberta for the Middle East on Tuesday, but Ottawa has ruled out deploying ground troops in the conflict.

## TURKEY: ANKARA WAS WARNED OF U.S. AIR DROPS

The United States gave Turkey advance notice of its plans to deliver arms to the Syrian Kurds, a group Turkey views with deep distrust because of its links to Turkish Kurds who have fought a an insurgency in which 40,000 people were killed. "President Obama spoke to [President Recep Tayyip] Erdogan yesterday and was able to notify him of our intent to do this and the importance that we put on it," one senior U.S. official told reporters.

"We understand the longstanding Turkish concern with the range of groups, including Kurdish groups, that they have been engaged in conflict with," he added. "However, our very strong belief is that both the United States and Turkey face a common enemy in ISIL and that we need to act on an urgent basis."

Turkey views the Syrian Kurds with deep suspicion because of their ties to the outlawed PKK party, a group that waged a decades-long militant campaign for Kurdish rights in Turkey. In comments published by Turkish media on Monday, Erdogan equated the main Syrian Kurdish group, the PYD, with the PKK.

"It is also a terrorist organization. It will be very wrong for America with whom we are allied and who we are together with in NATO to expect us to say 'yes' (to supporting the PYD) after openly announcing such support for a terrorist organization," Erdogan said.

## UNITED STATES: 'WE CANNOT TAKE OUR EYE OFF THE PRIZE HERE'

U.S. Secretary of State John Kerry said Monday the Obama administration decided to airdrop weapons and ammunitions to the "valiant" Kurds in Kobani because it would be "irresponsible" and "morally very difficult" not to support them.

Speaking in the Indonesian capital on Monday, Kerry told reporters that the administration understood Turkey's concerns about supplying the Kurds. But, he said the situation is such in the besieged town of Kobani that the resupplies were deemed absolutely necessary in a "crisis moment." Kerry says the airdrops are intended to be temporary.

Kerry said the militants had chosen to "make this a ground battle, attacking a small group of people there who while they are an offshoot group of the folks that our friends the Turks oppose, they are valiantly fighting ISIL and we cannot take our eye off the prize here." □

With a report from Steven Chase

# Journal de guerre à Damas

« Le Monde » publie dans cette édition et toute la semaine prochaine le reportage de la photographe russe Olga Kravets, qui a passé près de deux semaines à Damas et dans plusieurs autres points de la zone gouvernementale. Une plongée au cœur de la banalité, discrète et tragique, de la guerre civile syrienne

**A**cette guerre-là, on avait fini par s'habituer, au point de l'oublier. Mais un autre conflit, mené plus au nord et plus à l'est, contre l'« Etat islamique », a pris le dessus. L'on s'y affronte à l'avion de chasse et au sabre. Cet affrontement, c'est le nôtre : « nos » djihadistes y tuent « nos » otages en représailles aux attaques de « nos » avions de chasse.

Pendant ce temps, la guerre civile continue en Syrie. Olga Kravets est une photographe russe. Elle a passé près de deux semaines à Damas et ailleurs, toujours en zone gouvernementale, pour le compte de l'agence Salt Images. *Le Monde*, qui n'a pas obtenu de visa pour la Syrie depuis le début du soulèvement, au printemps 2011, a choisi de publier son travail. A Damas, on continue en effet de se battre tous les jours à moins de 10 km de la mosquée des Ommeyyades, plantée au centre de la vieille ville, de ses souks et de ses caravansérails.

« La première chose qui frappe à Damas, raconte Olga Kravets, c'est le bruit. » Un grondement incessant. Les avions de chasse sortent tous les jours, plusieurs fois par

jour pour bombarder Jobar, où résistent, terrés dans les ruines, des rebelles décimés mais sans cesse renouvelés. La nuit, l'artillerie lourde entre en action dans ce quartier, qui était autrefois une banlieue mais fait aujourd'hui partie intégrante de la capitale.

Il ne se passe pas un jour sans qu'à l'horizon ne s'élèvent, au-dessus des toits, une ou plusieurs épaisses colonnes de fumée noire. Mais plus personne n'y prête attention, pas plus qu'aux hélicoptères et aux chasseurs qui décollent de l'aéroport militaire tout proche, en déchirant le ciel de la capitale et les tympanes. Impossible d'ignorer la guerre, mais chacun fait comme si elle n'existait pas. Parfois, elle passe sur le trottoir d'en face, sous la forme d'un obus ou d'une roquette qui tombe à l'aveuglette. Parfois, la chance est en grève et le projectile tombe sur un véhicule, une école ou un quidam. « *Tout le monde vit dans un énorme déni* », assure Olga Kravets.

La nuit, il n'y a pas de couvre-feu, mais les sorties se raréfient et se raccourcissent. « *Les mariages, qui duraient jusqu'à l'aube, se terminent abruptement à 22 heures* », rapporte la photographe. Alors que les toits-terrasses des bars de

la vieille ville continuaient d'être ouverts il y a encore un an – quand bien même le régime venait de lancer une attaque chimique fin août dans la grande banlieue de Damas –, les Damascènes préfèrent aujourd'hui dîner dans des salles fermées ou des arrière-cours, moins exposées aux bombardements hasardeux des rebelles. Malgré les victoires du régime, qui a repoussé les rebelles durant l'année écoulée au-delà de Homs, le harcèlement mené par les insurgés reste permanent à l'intérieur même de la capitale.

A cause de cet état de guerre, l'armée est omniprésente dans la vie quotidienne. Ses hommes occu-

pent les milliers de points de contrôle disséminés dans la ville pour éviter les attentats et une infiltration des rebelles, qui se fondent dans la population.

Les généraux dirigent le pays – où ce qu'il en reste – depuis des casernes impénétrables entourées de hauts murs, probablement aidés par une armada de conseillers iraniens et russes. L'armée peut faire irruption à tout moment dans la vie de tout un chacun : pendant le séjour d'Olga, son traducteur a été appelé sous les drapeaux, malgré le bakchich conséquent qu'il avait versé pour éviter l'enrôlement. Bien qu'alaouite, la confession de la famille Assad au pouvoir depuis quarante-quatre ans, il a préféré fuir au Liban.

A Damas, personne ne critique le régime, ce qui n'est guère surprenant. Ce qui l'est plus, c'est que « *personne ne se sent obligé d'en faire l'éloge non plus, précise Olga. Lorsque je travaillais en Tchétchénie, les gens finissaient toujours les*

*entretiens en disant du bien du président Kadyrov.* » Là, c'est comme si Bachar Al-Assad, omniprésent sur les murs de la ville, en poster, en affiche ou en photo, vivait sur une autre planète.

Tout au long de son séjour, la photographe russe s'est vu imposer la présence d'une « accompagnatrice » par le ministère de l'information. Censée lui faciliter le travail, Rana, 28 ans, fille désœuvrée d'un haut gradé sunnite de Homs, était surtout là pour la surveiller. Mais la jeune femme, récente dans le métier et formée à la va-vite, s'est plutôt démenée pour aider la photographe. Olga et Rana ont fini par nouer une relation ambiguë faite de complicité et de méfiance.

« *Ce que les gens disent, rapporte Olga Kravets, c'est qu'ils se sont habitués aux obus, aux martyrs, mais que l'inflation, ils n'en peuvent plus.* » La hausse des prix, les contrefaçons, et aussi les produits iraniens ont envahi les boutiques. Faut de clients, les agences de voyages se sont reconverties dans la vente de lingerie, souvent sans même changer d'enseigne. Lors de son séjour, en septembre, Olga a rencontré Rachid Hallak, le dernier des *hakawati*, les célèbres « conteurs de Damas » qui officient de génération en génération au café Nofara. Depuis, il est mort d'une crise cardiaque sans laisser de successeur. ■

CHRISTOPHE AYAD



Ci-dessus, des colonnes de fumée émanent du quartier de Jobar, à Damas. En bas à droite, Rana, l'« accompagnatrice » de la photographe dépêchée par le ministère de l'information en septembre. OLGA KRAVETS/SALT IMAGES POUR « LE MONDE »



Des Kurdes bloqués à la frontière entre la Turquie et la Syrie observent les combats à Kobané, dimanche. ARIS MESSINIS/AFP

# Kobané résiste encore aux assauts des djihadistes

Les combattants de Daech se sont emparés d'un tiers de la ville kurde de Syrie depuis qu'ils y sont entrés il y a une semaine.

**DELPHINE MINOUL** dminoul@lefigaro.fr  
ENVOYÉE SPÉCIALE À MÛRSITPINAR  
(FRONTIÈRE TURCO-SYRIENNE)

**MOYEN-ORIENT** Derrière une bande de terre ocre gardée par les blindés turcs, à 500 mètres, juste derrière une voie ferrée, agonise Kobané. Dans cette cité stratégique du Kurdistan syrien, les djihadistes de l'État islamique (EI) poursuivent leur incursion, malgré les frappes de la coalition. « Cette nuit, les vitres ont encore tremblé sous l'effet de nouveaux raids aériens. On dit que des dizaines de combattants de Daech ont été tués et que leurs forces ont dû reculer du nord-est de la ville dont elles essayaient de s'emparer », raconte Mohammed, un partisan des combattants kurdes, dont la maison se trouve

à la frontière. Soudain, le ciel gronde de plus belle. Là-bas, à l'ouest de Kobané, au-dessus d'un ensemble d'immeubles grisâtres, une épaisse fumée rejoint les nuages. Cette fois, ce sont des combats de rue qui font rage. « Les djihadistes ont la peau dure. Ils ne plieront pas facilement », avance le villageois. À travers ses jumelles, planté au-dessus de Kani Araban, une des collines qui surplombent Kobané, le drapeau noir de Daech vole au vent.

Depuis son entrée dans la cité, l'État islamique en a saisi plus du tiers. Vendredi, il s'est emparé du quartier général des forces kurdes, avant de se rapprocher, samedi, du territoire turc. Objectif : s'emparer du poste-frontière et s'assurer la maîtrise sans discontinuer d'une lon-

gue bande de territoire à la frontière syro-turque. Joint par cellulaire, Aref Ramadan, un combattant kurde de Kobané raconte : « Les djihadistes sont rusés : ils se déplacent en voiture et moto pour ne pas se faire repérer par la coalition. Parfois, ils se dissimulent dans des habits kurdes et arborent même le drapeau kurde. Surtout, ils sont très bien équipés. Ils ont des roquettes et de tanks qu'ils ont volés à l'armée syrienne. » Mais Kobané, troisième ville kurde de Syrie, affranchie du pouvoir de Damas depuis novembre 2013, c'est aussi « le symbole de la résistance kurde », dit-il. « On se battra jusqu'à la dernière balle », prévient-il.

## « Ils ont joué au ballon avec sa tête »

Le matin même, Aref Ramadan affirme être parvenu à abattre avec ses camarades d'armes « 35 djihadistes, dont deux Européens ». « Dans dix jours, nous remportons la bataille », insiste-t-il. À l'écouter, le moral est resté solide à Kobané, pourtant désertée par la plupart de ses habitants. « Nous pouvons compter sur environ 2 000 combattants, y compris des combattantes. Et les quelque 700 civils qui sont restés nous viennent régulièrement en aide », dit-il. Difficile, pourtant, de faire le poids avec des armes légères qui se résument, pour l'essentiel, à des kalachnikovs. La défense acharnée des forces kurdes a néanmoins contraint l'EI à faire venir dimanche des renforts en provenance de Raqqa et Alep, leurs bastions du nord syrien, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

À l'hôpital de Suruç, non loin de la frontière, les blessés affluent quotidiennement. « Ce matin, nous avons reçu trois membres des YPG (les unités de protection populaire, la milice kurde soutenue par le PKK turc), dont deux femmes », avance un responsable de la sécurité. Depuis le 16 septembre, date du début de l'offensive djihadiste, plus de 550 personnes, en majorité des combattants, ont péri, et quelque 70 villages sont tombés aux mains de Daech. Sur les quelque 300 000 habitants qui ont fui, 200 000 se trouvent en Turquie. Les plus chanceux vivent entre mosquées, écoles et jardins, dans l'espoir de migrer vers un des camps de réfugiés, à l'entrée de Suruç. Ali Mohammed n'a pas digéré le traumatisme infligé par l'État islamique. Il y a trois mois, son frère de 24 ans a été décapité à Manbidj, dans le nord de la Syrie. « Il était professeur d'anglais. Ils l'ont tué juste parce qu'il était en possession d'un livre d'anglais et qu'il était kurde. Ensuite, ils ont joué au ballon avec sa tête. Ces gens-là entachent l'islam. Ce ne sont pas des humains ! », dit-il. D'abord déplacé à Kobané, Ali Mohammed a pris la fuite, il y a trois semaines, quand les djihadistes ont encerclé la ville. Aujourd'hui, leur avancée l'inquiète. « Si l'EI s'empare de Kobané, ce sera un massacre », prévient-il. ■

# La Turquie laisse les djihadistes envahir Kobané

Malgré les appels insistants de la coalition, les Turcs refusent toujours d'ouvrir un corridor pour venir en aide aux défenseurs de cette ville syrienne attaquée par Daech.



Postée le long de la frontière, l'armée turque assiste aux violents combats pour le contrôle de Kobané.

PACIFIC PRESS/SIPA

## Ankara reste sourd aux demandes répétées d'ouvrir un corridor pour aider les combattants de cette ville frontalière menacée par Daech.

**DELPHINE MINOUI** @DelphineMinoui  
ENVOYÉE SPÉCIALE À MÜRSİTİNAR  
(FRONTIÈRE TURCO-SYRIENNE)

« IL FAUT agir au plus vite. Sinon, c'est le massacre garanti ! » Moyeddin Aiden, un Kurde de Turquie, n'en peut plus de contempler, impuissant, ces rangés de chars turcs qui bloquent l'accès à Kobané. Derrière les barbelés de la frontière turco-syrienne, la cité kurde de Syrie assiégée depuis un mois par Daech est à deux pas d'ici. Si proche qu'on sursaute aisément, à chaque nouvelle détonation, à l'idée que les djihadistes - déjà présents au sud, à l'est, et à l'ouest de la ville martyre - finissent par planter, au nord, leur drapeau noir au poste frontière. « Si Daech

prend la frontière, Kobané sera asphyxiée pour de bon, et le piège se refermera sur des centaines de combattants kurdes. Nous devons aller défendre nos frères kurdes avant qu'il ne soit trop tard. Qu'attend Ankara pour nous laisser passer ? », trépigne Moyeddin Aiden, le front cerné d'un foulard rouge, jaune et vert (les couleurs du Kurdistan).

Arrivé d'Istanbul il y a une semaine, il a planté comme tant d'autres « volontaires » sa tente ici, à la lisière de ces combats qui ont soudainement attisé la colère des Kurdes de Turquie. Le bilan des émeutes, la semaine dernière, contre l'inaction d'Ankara est lourd : au moins 30 morts et 350 blessés à travers le pays. « Pendant ces dernières années, Ankara a fermé les yeux sur le passage des combattants de l'État islamique. Et quand il s'agit d'aller aider les Kurdes, on nous empêche de passer ! », peste Ahmed, un autre volontaire au combat contre Daech.

### Des frappes jugées insuffisantes

Un peu plus loin, un convoi de voitures noires fait son apparition sur la langue de bitume qui file vers la frontière. Pistolet sur la hanche, deux policiers en uniforme bleu les empêchent d'aller plus loin. Chemise noire sur blue-jeans, une élégante femme descend du premier véhicule. C'est Aysel Tugluk, ex-présidente du Parti pour une société démocratique, la principale formation prokurde de Turquie, dissoute en 2009.

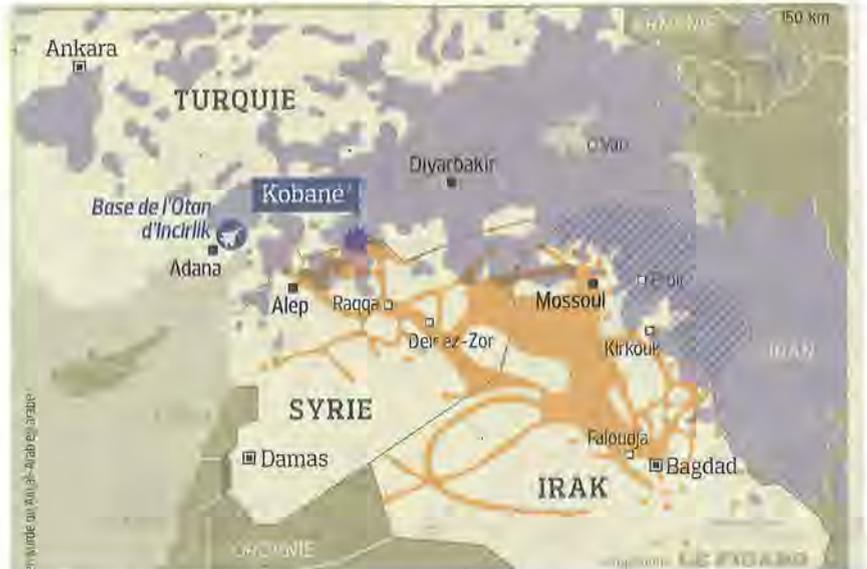
Avec ses confrères, elle est venue implorer les autorités locales de venir en aide à Kobané. « Il est urgent d'ouvrir un corridor pour approvisionner les combattants de l'YPG (les Unités de protection du peuple, principale milice kurde en Syrie, NDLR) en vivres, en médicaments, en armes, en renforts militaires. Soyons réalistes : les frappes de la Coalition ne sont pas suffisantes. Il est de la responsabilité du pouvoir turc de prévenir une tragédie. Chaque heure, chaque minute est comptée », insiste-t-elle, en évoquant ces 200 000 réfugiés qui ont déjà fui vers la Turquie.

Sa voix se perd dans un bruyant concert de tirs d'armes automatiques et de mortiers. De l'autre côté de la frontière, les combats sont plus violents - et plus proches - que la veille. Là-bas, on se bat de rue en rue, de maison en maison. Joint par téléphone portable, un milicien kurde raconte : « Grâce à notre meilleure connaissance de la ville, nous sommes parvenus, au sud, à reprendre deux positions. Mais en face, Daech jouit de renforts venus d'Alep et de Raqqa ». Faute de soutien autre qu'aérien, le système D prévaut. « On peut compter sur le courage de certains passeurs qui nous acheminent, par des chemins parallèles, munitions et combattants », dit-il. Des passages de fortune menacés de fermeture au fur et à mesure que Daech se rapproche de la frontière. D'où, selon Aysel Tugluk, le besoin « de lever au plus vite le blocus turc ».

Son cri d'alarme résonne comme un écho à celui, lancé vendredi, par l'émiss-

saire spécial de l'ONU pour la Syrie. Exhortant Ankara à « autoriser le flot de volontaires », Staffan De Mistura s'est inquiété d'un scénario à la Srebrenica, quand en Bosnie, 8 000 musulmans s'étaient retrouvés massacrés par les Serbes sous les yeux des Casques bleus.

La Turquie a ses raisons d'être frileuse. En favorisant une opération de sauvetage de Kobané par les forces du PYD, elle craint de réveiller les tendances sécessionnistes de leurs frères du PKK turc, en guerre avec Ankara depuis plus de trente ans. « Mais là, il s'agit d'une question humanitaire, bon sang ! », s'insurge Azzadin Gok, un des représentants locaux du BDP (le Parti pour la paix et la démocratie), réputé proche du PKK. Troublant revers de l'histoire : c'est alerté par l'autonomisation des Kurdes de Syrie qu'Ankara avait amorcé, il y a deux ans, des négociations avec Abdullah Öcalan, le leader du PKK. Aujourd'hui, c'est de nouveau l'actualité syrienne qui risque, cette fois-ci, de les faire échouer. Plusieurs figures du PKK ont d'ores et déjà



menacé de reprendre les armes. « Si Kobané tombe, le processus de paix est condamné, lui aussi, à mourir », prévient le politicien kurde. ■

LE FIGARO mardi 14 octobre 2014

## Une ville martyre et plusieurs symboles

ISABELLE LASSERRE [lasserre@lefigaro.fr](mailto:lasserre@lefigaro.fr)

LA CHUTE annoncée de la ville martyre de Kobané, qui pourrait intervenir dans les prochaines heures ou dans les prochains mois, a d'abord une portée symbolique. Presque vingt ans après le massacre de Srebrenica, commis par les Serbes de Bosnie en 1995, le monde assiste une nouvelle fois, impuissant, à l'écrasement par la force et les bourreaux d'une enclave où résistent des combattants modérés et courageux. Déclenchés tardivement, les frappes aériennes américaines n'ont pas permis de desserrer l'étau autour de la ville kurde. « Après l'Irak et l'Afghanistan, puis dans une certaine mesure le Mali et la Centrafrique, la chute de Kobané représente un nouvel échec militaire des forces occidentales. On voit bien aujourd'hui que la force militaire devient incapable de réaliser ses objectifs », com-

☞ On voit bien aujourd'hui que la force militaire devient incapable de réaliser ses objectifs ☞

GENERAL VINCENT DESPORTES

mente le général Vincent Desportes, ancien directeur de l'École de guerre.

Mais l'incapacité de sauver Kobané ne pose pas seulement des questions sur

l'efficacité des bombardements aériens pour lutter contre les djihadistes, elle interroge sur la viabilité de la coalition anti-Daech, dans la mesure où l'un des partenaires des États-Unis, la Turquie, combat plus volontiers les Kurdes que les extrémistes de l'État islamique. À cet égard, Kobané est un test pour la coalition : les Américains réussiront-ils, ne serait-ce que d'une manière temporaire, à souder des partenaires aux agendas très différents autour d'un objectif qui était censé être commun, la guerre contre Daech ?

La chute de Kobané aura aussi des conséquences durables sur le conflit syrien. La défaite des milices de l'YPG, seule force efficace et non djihadiste à se battre sur le terrain contre l'État islamique, ne freinera pas seulement l'élan autonomiste des Kurdes au niveau régional.

En portant un nouveau coup à l'opposition modérée, elle créera sur le terrain un redoutable face-à-face entre les djihadistes sunnites et le régime chiite (alaouite) de Bachar el-Assad. « Ce tête-à-tête entre les deux extrêmes est d'autant plus dangereux que ce sont désormais les Iraniens (chiïtes) qui combattent Daech aux côtés du régime syrien. On peut donc s'attendre, en face, à une nouvelle radicalisation des sunnites », prévient Myriam Benraad, chercheur au Ceri (Sciences Po) et spécialiste de la région. ■

Les conséquences du drame n'épargneront pas la Turquie, dont le soutien aux djihadistes pendant l'été et le refus de porter secours aux défenseurs kurdes de Kobané pourraient avoir des conséquences à moyen terme sur les relations avec l'Europe et les États-Unis. Faute d'avoir assisté les résistants kurdes, la Turquie devra en outre, si Kobané tombe, cohabiter sur plusieurs centaines de kilomètres, à sa frontière, avec les extrémistes de Daech. « Comme l'Arabie saoudite, la Turquie a fini par être prise de court par l'avancée de l'État islamique dans la région. La question est d'autant plus sensible à Ankara que les nombreux djihadistes turcs qui combattent au sein de l'État islamique aimeraient intégrer la Turquie dans le califat sunnite », poursuit Myriam Benraad.

En disparaissant, le symbole pourrait aussi rallumer le conflit qui oppose Ankara aux 15 millions de Kurdes de Turquie. Depuis sa prison, le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, a menacé de mettre fin au processus de paix, liant ainsi l'avenir des Kurdes de Turquie à celui de l'enclave. « Si un conflit ouvert reprend, Ankara se retrouvera face à trois menaces potentielles pour sa sécurité : le PKK, Bachar el-Assad et Daech », écrit Katherine Wilkens dans une note de la Fondation Carnegie. ■

# Kurds warn Turkey over refusal to help



Cemil Bayik, a founder of the Kurdistan Workers' Party, at an undisclosed site in Iraqi Kurdistan last month. "We cannot bargain for settlement on the blood of Kobani," he said.

## ENDZA, IRAQ

### Party says it will end peace talks with Ankara if Kobani falls to ISIS

BY KIRK SEMPLE AND TIM ARANGO

As jihadist fighters with the Islamic State lay siege to the Kurdish town of Kobani in Syria, the implications of the battle have resonated deeply among residents in this part of the Qandil Mountains in northeastern Iraq, hundreds of miles and a country away.

In this region, beneath craggy peaks near the Iranian border, is the headquarters of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which has been fighting a guerrilla war against the Turkish state for three decades, a fight that has claimed more than 30,000 lives. Members of the group, along with fighters from an offshoot rebel army in Syria, have been at the heart of the Kurdish resistance in Kobani.

P.K.K. commanders say their halting, nine-year-old peace process with the Turkish government and, indeed, the future of the region, turn on the battle for Kobani and on Turkey's response. If Turkey does not help the embattled Kurdish

forces in the besieged Syria town, the commanders say, they will break off peace talks and resume their guerrilla war within Turkey, plunging yet another country in the region into armed conflict.

"Negotiations cannot go on in an environment where they want to create a massacre in Kobani," Cemil Bayik, a founder and leader of the P.K.K., said in an interview near here. "We cannot bargain for settlement on the blood of Kobani." He vowed that the P.K.K. would "mobilize" its guerrilla fighters again.

Despite increased pressure from the United States and pleas from outgunned Kurdish fighters inside the town, Turkey has refused to deploy its military against the Islamic State, which is also known as ISIS or ISIL, or to open the border to allow reinforcements, weapons and supplies to reach the Kurds.

On Sunday, Islamic State insurgents were engaged in block-by-block clashes with the Kurdish resistance in the town. A United Nations official warned last week of an impending massacre and invoked Srebrenica, the Bosnian city where thousands of civilians were killed by Serbian troops in 1995.

Turkey's reluctance stems in part from its desire not to do anything that might strengthen the Kurdish populist movement in the region. The defense of Kobani is being led by the People's Pro-

tection Units, or Y.P.G., an affiliate of the P.K.K., which is officially listed as a terrorist organization by the United States and the European Union. In addition, Syrian Kurds have been trying to establish an autonomous region on the border, which Turkey wants to prevent.

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has insisted that fighting the government of President Bashar al-Assad of Syria should take precedence over fighting the Islamic State.

And he holds the P.K.K. in such contempt that he recently equated the rebel group with the Islamic State itself. "The P.K.K. and ISIS are the same for Turkey," he said. "It is wrong to view them differently. We need to deal with them jointly."

Analysts say that Mr. Erdogan is counting on Kobani falling without scuttling Turkey's peace process with its own Kurds.

But to the commanders of the P.K.K., Turkey's refusal amounts to complicity with the Islamic State. Turkey, Mr. Bayik said, "wants to use ISIL in order to inflict some blows on the Kurdish movement and to prevent the Kurdish people in Syrian Kurdistan to gain their rights."

He sat at a plastic table in an olive drab tent beneath the boughs of a towering walnut tree that provided cover from surveillance drones as well as the sun.

"Turkey wants to victimize the Kurds," he said.

Turkey's posture has spurred violent protests across Turkey that have left more than 30 people killed.

"The peace process is over," a Kurdish protester, who spoke under condition of anonymity, said during a demonstration in Istanbul last week. Standing near burning barricades and tires, and engulfed in clouds of tear gas, he said, "There can be no peace while ignoring Kobani."

Mr. Erdogan's strategy also carries considerable risks both to his domestic political standing and his legacy. He owes his rise to power in part to the support of Kurds, whom he has cultivated by taking a more conciliatory approach to Kurdish nationalism, developing closer ties with Iraq's Kurdistan Regional Government and helping to secure more rights for Kurds, including laws that allowed the use of the Kurdish language in schools and the media and the use of Kurdish names for certain towns.

"It seemed they were making historic progress," said Francis J. Ricciardone Jr., who until recently was the American ambassador to Turkey and is now the director of the Atlantic Council's Rafik Hariri Center for the Middle East. The progress in Kurdish cultural and language rights, he said, "were things I never expected to see in my lifetime."

Mr. Erdogan, who was prime minister from 2003 to 2014 and became president in August, is now seeking to alter the Constitution to gain more executive powers, an effort that analysts say will require the support of Kurdish parties.

Yet his position on Kobani is quickly costing him their backing, analysts say, while also helping to unify the Kurdish

population around the world.

"Kobani became one battle for everybody," said Hiwa Osman, a Kurdish political analyst who was an adviser to Jalal Talabani, the former president of Iraq. "This is a matter between good

### The government's stance on Kobani has spurred violent protests across Turkey that have left over 30 people killed.

versus evil. For Turkey to be on the other side, by omission, positions all the Kurds in one camp. And this camp will not be friendly to Turkey."

While Mr. Erdogan's standing has plunged among Kurds, the P.K.K.'s has soared. In Iraq's semiautonomous Kurdistan Region, the group has enjoyed remarkably broad public support in recent months in light of its battlefield successes against the Islamic State.

In the initial months of the Islamic State assault on northern Iraq this summer, the P.K.K.'s performance stood in contrast to that of the Iraqi military, which wilted in the face of the ISIS sweep, and of the pesh merga, Iraqi Kurdistan's army, which suffered demoralizing setbacks before regaining its footing with the support of American airstrikes.

P.K.K. units are widely credited with engineering the rescue of thousands of Yazidis who were trapped on Mount Sinjar and facing annihilation. P.K.K. fight-



Smoke rising over Kobani, Syria, on Sunday. Turkey has refused to deploy its military against the Islamic State, and has prevented Kurds from crossing the border to join the fight.

ers established an evacuation corridor leading from the summit of the mountain, where the Yazidis had languished for days.

The P.K.K. also rushed to the aid of the pesh merga after the Islamic State threatened the Kurdish capital of Erbil by overrunning Makhmour, a nearby Kurdish town.

"Had we not intervened, there would have been a great massacre," Mr. Bayik said. The Kurdish government, he said, "would have lost face."

Many Kurds have called on the United States and the European Union to reassess their classification of the P.K.K. as a terrorist organization — a rebuke of Mr. Erdogan and Turkey.

"Officially they are on the terrorist

list," Brig. Gen. Helgurd Hikmet Mela Ali, a spokesman for the pesh merga, said in a recent interview. "But if you want my personal opinion, not official: It's clear now and it's very obvious who the terrorists are. ISIS or P.K.K.?"

After the successful counterattack that recaptured Makhmour, Massoud Barzani, the president of the Kurdistan Regional Government, whose political party has had a bitter relationship with the P.K.K., rewarded its fighters with a visit.

"We are brothers," Mr. Barzani told the guerrillas. "We have one destiny."

*Kirk Semple reported from Endza, Iraq, and Tim Arango reported from Istanbul.*

International New York Times OCTOBER 13, 2014

## Bomb attacks kill police chief in strategic Iraqi province

BAGHDAD

BY KIRK SEMPLE

The police chief of the embattled province of Anbar in western Iraq was killed Sunday morning in the explosion of two roadside bombs, officials said, in a setback to the efforts of the Iraqi security forces to wrest full control of the province back from the jihadist insurgency called the Islamic State.

Later in the day, three suicide bombers attacked a security compound in the Qara Taba district in Diyala Province, northeast of Baghdad, killing 30 and wounding 140 people, according to police officials. The first bomber set off his explosives at the compound's gates, and then minutes later two other attackers drove their cars into the compound and detonated their explosives.

The dead and wounded included people displaced by the violence who had gathered at the compound to receive government subsidies, officials said.

The police chief, Maj. Gen. Ahmed

Saddag, was traveling in a convoy that included his personal security detail when the bombs were detonated, said a staff member for a senior Anbar provincial council member.

The Iraqi authorities have been battling the Islamic State in Anbar since the insurgency swept from Syria into the province early this year and quickly seized control of cities and territory throughout the Euphrates River Valley.

The attack came a day after a rash of bombings in several districts around greater Baghdad killed more than 50 people and wounded nearly 100, unnerving the capital on what, for many, was the final day of a weeklong holiday.

On Sunday, President Obama's top military adviser, Gen. Martin E. Dempsey, warned that Islamic State fighters were managing to blend in with disenfranchised Sunni populations in some Iraqi cities, raising the chances of "indirect fire," or the use of mortars or artillery, against targets in Baghdad.

"I have no doubt there will be days when they use indirect fire into Bagh-

dad," he said in an interview with ABC's "This Week."

American military officials still believe an outright assault on Baghdad remains unlikely, but such indirect strikes from militants infiltrating the area could greatly heighten the sense of insecurity in the capital.

General Dempsey painted a decidedly mixed picture of the campaign against Islamic State, describing a nimble foe that has adjusted rapidly to coalition air attacks by blending in better with local populations.

But he also described ways in which militant forces have been pushed back or weakened by coalition airpower combined with Iraqi forces and the pesh merga fighters of Iraq's northern Kurdish region.

"It wasn't so long ago that we were talking about the imminent fall of Erbil, the capital of the Kurdistan regional government," he said. "It wasn't so long ago when the U.S. Embassy was actually feeling threatened in Baghdad. None of those are part of the landscape right now."

*Brian Knowlton contributed reporting from Washington.*

LE FIGARO mardi 14 octobre 2014

# De plus en plus isolé, le président turc poursuit son bras de fer avec l'Amérique

NARE HAKIKAT  
ISTANBUL

ANKARA a démenti la conseillère à la sécurité nationale des États-Unis, Susan Rice, qui avait déclaré que la Turquie avait autorisé l'accès de ses bases, notamment celle d'Incirlik, aux avions de la coalition contre l'État islamique. « Il n'y a pas de nouvel accord à propos d'Incirlik. Les discussions continuent », a fait savoir lundi le cabinet du premier ministre. Un accord a cependant été trouvé sur la formation des groupes opposants syriens par les forces turques et américaines.

Selon la chaîne CNN Türk, en formant les opposants, la Turquie vise d'abord la protection de ses frontières et la création d'une « zone de sécurité » au nord de la Syrie. Les groupes formés seraient chargés de la défense de cette zone, sans forcément mener des attaques contre l'État islamique. Quant à l'utilisation des bases comme Incirlik par la coalition, Ankara préfère rester, pour l'instant, sur sa position initiale : feu vert à leur utilisation dans un but humanitaire et logistique, mais pas militaire. Abdülkadir Selvi, chroniqueur proche du gouvernement, sous-entendait lundi dans le journal *Yeni Safak* que l'utilisation d'Incirlik était « un atout à jouer » pour convaincre la coalition de viser d'abord le renversement de Bachar el-Assad.

Alors que Kobané, à quelques centaines de mètres de sa frontière, menace de tomber entre les mains de l'État isla-

mique, Ankara a toujours les mêmes obsessions : obtenir avant tout la chute du régime d'Assad et empêcher, coûte que coûte, la création d'un Kurdistan autonome syrien. Une position de plus en plus difficile à tenir.

Les chars turcs positionnés à la frontière qui ne font que regarder les combats, le refus d'Ankara de laisser passer par ses frontières une aide militaire qui porterait secours aux combattants kurdes du YPG en mal de munitions et les déclarations des autorités turques qui mettent sur le même pied la guérilla kurde et les djihadistes menacent aussi le fragile processus de paix mené en Turquie avec le PKK. Cemil Bayik, un des hauts responsables du PKK, a déclaré samedi à la chaîne allemande ARD que les combattants du mouvement, qui

s'étaient retirés du territoire turc dans le cadre du processus de paix, étaient de nouveau déployés en Turquie. « Si ça continue comme cela, la guérilla combattra pour défendre notre peuple », a-t-il menacé. Si les violentes manifestations des Kurdes de Turquie, où 31 personnes ont perdu la vie la semaine dernière, ont pris fin à la suite d'un message d'Öcalan, le leader kurde emprisonné, appelant au calme, une éventuelle chute de Kobané risque d'embraser de nouveau les rues de Turquie.

Pour sortir de cette impasse, Tayyip Erdogan semble tenter de mener une stratégie risquée. Il laisserait Kobané tomber entre les mains de l'État islamique et se poserait ensuite en « sauveur ». Les soldats turcs seraient alors déployés, officiellement pour nettoyer cette région des djihadistes, mais surtout pour y instaurer sa fameuse « zone de sécurité », en mettant ainsi fin au rêve de Kurdistan syrien. ■



Le président turc  
Recep Tayyip Erdogan.  
UMIT BEKTAS/  
REUTERS

LE FIGARO mardi 14 octobre 2014

## La coalition anti-État islamique en manque de leadership

MAURIN PICARD @MaurinPicard  
NEW YORK

LUCIDE et posé, Martin Dempsey arpente sans relâche les plateaux de télévision et les sols lustrés du Congrès, martelant son credo : « des troupes au sol sont nécessaires pour défaire l'État islamique » en Irak et en Syrie. Sa détermination a déjà valu bien des déboires au chef d'état-major des armées américaines, tancé par le président Barack Obama, arc-bouté sur une ligne résolument contradictoire : « no boots on the ground » (pas de troupes au sol), au-delà des 1 700 « conseillers » bérets verts déjà déployés en Irak.

Le fossé croissant entre le Pentagone et la Maison-Blanche n'a pourtant pas empêché Dempsey d'inviter, lundi et mardi à Washington, les chefs militaires de la coalition contre l'État islamique (61 États, dont 20 activement engagés),



GÉNÉRAL MARTIN DEMPSEY  
CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES AMÉRICAINES

Des troupes au sol sont nécessaires pour défaire l'État islamique en Irak et en Syrie

dans le but de définir des priorités d'action. Après quatre mois de frappes aériennes, le bilan demeure préoccupant face à un adversaire en pleine confiance, volant de victoire en victoire face à des factions irakiennes politiquement désunies et militairement dépassées.

Pire : chaque jour qui passe semble donner raison au général quatre étoiles de 62 ans, à la chevelure blanche et clairsemée : à Kobané, ville syrienne martyre, les frappes aériennes des États-Unis et de leurs alliés ne suffiront pas à sauver la ville, héroïquement défendue par des combattants kurdes

ployant sous le nombre et la puissance de feu. Abandonnée à son sort du fait des réserves de l'allié turc, Kobané est, hélas, pour les États-Unis l'arbre qui cache une forêt de désolation et, de facto, la dernière des priorités. Les nouvelles sont bien pires encore en provenance d'Irak. Au sud-ouest de Bagdad, les djihadistes seraient parvenus à une dizaine de kilomètres de l'aéroport international après avoir submergé la dernière unité irakienne leur barrant la route, lorsqu'un essaim d'hélicoptères de combat Apache les a dispersés comme une volée de moineaux. « Nous n'allions

pas attendre jusqu'à ce qu'ils escaladent le mur, a déclaré dimanche Martin Dempsey sur ABC News. *Mais le coup est passé près, et nous ne les laisserons pas s'emparer* » de cette seule et unique porte de sortie pour le gros millier de militaires et diplomates américains basés dans la capitale irakienne, bien seuls au chevet d'une armée en déroute, qui vient encore de perdre la base-clé d'al-Assad, à 40 km de la ville de Hit.

### Objectif à très long terme

En attendant l'improbable « miracle irakien », une réconciliation de longue haleine entre le pouvoir chiïte et les tribus sunnites, la question se pose des buts de guerre à court et moyen terme de cette coalition internationale sans ressort. Maigre certitude des experts occidentaux, la prise de Bagdad ne semble pas entrer dans les objectifs des islamistes. « En revanche, ils semblent vouloir perturber l'aéroport international », observe le major-général James « Spider » Marks, ex-US Army, « en portant des coups de boutoir aux meilleures troupes irakiennes (chargées

d'en défendre les abords), pour les marquer psychologiquement ».

À ses pairs réunis à Washington, le très direct Dempsey présente donc un tableau plutôt sombre mais logique : priorité à la défense de Bagdad et de son aéroport, puis à celle de Ramadi, capitale de la province d'al-Anbar (ouest, 110 km de Bagdad) déjà à 80 % sous le joug djihadiste et, in fine, reprise de Mossoul (nord-ouest), deuxième ville du pays, véritable robinet d'or noir pour les dévots du « califat ».

Cet objectif à très long terme sert d'aiguillon au général Dempsey, pour qui « les seules forces terrestres dignes de ce nom sur le terrain sont les combattants kurdes », injustement livrés à leur triste sort et sans armes lourdes. C'est vers eux, argue-t-il en regardant tout autant la Maison-Blanche que les capitales arabes et européennes, que devraient converger les ressources financières et les renforts éventuels en infanterie. Mais ces moyens nécessaires ne pourront être fournis qu'une fois le président américain sorti de sa navigation à vue sous un nid de frelons mésopotamiens. ■



On peut dire que les forces iraniennes en Syrie sont des forces d'occupation ; et si l'Iran veut faire partie de la solution en Syrie, il doit retirer ses forces de Syrie »

LE PRINCE SAOUD AL-FAYÇAL,  
MINISTRE SAOUDIEN  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



15 OCTOBRE 2014

Par **NORA SENI**  
Professeure à  
l'Institut français  
de géopolitique  
(IFG), Paris-VIII

## Où en est le « modèle turc » ?

Pendant que les regards sont tournés vers les frontières de la Turquie avec la Syrie et l'Irak, la société civile turque, elle, continue d'encaisser nouvelles lois et réglementations qui la polarisent et islamisent sa vie quotidienne, peut-être durablement. Dans son allocution du 26 septembre, le nouveau Premier ministre, Ahmet Davutoglu, exprimait son souhait de voir les centres commerciaux inaugurer leur journée par des prières collectives des propriétaires de magasins (comme le faisaient dans le passé, ajoute-t-il, les membres des organisations corporatives de fraternité musulmane, les *ahî*). Dans sa stratégie de polarisation tous azimuts l'ancien Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, envahissait déjà le discours public de références islamiques, religieuses et morales dont il se servait comme autant d'éléments pour légitimer ses choix, négligeant les arguments fondés sur l'intérêt collectif et sur le droit. Justifiant le soutien de la Turquie aux « frères syriens » - entendre les forces anti-Assad - n'avait-il pas, voici deux ans déjà, évoqué sa crainte s'il ne leur venait en aide, de voir un prophète venir lui reprocher, une fois dans l'au-delà, son absence de solidarité avec ses coreligionnaires. Ainsi, le discours public est inondé de références religieuses, qui se diffusent jusqu'au « camp laïc », culpabilisé de moins bien se faire entendre auprès des masses conservatrices.

N'a-t-on pas vu, à l'élection présidentielle d'août, la formation kémaliste, le Parti républicain du peuple (CHP), proposer comme candidat l'ancien président de l'Organisation de la conférence islamique, Ekmeladdin Ihsanoglu. Pour désigner ceux qui le critiquent ou qui, tout simplement, ne votent pas pour lui, Er-

dogan utilise dans ses allocutions un « ceux-là » insultant, un « eux » qu'il oppose au « vous », « mon peuple ». Cette rhétorique clivante, polarisante est d'autant plus efficace qu'elle résonne comme les vocables coraniques où « eux » sont les pêcheurs et les mécréants promis à l'enfer.

Les nouvelles lois qui régissent l'éducation et l'enseignement secondaire constituent sans doute les atteintes les plus importantes portées à une culture séculière sous pression. Ces lois ont permis aux élèves issus des écoles pour imams et prêcheurs (écoles *imam hatip*)

### La Cour européenne des droits de l'homme a reproché récemment à l'Etat turc d'imposer des cours de religion dans les écoles.

d'accéder à l'université, de multiplier le nombre de ces écoles en les intégrant au système central d'attribution des élèves aux établissements scolaires. Le nouveau système a restreint, de fait, la possibilité pour les parents de choisir des écoles séculières. 40 000 élèves se sont retrouvés, à cette rentrée de septembre, dans des écoles ou dans des classes religieuses qu'ils n'avaient pas choisies. Bien que la Cour européenne des droits de l'homme ait reproché récemment à l'Etat turc d'imposer des cours de religion dans les écoles, Président et membres du gouvernement ont signifié que ces cours étaient nécessaires, notamment pour « prévenir la drogue et le terrorisme » et qu'ils persisteraient. Avec ces écoles *imam hatip*, c'est la mixité garçons-filles qui disparaît. De surcroît, une modification de la loi autorise désormais les petites filles, dès l'âge de 9 ans, à venir en classe la tête couverte. La

lutte contre la mixité semble être une des priorités non dites de cette législation. Le chroniqueur Can Dundar rapportait, il y a quelques semaines, les propos du fils d'Erdogan entendus sur un enregistrement clandestin où celui-ci assujettissait un financement de campus universitaire à la condition de le concevoir non mixte. L'an dernier, son père était parti en guerre contre les colocations mixtes des étudiants, incitant les voisins à dénoncer aux autorités ce genre d'habitation. L'opinion publique ne l'avait sans doute pas pris suffisamment au sérieux lorsqu'il exprimait son souhait de voir

émerger une « jeunesse religieuse et belliqueuse ».

Désespéré est sans doute le terme qui qualifie le mieux l'état d'esprit de 50 % de l'électorat turc qui ne vote pas pour le parti d'Erdogan. Les dix premières années du gouvernement AKP ne les ont pas habitués à de tels assauts. La stratégie de polarisation portée par Recep Tayyip Erdogan, précisée et accélérée depuis le début de son troisième mandat (2011), vise, à court terme, à consolider, voire étendre, son électorat. Ce n'est un secret pour personne qu'il souhaite ardemment faire de la République turque un régime présidentiel. Il aura besoin de faire le plein de ses voix à la consultation qui aura lieu en 2015 pour réviser la Constitution. Même si cette stratégie de polarisation qui fige son électorat dans une identité et des usages islamiques réinventés se révélait électoralement payante, on peut douter qu'elle favorise le développement de ce pays.

**Auteure de :** Polarisations d'une société en mutation culturelle, Hérodote, 2013.

International New York Times

OCTOBER 15, 2014

# Defying Washington, Turkey strikes Kurds, but not ISIS

ISTANBUL

Ankara's strategy is seen as letting two enemies do battle with each other

BY TIM ARANGO  
AND SEBNEM ARSU

In the face of intensifying pressure by the United States to join an international coalition against the Islamic State, Turkey took decisive military action this week — but not against the Sunni extremists Turkey's Western allies have urged it to fight, instead striking Kurdish militants on its own soil.

Turkish warplanes fired late Monday on positions of the Kurdistan Worker's Party, known as the P.K.K., a longtime enemy of the Turkish state that put down its weapons last year to talk peace. Officials said Tuesday that the strikes in southeastern Turkey were in retaliation for the shelling of a Turkish military outpost.

The attacks, Turkey's first strikes against the group in two years, immediately reverberated well beyond Turkey's borders. An offshoot of the P.K.K. has struggled for weeks to defend the Syrian Kurdish city of Kobani in a battle being watched around the world from television cameras positioned across the border in Turkey.

The fight for Kobani has become a flash point for Turkey's unwillingness, so far, to play a greater role in combating the advance of the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, which has taken control of large swaths of Syria and Iraq and declared a Muslim caliphate.

Turkey's reluctance to intervene in Kobani or, even to allow the Kurds to shuttle reinforcements of fighters and weapons to the front lines through its territory, coupled with its military action against the P.K.K., highlights the calculation that experts say Turkish policy makers have made: that, in some ways, they are happy to see two enemies, the Islamic State and the militant Kurds, fight it out in Kobani.

"It's a consistent approach to the conflict," said Aaron Stein, a Turkey expert and a fellow at the Royal United Services Institute, a research organization based in London. "And I think they are happy to have them kill each other."

Turkey's position, caught between obligations to its Western allies and the dark history of its long war against its own Kurds, is one piece of what has become a tangled web of alliances and conflicting goals among the many countries who want to see the Islamic State erad-



A mourner with a Kurdish flag in Suruc, Turkey, on the Syrian border, at a funeral for four female Kurdish fighters who were killed battling the Islamic State.



ADEM ALTAN/AGENCE FRANCE-PRESSE

Prime Minister Ahmet Davutoglu of Turkey at a session of the Parliament in Ankara on Tuesday. "Turkey is against both ISIS and Assad," Mr. Davutoglu said.

icated.

The United States, for instance, has found itself sharing the battlefield in Iraq with Iranian-backed Shiite militias that once killed American soldiers. In Syria, though, the United States and Iran diverge, as Iran is a stalwart ally of President Bashar al-Assad, while the United States would prefer to see Mr. Assad out of power.

A result of those twisted allegiances has been on stark display in the fight for Kobani. As Turkey took military action against the P.K.K. this week, the United States ramped up its bombing runs over Kobani, in support of the P.K.K.'s Syrian splinter group, the Democratic Union Party.

The Turkish president, Recep Tayyip Erdogan, has declared the Islamic State

and the Kurdistan Workers' Party as one and the same: terrorist groups that must be confronted.

"Hey, world, when a terrorist organization like ISIS emerges you all speak out, but why don't you speak out against the P.K.K. as a terrorist organization?" Mr. Erdogan said recently. "Why don't you call for a joint fight against them?"

Further complicating the picture, Turkey not only wants to extinguish Kurdish ambitions of autonomy, it also wants the international coalition to fight not just the Islamic State but Mr. Assad's government as well.

"Turkey is against both ISIS and Assad," Turkey's prime minister, Ahmet Davutoglu, said Tuesday.

While it may be clear who Turkey's

enemies are, it is far from certain what its strategy is to face them.

"Frankly, it doesn't seem like Turkey has a strategy," Mr. Stein said. "There's a series of short-sighted decisions."

Mr. Stein called the decision to strike the P.K.K. with warplanes as "politically tone deaf," even if the government was provoked by the group.

Hostilities between the two sides had ceased nearly two years ago as a peace process gained momentum. But the strikes on Monday added to the sense that the push for peace was on ever shakier ground, as they came after a week in which violent street protests in Turkish cities in response to Turkey's policy on Kobani left more than 30 people dead.

Mr. Davutoglu on Tuesday sought to separate the situation in Kobani from Turkey's efforts to make peace with Kurds within its own borders.

"I'm telling those who try to build a relationship between Kobani and the peace process — these two are different from each other," Mr. Davutoglu said. "The peace process was there before Kobani, and saying so doesn't mean that we do not think of Kobani as important."

Coming as it did while Turkey is under pressure by the United States to do more against the Islamic State, the military action against the Kurdish party, intentional or not, delivered a pointed message to its Western ally.

"Airstrikes were not only a strong message to the P.K.K. but also to the United States, saying, 'I maintain my bargaining position in terms of what needs to be done in Syria,'" said Cengiz Candar, a columnist and expert on Turkey's conflict with the Kurds. "It also legitimized" not aiding the Democratic Union Party in Kobani.

Syria's Kurds have taken advantage of the chaos of the civil war there to carve out a measure of autonomy in an area that borders Turkey, a move that Turkey sees as a security threat and a potential extension of its three-decade-long fight against the P.K.K., which has claimed more than 40,000 lives.

With its public statements and deeds the Turkish government has fed a conviction among Kurdish leaders that Ankara is content to see the Islamic State and its opponents wipe each other out on the streets of Kobani.

"It is not two terrorist groups fighting against each other," said Idris Nassan, a spokesman for the fledgling Kurdish local government in Kobani. "Terrorist groups are attacking civilians. The Turkish government must change its attitude."

*Kareem Fahim contributed reporting from Suruc, Turkey.*

## Kurds stuck between foes once again



**Alan Cowell**

### LETTER FROM EUROPE

**BERLIN** Almost four decades ago, a reporter voyaged to a remote village on the Turkish frontier to glean what little news there was to be had on the collapse of a Kurdish revolt.

The empty dirt track wound through gorges under vertiginous peaks, past far-flung hamlets with flat-roofed homes. In the border settlement of Cukurca, there were no functioning phones. It took longer for a cablegram to get back to Ankara, the Turkish capital, than the reporter who left five days after sending it.

Fast forward to a different era. Once again, Kurds just across a Turkish border face a murderous threat.

In 1975, their fight against Iraqi forces collapsed after Iran withdrew support. Now Sunni militants from the Islamic State are seeking to overrun Kurdish defenders in the Syrian town of Kobani, within clear sight of Turkish armored columns.

Technology and globalization have shifted the imagery and reach of an existential battle spanning centuries.

**In many ways, the plight of Kobani's defenders is gloomily familiar.**

The fight for Kobani, provoking American airstrikes to support the Kurds, is broadcast live. Each boom of high explosive or stutter of machine-gun fire

is transmitted in real time — no slow-moving cablegrams are needed to get the news out.

Indeed, electronic images of the fighting have quickly spread far from a dusty frontier settlement to ignite what one senior journalist in Berlin, Claus Christian Malzahn, has called a proxy war between Kurds and their Islamist adversaries among their shared diaspora in German cities and elsewhere.

In other ways, the plight of Kobani's defenders seems gloomily familiar.

Doomed campaigns against overwhelming odds are something "the Kurds know only too well from their shifting past," Mr. Malzahn wrote in the daily newspaper *Die Welt*. Spread across parts of Turkey, Iran, Iraq and Syria, often in mountain strongholds, some 30 million Kurds, he said, are "the biggest people in the world without their own state." And in each country that hosts them, they are rarely welcome. Think only of the poison gas attack by Saddam Hussein's forces that killed 5,000 Kurds in Halabja in 1988.

Just this week, the authorities in Ankara, loath to take sides in Syria, sent warplanes to attack positions of the militant Kurdistan Workers' Party in southeastern Turkey in a further indication that a fledgling truce between the government and the Kurds may be in jeopardy.

Even before the failure of international discussions in the 1920s to create a Kurdish state from the ruins of the Ottoman Empire, the yearning for statehood has challenged the Kurds' hosts as much as divisions that have made them easy prey to regional realpolitik — pawns in the rivalries of the lands where they live.

That was the story in 1975, when the shah of Iran traded his support for the Kurdish pesh merga guerrillas fighting in Iraq for concessions on the demarcation of his border along the Shatt al Arab waterway.

"Iraq's rebellious Kurds were the big losers," said a since declassified American intelligence assessment.

What stands between the Kurds and yet one more rout may well be the counterweight of Western support for a people who have long inspired outsiders' attachment to what is depicted as a proud and noble heritage.

But a bigger key to their destiny lies in Ankara.

The sight of Turkish Army tanks drawn up on the border opposite Kobani without intervening has incensed Turkish Kurds who have taken to the streets to protest Ankara's refusal to take sides. Dozens have been killed in the urban unrest.

Yet President Recep Tayyip Erdogan has made clear that he has no wish to promote a victory among Kurds in Syria that could simply embolden Turkish Kurds, potentially renewing a war for independence on his own soil.

"Turkey fears nothing so much as having strong Kurds as its neighbors," said the German journalist Christian Buttkeireit in Istanbul.

And the corollary of that, to quote Mr. Malzahn in *Die Welt*, is that the Kurds "seem condemned to live through their tragic history, over and over again."

EMAIL: [pagetwo@nytimes.com](mailto:pagetwo@nytimes.com)

# Turkish reforms move beyond politics to entangle education



MURAD SEZER/REUTERS

Girls in a computer class at the Kazim Karabekir Girls' Imam-Hatip School in Istanbul. The government last month allowed girls, starting at age 10, to wear head scarves at school.

## ISTANBUL

BY AYSEGÜL SERT

The term "New Turkey," meticulously coined and methodically delivered by the government to penetrate the public psyche, and reiterated during the campaign for Recep Tayyip Erdogan's bid for the presidency, continues to reverberate long after he has won.

The slogan encompasses a series of political, economic and social reforms aimed at creating a dominant and conservative Turkey, and promoting the emergence of a religious lower and middle class. Following a restructuring of its institutions, Turkey's secular image has come under scrutiny. Secularism in schools has been undergoing a transformation that signals a reticence on the part of the ruling Justice and Development Party, or A.K.P., to separate religion from politics.

According to a report by the Education Reform Initiative, or E.R.I., a non-governmental education think tank in Istanbul, there has been a 73 percent increase in the number of religious vocational schools, known as imam-hatip, in the country since 2010. While the schools offer a general academic curriculum, they also provide compulsory Islamic teaching, principally Sunni, which represents the majority of the country's 77 million population.

More than 16 million students began the school year in September. As a result of a new placement policy, nearly 40,000 of them, including some non-Muslims, found themselves automatically assigned to religious vocational schools, often against their will. Many parents

have demanded transfers, a difficult bureaucratic task on several counts, but mainly because of a lack of vacancies. Some critics argue that this reflects a deliberate assimilation project aimed at nationwide Sunni indoctrination.

"Education is a strong tool to control or to drive demands," said the director of E.R.I., Batuhan Aydagul. "If you narrow down the supply of education on one level and expand imam-hatip-type schools on the other, there is a risk of creating circumstances where children can't easily find placement in a regular school. They find themselves — not necessarily out of choice but out of obligation — in an imam-hatip. We are concerned that there is reverse discrimination."

A few years ago Mr. Erdogan, then prime minister, publicly reminisced on how he had felt discriminated against for attending such a school. Turkey used to strictly monitor religion then, with the purpose of protecting the secular view of democracy promoted by Mustafa Kemal Atatürk, the founder of modern Turkey. But in 2012 Mr. Erdogan overtly expressed a wish to "raise a religious youth," signaling a reversal of the trend.

"Turkish education has been dominated by a militaristic state focus for a long time. There was much need for democratization in the system, and there has been some progress since the A.K.P.

came to power," Mr. Aydagul said. "The challenge is that these democracy reforms are not for all but are aimed at a specific few. We expect the government to think about all the ethnic and religious groups in a pluralistic way. It's not just what the majority wants; it's also about what the minority wants."

The European Court of Human Rights

recently ruled that Turkey had violated the rights of its minorities because its mandatory religious and ethics classes were based on Sunni Islam and did not take into account other religions.

Many universities in Turkey now have mosques on their campuses. In Tunceli, an eastern province with a large Kurdish population, the main religion is Alevism, a branch of Islam not officially recognized by the government though it is practiced by 10 to 15 million people in Turkey. Last month, Tunceli University announced plans for a mosque and an Alevi house of worship, or cemevi, on its premises, to be financed by the Directorate of Religious Affairs, which is affiliated with the prime minister's office.

"We're predominantly Alevi here, and we already have a place of worship. This cemevi plan is just window dressing. Their ultimate goal is to plant a mosque here," said Sibel Tas, a 34-year-old high school teacher in Tunceli. "The community has urgent needs. Some students had to withdraw from enrollment due to lack of accommodation."

"These dynamic youths are being molded into average yes-men rather than critical thinkers," she added.

Muslims make up more than 90 percent of the country, but society is growing increasingly polarized. A change in the dress code last month stirred up controversy by allowing girls, starting around age 10, to wear head scarves at school.

"You enjoy the right to wear the head scarf or not, but nothing states you must," said Nurullah Genc, an academic with close ties to the government.

Religious symbolism in public institutions has been carefully watched throughout Modern Turkish history. The A.K.P. has challenged this, saying it goes against individual freedom. "It is a matter of choice. It is freedom," said Mr. Genc, referring to the head scarf law.

But in the 12 years since the A.K.P. came to power, freedom of speech, freedom of assembly and freedom of the media have come under mounting pressure.

Asked whether the state-sponsored schools served as a bulwark against religious radicalization or a breeding ground for it, Mr. Genc said, "I am an imam-hatip graduate. These schools play a significant role in the building of a healthy state and nation. Where in Turkey has an imam-hatip alumni been a murderer, a thief, thrown a Molotov cocktail, founded an underground organization, become a terrorist or a drug addict? The number is low, close to none, when compared to other educational systems."

But Mr. Aydagul expressed concern over the future of Turkey's education system. "Turkey needs active citizens who are democratically empowered, competent in the basic skills needed in today's society and economy," said Mr. Aydagul. "Any failure to provide this through education would jeopardize the well being of the country. Today access to quality education depends on socioeconomic background, and for a country that has glorious and ambitious aims, this situation should be worrying."

# Protégeons les Kurdes et les Syriens

Par Kendal Nezan  
(Président de l'Institut  
kurde de Paris)

Depuis un mois, les habitants de Kobané résistent avec héroïsme à l'offensive lancée contre leur ville par les troupes de l'« Etat islamique » (EI). Le rapport des forces est inégal. Les djihadistes disposent d'armes lourdes et de blindés. Ils peuvent recevoir des renforts et puiser dans les ressources d'un territoire grand comme la Jordanie. Ils comptent dans leurs rangs des milliers d'ex-officiers de Saddam Hussein, des ex-commandos des unités spéciales turques anti-kurdes ainsi que des djihadistes d'une cinquantaine de nationalités.

Les forces d'autodéfense kurdes formées en partie de femmes et commandées par une femme, Narin Afrini, armées de kalachnikovs et de mitrailleuses, résistent dans une enclave encerclée. Seule l'ouverture de la frontière turque leur aurait permis de recevoir des renforts des Kurdistans turc et irakien. Mais Ankara y a massé ses troupes avec pour mission d'interdire tout secours aux combattants de Kobané, alors que le reste de la frontière turco-syrienne reste poreux pour les djihadistes de l'EI, d'Al-Nosra et autres opposants syriens arabes.

L'appel à une intervention internationale urgente lancé par le secrétaire général de l'ONU ne semble guère avoir plus d'effet que les protestations des communautés kurdes mobilisées à travers le monde pour dénoncer l'inaction coupable de la communauté internationale. Les quelques frappes aériennes ne sauraient faire illusion : pour Washington, comme l'a reconnu le secrétaire d'Etat, John Kerry, « Kobané n'est pas un objectif stratégique ». De toute évidence,



La ville syrienne de Kobani, le 16 octobre 2014. | REUTERS / KAI PFAFFENBACH

## Les forces d'autodéfense kurdes, for- mées en partie de femmes, résistent dans une enclave encerclée

ce n'est pas une préoccupation éthique non plus.

### PARACHUTER ARMES ET MUNITIONS

L'objectif serait de former d'ici un an en Arabie saoudite une armée syrienne d'opposition de 5 000 hommes qui servirait de troupe au sol à l'aviation alliée. En somme, le royaume wahhabite, matrice du salafisme qui inspire les djihadistes à travers le monde musulman, qui a contribué au financement de l'EI et de la branche syrienne d'Al-Qaida, va à présent former une armée « modérée » pour combat-

tre à la fois ses protégés d'hier et le clan d'Al-Assad. Si celle-ci est aussi efficace que l'armée irakienne formée à grands frais par les Américains, le dictateur de Damas peut dormir tranquille.

Le bon sens aurait dû conduire la coalition à parachuter armes et munitions aux résistants kurdes qui se battent courageusement contre les djihadistes, et à coordonner avec des frappes plus systématiques. D'autant que, depuis 2011, les combattants kurdes ont, à maintes reprises, su vaincre ces derniers. Une victoire contre l'Etat islamique aurait pu signaler aux Syriens le début de la fin de leur règne de terreur et donner un certain crédit au sérieux de la nouvelle politique américaine dans la région. La chute de Kobané sera vécue comme un traumatisme national par les Kurdes, dans l'indifférence de la communauté internationale. Elle ruinera aussi ce qui restait de crédit en Syrie à la coalition internationale, y compris et surtout auprès des populations kurdes laïques et pro-occidentales et, de ce fait, qualifiées de « mécréantes » par les fana-

tiques musulmans et les nationalistes arabes.

Quant à la Turquie, depuis la fondation de la République kémaliste, l'une des priorités de sa diplomatie a été d'empêcher l'émergence de toute entité politique kurde dans les pays voisins. On se souvient de l'opposition des autorités turques et de leurs incursions militaires contre le Kurdistan irakien autonome jusqu'à ce que ce dernier retrouve grâce à leurs yeux à cause de ses richesses pétrolières. Malgré sa rhétorique sur la « fraternité turco-kurde », M. Erdogan, si prompt à venir en aide aux musulmans en détresse en Somalie, en Birmanie sans, bien sûr, oublier sa cause favorite qu'est Gaza, ne bougera pas le petit doigt pour les Kurdes, pas même pour ceux d'Irak qui l'ont appris en août à leurs dépens. Les forces d'autodéfense kurdes, formées en partie de femmes, résistent dans une enclave encerclée

Le nettoyage ethnique de Kobané l'émeut d'autant moins que la Turquie elle-même a, dans ➤

➔ les années 1990, évacué et détruit 3 400 villages kurdes et provoqué le déplacement forcé de plus de 2 millions de civils. En toute impunité, bien sûr, appartenant à l'OTAN oblige. Le fait que le canton de Kobané soit géré par le Parti de l'union démocratique (PYD), proche du PKK, lui sert d'alibi pour justifier sa politique qui, au-delà des proclamations de « neutralité », vise à favoriser la chute de Kobané aux mains des djihadistes. Ces derniers bénéficient depuis trois

ans d'une aide multiforme des services turcs qui entendent s'en servir à la fois contre Damas et contre les partis kurdes autonomistes de Syrie.

Dans ce contexte, le vieux projet turc de création d'une zone tampon vise surtout à contrôler les régions kurdes frontalières afin d'y empêcher l'émergence de toute entité kurde. Ankara se servira de la carte de cette occupation « provisoire » pour peser dans la négociation sur l'avenir de la Syrie.

Demandez aux Chypriotes ce que « provisoire » signifie pour les Turcs qui, depuis 1974, occupent 40 % de leur pays au nom de la protection de leurs « frères de race menacés ».

La France, qui par l'accord d'Ankara de 1921 traça la frontière turco-syrienne et qui céda en 1939 aux Turcs le Sandjak syrien d'Alexandrette, n'a pas besoin d'aggraver son cas en sous-traitant à la Turquie le sort des Kurdes syriens et celui de la

Syrie. Elle peut avoir une politique alternative en saisissant le Conseil de sécurité pour la création d'une zone de protection sous l'égide de l'ONU, dans le nord et le sud de la Syrie, pour l'accueil des déplacés et réfugiés syriens. Les régions kurdes d'Afrin et de Qamishli, prochaines cibles des djihadistes, devraient être incluses dans cette zone. ■

**Le Journal du Dimanche**

12 octobre 2014

## Kouchner : "Notre lâcheté ne sera pas récompensée"

**INTERVIEW - Bernard Kouchner, ancien ministre des Affaires étrangères (2007-2010) revient sur l'intervention française dans le conflit irakien et la nécessité d'agir face à l'avancée des djihadistes le long de la frontière turco-syrienne.**

12 octobre 2014

[www.lejdd.fr](http://www.lejdd.fr)

**Est-on responsable de la chute attendue de Kobané, cette grande ville kurde de Syrie à la frontière turque?**

Hélas oui. Les Kurdes n'intéressent plus grand monde sauf leurs amis. C'est tout le problème dans cette partie du monde des démocrates qui refusent le terrorisme aveugle. Ils sont comme invisibles, ils ne font pas peur, donc ils n'existent pas. À Kobané, nous avons baissé les bras devant les exactions barbares de Daech [État islamique]. La majorité des Kurdes syriens se sont battus héroïquement et nous avons hésité à les soutenir parce qu'ils étaient influencés par le Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK], qui a longtemps été une organisation terroriste. La France ne s'est toujours pas résolue à agir en Syrie et les Américains s'y sont engagés, mais seulement par des raids aériens. C'était insuffisant. C'est un grand scandale de laisser mourir sous nos yeux ces Kurdes qui sont si proches de nous. Serons-nous récompensés de notre lâcheté? Même pas. Car les frontières coloniales de cette région du monde sont désormais perdues dans cette grande redistribution des cartes au sein du monde musulman dont on ne connaît pas le résultat à l'avance.

**Vous avez plaidé discrètement et très tôt auprès des autorités françaises en faveur d'une intervention au profit des Kurdes...**

La France a eu mille fois raison de venir en



aide, sur les plans humanitaire et militaire, au Kurdistan d'Irak. Même si elle n'a pas tout de suite compris l'urgence de cette aide. De tous les représentants des 40 millions de Kurdes, ce sont ceux d'Irak qui montraient depuis longtemps l'exemple d'une vraie tendance démocratique.

**En refusant d'intervenir pour sauver Kobané, la Turquie, qui n'a toujours pas normalisé ses relations avec le PKK, a-t-elle pris le risque de relancer l'affrontement avec ses propres Kurdes?**

Leur calcul politique est inacceptable. D'abord, ils ont laissé passer tous les étrangers djihadistes partis se battre en Syrie parce que Daech combattait aussi les Kurdes. Ensuite, en proposant une zone tampon autour de Kobané, il ne s'agissait pas pour eux de sauver les Kurdes mais de les contrôler.

Ce qui est une trahison du droit d'ingérence et d'une vision, même musulmane, des droits de l'homme. Finalement, ils ont laissé ces gens se faire assassiner en empêchant même les Kurdes de Turquie d'aider leurs camarades syriens, dans le seul but de ne pas renforcer le PKK. Le seul vainqueur de cette bataille s'appelle Daech, une organisation qui s'est lancée dans un concours de boucherie. Mais à terme, les Turcs seront perdants. Tôt ou tard, les 40 millions de Kurdes se réuniront pour ne former qu'un seul État, peut-être même de notre vivant. En attendant, nous n'avons que nos yeux pour pleurer devant ce qui se passe.

**De quand date votre intérêt pour la cause des Kurdes?**

Je suis allé pour Médecins sans frontières [MSF] en mission au Kurdistan d'Irak pour la première fois en 1973. J'y ai découvert des leaders dotés d'une vision ouverte sur le monde et d'un islam qui ne donne pas dans l'excès, où la mosquée est clairement séparée de l'État et où les femmes sont respectées. Ce sont des gens merveilleux et ils sont, dans cette région du monde, les plus proches de nous Européens. Bien entendu, ils ont entre eux, à cheval sur quatre pays différents, des contentieux. C'est pourquoi j'ai provoqué, parfois en insistant, des réunions pour qu'ils fassent la paix afin qu'on les comprenne et qu'on les aide davantage. Je me flatte d'être un ami des Kurdes depuis plus de quarante ans.

François Clemenceau - Le Journal du Dimanche

# Syrian Kurdish factions unite over Islamic State threat

The Syrian Kurdish parties have reached an agreement to share power after years of disputes

Wladimir Van Wilgenbur and Vager Saadullah

Friday 24 October 2014

[www.middleeasteye.net](http://www.middleeasteye.net)

**D**UHKOK, Iraq - Attacks by the Islamic State (IS) and rumoured American pressure have led the Syrian Kurds to set aside their differences, penning an agreement to share power in Duhok, in Northern Iraq.

After nine days of tough negotiations, the Kurdish National Council (KNC), a group close to the Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq, and the Democratic Union Party (PYD), which is affiliated with the Kurdistan Workers Party (PKK), signed an agreement on Wednesday under the supervision of KRG president, Massoud Barzani.

"It is very important in this stage [to reach an agreement], since we as Kurds are going through a difficult stage, when the [IS] is attacking Kurds all over Kurdistan," said Sinem Mohammed, a prominent PYD politician.

The agreement contains three points which include the formation of a temporary 30-member committee that will jointly administrate the Kurdish areas, elections after an interim period of two months, and a joint delegation to talk with the People's Defence Unit (YPG) - the main Kurdish armed group in Syria - on how to cooperate militarily to beat back IS. The deal was announced in a press conference in the town of Rabia by KRG president Massoud Barzani late on Wednesday in hopes that it will put an end to long-held divisions between the region's various Kurdish factions.

"This is a right answer to the plan of Kurdish enemies," said Kurdish leader Barzani in a statement read after the signed agreement.

## BAD HISTORY

**T**he KRG have long been at odds with the PKK and have wrangled for influence over Kurdish-majority regions covering parts of Turkey, Syria, Iran and Iraq.

The PKK - a formerly Marxist-Leninist group which is regarded as a terrorist organisation by Turkey, the US and EU - have fought a bloody decades-long conflict with Turkey for independence. Conversely, the Turkish government has maintained strong diplomatic and trade relations with the more conservative KRG, which rose to prominence in the power vacuum following the overthrow of Saddam Hussein in 2003. The Kurdistan Democratic Party (KDP) are the largest political party in the KRG parliament. Politically conservative and strongly backed by the US, their leader is current KRG President Barzani.

The development of autonomous governance by the PYD - the Syrian affiliate of the PKK - and its military wing the YPG, has worried both the KRG and Turkey who fear the expansion of the PKK's power over Kurdistan. While Barzani and the KNC have accused the PYD of imposing itself on its rivals through military force and cooperation with the Syrian government, the PYD has blamed the KRG for not recognising their administrations and imposing an embargo in cooperation with neighbouring Turkey.

**T**he Kurdish National Council, created under the auspices of KRG leader Barzani in 2011, comprises various non-PKK affiliated Kurdish parties who support the overthrow of Bashar al-Assad and the creation of an autonomous Kurdish region in Syria.

Previous attempts at a deal to end divisions between the KNC and the PYD have failed, and negotiations in Erbil in 2012 came to nothing. In January 2013, the Iraqi Kurdish president denounced the PYD-created



administrations and the KRG banned PYD-head Salih Muslim from entering the KRG in October last year.

"But now the conditions have changed," a KRG spokesperson said.

**O**ne year later after his ban, Muslim was received in Erbil on 13 October. Moreover, on 16 October, the Kurdish representation in Erbil parliament recognised the canton administrations in Syria and last Wednesday decided to send the Peshmerga to Kobane - the troubled border town that has been besieged by IS for more than a month.

The KRG had previously refused to acknowledge the validity of the autonomous PYD cantons in northern Syria that appeared as a result of the power vacuum created by the country's bloody civil war, but prompted concern from Erbil that regional power was shifting toward its long-standing rival, the more radical PKK.

The warming relations between various Kurdish factions can be traced back to this summer when IS attacks in Iraq prompted Iraqi Kurdish authorities to cooperate more closely with PKK forces fighting IS in parts of north-west Iraq. In August, President Barzani even thanked the PKK for their support in Maxmur, a town in the south of the semi-autonomous region of Iraqi Kurdistan that fell to IS but was recaptured on 19 August.

## US AND KURDS

**T**he rapid IS advance across Iraq and Syria this year caught the Kurds, like most other groups in the region, unprepared. In August, IS militants almost overran the Kurds in Iraq, and then moved in across Kurdish-held regions in northern Syria, coming close to capturing the Kurdish city of Kobane in September. The intervention of US airstrikes, however, which began pounding IS positions in Iraq in August and in Syria in September have since helped turned the tide for the Kurds.

The US previously shunned contacts with the PYD for being affiliated to the PKK, but the Kurds are increasingly being seen as one of the few remaining partners on the ground for the US administration in its fight against IS. Some EU lawmakers are trying to remove the PKK from the list of organisations that are considered to be terrorists.

"Because we Kurds were able to stand against terror and defeat them, our interests matched those of US and Europe against [IS]," Aldar Xelil, a PYD-official told MEE.

**T**he converging interests have sparked rumours that the US has gone as far as to openly coordinating with the PYD, and last Sunday the US dropped weapons in Kobane. The guns, grenades and medical supplies were provided by the Kurdish government in Iraq and were delivered despite opposition from Turkey, which fears that the weapons may one day be turned on them.

However, despite growing US support, PYD and KNC officials denied there has been Western pressure on both sides to reach an agreement. "We never faced pressure on us," said Saud Mullah, one

of the leaders of the KNC. "But we are very proud the US is helping us."

Nevertheless, US Deputy National Security Advisor, Antony Blinken and US Deputy Assistant Secretary, Brett McGurk, had a three-hour meeting with Barzani in Duhok on 16 October, as negotiations continued between the Kurdish factions. This has prompted rumours that pressure was applied by Washington, although PYD leader Muslim denied Kurdish media reports that he also held a meeting with the US delegation.

#### LEGITIMACY

For the PYD, having a deal with the Barzani-backed KNC might make it easier for the West to support the Kurds in Syria, especially as the KNC is part of the Western-backed opposition, the Syrian National Coalition. In the past, the West has accused the PYD of having ties with Syrian president Bashar al-Assad because of its refusal to join the Western-backed Syrian opposition.

"It is very important for the PYD. If they unite with the KNC, they can do more. That's why we support this unity," said Iraqi Kurdish official, Hemin Hawrami.

The KRG already played a role in getting Western support for the city of Kobane, and a Syrian Kurdish general was allowed in a US joint operations centre in Erbil.

The KPG also stands to benefit from Wednesday's deal.

Aron Stein, a fellow at the Royal United Services Institute, a London based think-tank, pointed out that Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) has suffered a blow to their image after failing to defend the Yezidi minority in the town of Sinjar that fell in August.

"The KDP has suffered a bit since their defeat in Sinjar. In contrast, the PKK and the YPG are now seen as the tip of the spear against IS. The battle for Kobane has added to the PKK and PYD's appeal," he said.

Therefore, the KRG might need the PYD for cross-border cooperation

to capture back Shingal [a Kurdish town on the Syria-Iraq border.] Moreover, it would allow pro-Barzani politicians to work in Syria, he explained.

In spite of past tensions, the KDP now also recognises the role of YPG and PKK fighters in Kobane. "YPG is doing a great job in defending Kobane, and we appreciate their role," said Kurdish official, Hemin Hawrami.

Joint operations by the Peshmerga, the YPG, and PKK, supported by US airstrikes, led to the capturing of the Iraqi border town of Rabia, which is strategically important if Kurdish forces want to recapture the Yezidi town of Shingal.

#### HURDLES

Despite the need to cooperate, analysts still warn of many hurdles ahead. There is still a Syrian government presence in some Kurdish areas, and it will be difficult to carry out elections during war time, which could prompt divisions down the line.

"History suggests that this agreement will break down over disagreements about power sharing," said Stein.

Moreover, the two sides failed to reach an agreement on the key issue of sharing military power.

"If the KNC wants to have a role in defending, which is their duty, they have to meet with YPG," said PYD's Xelil.

This may prove hard, even in light of the ongoing IS threat. In May 2013, the PYD rejected the entry of Syrian Kurdish fighters, trained by Barzani, into Syria in May 2013, fearing a second military force may spark a Kurdish civil war and enflame long-held tensions between the region's Kurdish factions.

"I would be surprised if they manage to form a real united military force," said Thomas Schmidinger, a political scientist and lecturer at Vienna University, who recently wrote a book on Syrian Kurds.

\*\*\*



## Syrian Kurd leader sees war of 'attrition' in Kobani

BEIRUT Fri October 24, 2014 (Reuters) -

**THE BATTLE for the Syrian town of Kobani will turn into a war of attrition unless Kurds defending it from an Islamic State onslaught get arms that can repel tanks and armored vehicles, a Syrian Kurdish leader told a pan-Arab newspaper.**

Islamic State insurgents encircled the town near the Turkish border more than a month ago and are using weapons including tanks and armored vehicles seized in Iraq to attack Kurds equipped mainly with light arms.

The United States, which has been leading air strikes against Islamic State in Syria and Iraq, airdropped weapons to the Kurds in Kobani on Sunday that U.S. officials described as "small arms".

"(It's) attrition for both sides unless something in the situation changes," Saleh Moslem, head of the Kurdish Democratic Union Party (PYD), told Asharq al-Awsat newspaper in remarks published on Friday.

He said the Kurds had recently received information that Islamic State wanted to fire chemical weapons into Kobani using mortars. He said the militant group had surrounded the town, whose Arabic name is Ayn al-Arab, with around 40 tanks.

"If we were to receive qualitative (stronger) weapons, we would be able to hit the tanks and armored vehicles that they use - we may be able to bring a qualitative change in the battle," he said.

Asked about the recent arms air drop and the U.S.-led strikes, he said: "They are not enough to change the balance of power, but if they continue then they can bring about a change. Air raids so far are limited."

He accused Ankara of supporting the ultra-radical Islamic State, saying it had turned a blind eye when 120 IS fighters crossed the border from Turkey earlier this week.

Ankara denies aiding militants but has been loath to enable any help for Syrian Kurds who have links to the Kurdistan Workers' Party (PKK) that has waged a three-decade separatist insurgency in Turkey.

But Turkey has come under U.S. pressure to do more and on Thursday President Tayyip Erdogan said an agreement had been reached on sending 200 peshmerga from Iraq through Turkey to help defend Kobani.

A senior official in Iraq's Kurdistan region said they would be equipped with heavier weapons than those being used by Syrian Kurds already there.

Asked about the prospect of Iraqi Kurdish peshmerga forces joining the battle for Kobani, Moslem said none had arrived yet and talks were continuing on a technical level.

On Friday, Erdogan said the Kurdish PYD had agreed to the passage of 1,300 Free Syrian Army (FSA) fighters to Kobani to reinforce Kurdish forces there. ●



# « Sans appui aérien, Daech nous écrasera »

## Dans Kobané abandonnée, en Syrie, les combats de rue se prolongent entre les Kurdes et l'Etat islamique

### REPORTAGE

MURSIPTINAR, SURUC (FRONTIÈRE TURCO-SYRIENNE) - envoyé spécial

Simko Karemakh a vu par trois fois une voiture chargée d'explosifs surgir à vive allure dans les tronçons de rue que tenaient ses hommes, dans le quartier de Kahni Araba, dans l'est de Kobané. Cet officier des unités de protection du peuple (YPG), la principale force kurde qui défend la ville assiégée par les djihadistes de l'« Etat islamique » (EI), a perdu sept camarades dans ces attaques. Pendant neuf jours, Simko Karemakh, 35 ans, s'était battu avec son unité d'une quinzaine d'hommes contre les djihadistes de maison en maison, creusant des meurtrières dans les murs, faisant rarement un pas dehors avant la nuit tombée. Mais ces conducteurs de l'EI décidés à mourir, qu'il est bien difficile d'atteindre à la roquette avant qu'il ne soit trop tard, ont fini par le faire décrocher. Il a quitté la ville samedi 11 octobre à 4 heures du matin, pour convoier 22 civils, dont des blessés, par une discrète route de poussière vers la ville voisine de Suruc, en Turquie.

La veille, vendredi, les forces kurdes avaient perdu leur « quartier de sécurité », une zone où sont situés le principal poste de police, la mairie et une partie des bâtiments administratifs. Encore une fois, la chute de Kobané a été



A Kobané, le désespoir des combattants kurdes

► Un officier kurde témoigne de la violence des attaques de l'« Etat islamique », contre la ville frontière entre la Syrie et la Turquie

INTERNATIONAL • LIRE P. 2

Frappes aériennes de la coalition anti-EI sur Kobané, le 12 octobre.

ARIS ME-SINIS/APF

annoncée comme imminente. Mais dimanche soir, les Kurdes tenaient encore 70 % de la ville, selon Anwar Muslim, « premier ministre » du canton kurde de Kobané, joint en ville par téléphone.

### « On frappe et on se replie »

L'EI a dépêché dimanche des renforts de Rakka et d'Alep, ses bastions du nord syrien, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. L'organisation menace désormais la « porte » de Kobané,

une arche qui ouvre la route du nord depuis le centre-ville. La frontière turque est à moins d'un kilomètre. « S'ils la prennent, nous ne pourrions plus évacuer nos blessés » vers la Turquie, dit Simko Karemakh, après avoir dormi tout son souïl, et taillé sa moustache. Ses yeux vert pâle paraissent flotter dans ses cernes noirs.

Personne ne sait combien de temps les forces kurdes peuvent encore tenir Kobané. « On frappe et on se replie », dit Simko Karemakh, sans espérer regagner le terrain perdu. « Nous ne pourrions nous défendre seuls que jusqu'à un certain point, dit Anwar Muslim, pour l'instant, les frappes aériennes américaines nous soulagent. »

Samedi et dimanche, des avions américains, épaulés par des appareils saoudiens et des Emirats arabes unis, ont bombardé par trois fois des positions de l'EI à Kobané. Selon Anwar Muslim, les combattants kurdes aident à guider les frappes de la coalition internationale, en indiquant où se concentrent les djihadistes. « Mais le temps que ces informations passent, ils sont parfois déjà ailleurs »,

devine Simko Karemakh. « Et s'ils arrêtent les frappes, Daech [acronyme arabe de l'EI] nous écrasera. » Les YPG demandent des armes et le libre passage de combattants kurdes par la frontière. Le gouvernement turc refuse. Il estime que ce sont deux forces ennemies qui s'affrontent.

En lançant leur offensive, le 16 septembre, les djihadistes ont traversé presque sans encombre ce territoire kurde isolé en Syrie, jusqu'à butter sur l'agglomération. Les armes les plus puissantes dont disposent les YPG, des lance-roquettes et des mitrailleuses lourdes russes dites « Douchka », ont paru dérisoires face aux blindés de l'EI, saisis probablement à l'armée irakienne lors de la prise de Mossoul.

Simko Karemakh a reculé ainsi à travers les villages d'Alchar, de Miserdad, de Kikan, de Mayesner. Il a essuyé les bombardements des chars et des mortiers de l'EI sur les premières maisons des agglomérations où les YPG attendaient les djihadistes. Puis sur l'est de Kobané. Dans le centre-ville, il s'est engagé dans des com-

### Ankara ouvre ses bases aériennes

La Turquie a accepté que les Etats-Unis aient accès à ses bases aériennes, en particulier celle d'Incirlik, dans le cadre de la campagne internationale contre l'Etat islamique (EI), a déclaré, dimanche 12 octobre, un responsable américain de la défense. « Les détails de l'utilisation [des bases turques] sont toujours en cours d'élaboration », a ajouté ce responsable, parlant à l'AFP sous le couvert de l'anonymat. Par ailleurs, dans le nord de l'Irak, un attentat-suicide revendiqué par l'EI a fait 28 morts et 90 blessés. L'explosion s'est produite au quartier général des peshmergas de Qara Tappa, une ville majoritairement kurde située dans le nord de la province de Diyala. Enfin, à l'ouest de Bagdad, une explosion a coûté la vie au général Ahmad Sadak Al-Doulaïmi, le chef de la police de la province d'Anbar.

bats nocturnes éreintants. Les YPG se sont dispersées en petites unités à travers la ville, qui harcèlent les djihadistes au soir tombé, quand leur puissance de feu perd de son intérêt. « Certains de nos combattants dorment une heure par nuit. Mais Daech arrive à organiser ses relèves. Ils lancent des attaques à l'aube quand nous sommes usés. Ils se battent six heures et d'autres combattants prennent leur place. »

Cette tactique, Simko Karemakh a entendu des djihadistes la formuler sur une radio CB. On s'est insulté régulièrement d'un camp à l'autre, dit-il, par ce canal.

### Entrée de djihadistes étrangers

Combien de civils sont-ils encore pris dans cette nasse ? Selon l'émissaire spécial des Nations unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, de « 10 000 à 13 000 habitants » sont bloqués dans la zone frontalière. Dimanche, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé « toutes les parties » à « empêcher un massacre de civils ». En réalité, la plupart des habitants de Kobané ont quitté la ville au fil du siège de l'EI. Tous les malades de l'hôpital Hamal ont pu être déplacés avant que l'EI ne le bombarde, il y a neuf jours, selon Nihad Mohammed, responsable d'une organisation locale

liée à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Plus de 180 000 personnes ont fui vers la Turquie depuis le début de l'offensive. Mais certaines restent en ville. Selon Simko Karemakh, huit combattants des YPG sont morts en tentant de porter secours à un groupe de neuf habitants reclus dans une cave, dans une zone prise par l'EI.

Pour l'EI, la chute de la ville serait une victoire importante sur les forces kurdes. Elle achèverait la prise de contrôle de l'une des trois zones dans lesquelles les Kurdes ont proclamé leur indépendance vis-à-vis du régime syrien en novembre 2013. La plus isolée, la plus facile à prendre. L'EI sécuriserait ainsi un axe routier est-ouest qui relie la région d'Alep à Rakka et à la ville frontalière de Tal Abyat. Les Kurdes avaient menacé à plusieurs reprises en 2013 la ville de Sarrin, proche d'un pont qui enjambe sur cette route le fleuve Euphrate.

Par ailleurs, l'Etat islamique gagnerait au passage le contrôle de près de 100 km de frontière. Le groupe en tient déjà un large pan au nord d'Alep, à l'est duquel il a combattu les forces kurdes à plusieurs reprises cette année. Il fe-

**Dispersés  
en petites unités  
à travers la ville,  
les combattants  
kurdes harcèlent  
les djihadistes,  
le soir tombé**

rait alors la jonction avec un autre tronçon qu'il détient entre Kobané et le pays kurde frontalier de l'Irak. Cette prise pourra faciliter encore le trafic de pétrole et l'entrée de djihadistes étrangers en Syrie. Cependant, la région reste adossée au Kurdistan turc, où les combattants des YPG circulent. Le long de la route de Kobané, les villages sont tous kurdes.

« Du côté syrien, on circule encore facilement », observe Ali Mahmoud, un chauffeur des YPG. Mais de l'autre côté de la frontière, en Turquie, 10 000 militaires et la police turcs font la chasse à leurs compagnons, entre des collines pelées, des champs de coton mûr et d'orge récemment fauchés, des villages où des Kurdes manifestent tant que la police ne lance pas de gaz lacrymogènes.

En raison de ce déploiement de forces de sécurité turcs, impossible pour les forces kurdes de faire venir par là des renforts ou des armes autrement qu'au compte-gouttes. Un vrai handicap pour Simko Karemakh. Après quelques jours de répit, il attend les ordres pour retrouver ses compagnons d'armes avant que Kobané ne tombe. ■

LOUIS IMBERT

## LE CONTEXTE

### LA POSITION TURQUE

Ankara refuse de s'engager militairement contre l'« Etat islamique » (EI) et exige la création dans le nord de la Syrie, notamment en territoire kurde, d'une zone tampon pour protéger les réfugiés et l'opposition modérée.

### LES KURDES SYRIENS

Les unités de protection du peuple (YPG) sont le pendant, en Syrie, du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ce mouvement, en pointe dans la lutte contre l'EI, mène une guerre d'indépendance en Turquie depuis trente ans. Son chef emprisonné, Abdullah Öcalan, a menacé de rompre les négociations de paix engagées depuis janvier 2013 avec Ankara, si Kobané tombait.

Les « martyrs » sont partout dans Damas. Affichés sur les murs, placardés aux points de contrôle où ils ont été tués, vénérés dans leur foyer. A Damas, le mot « martyr » ne s'applique qu'aux soldats de l'armée gouvernementale tombés au combat contre les rebelles. Eux, ce sont des « terroristes ».

Jaafar, 4 ans, a perdu, en janvier 2013, son père, Fadi Mohamed Jedid, engagé dans l'armée de Bachar Al-Assad. Son oncle Shadi, le frère de Fadi, est mort cette année. Tout comme le frère de sa mère, Sana. Cette dernière s'est retrouvée veuve à 36 ans avec trois enfants en bas âge. Pour la première fois, elle a dû chercher un travail pour subvenir aux besoins de sa famille. On lui a trouvé une place dans l'administration. « Avant la mort de mon mari, nous étions mal à l'aise parce qu'il n'y avait pas de martyr dans notre famille », raconte Sana. Elle appartient à la minorité alaouite, celle du président Al-Assad. Malgré la surreprésentation des alaouites dans l'armée et la sécurité, la majorité des alaouites ne se sont pas enrichis sous le règne des Assad. A Damas, la plupart vivent à Mezze 86, quartier situé sur une hauteur qui domine la capitale. Les intérieurs y sont nettement moins splendides que la vue. « Ce n'est ni pour Bachar ni pour l'argent que les alaouites se battent », précise la photographe Olga Kravets. « C'est parce qu'ils ont la certitude d'être massacrés en cas de chute du régime. » ■

CHRISTOPHE AYAD



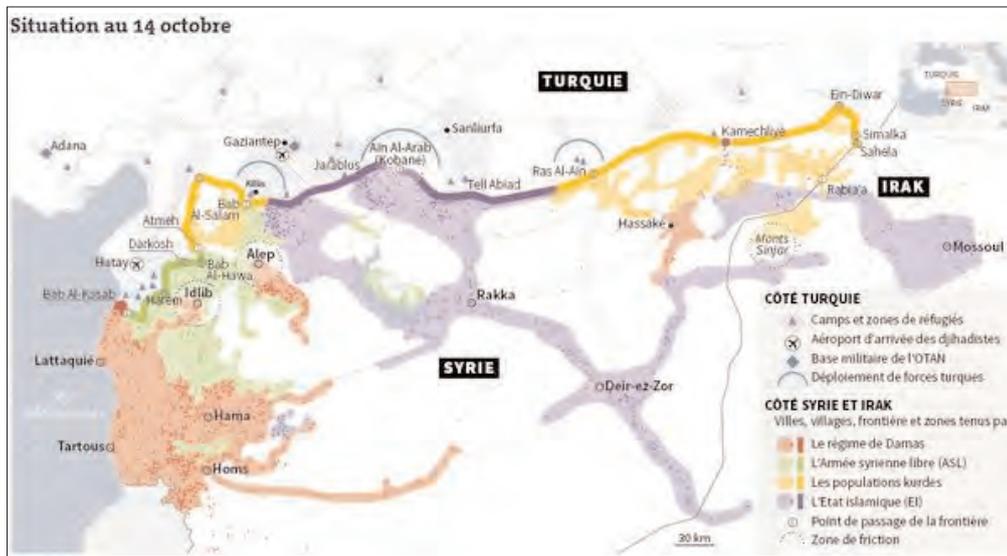
# Feu à la frontière turco-syrienne

## Comprendre la bataille de Kobané en quatre cartes

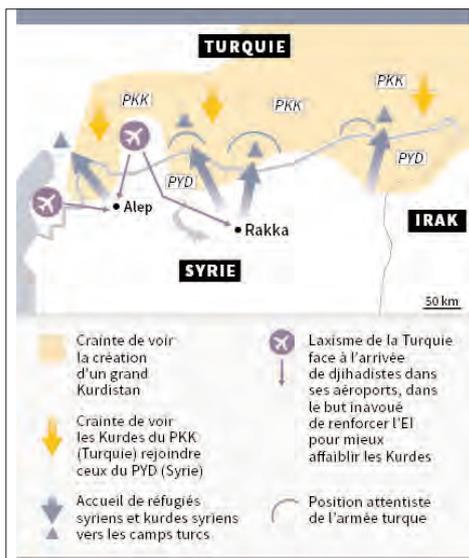
Par Christophe Ayad, Jules Grandin, Delphine Papin et Véronique Malécot

lemonde.fr  
16 octobre 2014

**L'Etat islamique a lancé un assaut brutal contre Kobané, troisième ville kurde de Syrie. Les raids aériens de la coalition internationale n'ont pu l'enrayer. Pourquoi cette zone, entre Syrie et Turquie, est-elle un enjeu – et l'occasion d'un jeu trouble – pour les forces en présence ?**



### VU PAR... LA TURQUIE

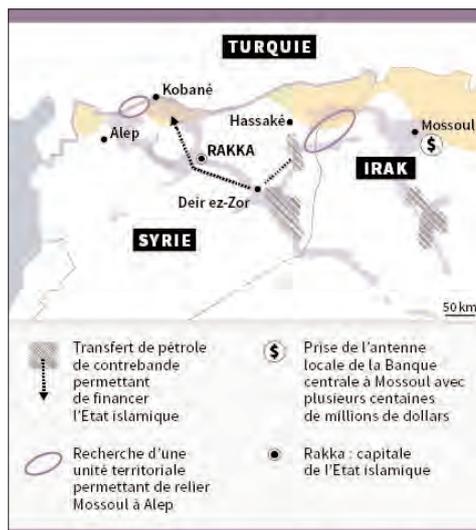


### STRATÉGIE AMBIGUË DE LA TURQUIE

Depuis le début de l'assaut contre Kobané, l'armée turque a pris position le long de la frontière, face à la ville kurde syrienne. Mais il n'est pas question pour Ankara d'entrer en guerre contre l'Etat islamique (EI).

La Turquie considère les djihadistes comme un moindre mal, voire comme des alliés utiles dans sa lutte contre les deux ennemis du président turc Erdogan : le régime syrien de Bachar Al-Assad, mais aussi et surtout le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK et son jumeau syrien du PYD. L'installation d'un Kurdistan quasi-indépendant en Syrie offrirait au PKK une base arrière incomparable, ce qu'Ankara, qui cherche à mettre fin au conflit kurde, ne peut accepter. Les Kurdes accusent ouvertement l'armée turque de bloquer tout renfort à destination de Kobané et, au contraire, de laisser passer les djihadistes venus d'Asie centrale et d'Occident. Mardi 14 octobre, l'aviation turque a d'ailleurs bombardé des bases du PKK.

### VU PAR...L'ETAT ISLAMIQUE



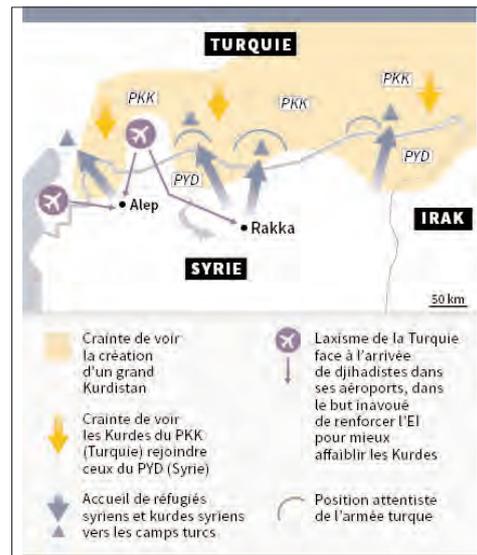
### DAECH À LA CONQUÊTE DE LA FRONTIÈRE

S'il s'empare de Kobané, l'Etat islamique prend le contrôle d'une centaine de kilomètres de frontière avec la Turquie, ce qui lui permet de vendre plus facilement son pétrole en contrebande et de faire entrer des djihadistes arrivés via les aéroports turcs.

L'élimination de la poche de résistance de Kobané lui permet aussi de relier Rakka, sa capitale, à Alep en toute sécurité. Enfin, la chute de Kobané ouvrirait la voie à une offensive contre Hassaké, riche en pétrole et verrou stratégique entre les territoires contrôlés par l'EI en Syrie et en Irak.

Depuis le mois d'août, les forces kurdes de Syrie (PYD) et de Turquie (PKK) ont en effet pris pied dans les monts Sinjar en venant secourir les populations yézidiennes menacées de carnage. Cette intrusion dans le « califat » d'une force non-arabe et professant la laïcité est insupportable pour les djihadistes.

### VU PAR... LES KURDES



### LE RECUK DE LA RÉSISTANCE KURDE

La guérilla kurde syrienne du PYD et celle, turque, du PKK ne font pratiquement qu'une. Les affinités culturelles, linguistiques et politiques sont nettement plus fortes entre Kurdes turcs et syriens qu'avec ceux d'Irak, qui se sont rapprochés ces dernières années du gouvernement turc. Le PYD et le PKK ont en conflit ouvert en Syrie avec l'Etat islamique depuis juin 2013 partout où zones de peuplement kurde et arabe se touchent.

En Irak, le PKK et le PYD ont bloqué l'avancée des forces djihadistes au pied des monts Sinjar, alors qu'elles s'apprêtaient à massacrer les populations yézidiennes (Kurdes d'Irak adeptes d'un monothéisme hérité du zoroastrisme perse). L'EI n'a jamais pardonné cet affront. Dans toutes les zones qu'ils contrôlent, le PYD et le PKK installent un modèle de pouvoir autoritaire, laïque, mixte et socialiste, un anti-Etat islamique en quelque sorte.

# Who Has Contributed What in the Coalition Against the Islamic State?

BY Justine Drennan  
 OCTOBER 22, 2014  
<http://complex.foreignpolicy.com>

As the Obama administration has ramped up its campaign against the so-called Islamic State, also known as ISIS or ISIL, it has tried to present itself as acting with the support of a broad range of partner nations. The State Department lists more than 60 countries as members of the "global coalition to degrade and defeat ISIL." But the bar for inclusion is apparently fairly low. Although many countries have pledged military or humanitarian support, the State Department indicates that simply "exposing ISIL's true nature" can qualify a nation for the coalition.

The anti-Islamic State operation, now named "Inherent Resolve," has zeroed in on the area around the besieged Syria-Turkey border town of Kobani, which as of Oct. 22 has been the target of about 150 of the 600-some U.S.-led airstrikes against the group. While European coalition partners continue participating in airstrikes in Iraq, the Pentagon has not mentioned the participation of Arab partners -- so far the only countries to have joined the United States for airstrikes within Syria -- since Oct. 14. After a week of apparently U.S.-only strikes in Syria, U.S. Central Command noted in its daily statement on Oct. 21 that "out of respect for participating nations, U.S. Central Command will defer to partner nations to publicly comment on their airstrikes against ISIL."

The table below tracks major developments in partner commitments, including the date of the first strikes by each country involved in the air campaign and each country's most recently announced total contributions of military and/or humanitarian aid.

This table will be updated periodically as coalition members' commitments change.

## COALITION CONTRIBUTIONS AS OF OCTOBER 21, 2014

\*Has yet to commit to send any military assistance.

\*\*Nature or specifics of the commitment unclear.

### ALBANIA

Announces it will establish "the largest anti-terrorism directorate in the [Balkan] region," following reports of Albanians joining the Islamic State. A day before, Foreign Minister Ditmir Bushati has said Albania is interested in making further military contributions to the coalition against IS.

- Aug. 24: Starts sending weapons and ammunition to Kurdish forces in Iraq. Earlier in August, Albania said it would send supplies, including 22 million rounds of AK-47 7.62 millimeter bullets, 15,000 hand grenades, and 32,000 artillery shells of different calibers.

- Used as takeoff point for Australian aircraft delivering arms to Kurdish fighters in Iraq.

### AUSTRALIA

- Announces it has so far dropped 27 guided 500-pound bombs on



IS targets, hitting 14 and destroying 11, including logistics bases and equipment storage facilities, and that 200 special forces members will move into Iraq within the next week to advise Iraqi security forces.

- Passes a controversial new law aimed at stopping people leaving to fight for IS. The law increase the government's ability to collect data, cancel passports, and prohibit travel to certain destinations, on "national security" grounds.

- Oct. 9: PM Tony Abbott suggests there may be a future role for Australian combat troops.

- Oct. 8: Begins airstrikes in Iraq.

- Has sent 600 service members to the UAE, where they await deployment to serve as advisors in Iraq.

- Sept. 3 to Sept. 8: Delivers about 150 tons of small-arms ammunition to Kurdish fighters.

- Has sent at least \$5 million in emergency humanitarian aid to northern Iraq, including airdrops to Mt. Sinjar and Amerli.

- Aug. 17: Immigration Minister Scott Morrison says Australia will offer to resettle some 4,400 people who have fled Iraq and Syria; claims Australia has the capacity due to success in stopping asylum-seeker boats.

### \*AUSTRIA

- Has sent about \$1.3 million in emergency humanitarian aid to northern Iraq. Foreign Minister Sebastian Kurz says the country will stick to providing humanitarian rather than military assistance.

### BAHRAIN

- Announces it will host an international conference on "combating terrorist funding" with representatives from 30 countries and international organizations on Nov. 9.

- Sept. 22: Begins airstrikes against IS in Syria as part of coalition's first strikes there. Foreign Affairs Minister Khalid bin Ahmed Al Khalifa says the next day, "We will be there with our allies as long as we are required to be there."

### BELGIUM

- Begins airstrikes against the Islamic State in Iraq.

- Has sent 13 tons of humanitarian aid to northern Iraq.

### BULGARIA



➡ - Sept. 30: Announces it has sent 1,800 pieces of arms and nearly 6 million rounds of ammunition to Iraq.

#### **CANADA**

- Begins airstrikes against IS in Iraq.
- Introduces a new anti-terrorism bill in Parliament that would bolster the government's surveillance and detention powers.
- Oct. 7: Parliament votes to begin airstrikes in Iraq; airstrike support troops to depart in following weeks.
- Has helped airlift military supplies donated by Albania and the Czech Republic.
- Sept. 5: Announces deployment of "several dozen" service members to serve as military advisors in Iraq.
- Sept. 3: Announces \$15 million in military assistance.
- Has sent more than \$35 million in humanitarian aid to Iraq since the start of 2014, including money to address Islamic State sexual violence.

#### **\*\*CROATIA**

- Sept. 23: President Ivo Josipovic says Croatia will not send troops to fight IS, and that "in terms of concrete assistance, we still haven't taken part, but we will."
- U.S. State Department says Croatia has provided military supplies for anti-IS efforts, but the specifics remain unclear.

#### **\*\*CYPRUS**

- Akrotiri base within Cyprus used to launch U.K. airstrikes and humanitarian airdrops. The base is sovereign British territory, but Cyprus nevertheless has clarified that it permits the base's use for launching airstrikes against IS.
- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.

#### **CZECH REPUBLIC**

- Has sent about 500 tons of ammunition to Kurdish fighters in Iraq.
- Sept. 23: Says it will not participate in airstrikes against IS.
- Sept. 15: Pledges to contribute "various kinds of weaponry to the Iraqi army including L-159 fighter jets" and says it will help train Kurds fighting IS in Iraq.
- Has sent more than \$1.5 million in humanitarian aid for victims of Syrian conflict and financially supported International Organization for Migration's and UNICEF's work with refugees in northern Iraq.

#### **DENMARK**

- Oct. 20: The Washington Post reports that Denmark, "a country that has spawned more foreign fighters per capita than almost anywhere else," is not barring jihadists who have left to fight in Syria and Iraq from returning or imprisoning them, and that the city of Aarhus is, instead, "providing free psychological counseling while finding returnees jobs and spots in schools and universities."
- Oct. 16: Danish F-16s take part in their first mission against IS in Iraq, but there turned out to be "no need for the Danish jet's support on this mission and no weapons were used," though the jets obtained "useful information." In subsequent missions, Danish jets do drop bombs.
- Oct. 2: Votes to send seven F-16s for airstrikes against IS in Iraq (but not Syria).
- Aug. 26: U.S. Defense Secretary Chuck Hagel says Denmark has "committed to helping provide Kurdish forces urgently needed arms and equipment."

#### **\*\*EGYPT**

- The Associated Press reports that "Egypt, Saudi Arabia, the United Arab Emirates, and Kuwait are discussing the creation of a military pact to take on Islamic militants, with the possibility of a joint force to intervene around the Middle East" but that the plan isn't part of the U.S.-led coalition, will not focus specifically on IS, and will be aimed partly at counterbalancing Iran.
- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.
- Oct. 20: President Ibrahim Mehleb says Egypt has no plans for military action against IS, though he leaves open that possibility if IS threatened Egypt's Gulf allies.

- Sept. 23: President Abdel Fattah al-Sisi tells PBS's Charlie Rose, "I don't want us to get dragged into reducing, countering terrorism that needs a comprehensive strategy into countering ISIS or ISIL. It doesn't matter what name they come under.... Perhaps more than a year ago, we started our counterterrorism efforts in Sinai and other places in Egypt." These efforts have been criticized as an attempt to stifle domestic opponents.

#### **ESTONIA**

- Aug. 29: Announces it will donate a million machine gun cartridges to the fight against IS and that it has contributed about \$90,000 for humanitarian aid to displaced Iraqis.

#### **\*EUROPEAN UNION**

- Has committed more than \$200 million in humanitarian assistance to Iraq and Syria; is managing aid from member states.

#### **\*\*FINLAND**

- Sept. 25: Six days after Finnish President Sauli Niinistö has said Finland will join the coalition against IS in a non-military role, Defence Forces Commander Jarmo Lindberg reiterates that it will not commit troops or military supplies but says it has yet to decide how it could contribute, even though it is included on the U.S. State Department's list of coalition members.
- Aug. 12: Foreign Affairs Minister Erkki Tuomioja says Finland will focus on delivering humanitarian aid.

#### **FRANCE**

- Sept. 25: Defense Minister Jean-Yves Le Drian says France hasn't ruled out airstrikes in Syria after President François Hollande says it has. As of Oct. 21 date, France has only made airstrikes in Iraq.
- Sept. 19: Begins airstrikes against IS in Iraq.
- Sept. 15: Begins referring to IS solely as "Daesh," a moniker from the group's Arabic acronym that has more negative connotations than IS, ISIS, etc.
- Has delivered arms to Kurdish fighters and sent advisors to train them.
- Has sent more than 65 tons of humanitarian aid to Iraq.

#### **\*\*GEORGIA**

Sept. 23: Foreign Policy reports, "After significant public backlash, officials from the former Soviet republic of Georgia denied a report ... that the country offered to host a center where the U.S. military could train Syrian rebels." The Georgian Defense says that Georgia "is considering the ways how to contribute to the goals of anti-ISIS coalition."

#### **GERMANY**

- Oct. 17: Announces new measures aimed at stopping people from leaving Germany to fight for the Islamic State, including the ability to confiscate national ID cards, a proposal some criticize as an infringement on civil liberties.
- Sept. 12: Commits to send about 40 paratroopers to Iraq to provide weapons training to Kurdish fighters; to give them 16,000 assault rifles, hundreds of anti-tank weapons, and armored vehicles; and to train about 30 Kurdish fighters in southern Germany starting at the end of September. Bans Islamic State symbols, propaganda, and activities in Germany.
- Aug. 31: Announces it will send enough weapons to arm about 4,000 Kurdish fighters in northern Iraq. The equipment will include anti-tank rockets, thousands of assault rifles, mine-clearing equipment, hand grenades, night-vision goggles, field kitchens, and tents.
- Has sent more than 36 tons of humanitarian aid to northern Iraq.

#### **GREECE**

- Says that on the U.S.'s request, it will step up screening in ports and airports to prevent people leaving to fight for IS.
- Has served as a staging point for Belgian F-16s participating in airstrikes against IS.
- Sept. 25: Pledges military and humanitarian contributions against the Islamic State, including bullets for Kalashnikov rifles to Kurdish fighters, but doesn't specify the amounts or other specifics.
- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear the extent of what it has pledged.

#### **HUNGARY**

Aug. 21: Announces it will provide Iraq with thousands of mines, ➡

➡ millions of cartridges, and armor-piercing shells.

- Has sent \$90,000 in humanitarian aid to northern Iraq.

#### **\*ICELAND**

- Oct. 12: Announces it has shut down an IS website run from Iceland, in reportedly the first instance of the country shutting down a website based on its content.

- Oct. 8: Pledges \$50,000 in humanitarian assistance. Says it won't contribute to military assistance because it has no standing military.

#### **IRAQ**

- Oct. 21: Officials and commanders call for intensified U.S. airstrikes and more military aid, saying the current levels are not sufficient to turn back IS.

- Has opened its airspace to coalition airstrikes; continues ground offensive against IS.

- Jun. 18: United States confirms Iraq has requested U.S. airstrikes against IS.

#### **IRAN**

- The U.S. State Department does not list Iran as a member of the coalition, as the United States and Iran are not officially cooperating with each other, though the two countries are conferring informally. Iran has been active in the fight against IS, having sent hundreds of troops as well as several Su-25 Frogfoot jets and many tons of humanitarian aid to Iraq.

#### **\*IRELAND**

- Aug. 13: Announces it will provide about \$320,000 each to UNICEF and the International Committee of the Red Cross for their activities in northern Iraq, adding to the \$830,000 that Ireland has already provided for Iraq in 2014.

#### **ITALY**

- Oct. 17: Announces it will send 280 troops to Iraq to help train Kurdish fighters, and will also welcome some Kurds for training in Italy; will also send two Predator drones for surveillance of the region and 25 armored vehicles to Jordan to defend its territory from IS.

- Sept. 15: Asked whether Italy would be involved in air operations, Foreign Minister Federica Mogherini says: "No, Italy has decided to send arms, munitions, and above all material for humanitarian support."

- Sept. 11: Offers to help refuel planes involved in airstrikes and to provide experts to help train Kurdish fighters.

- Has sent \$2.5 million worth of weaponry, including 600 machine guns, 2,000 rocket-propelled grenades, and nearly a million rounds of ammunition, to Kurdish fighters.

- Has given 50 metric tons of water and food supplies, 200 tents, and 400 sleeping bags to northern Iraq.

#### **\*JAPAN**

- Has given more than \$6 million in humanitarian aid to northern Iraq.

#### **JORDAN**

- Sept. 22: Begins airstrikes against IS in Syria as part of coalition's first strikes there, destroying "a number of selected targets." Jordanian Information Minister Mohammed al-Momani calls the airstrikes "an ongoing operation."

-Sept. 19: Jordanian Foreign Affairs Minister Nasser Judeh says Jordan is "working to help contain extremism and terrorism, and we are working specifically on strangling the sources of financing."

#### **\*\*KOSOVO**

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but remains unclear what it has pledged.

#### **\*KUWAIT**

- Has agreed to serve as base for coalition forces, aircraft, and equipment waiting to be sent to Iraq.

- Has contributed \$10 million for humanitarian aid in Iraq.

#### **\*\*LATVIA**

- Sept. 22: Announces it is "ready to provide humanitarian aid to civilians that have been caught up in the area of conflict" and is "considering other possibilities for providing help that is needed now."

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but remains unclear exactly what it has pledged.

#### **LEBANON**

- Has been fighting to contain IS fighters encroaching on its own borders.

- Sept. 21: Lebanese Foreign Minister Gebran Bassil says Lebanon will not send troops or equipment abroad but appeals to the international community to provide Lebanon with military aid so its army can fight IS within its territory.

#### **\*\*LITHUANIA**

- Oct. 11: Says it has pledged humanitarian aid and may dispatch instructors to train Iraqi forces that are fighting IS.

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.

#### **\*LUXEMBOURG**

- Has contributed an unspecified amount to United Nations humanitarian aid deliveries to Iraq.

#### **\*\*MACEDONIA**

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.

#### **\*\*MOLDOVA**

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.

#### **\*\*MONTENEGRO**

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.

#### **\*\*MOROCCO**

- Sept. 26: Arrests suspects allegedly linked to the Islamic State.

- Sept. 18: Introduces new law to parliament to criminalize extremist training camps.

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what besides domestic law enforcement it has contributed.

#### **NETHERLANDS**

- Oct. 14: Spokesman confirms that Dutch bikers who have gone to fight IS are allowed to do so, after legality of the move questioned.

- Oct. 7: Makes first airstrikes against IS in Iraq.

- Sept. 24: Announces it will contribute six F-16 fighter jets to strike IS targets in Iraq, but does not currently see a mandate for striking Syria.

- Sept. 5: Says it is providing Kurdish forces with 1,000 helmets and 1,000 bulletproof vests and has agreed to help transport arms and ammunition.

- Has committed more than \$10 million in humanitarian aid to Syria and Iraq.

#### **\*NEW ZEALAND**

- Prime Minister John Key says New Zealand has sent a team of military officials to the Middle East to figure out how to contribute in the fight against IS. He says New Zealand "can and may play a part" in training Iraqi forces but rules out sending combat troops. He also proposes a new law allowing passports to be canceled for up to three years on national security grounds, amid concerns about people leaving to fight for IS.

- Has provided \$1 million in humanitarian aid to Iraq.

#### **\*NORWAY**

- Sept. 18: Says it will provide military training to Iraqi forces but will not contribute fighter jets.

- Has delivered about 40,000 blankets, 10,000 kitchen sets, and 18,000 plastic tarpaulins to Iraq via the U.N.

#### **\*\*OMAN**

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.

#### **\*\*POLAND**

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it ➡

► remains unclear what it has pledged.

- Sept. 12: Defense Minister Tomasz Siemoniak says: "Poland does not envisage participation of its soldiers in military operations, though it intends to politically support the coalition and organize humanitarian aid."

#### **\*\*PORTUGAL**

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.

#### **QATAR**

- Sept. 22: Qatari aircraft join coalition airstrikes against IS in Syria, in an assisting rather than striking role.

- Sept. 15: Passes law to regulate charities in order to prevent money from being sent to IS, after being accused of supporting the group.

- Has delivered 300 tons of humanitarian aid.

#### **\*\*ROMANIA**

- Sept. 26: Defense Minister Mircea Dusa says Romania will provide humanitarian aid and other "capabilities" to fight the Islamic State. Specifics to be announced in the coming days.

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.

#### **SAUDI ARABIA**

- Sept. 22: Begins airstrikes against IS in Syria, sending four fighter jets to participate in coalition's first strikes there.

- Has provided \$500 million in humanitarian aid to Iraq.

#### **\*\*SERBIA**

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.

#### **SINGAPORE**

- Announces it will contribute an aerial-refueling aircraft and military personnel to serve in advisory roles in the region.

#### **\*SLOVAKIA**

- Oct. 8: Says it won't send soldiers but has said it might provide military training.

- Aug. 14: Says it will contribute \$25,000 to the International Organization for Migration for its work in northern Iraq.

#### **\*\*SLOVENIA**

- Sept. 25: Prime Minister Miro Cerar says Slovenia opposes terrorism but is "bothered by the fact that we have been placed on the list without the government's knowledge," referring to the U.S. State Department's coalition list.

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.

#### **\*SOUTH KOREA**

- Has contributed \$1.2 million in humanitarian aid.

#### **SPAIN**

- Oct. 18: Says it will begin training Iraqi troops later this year but rules out taking part in ground operations itself.

- Oct. 9: Announces it will send about 300 troops to Iraq to help train its army.

- Sept. 26: Arrests militants suspected of having links to the Islamic State.

- Sept. 2: Announces it will contribute \$634,000 in humanitarian aid channeled through the International Committee of the Red Cross.

#### **\*SWEDEN**

- Has contributed at least \$13 million in humanitarian aid to Iraq this year.

- Aug. 15: Swedish Foreign Minister Carl Bildt expresses support for the anti-IS military operations but says for "legal reasons" Sweden will stick to providing humanitarian rather than military aid.

#### **\*SWITZERLAND**

- Has contributed \$9 million in humanitarian aid to Iraq this year.

#### **\*\*TAIWAN**

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.

- Sept. 12: Says it "will cooperate closely with the international community to provide humanitarian aid to victims of ISIL attacks."

#### **\*TURKEY**

- Oct. 20: Says it will allow Iraqi Kurdish fighters to cross its border into Kobani, after drawing criticism for its apparent unwillingness to assist the town near its border.

- Oct. 13: Denies it has given permission for the United States to use bases within Turkey for operations against IS, contradicting what U.S. officials said the day before.

- Oct. 2: Authorizes the use of military force against the Islamic State and other nations' use of its territory to launch operations against IS.

- Sept. 23: President Recep Tayyip Erdogan says Turkey "will give the necessary support to the operation. The support could be military or logistics."

- Has sent more than \$300 million in humanitarian aid to Syria and Iraq.

#### **\*\*UKRAINE**

- Included on U.S. State Department's list of countries that have made contributions or commitments to the anti-IS efforts, but it remains unclear what it has pledged.

#### **UNITED ARAB EMIRATES**

- Sept. 22: Begins airstrikes against IS in Syria as part of coalition's first strikes there; says it will welcome Australian troops to use UAE as their base for operations.

#### **UNITED KINGDOM**

- Oct. 21: Says it will fly surveillance missions over Syria but would need parliamentary authorization to expand its airstrikes into the country.

- Sept. 30: First British airstrikes against Islamic State in Iraq.

- Sept. 26: Votes to participate in airstrikes against IS in Iraq, but not in Syria at this point. Prime Minister David Cameron has said he believes there are legal grounds for airstrikes against Syria but doesn't believe that at this point there is sufficient support for military action there.

- Sept. 9: Announces an initial shipment to Kurdish fighters in Iraq of heavy machine guns and ammunition costing about \$2.6 million plus \$770,000 in transport costs. Previously, sent Kurdish fighters nonlethal equipment and helped ship ammunition and equipment from other nations.

- Has contributed more than \$37 million in humanitarian aid to Iraq and about \$1 billion to Syria.

#### **UNITED STATES**

- Has participated in more than 600 airstrikes against the Islamic State as of Oct. 21, some in cooperation with partner nations.

- Oct. 19: Begins airdropping weapons for Kurdish fighters near Kobani, a move opposed by Turkey.

- Sept. 22: Began air campaign against IS in Syria.

- Sept. 12: Secretary of State John Kerry announces \$500 million in humanitarian assistance for Syria, the largest single contribution so far to address the crisis there, for which the U.S. has contributed more than \$2.9 billion since the conflict started in 2011.

- Sept. 10: Announces it is sending nearly \$48 million in humanitarian aid to Iraq, bringing total U.S. aid sent to Iraq in the 2014 fiscal year to more than \$185 million.

- Aug. 8: Began air campaign against IS in Iraq.

- Has sent millions of dollars' worth of military equipment to Kurdish, Lebanese, and other fighters opposing IS.

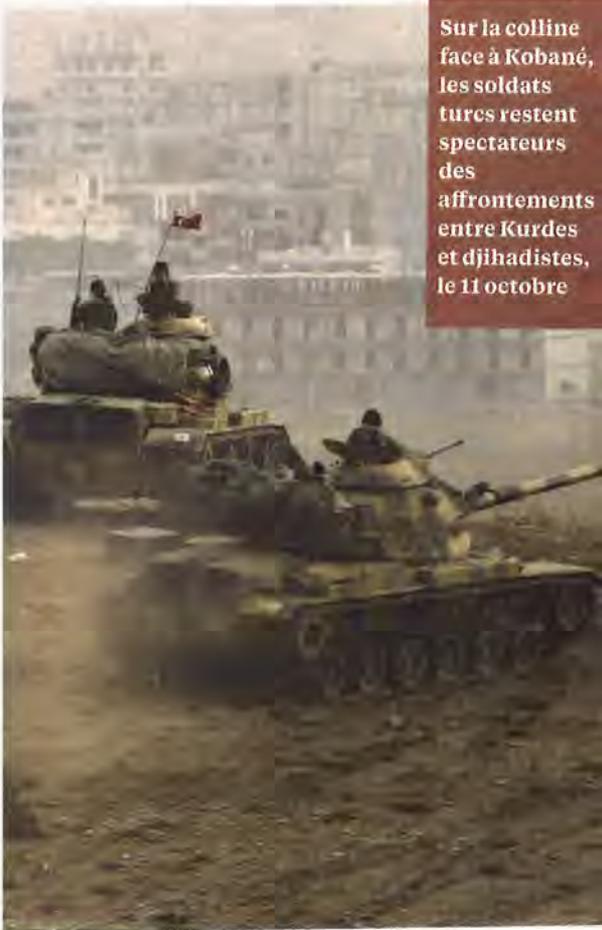
**TURQUIE**

# LE CRIME D'ERDOGAN

*Les Turcs ne comptent pas protéger les Kurdes attaqués par les djihadistes de l'Etat islamique, et risquent de laisser un massacre se dérouler à Kobané*

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE LAURE MARCHAND

Sur la colline face à Kobané, les soldats turcs restent spectateurs des affrontements entre Kurdes et djihadistes, le 11 octobre



n'avait toujours pas donné son feu vert à l'utilisation de ses bases aériennes par les forces alliées, et notamment de celle d'Incirlik, à deux pas de la frontière syrienne. Et quand le président turc a réclamé la création d'une zone tampon au sud de sa frontière, il a reçu le soutien de la France. François Hollande a voulu y voir le moyen « d'accueillir et de protéger les populations déplacées » dans le nord de la Syrie. Mais est-ce vraiment l'objectif d'Ankara ?

## «Un nouveau Srebrenica»

Recep Tayyip Erdogan ne semble pas décidé à bouger un cil pour éviter un nouveau massacre. Après avoir ouvert complaisamment sa frontière aux djihadistes pendant trois ans, il a bouclé tout accès à Kobané pour empêcher les combattants du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), qui arrivent en renfort de Turquie ou d'Iran, d'y accéder. Pour les Kurdes, Kobané est devenue une cause identitaire, elle mobilise dans tout le Kurdistan, territoire éclaté entre quatre pays. Et c'est bien cela qui inquiète le président turc, confronté aux revendications autonomistes de ses citoyens kurdes. L'émissaire spécial des Nations unies, Staffan de Mistura, a pourtant intimé à la Turquie d'ouvrir ses portes aux volontaires kurdes pour éviter « un nouveau massacre de Srebrenica ». « Vous vous souvenez de Srebrenica ? Nous, oui. Nous n'avons pas oublié et nous ne nous le pardonnerons sans doute jamais », a plaidé le diplomate. Sur la colline d'en face, côté turc, quelques dizaines de tanks, alignés à la frontière pour les caméras de télévision, restent spectateurs des bombardements et des violents combats qui se déroulent à portée de canon. L'armée turque cherche d'abord à gagner du temps. « Qu'est-ce que Kobané a à voir avec la Turquie ? », a lancé Erdogan, samedi, dans un accès de mauvaise foi.

La Turquie invoque « le droit international » pour justifier sa réticence à envoyer des troupes par-delà sa frontière. « La Turquie n'a pas de tradition d'intervention extérieure », note Marc Pierini, ex-ambassadeur de l'Union européenne à Ankara et analyste pour la Fondation Carnegie. En Afghanistan, elle a fait partie de la force internationale (Isaf) sans combattre directement les talibans. En Irak, en 2003, elle s'est tenue à bonne distance des belligérants. En Libye, elle a refusé de participer à la coalition avant de s'y rallier pour protéger ses intérêts commerciaux. « L'option de tirer sur des musulmans sunnites pour protéger des Kurdes est improbable, cette carte n'existe pas dans le jeu des Turcs. Les Occidentaux ne comprennent pas cela », ajoute Marc Pierini.

Pendant tout l'été, la Turquie s'est abritée derrière ses otages pour justifier sa prudence dans la lutte contre Daech. Quarante-six Turcs, dont le consul général, avaient été enlevés par les djihadistes après la chute de Mossoul, en juin. Ils ont finalement été libérés sains et saufs, en septembre,

**Recep Tayyip Erdogan**



**L**es Occidentaux ont-ils pris la mesure de la stratégie de Recep Tayyip Erdogan ? Y a-t-il un malentendu avec l'allié turc ? Lorsque le chef du parti islamo-conservateur a fait voter par l'Assemblée nationale, le 2 octobre, une résolution qui autorise l'armée à intervenir « si nécessaire » en Syrie et en Irak contre « les groupes terroristes », les membres de la coalition internationale ont cru à un ralliement de la Turquie. Ils se sont mis à espérer une intervention turque pour empêcher la chute de l'enclave kurde syrienne de Kobané, asphyxiée par des semaines de siège. Jamais pourtant Ankara n'a envisagé d'intervenir contre l'Etat islamique, une hypothèse jugée « peu réaliste » par le ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, de passage à Paris la semaine dernière. Lundi, la Turquie

## LA RÉSISTANCE DE KOBANÉ

— Après quatre semaines de siège, la ville kurde syrienne de Kobané résiste toujours. Les djihadistes de Daech en contrôlent au moins 40%, mais les combattants kurdes des YPG (unités de défense populaire), affiliés au PKK, aidés ces derniers jours par les frappes de l'aviation américaine, sont parvenus à les ralentir. Sans toutefois réussir à enrayer leur progression. Mieux armés, mieux équipés et plus nombreux, les soldats du « califat » se heurtent à la résistance acharnée des forces kurdes, composées pour près de la moitié de femmes. Quelques brigades de l'Armée syrienne libre sont également venues leur prêter main-forte. L'Etat islamique, qui a essuyé de sévères pertes, a décidé d'envoyer des renforts pour en venir à bout. L'objectif des djihadistes est de prendre possession du poste-frontière avec la Turquie qui se trouve désormais à moins d'un kilomètre de la ligne de front. Une nouvelle tentative d'assaut a été repoussée dimanche. Si Kobané tombait, Daech contrôlerait un territoire ininterrompu le long de la frontière turque. La bataille a déjà fait au moins 500 morts dans la ville, selon l'Observatoire syrien pour les Droits de l'Homme (OSDH), et a provoqué l'exode de près de 200 000 Kurdes de Syrie vers la Turquie.



Frappée aérienne américaine sur Kobané le 10 octobre

A Istanbul, certaines ONG organisent toujours des collectes d'argent au profit de Daech. L'organisation IHH, connue pour ses liens avec les services secrets turcs (MIT), a aussi été impliquée dans l'acheminement de combattants et d'armes. Le soupçon a été confirmé lors de l'arraisonnement, le 1<sup>er</sup> janvier, par la gendarmerie turque d'un camion siglé IHH qui s'apprêtait à livrer une cargaison d'armes en Syrie. A son bord, des membres du MIT. Après un bref moment de confusion, l'ordre a été donné de laisser passer le camion. Mais cet épisode a mis Erdogan dans une colère noire et a déclenché une vaste purge au sein des forces de sécurité locales.

### Allié puis ennemi d'Assad

Erdogan a joué avec le feu. A tel point que la Turquie est aujourd'hui comparée au Pakistan, autre allié des Etats-Unis, dont les services secrets ont entretenu jadis des liens étroits avec les chefs talibans. Le gouvernement AKP a cru, lui aussi, pouvoir dialoguer avec les djihadistes syriens, en jouant sur les affinités des conservateurs turcs avec une rébellion sunnite, et pensait les utiliser pour faire tomber le régime Assad. Allié à Bachar al-Assad jusqu'à la veille du déclenchement de la révolution, Erdogan lui voue désormais une haine sans limites. « Ankara est obsédée par le renversement du régime mais ce n'est pas d'actualité, c'est une approche

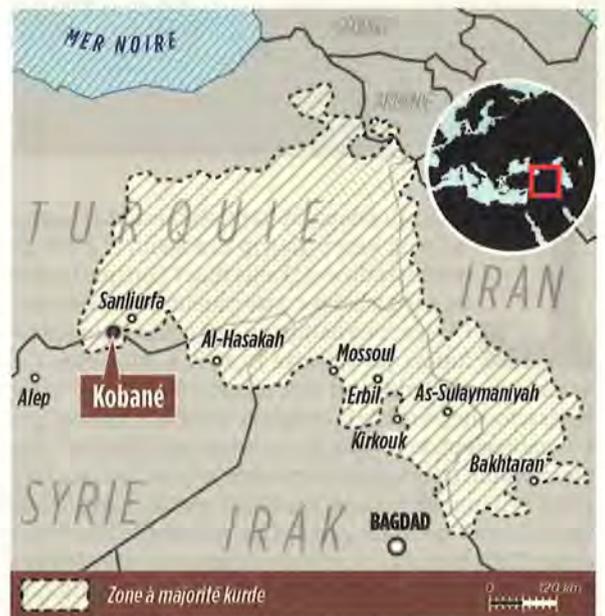
laissant planer le doute d'une négociation avec le « califat » (voir l'encadré). « Il n'y a eu aucune contrepartie mais juste le succès de la diplomatie », avait alors fanfaronné Erdogan. Il y a quelques jours, le quotidien britannique « The Times » contredisait pourtant cette version. Les otages auraient été échangés contre 180 djihadistes libérés des prisons turques. Trois Français figureraient parmi eux.

### Ambiguïtés

Le jeu trouble de la Turquie à l'égard du groupe djihadiste lui a récemment valu des commentaires peu diplomatiques de la part de Joe Biden. Le vice-président américain, au cours d'une conférence à Harvard, a « regretté que la Turquie [et d'autres puissances régionales] ait armé et financé les terroristes en Syrie ». « M. Erdogan m'a confié s'être trompé au sujet de cette organisation », a-t-il ajouté. Le chef de l'AKP, alors Premier ministre, s'était déjà fait remonter les bretelles par la Maison-Blanche lors d'une visite en mai 2013, pour avoir fermé les yeux sur des livraisons d'armes à l'opposition

syrienne la plus radicale. Depuis, les relations avec Washington se sont tendues et la presse a révélé que Barack Obama ne prenait plus le dirigeant turc au téléphone. La réponse aux accusations de Joe Biden est arrivée aussitôt, cinglante. « Personne ne peut accuser la Turquie d'avoir soutenu une quelconque organisation terroriste en Syrie, y compris l'Etat islamique », s'est indigné Erdogan. Pour calmer la polémique, Washington a dû s'excuser. Mais en dépit des véhémentes dénégations de son leader, le gouvernement turc fait preuve, au mieux, d'ambiguïté par rapport à Daech.

Certes la Turquie se situe en première ligne face à la menace de Daech. Mais il suffit de se rendre à la frontière turco-syrienne, dans les villes qui servent de base arrière aux groupes rebelles, pour prendre la mesure de sa mansuétude à l'égard des djihadistes. A Antakya, les « combattants de Dieu » viennent s'équiper dans les surplus militaires autour de la gare routière. Des centaines de ces combattants blessés ont été soignés dans les hôpitaux turcs et ont transité par ses aéroports.



UMIT BEKTAS-REUTERS



**Exaspérés par la non-intervention de l'armée turque, des Kurdes lancent des pierres sur les tanks, le 7 octobre**

abstraite », constate Kadri Gürsel, journaliste au quotidien « Milliyet ».

Les hésitations turques ont également des raisons plus idéologiques. Sous la férule d'Ahmet Davutoglu, désormais Premier ministre, la Turquie a misé sur la solidarité sunnite pour tenter de s'imposer sur la scène régionale. Cet universitaire, devenu conseiller de Recep Tayyip Erdogan avant de prendre en main la diplomatie puis le gouvernement, a imposé ses vues à son supérieur, dépourvu de toute culture internationale. Ankara mène une diplomatie qualifiée de « panislamiste » par le chercheur Behlül Özkan, ancien élève de Davutoglu et auteur d'une exégèse des écrits du maître à penser de la politique étrangère turque. En Syrie, le gouvernement turc a choisi une stratégie « irresponsable », selon le



journaliste Kadri Gürsel. « Dans l'esprit des dirigeants, il y a l'idée qu'on peut rationaliser l'Etat islamique. Pour eux, l'apparition de ce groupe n'est qu'une normalisation de la région, une réaction à la volonté de suprématie chiite », estime-t-il.

**Des djihadistes ont planté le drapeau de Daech sur une hauteur face à Kobané, le 6 octobre**

Voir onduler les drapeaux noirs le long de sa frontière serait donc un moindre mal pour Ankara. Dans cette guerre, la cible prioritaire reste le PKK, mouvement marxiste, et sa branche armée syrienne, les YPG. « Pour nous, l'Etat islamique, c'est la même chose que le PKK. Ce que vous dites de l'un, nous pouvons le dire pour l'autre », a lancé Erdogan, le 7 octobre, au cours d'une visite à Islahiye, ville frontalière où s'entassent des milliers de réfugiés. L'expression « l'organisation terroriste », en Turquie, désigne habituellement le PKK. Depuis que la Syrie est abandonnée au chaos, le président turc s'inquiète de la construction par la mouvance d'Abdullah Öcalan, le leader du PKK emprisonné en Turquie, d'un quasi-Etat kurde dans le Nord syrien : trois cantons autonomes (Afrin, Kobané et Jeziré) qui pourraient servir de modèles aux provinces kurdes du sud-est de la Turquie. Erdogan exige leur démantèlement et l'intégration des YPG à l'Armée syrienne libre. « Le but est de faire traîner les choses sans prendre position contre l'Etat islamique », juge Kadri Gürsel. Jusqu'à présent, la Turquie se contentait de mener une guerre par procuration contre les cantons autonomes kurdes, avec un embargo pour les asphyxier. » Pour Marc Pierini, Kobané peut avoir valeur de « test » avant les grandes manœuvres. « La Turquie laissera-t-elle Daech nettoyer tout le Rojava [le Kurdistan syrien, NDLR], d'Afrin à Qamishli ? », s'interroge-t-il.

Le choix de laisser mourir Kobané aura de lourdes conséquences pour la Turquie. Le processus de paix entamé en 2011 par Erdogan avec le PKK, pour mettre un terme à une guerre civile qui a fait plus de 40 000 morts en trente ans, menace de voler en éclats. La guérilla a remobilisé ses troupes. Les Kurdes de Turquie, qui n'avaient pas bougé au moment des affrontements de Gezi en 2013, sont à nouveau dans la rue. Dans le sud-est du pays, la révolte couve. Plus de 40 manifestants ont été tués par les forces de sécurité ou par des militants islamistes et nationalistes, au cours de trois jours d'émeutes, la semaine dernière. Des centaines d'autres ont été arrêtés. Quelle que soit l'issue de cette crise, Erdogan a perdu toute chance de faire la paix avec les Kurdes. ■

## DIFFICILE COOPÉRATION ENTRE LA FRANCE ET LA TURQUIE

— Entre Paris et Ankara, la communication a décidément du mal à passer. Quelques semaines après le pataquès de l'expulsion de trois djihadistes français vers Marseille, une nouvelle affaire embarrasse les deux pays, partenaires dans la lutte contre le terrorisme et censés partager les renseignements. Trois autres Français auraient fait partie, selon le journal « The Times », d'un échange de prisonniers négocié par le gouvernement turc avec l'Etat islamique. 180 islamistes auraient été libérés en septembre pour parvenir à faire sortir les 46 otages turcs, des diplomates et leurs familles, kidnappés dans le consulat turc de Mossoul, trois mois plus tôt. Mais à aucun moment les autorités françaises n'en auraient été averties. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, s'était pourtant rendu le 26 septembre à Ankara pour tenter de rétablir le dialogue. La Turquie est la porte d'entrée principale pour les djihadistes français partis combattre en Syrie.

# La coalition sur tous les fronts contre l'Etat islamique

De Kobanê, en Syrie, à Tikrit, en Irak, les forces antidjihadistes tentent de progresser tandis que les alliés de Daech au Nigeria et aux Philippines négocient pour libérer leurs otages. Au Liban, la guerre contre l'État islamique paralyse la classe politique et rend le pays ingouvernable.

Antoine Malo - Le Journal du Dimanche  
19 octobre 2014, //www.lejdd.fr/

## KOBANÊ, LA LUTTE À MORT

On les croyait affaiblis, ils ont une nouvelle fois répliqué. Après plus d'un mois de siège de Kobanê, qui a fait au moins 700 morts, les djihadistes de Daech (acronyme arabe de l'État islamique — EI) ont lancé samedi une nouvelle attaque sur la troisième ville kurde de Syrie. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), cette offensive a été rendue possible par l'arrivée de renforts (armes, munitions, équipements) depuis les provinces d'Alep et de Rakka, le fief de l'EI. C'est par l'est et de nuit que l'organisation sunnite radicale a tenté une nouvelle percée. Son objectif, depuis dix jours, reste le même : pousser son avantage vers le nord de la ville et s'emparer du poste-frontière qui marque la séparation entre Turquie et Syrie. Ainsi, les djihadistes encercleraient leurs adversaires et couperaient toute possibilité de renfort et d'aide venus de Turquie.

Entre vendredi et samedi, plus de 30 obus de mortier se sont abattus sur cette zone. Mais selon Idriss Nahsen, un officiel de la ville, les milices kurdes YPG (Unités de protection du peuple), appuyées par des éléments de l'Armée syrienne libre, seraient parvenues à les repousser. Ce nouvel assaut de l'EI vient conclure une semaine qui a plutôt été à l'avantage des Kurdes. Alors que Daech contrôlait 50% de la ville dimanche dernier, l'organisation a dû depuis reculer, notamment à l'ouest et au sud. Une situation due en partie à l'intensification des bombardements aériens de la coalition internationale en lutte contre Daech. Vendredi, Anwar Moslem, un responsable kurde de Kobanê, expliquait que ces raids ont "détruit beaucoup de véhicules et des pièces d'artillerie de l'EI. On voit les corps des combat-

Samedi 19 octobre 2014, au-dessus de la ville syrienne de Kobanê, la fumée s'élève après un raid aérien. (Reuters)



tants dans les rues".

## L'IRAK, LA PRIORITÉ DES AMÉRICAINS

Si la bataille de Kobanê occupe une partie de l'attention médiatique, c'est bien l'Irak qui concentre celle des militaires américains de la coalition. Le général Lloyd Austin, chef du commandement militaire américain chargé de la région, a souligné vendredi que l'Irak était la "priorité" de Washington et devait "le rester". Samedi, les frappes ont visé des positions djihadistes près de Baiji, au nord de Bagdad, où se trouve une raffinerie de pétrole, et autour du barrage de Mossoul, dans le nord. La veille, les forces de sécurité irakiennes, appuyées par des frappes aériennes, ont lancé une offensive sur Ramadi, le chef-lieu de la province d'Al-Anbar, contrôlée à 85 % par Daech. Une autre opération a été menée plus au nord, sur Tikrit.

Si Bagdad reste hors de portée pour Daech, il y fait peser une pression de plus en plus forte, notamment par la multiplication des attentats : 23 morts encore vendredi dans l'explosion de trois voitures piégées. Seule nouvelle encourageante dans ce tableau bien sombre : depuis samedi, l'Irak dispose enfin d'un gouvernement

au complet. Après des semaines de tractations, le Parlement a finalement approuvé les nominations des ministres, notamment ceux, primordiaux, en charge de l'Intérieur et de la Défense. "Il s'agissait de postes cruciaux à attribuer dans le cadre des efforts contre l'EI, s'est félicité le secrétaire d'État John Kerry. Nous sommes très satisfaits".

## LA TURQUIE, FAUX AMI DE L'OTAN?

Malgré la pression internationale, Ankara, pourtant membre de la coalition, poursuit sa surprenante stratégie, qui consiste à ne rien faire tout en empêchant les volontaires kurdes d'aller rejoindre leurs frères d'armes à Kobanê. Ankara, qui renvoie Daech et les Kurdes dos à dos, a aussi refusé de mettre ses bases aériennes à la disposition de ses alliés. "Une attitude pas tenable, estime Dorothee Schmid, spécialiste de la région à l'Ifrri (Institut français des relations internationales). La Turquie a toujours eu une position à géométrie variable avec l'Otan mais son armée refuse toute modification de frontières qu'entraînerait une victoire kurde en Syrie", comme si elle voulait avoir tous les avantages d'être membre de l'Alliance sans en subir les inconvénients. ♦

## Irak: les jihadistes de l'EI assiègent de nouveau le Mont Sinjar

22/10/2014, AFP  
www.lorientlejour.com

L'organisation Etat islamique (EI) fait de nouveau le siège du Mont Sinjar, dans le nord de l'Irak, où s'étaient réfugiés en août des milliers de Yazidis pour fuir les jihadistes, ont indiqué mercredi des responsables locaux.

"Le mont est assiégé" et les jihadistes "tentent de grimper la

montagne à pied pour affronter les volontaires yazidis", a indiqué Dawud Jundi, un responsable des forces qui défendent la région, interrogé par l'AFP au téléphone.

"Il y a presque 2 000 familles qui sont en très mauvaise posture" sur le Mont Sinjar, a-t-il ajouté, précisant que les forces locales n'avaient "que des armes légères" pour se défendre.

Lors du premier siège, les civils réfugiés sur le Mont Sinjar, en large

majorité des Yazidis, avaient pu être évacués par la Syrie voisine avec l'aide de combattants kurdes syriens mais cette route est désormais coupée.

Ce siège avait marqué une étape importante dans la lutte contre l'EI, un groupe qui s'est emparé depuis le moins de larges pans du territoire irakien, puisqu'il avait précipité l'engagement des Etats-Unis par le biais de raids aériens à partir du 8 août.

Selon Mahma Khalil, un autre responsable des forces locales, des affrontements ont eu lieu mercredi sur plusieurs flancs de la montagne.

Cet ancien parlementaire irakien a précisé qu'il n'y avait eu aucune frappe aérienne de la coalition internationale dans la région malgré la fourniture de renseignements sur les positions des jihadistes.

L'offensive de l'EI a commencé lundi quand quelque 300 jihadistes équipés de véhicules blindés ont attaqué et pris des villages des environs avant de tourner leur attention vers le mont Sinjar lui-même. □

# La Turquie d'Erdogan engluée dans ses contradictions

Jacques Hubert-Rodier / Editorialiste  
diplomatique Les Echos | Le 17/10/2014  
www.lesechos.fr

**La politique de la Turquie face à la question kurde et à la guerre civile en Syrie est de moins en moins lisible. Le rêve d'Erdogan de faire de son pays une puissance émergente indispensable s'éloigne de plus en plus.**



*La Turquie d'Erdogan engluée dans ses contradictions - Pinel pour « Les Echos »*

Un éditorialiste du quotidien « Hürriyet » écrivait récemment que la Turquie est confrontée à une équation complexe avec trois variables : l'Etat islamique, le régime de Bachar Al Assad et le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, dirigé depuis sa cellule par Abdullah Ocalan. En fait, il s'agit de trois ennemis mais dont les menaces ne sont pas identiques aux yeux du gouvernement turc. Recep Tayyip Erdogan, le premier président de la République turque élu au suffrage universel en août dernier, après avoir été Premier ministre plus de onze années, a donné l'impression que le pire de ses ennemis était le PKK, suivi du régime des Assad, qui, à plusieurs reprises dans l'histoire, a donné un coup de main aux Kurdes syriens et a même abrité des attaques du PKK contre des cibles en Turquie. En dernier viendrait le danger de l'Etat islamique à ses frontières. Ce classement des menaces pesant sur la Turquie est vraisemblablement beaucoup plus compliqué. Mais le jeu confus du gouvernement turc, ces dernières semaines, soulève nombre d'interrogations sur ses intentions réelles. Est-il vraiment désireux de rejoindre la coalition formée par les Etats-Unis et comprenant désormais une bonne quarantaine de pays pour lutter contre l'organisation de l'Etat islamique, ce proto-Etat qui contrôle et terrorise une grande zone de territoires à cheval entre l'Irak et la Syrie ? La Turquie a-t-elle réellement fermé les yeux sur le passage de djihadistes, notamment européens, venus gonfler les rangs du mouvement, comme nombre de capitales occidentales l'en accusent ? A-t-elle servi de base d'entraînement à des terroristes ? Ou encore pourquoi, après avoir reçu à Ankara le leader du parti kurde syrien (Union démocratique, PYD), considéré comme un parti frère du PKK, le gouvernement turc lui a-t-il ensuite refusé tout soutien et a même bloqué les passages d'aide à la population assiégée et

aux forces armées ? Autre paradoxe : Erdogan a donné lui-même un feu vert à l'ouverture d'un canal de négociations directes avec Ocalan et le PKK, pour mettre un terme à une guerre civile qui a coûté la vie à 45.000 personnes depuis 1984. Or, en bombardant des positions du PKK, qui est toujours considéré, il est vrai, par Ankara, Bruxelles et Washington comme une « organisation terroriste », le président turc met à mal le processus de discussions, redoutant plus que tout de voir se former en Syrie un Kurdistan indépendant à l'image du Kurdistan irakien (GRK). Un mouvement qui encouragerait ensuite les Kurdes de Turquie, représentant selon les estimations de 15 à 20 % de la population totale du pays (75 millions). Les tensions avec le PKK ainsi ravivées, on est loin en tout cas de la « nouvelle Turquie » que veut construire Erdogan « dans l'esprit du 23 avril 1920 », date de la création de la Grande assemblée par Mustafa Kemal Atatürk. Le fondateur de la République turque voulait ainsi rendre hommage aux origines diverses de tous les députés qui composaient l'Assemblée nationale.

Car, finalement, Erdogan, ce leader islamo-conservateur, doit compter sur une autre variable menaçante, un autre ennemi : l'idée qu'il se fait de lui-même et l'image qu'il veut projeter d'une Turquie puissance émergente régionale, de retour sur la scène du Moyen-Orient.

Un exercice de corde raide et qui, comme le soulignait lors d'une conférence Dorothee Schmid, directrice du programme Turquie

contemporaine à l'Ifri, rend la politique turque « très difficilement lisible », entre interventionnisme, comme ce fut le cas face à Israël avec l'opération « Un bateau pour Gaza » en 2010, et non-interventionnisme, comme dans la guerre en Syrie. L'exercice est aujourd'hui d'autant plus difficile pour le membre le plus oriental de l'Otan qu'il fait l'objet de pressions de la part des Etats-Unis et des autres pays de l'Alliance pour intervenir militairement de l'autre côté de la frontière, en Syrie, et venir au secours de Kobané, la ville symbole du martyre kurde et de la résistance aux djihadistes.

Mais, autant le rejet d'Israël est populaire en Turquie, autant l'AKP, le Parti pour la justice et le développement d'Erdogan, prend le risque d'accroître le mécontentement kurde contre lui alors qu'il avait bénéficié d'un certain soutien dans cette communauté. Ainsi, comme le rappelait Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'Ehess, dans la revue de l'Ifri « Politique étrangère », la mouvance kurde n'avait participé que très faiblement à la contestation de la place Taksim en 2013 et s'était même dissociée des critiques dont Erdogan avait été l'objet à la fin de l'année dernière, en plein scandale de corruption. Aujourd'hui, le gouvernement turc a dû affronter des manifestations parfois extrêmement violentes de Kurdes qui souhaitent voir Ankara intervenir ou, du moins, laisser passer une aide aux Kurdes syriens.

L'autre risque est de voir un retournement économique se concrétiser. « La période de forte croissance basée sur la demande intérieure et l'épargne extérieure est révolue », affirmait lors d'un colloque Ifri-Cepii Seyfettin Gürsel, économiste et professeur à l'université Bahçeşehir, à Istanbul. Or, c'est la forte croissance du revenu par habitant et la réduction du chômage qui expliquent en grande partie le succès de l'AKP. Certes, Recep Tayyip Erdogan demeure encore populaire en Turquie. Mais l'inaction en Syrie pourrait lui coûter cher en termes d'image. Et Erdogan pourrait échouer dans son grand projet, celui de transformer le régime parlementaire turc en régime présidentiel. A moins qu'après avoir éliminé nombre de chefs militaires, il décide de s'appuyer sur la force brutale...

★★★

## Baghdad parliament approves key ministers, including Kurds

rudaw.net  
18/10/2014

**B**AGHDAD – The Iraqi Parliament voted to approve key nominations to the new government of Prime Minister Haider al-Abadi, with veteran former foreign minister Hoshiyar Zebari confirmed as finance minister.

Kurdish parties agreed this week to name their candidates for cabinet posts, a move that had been delayed by disputes between Erbil and Baghdad.

Iraq's politicians have been under pressure from the United States and other allies to form an inclusive government to confront the challenge to Iraq from Islamic State fighters.

In a major step forward, Parliament approved Abadi's

*The Iraqi Parliament voted to approve key nominations to the new government.*



picks as defence and interior ministers, two portfolios that had previously been held by the outgoing Shia prime minister, Nouri Al-Maliki, widely criticized for sectarian policies that enflamed the country's Sunni minority.

That in turn is seen as having pushed many Sunnis to embrace the ISIS takeover of much of

Sunni-populated western Iraq since June.

The Parliament approved Mohamed Salem al-Ghabban, a Shia member of Abadi's State of Law political bloc, as minister of interior. Khaled al-Obeidi, a Sunni parliamentarian from Mosul, occupied by ISIS since June, was chosen as defence

minister.

Parliament had previously rejected Abadi's earlier choices for the two key interior and defence posts, although most other ministers were approved on September 8 when Abadi himself was approved.

Among Kurdish ministers approved on Saturday was Rowsch Shaways as deputy prime minister, and Bayan Nouri, a woman named to head the ministry of women's affairs.

The five largest parties from the Kurdish bloc met on Monday in Erbil to decide who would fill ministerial positions.

Zebari's finance portfolio in Baghdad will give him oversight of national finances at a time when Baghdad is still locked in a dispute over Kurdish independent oil sales and budget allocations to the Kurdistan Region.

One provision set by the Kurds is that their continued participation in the government will depend on Baghdad meeting their conditions on settling these disputes. ■

## President Barzani: ISIS only defeated by Peshmarga

20 October 2014,  
kurdishglobe.net

**K**urdistan Region President, Masoud Barzani received a United States government delegation headed by Mr. Tony Blinken, Deputy National Security Advisor. During the meeting President Barzani briefed the delegation with the latest development regarding the ongoing conflict with the terrorists of the Islamic State in Iraq and Syria, ISIS and elaborated on the advanced of the Peshmarga forces on a number of fronts against ISIS.

Kurdistan Region President, Masoud Barzani received a United States government delegation headed by Mr. Tony Blinken, Deputy National Security Advisor.

During the meeting President Barzani briefed the delegation with the latest development regarding the ongoing conflict with the terrorists of the Islamic State in Iraq and Syria, ISIS and elaborated on the advanced of the Peshmarga forces on a number of fronts against ISIS.

President Barzani also stated that the ISIS terrorist group is not a new phenomenon; rather it is a continuation of the previous attempts by al-Qaeda and other related terrorist groups in Iraq.

«If the was a solution for the areas where Sunnis based, ISIS would grow big.»

It was the wrong policy of the former Iraqi Prime Minister that made Sunni people think of ISIS



*President Barzani received a United States government delegation headed by Mr. Tony Blinken, Deputy National Security Advisor.*

as liberating forces,?

**B**arzani also attributed Peshmarga's defeat against ISIS group at first to big number of weapons left by Iraqi armies for ISIS. He said Peshmarga is currently is moving forward and is trying to control all the invaded areas.

«ISIS has been defeated only by Peshmarga forces; no forces can stand against ISIS in the other areas.» noted Barzani

Barzani believes military actions are not the only solution for destroying ISIS, but their financial sources have to be dried up and terrorists from outside need to ➤

> be prevented from entering ISIS in Iraq.

Mr. Blinken, on his part expressed his continued support on behalf of the government of the United States to the Kurdistan Region in general and its fight

against ISIS in particular.

Mr. Blinken added that the military cooperation between the United States and the Kurdistan Region will continue for the sake of eradicating terrorists in the Kurdistan Region, Iraq and the

larger region.

The Iraq political process and the newly formed cabinet were another topic of the discussions.

Both sides agreed that the program, which was announced during the formation of the Iraqi cabi-

net, needs to be implemented on time, and the issues between the Iraqi government and Kurdistan Region should be solved.

◆◆

BBC NEWS

20 October 2014

# Kobane: US drops arms and aid to Kurds battling IS

**US military aircraft have dropped weapons, ammunition and medical supplies to Kurdish fighters battling Islamic State (IS) militants in the key Syrian**



*The US military said the supplies were designed to "enable continued resistance" against IS (FILE PHOTO)*

20 October 2014  
<http://www.bbc.com>

## TOWN OF KOBANE.

US Central Command said C-130 transport aircraft made "multiple" drops of supplies provided by Kurdish authorities in Iraq.

US air strikes have helped push back IS in the town near the Turkish border.

Correspondents say the airdrops are likely to anger key US ally Turkey.

The drops of supplies provided by Kurdish authorities in Iraq were "intended to enable continued resistance against Isil's attempts to overtake Kobane," Centcom said in a statement. IS is also referred to as Isil and Isis.

All the aircraft involved had returned safely, it added.

CentCom says US forces have conducted more than 135 air strikes against IS in Kobane since early October.

"Combined with continued resistance to Isil on the ground, indications are that these strikes have slowed Isil advances into the city, killed hundreds of their fighters and destroyed or damaged scores of pieces of Isil combat equipment and fighting positions," the Centcom statement said.

However, it added that IS fighters continued to threaten Kurdish forces' ability to resist and hold the city. "Kobane could still fall," it said.

Senior Washington officials said the airdrops had involved three planes and 27 bundles of supplies.

On Sunday, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said he would not allow Kurdish fighters to receive any transfers of American arms.

Turkey has resisted calls to help the Kurds fighting in Kobane, describing them as terrorists like the Kurdish militant group the PKK.

Turkey has faced a decades-long insurgency by the PKK, which is also regarded as a terrorist group by the US and the European Union.

A US administration official said President Barack Obama had called Mr Erdogan on Saturday to inform him that the airdrops would be taking place. The official did not say how Mr Erdogan reacted.

## ANALYSIS: GUNEY YILDIZ, BBC TURKISH

The US air drops represent a significant shift in Washington's policy towards the Syrian Kurds.

Syrian Kurdish fighters confounded the bleak predictions about Kobane's imminent fall, and the air drops are now taking place despite objections from the Turkish government: Turkish President Recep Tayyip Erdogan had said his country would not agree to any US arms transfers to Syrian Kurdish fighters.

Nevertheless, the US state department recently declared that it had held the first direct talks with the Syrian Kurdish Party - considered an ally of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which fought a three-decade war against the Turkish army until 2013.

US officials have previously said that they had to limit their relations with the Kurds in

Syria due to objections from Turkey.

## WEEKS OF FIGHTING

The rapid advance of IS in both Syria and Iraq, where it controls large chunks of territory, has rattled the West prompting the US-led air strikes.

Kobane is a strategic objective for IS, and fierce fighting has raged in the town for weeks, forcing the evacuation of most of its civilian inhabitants.

The IS advance in Syria takes place against the backdrop of the civil war. US-led air strikes are being conducted there without the permission of President Bashar al-Assad, who the West wants to relinquish power.

In Iraq, the air campaign is taking place with the co-operation of the government. The advance of IS there earlier this year has taken it to close to the capital, Baghdad.

The key northern Baiji oil refinery is under constant IS threat, and on Sunday the Iraqi military said it was carrying out an offensive to retake the nearby city of the same name.

Neighbouring Iran is seen as a key ally of the Baghdad government in the fight against IS and Iraqi PM Haidar al-Abadi is scheduled to visit Tehran on Monday for talks on the conflict. However, Iran is not part of the US-led coalition.

In another sign of how the IS threat is worsening sectarian tensions in Iraq, a suicide bomber killed 19 people and wounded another 28 outside a Shia mosque in Baghdad on Sunday.

Baghdad has seen an increase in bomb attacks in recent weeks - many claimed by IS. ◆

# Mais à quoi joue la Turquie ?

## Moyen-Orient

“Musulman-démocrate”, le président Erdogan cultive l’ambiguïté avec les islamistes et l’Occident. Son pays est en première ligne dans les crises actuelles. Mais dans quel camp ? Portrait d’un maître du louvoiement.

Largement élu dès le premier tour à la présidentielle du 10 août (près de 52 % des voix), Recep Tayyip Erdogan gouverne la Turquie depuis onze ans. Premier ministre depuis 2003, aujourd’hui président, il a fait de son pays un pivot géopolitique entre l’Europe et le Moyen-Orient. Un pied dans l’Otan, un pied dans le monde islamique sunnite, il n’a jamais cessé de jouer un jeu ambigu au cœur des crises syrienne et irakienne.

Parrains de la rébellion islamiste contre le régime syrien, Erdogan et les services secrets turcs ont contribué à

enfanter ce monstre barbare qu’est l’État islamique (EI). Cela explique l’hésitation de la Turquie à rejoindre la coalition internationale qui combat l’EI (*lire notre encadré, page 41*). Hostile

### Champion de la rhétorique, Erdogan se distingue très vite par ses talents d’orateur.

par principe aux Kurdes, Erdogan aide ceux d’Irak, dont le territoire autonome est devenu un débouché majeur pour les entreprises turques, et combat ceux de Syrie et de Turquie, malgré

quelques gestes (reconnaissance de leur identité, autorisation d’enseignement de leur langue) : votée en juillet, une loi vise à raviver le processus de paix avec les séparatistes kurdes.

**Maître en manipulations idéologiques** et en débordements calculés, Erdogan est un champion de la rhétorique. Longtemps, ce “musulman-démocrate” a évité toute allusion à Dieu dans ses discours. Le 1<sup>er</sup> juillet, pourtant, il annonçait ainsi son succès présidentiel : « *Allah est le seul et unique détenteur de cette victoire.* » Pour Samim Akgönül, enseignant à l’université de Strasbourg et chercheur au CNRS, « *Erdogan est une bête politique extraordinaire. Ses stratégies de communication sont très proches de celles d’un Sarkozy ou d’un Poutine.* »

Revenant sur son ancrage populaire, Erdogan se définit comme un “Turc noir”, par opposition aux “Turcs blancs”, les élites kémalistes éduquées et aisées. Né en 1954 dans un quartier défavorisé d’Istanbul, il vient du peuple. Vendeur de snacks dans la rue, il fréquente un *imam hatip*, une école religieuse traditionaliste. « *Je dois tout à cette école, racontait-il en 2003. J’y ai appris le patriotisme, l’amour de mon prochain, l’adoration de Dieu.* »

**Le futur président y apprend également le poids du verbe.** Surnommé le “Rossignol du Coran”, il se distingue vite par ses talents d’orateur. Il a aussi la passion du football. En 1976, il est sur le point de passer professionnel, mais son père s’y oppose. Sommé de choisir entre la religion et les crampons, il opte pour l’islamisme militant. Il gardera du football le sens de l’attaque.

Erdogan doit son ascension politique à sa rencontre avec le futur premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, séduit par la foi et le talent



*Des soldats turcs à la frontière turco-syrienne. En position d'attente. Page de droite, Recep Tayyip Erdogan et son épouse. Onze ans d'islamisation du pays. ▶*

## Syrie-Irak La carte islamiste d'Ankara

La Turquie n'est qu'un membre purement théorique de la coalition contre l'État islamique (EI). Ce combat n'est pas du tout sa priorité et son armée a regardé agoniser la ville kurde syrienne de Kobané sous les coups djihadistes, sans intervenir. Cet épisode tragique illustre l'ambiguïté totale des Turcs. Leur objectif est de renverser Bachar al-Assad et de neutraliser durablement les Kurdes de Syrie. Ils s'opposent donc à tout ce qui pourrait les renforcer, y compris à l'aide américaine et française. Les islamistes sont même

un des atouts de la politique régionale de la Turquie. Ils doivent servir à faire tomber Assad et à affaiblir les Kurdes. La déroute de ces derniers serait d'ailleurs une bonne nouvelle pour Ankara, comme la chute d'Assad, dont Erdogan veut faire un trophée à présenter aux législatives de juin 2015. La Turquie parraine les rebelles islamistes depuis 2011. Elle a facilité leur logistique et le transit sur son territoire des renforts djihadistes étrangers. En proposant la création d'une zone tampon à la frontière syro-turque,

Ankara cherche aussi à leur ménager une zone de repli, si nécessaire. Pourtant membre de l'Otan, la Turquie a attendu le 12 octobre pour autoriser la coalition à utiliser ses bases. Elle a aussi libéré, le 20 septembre, 180 djihadistes (dont 11 Européens) pour récupérer une cinquantaine de ses ressortissants que l'EI avait capturés à Mossoul. Trois Français figuraient parmi ces islamistes relâchés dans la nature, sans qu'Ankara ait prévenu Paris, malgré des accords de coopération policière. F. P.

oratoire de ce jeune cadre qui grimpe dans la hiérarchie du Parti du salut national, antilaïc, antioccidental, antilibéral. Porté par la grande vague "verte" de 1994, Erdogan décroche la mairie d'Istanbul. Les milieux laïcs le

quartiers populaires et lance la construction du métro.

Son ascension politique semble irrésistible. Les militaires l'enrayent en obtenant la démission d'Erbakan en 1997. Erdogan est lui-même incar-

céré. Il comprend alors qu'il ne sert à rien de s'opposer frontalement à l'armée. Il change de stratégie et s'adapte au jeu politique : « *J'ai intériorisé la démocratie, la laïcité est la seule solution* », assure-t-il en sortant de prison. ►

### En 2007, le discours d'Erdogan change et devient islamiste et très antioccidental.

soupçonnent de vouloir fermer les bars et les maisons closes. Pragmatique, il s'impose d'abord par son efficacité : il améliore les infrastructures d'eau et d'électricité, réhabilite les



PHOTOS : ANADOLU AGENCY/AP - ARIS MESSINIS/AP



Des réfugiés kurdes en Turquie.  
Ankara a deux ennemis en Syrie :  
le régime Assad et la minorité kurde.



BULENT NALIC/AP

▶ Mustafa Akyol, chroniqueur au quotidien turc *Hürriyet*, explique que le président n'est pas un simple opportuniste : « *Erdogan réalise que l'Europe, et l'Occident en général, offre plus de liberté aux musulmans que la Turquie.* » Il envoie d'ailleurs ses deux filles étudier aux États-Unis. Elles peuvent porter le voile à l'université, ce qui est interdit en Turquie.

**En rupture avec Erbakan, Erdogan rallie les "islamistes modernistes"** et fonde le Parti pour la justice et le développement (AKP), en 2001. Son succès est foudroyant. L'AKP devient la première force politique et remporte les législatives de 2002. Erdogan devient premier ministre en mars 2003. Cette première phase de son "règne" est marquée par de nombreuses réformes démocratiques et libérales, adoptées dans le cadre des négociations d'adhésion à l'Union européenne : abolition

de la peine de mort, renforcement de la liberté d'expression, extension des droits des minorités. « *Une période de séduction* », estime Étienne Copeaux, du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (Gremmo).

De 2003 à 2008, la croissance annuelle moyenne du PIB turc dépasse les 7 %. Dans le même temps, Erdogan rogne les prérogatives de l'armée et l'évince progressivement de la scène politique. L'opinion le soutient et le reconduit deux fois, lors des élections législatives de 2007 et de 2011. L'année 2007 marque une évolution majeure. « *Le discours d'Erdogan change, relève Samim Akgönül. Il devient très conservateur, islamiste et antioccidental.* » Les milieux laïcs l'accusent de vouloir islamiser la société. Il invoque le retour à la morale.

Il s'éloigne aussi de l'Union européenne, où l'adhésion de la Turquie ne

fait pas l'unanimité. Appuyé par son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, devenu son premier ministre en août dernier, il change de ligne et cherche à faire de la Turquie une nouvelle puissance régionale, face à l'Iran et à la Syrie. Musulman pieux, Davutoglu avait consacré sa thèse à « *la profondeur stratégique de la Turquie* », devenue une sorte de charte de la politique "néo-ottomane" d'Ankara.

**Erdogan prend ses distances avec les États-Unis et l'Europe.** Il se tourne vers les pays musulmans sunnites et inspire les mouvements islamistes qui se trouvent au cœur des printemps arabes de 2011. Il y gagne son surnom de "Grand Sultan". « *L'idéologie de l'AKP est celle du nationalisme islamique, un courant très populaire qui existait déjà au début du XX<sup>e</sup> siècle* », souligne Étienne Copeaux. Souvent nostalgiques de la grandeur ottomane, beaucoup de Turcs sont séduits par son programme – islam, croissance, empire.

**Le succès économique est la carte maîtresse d'Erdogan dans l'opinion.**

La vitrine se fissure en 2013. La classe moyenne citadine, jeune et occidentalisée, ne supporte plus son autoritarisme et sa mégalomanie ni la dérive affairiste de son gouvernement. La révolte dure des semaines. Elle s'éteindra sous les coups de la répression. Pragmatique et déterminé, Erdogan a su profiter de cette fièvre pour purger la police et la justice, infiltrée par l'influente confrérie islamo-nationaliste de Fethullah Gülen, qui l'avait fortement soutenu à ses débuts.

Erdogan a l'intention de transformer la présidence honorifique actuelle en régime présidentiel à la française. Mais il lui faudra au préalable modifier la Constitution et obtenir pour cela une majorité des deux tiers au Parlement (367 députés sur 550). L'AKP ne dispose pour l'instant que de 313 sièges. Le "Grand Sultan" se prépare donc aux élections législatives, prévues en juin prochain. Sa carte maîtresse est le "miracle économique" turc : le pays est devenu la première puissance économique régionale et le revenu moyen des Turcs a triplé en dix ans. ● Catherine Quignon

## Opérations **Les limites de la coalition**

L'affaire de Kobané illustre les limites de la coalition sous tutelle américaine. Nécessaires pour casser la dynamique de l'État islamique, les bombardements aériens sont insuffisants pour le détruire. Nous l'avions écrit, dès les premières heures de l'opération. Utiles pour anéantir des dépôts logistiques ou des convois dans la nature, ces raids deviennent plus compliqués dans les villes, où les islamistes cherchent à se fondre dans la population. Les cibles y sont diffi-

ciles à localiser, dangereuses à "traiter" au milieu des civils. Pour gagner en efficacité, il faudra déployer des hommes au sol : des spécialistes pour guider les avions avec précision ou liquider des cibles humaines à haute valeur ajoutée. Deux conditions préalables devront être remplies : avoir défini les buts politiques de cette guerre, faire preuve d'une grande détermination. Barack Obama ou François Hollande sont-ils vraiment les mieux placés pour cela ? F. P.

# In Iraqi west, army urged to step up offensive

BAGHDAD

## U.S. military advisers want government forces to take the fight to ISIS

BY KIRK SEMPLE  
AND ERIC SCHMITT

As Islamic State militants continue to seize territory in Iraq's Anbar Province, American military advisers are urgently pushing the Iraqi Army to leave their bases and more aggressively engage the jihadists so that international airstrikes can be ramped up there, officials say.

Even as international airstrikes have factored heavily in fighting farther north, in Kurdish areas of Iraq and in Syria, the air campaign has been hobbled in Anbar. That is in part because Iraqi forces have mostly remained on the defensive, rather than using airstrikes to help advancing Iraqi troops seize ground.

The overall air campaign has also been limited because bad weather has scrubbed surveillance flights and the Islamic State has been better about dispersing into smaller units and has been taking more care to hide weaponry and equipment from surveillance.

"We've seen them change some of their tactics," said Rear Adm. John Kirby, the Pentagon press secretary. "Not surprisingly, they have gotten better at concealment."

Fighters for the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, have aggressively pressed their Anbar offensive in recent weeks, seizing towns and military garrisons throughout the Euphrates River valley in Anbar, a vast desert province that stretches from the outskirts of Baghdad to the Syrian, Jordanian and Saudi borders.

"Anbar Province is in trouble," Defense Secretary Chuck Hagel said last week. "We know that."

Iraqi and American officials have struggled to rally the Iraqi security forces, and efforts to achieve a more unified political front in the crisis have also stalled. After a month in office, Prime Minister Haider al-Abadi of Iraq has been struggling to gain support not only from minority Sunnis and Kurds — a process President Obama called critical to any military effort — but even within his own fractious Shiite coalition. As a result, despite weeks of wrangling, he has yet to fill the two key security posts in his cabinet: those of defense minister and interior minister.

The Islamic State's advances in Anbar Province, which is largely Sunni, have been a central concern for the Iraqi authorities since the beginning of the year.

The militants first established a foothold there in January when they seized control of the city of Falluja. They have expanded their authority throughout the province, sometimes by force but also by taking advantage of the profound disenchantment among Sunnis alienated by the sectarian policies of former Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, a Shiite.

The most recent string of Islamic State victories in Anbar Province began with the onslaught last month of the Saqlawiya military base, followed closely by the defeat of a regiment stationed in the village of Albu Aitha. The Islamic State also gained control of Hit, a town strategically located on the province's main east-west road, between the Haditha Dam and the provincial capital of Ramadi, both of which the militants have sought to take.

In those battles, the Iraqi military largely stayed on the defensive against a highly mobile militant force.

Islamic State fighters have also been locked in near-continual clashes in Ramadi over the past several months and have recently begun to penetrate the city from the west, local officials said. Farther down the Euphrates River, militants have been mustering outside the oft-contested town of Amariyat al-Falluja. But hundreds of Iraqi security forces have been deployed to both Ramadi and Amariyat al-Falluja this past week to bolster their defenses, local officials reported.

As Iraqi officials have tried to turn the Anbar losses around, the American military advisers in Iraq, said to number several hundred, have also tried to encourage the Iraqi forces to be more aggressive.

"The American advisers are doing everything they can to help the Iraqi security forces be more competent and confident in the field," said one senior American military official in Washington, who spoke on condition of anonymity. "They're trying to get them to be able to dislodge ISIL as best they can."

The continuing inability of the Iraqi security forces to roll back the militants' gains have heightened concerns among Iraqi officials and their American counterparts in recent weeks. Full control of the province would give the militants mostly unfettered mobility throughout a vast swath of the country stretching from the Syrian border in the west to the outskirts of greater Baghdad in the east, and from Babel Province in the south to Mosul in the far north.

Some analysts have argued that further ISIS gains in Anbar would also put Baghdad International Airport — the main hub for sending and withdrawing American troops and diplomats — and, indeed, the entire city of Baghdad at greater risk of falling.

But Iraqi and American officials maintain that between the many tens of

thousands of Iraqi government forces and the Shiite militia members stationed in the city, not to mention a heavy concentration of American weaponry at the airport, including Apache helicopter gunships, the city would not fall. An ISIS incursion would also ignite a popular armed response among the majority Shiite population, experts predicted.

In arguing for a more aggressive Iraqi response in Anbar, American officials point to successes elsewhere in the country, including Iraqi offensives in late August to retake the Mosul Dam and to assist the beleaguered town of Amerli. Both operations were supported by airstrikes by the American-led coalition.

Similarly, the pesh merga, the military of the Kurdish region, have successfully led offensives, backed by airstrikes, to retake several towns in the north, most recently Rabia on the border with Syria.

This month, Iraqi security forces scored a rare and significant victory in Anbar when the Iraqi Army drove Islamic State fighters from three towns in northeastern Anbar, severing a key transit route for the jihadists between the west of the country and the north. The towns had for months been under the control of the militant group and had allowed fighters to transport weapons and

## ISIS's advances in Anbar, which is largely Sunni, have been a central concern for the Iraqi authorities.

supplies between key strongholds around the country, like Falluja; territory near Taji, north of Baghdad; and villages near Samarra and Tikrit in the north.

On Friday, Iraqi forces launched an operation to free the Baiji refinery in northern Iraq, which has been encircled by Islamic State fighters for weeks, Iraqi and American officials said.

At a news conference in Washington on Friday, Gen. Lloyd J. Austin III, the head of the U.S. Central Command, pointed to some of these efforts as evidence of progress against Islamic State in Iraq.

"They are doing some things now to incrementally recapture ground that's been lost," he said. "We're doing some things to incrementally improve conditions."

American officials said, however, that they were not trying to push the Iraqi troops in Anbar off their bases before they were suitably trained and armed. Preparedness levels, they said, varied greatly from unit to unit.

"We will begin to train and equip Iraqi security forces to regenerate some much-needed combat power" General Austin said Friday. "But it'll take time."

International New York Times

OCTOBER 21, 2014

# Turkey agrees to let Kurds cross into Syria

## Turkey says it will allow Kurd fighters into Syria

MURSIPTINAR, TURKEY

After weeks of refusal, Ankara will open border to help besieged enclave

BY KAREEM FAHIM  
AND KARAM SHOUMALI

Turkey will allow Iraqi Kurdish forces, known as pesh merga, to cross its border with Syria to help fight militants from the group called Islamic State who have besieged the town of Kobani for more than a month, the foreign minister announced Monday.

The decision represents a significant shift by the Turkish government, which has for weeks angered Kurdish leaders and frustrated Washington by refusing to allow fighters or weapons to cross its border in support of the Kurdish fighters battling the militants. Speaking at a news conference in Ankara, the Turkish foreign minister, Mevlut Cavusoglu, said that his government was "helping the pesh merga cross over to Kobani."

The announcement, along with an American decision to use military aircraft to drop ammunition and small arms to resupply Kurdish fighters in Kobani, reflected escalating international pressure to push back Islamic State militants who have recently lost momentum in what had looked like a certain rout of the town.

The battle has become a closely watched test for the Obama administration's policy of combining air power with reliance on local forces on the ground to fight the militant group in Iraq and in Syria. At the same time, the American effort has been criticized — including by the Turks — as selective and ineffective in stopping the suffering of other cities under bombardment by the Syrian government or menaced by militants in a war that has killed more than 200,000 Syrians.

Turkey's refusal to allow military aid to flow has also raised tensions within



Kurds in Mursitpinar, Turkey, on Monday watched smoke rise from Kobani, in Syria. President Recep Tayyip Erdogan of Turkey spoke with President Obama on Saturday.

its own country, where Kurds have accused the government of President Recep Tayyip Erdogan of abandoning the city to the militants of the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

Turkey has been reluctant to empower the Kurdish fighters in Kobani, who are affiliated with the Kurdish Workers' Party, or P.K.K., which has fought a three-decade war against Turkey. Ankara considers it a terrorist group, as do the United States and the European Union.

As recently as Sunday, Mr. Erdogan had said he would not agree to any United States arms transfers to Kurdish fighters in Kobani, whom he called "equal" to the P.K.K., according to the semiofficial Anadolu agency.

"It would be wrong for the United States, with whom we are friends and allies in NATO, to talk openly and expect us to say yes to such a support to a terrorist organization," he said.

The decision to allow access for the pesh merga — fighters aligned with separate Iraqi Kurdish factions that are allied with Turkey — allowed Mr. Erdogan to maintain his stance against the P.K.K. while relieving some of the criticism of Turkey for not acting.

"Opening a passage for the pesh merga creates the impression that Turkey has changed its stance and is on board with the coalition against ISIS, but this move is actually in Turkey's own interests as the pesh merga — a force that they are aligned to — will counterbalance the P.K.K. and P.Y.D. in Kobani," said Halil M. Karaveli, an expert on Turkey and a senior fellow at the Central Asia-Caucasus Institute in Stockholm. The P.Y.D., or the Democratic Union Party, is

a Syrian splinter group of the P.K.K.

Turkey's announcement also suggested it had agreed with the United States decision to drop weapons and ammunition onto the battlefield. Mr. Erdogan spoke with President Obama on Saturday, and it was not clear what kind of agreement might have been struck, though analysts said that Turkey would most likely need assurances that the weapons would not be used by the P.K.K. against Turkey.

A readout of the phone call provided by the White House said only that the two men "pledged to continue to work closely together to strengthen cooperation against ISIL."

Secretary of State John Kerry, speaking in the Indonesian capital, Jakarta, said the Obama administration approved the airdrop because it would have been "irresponsible" and "morally very difficult" not to support to the Kurdish fighters in a "crisis moment," The Associated Press reported.

And he took pains to acknowledge the pressures facing Turkey, while at the same time seeking to justify the intense focus on Kobani. "Let me say very respectfully to our allies the Turks that we understand fully the fundamentals of their opposition and ours to any kind of terrorist group and particularly obviously the challenges they face with respect to the P.K.K.," he said.

Kurdish fighters, backed by an intensifying campaign of airstrikes by the United States-led military coalition, succeeded last week in pushing the militants back in several places, including in the west of the city. But over the last two days, the Islamic State fighters have mounted significant counterattacks,

sending car bombs to Kobani and harassing their opponents with heavy mortar fire.

Kurdish officials had repeatedly complained that without new supplies of ammunition and weapons, the airstrikes would not be sufficient to drive away the militants. On Monday, a commander in Kobani, Abu Hasan, said that "spirits and morale were high," after the air-drops, which United States officials said included 27 bundles from Iraqi Kurdish authorities and contained medical supplies, ammunition and weapons.

Mr. Cavusoglu did not say how or when the pesh merga fighters would cross into Kobani, but a Foreign Ministry official said that their passage through Turkish territory would be opened immediately.

A Kurdish defense official in Kobani, Ismet Sheikh Hassan, said he had not been given any information on when the pesh merga would arrive. He welcomed the influx, while asserting that the Kurdish fighters already in the city — members of the People's Protection Forces, or Y.P.G. — were not desperate for more fighters.

"We are short on ammunition and weapons, not on human power," he said.

*Ceylan Yeginsu contributed reporting from Istanbul, and Karam Shoumali from Mursitpinar.*



SEDAT SUNA/EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

Smoke rising in Kobani, Syria, on Monday after an airstrike on Islamic State forces.

## Attackers target Shiite sites in Iraq, killing 40

BAGHDAD

BY KIRK SEMPLE

Militants unleashed a flurry of attacks against Shiite targets in Iraq on Monday, including a quadruple car bombing near two of the holiest shrines in Shiite Islam, killing a total of 40 and wounding 84, officials said.

The four car bombs were detonated in Karbala on the periphery of a pedestrian-only area encircling the shrines of Imam Hussein and Imam Abbas, killing 22 and wounding 51, officials said.

Those attacks roughly coincided with a symbolically important meeting in Najaf, another holy Shiite city in southern Iraq, between Prime Minister Haider al-Abadi and Grand Ayatollah Ali al-Sistani, Iraq's top Shiite cleric. The meeting was widely viewed as a demonstration of support for Mr. Abadi. Ayatollah Sistani had not met with Mr. Abadi's predecessor, Nuri Kamal al-Maliki, for the last few years, which was interpreted by many as a sign of dissatisfaction with the administration.

No group claimed responsibility for the attacks, but suspicion fell most heavily on the Sunni-led Islamic State, which has deployed car bombs and suicide bombers with increasing frequency in recent weeks, most often targeting Shiite neighborhoods.

Two of the cars were in parking lots where worshipers leave their vehicles before walking to the shrines, officials said. The other two were detonated along busy commercial streets.

Nusaif Jassim, head of the Karbala provincial council, said the attacks were "a response to the progress" of Iraqi security forces in pushing back the Islamic State fighters in the area around Jurf al-Sakhr, a town strategically located on a corridor between Karbala and militant strongholds in Anbar Province.

The Islamic State has been able to gather support among some Sunnis in part by playing on widespread Sunni mistrust of the Shiite-led government after Mr. Maliki's highly sectarian approach to governance. Mr. Abadi took office last month on the promise that he would reach out to disaffected Sunni populations.

Mr. Abadi said at a news conference after his meeting with Ayatollah Sistani that the cleric spoke about "the issue of

showing more openness to others, national unity, the elimination of corruption and providing the best services to the Iraqi people."

As for the fight against the Islamic State, Mr. Abadi said, "We are making victories on the ground." The cleric, he said, "blessed those victories."

In Baghdad, a man shot and killed a guard standing outside a small Shiite mosque crowded with worshipers during midday prayer, then forced his way through the door and shot and killed the

**The assaults coincided with a meeting between Iraq's new prime minister and a top Shiite cleric.**

imam and a worshiper, witnesses and the authorities said. Then the man detonated an explosives belt concealed beneath his shirt, killing 15 more and wounding 33.

The attack was the second in two days against a Shiite mosque in Baghdad. On Sunday, a suicide bomber detonated his explosives vest outside a Shiite mosque in the Harthiya neighborhood of western Baghdad, killing 18 people and wounding 35, the authorities said. Two roadside bombs in the capital on Sunday killed another 8 and wounded 12, officials said.

Military officials reported clashes between government forces and the Islamic State around the country, including fighting between the pesh merga, the military force of the semiautonomous region of Kurdistan, and militants in districts north, east and west of Mosul, Iraq's second-largest city, which has been under the control of the Islamic State since June.

Pesh merga forces were also fighting alongside Iraqi government forces in the Qara Taba district northeast of Baquba in Diyala Province, the authorities said. Six militants died in those clashes on Monday, as well as one Iraqi police officer and two pesh merga fighters, officials said.

There was also fighting reported outside Tikrit, including in the village of Al Hajaj, north of the city, where government security forces supported by Iraqi aircraft were attacking jihadist militants, officials said.

The Pentagon reported that warplanes from the United States, France and Britain conducted six airstrikes in Iraq on Monday, including two near Falluja, which has been under Islamic State control since January; three near an oil refinery in Baiji in support of a major Iraqi offensive to break the militants' siege of the complex; and one south of Baiji.

*Reporting was contributed by Falih Hassan, Sarmad Chalabi, Omar al-Jawshy and Ahmed Salah.*

# Les USA larguent des armes aux Kurdes à Kobané

Par Matthew Lee et Robert Burns The Associated Press / 20 octobre 2014  
journalmetro.com

**D**JAKARTA, Indonésie – Il aurait été «irresponsable» et «moralement très difficile» de ne pas fournir d'armes et de munitions aux «vaillants» combattants kurdes qui luttent contre les djihadistes du groupe armé État islamique à Kobani, a dit lundi le secrétaire d'État américain John Kerry.

L'armée américaine a annoncé dimanche avoir parachuté des armes, des munitions et de l'équipement médical aux forces kurdes.

M. Kerry a fait ces commentaires lors d'une allocution prononcée à Djakarta, la capitale de l'Indonésie. Il a dit que les États-Unis comprennent bien les préoccupations de la Turquie, puisque les Kurdes sont associés à un groupe kurde auquel Ankara s'oppose farouchement, mais que la situation à Kobani est telle qu'une aide immédiate a été jugée nécessaire.

«Laissez-moi exprimer très respectueusement à nos alliés turcs que nous comprenons pleinement les bases de leur opposition et de la nôtre à tous les groupes terroristes et surtout ce qui concerne le PKK, a dit M. Kerry. Mais nous avons entrepris un effort de coalition pour affaiblir et détruire (le groupe armé État islamique), et l'EI est fortement présent dans cette ville appelée Kobani.»

**L**ans un groupe insurgé d'inspiration marxiste, lutte depuis 30 ans pour l'autonomie et l'indépendance des Kurdes. Le conflit a fait des dizaines de milliers de morts depuis 1984. La Turquie, les États-Unis et leurs alliés européens estiment que le PKK est une organisation terroriste.

M. Kerry a ajouté que les djihadistes ont choisi de «faire de ceci un terrain de bataille,



Le secrétaire d'État américain John Kerry.

d'attaquer un petit groupe de gens qui même s'ils sont issus d'un groupe auquel s'opposent nos amis turcs, combattent vaillamment (le groupe armé État islamique) et il ne faut pas qu'on perde ça de vue».

«Il serait irresponsable de notre part, et moralement très difficile, de tourner le dos à une communauté qui combat (le groupe armé État islamique) aussi féroce qu'elle le fait en ce moment», a dit M. Kerry.

L'envoi de l'aide militaire de dimanche était le premier de la sorte et survenait après des semaines de bombardements aériens menés par les États-Unis et leurs alliés, près de la frontière turc. L'armée américaine avait dévoilé, plus tôt dimanche, qu'elle avait mené 11 bombardements aériens la nuit précédente dans la région de Kobani.

**D**ans un communiqué publié dimanche soir, le Commandement central des États-Unis (CENTCOM) a indiqué que des avions avaient largué plusieurs armes et équipements fournis par les autorités kurdes d'Irak. Il ajoutait que ces envois avaient pour but de permettre aux Kurdes de résister aux attaques d'EI, qui tentent de prendre le plein contrôle de Kobani.



Les États-Unis ont livré près d'une trentaine de paquets contenant armes, munitions et matériel médical, aux forces kurdes de Kobané. (US Air Force)

Le président américain Barack Obama a communiqué avec le président turc Recep Tayyip Erdogan, samedi, pour discuter de la situation en Syrie et des intentions américaines de ravitailler les Kurdes. Un dirigeant américain n'a pas voulu commenter la réaction de M. Erdogan, mais a dit que les États-Unis comprennent très bien l'opposition de la Turquie.

**U**n responsable américain a dit que cette mission semble avoir été couronnée de succès et que la majorité des 37 colis largués sont tombés entre les mains des Kurdes. Il a expliqué qu'il s'agit d'une mission humanitaire puisque les djihadistes risquent de massacrer les habitants de Kobani s'ils prennent la ville, et que d'autres missions du genre ne sont pas à exclure.

De son côté, le ministère turc des Affaires étrangères a indiqué lundi que son gouvernement aide des Kurdes irakiens à se rendre à Kobani pour renforcer les combattants kurdes sur place. Mevlut Cavusoglu n'a pas fourni plus de détails.◆

## La décision des Etats-Unis de larguer des armes aux Kurdes qui défendent Kobané est "mauvaise" (Erdogan)

Ankara, 22 oct 2014 (AFP)

**LE PRÉSIDENT TURC Recep Tayyip Erdogan a jugé mercredi "mauvaise" la décision des Etats-Unis de larguer des armes et des munitions aux combattants kurdes qui défendent la ville syrienne kurde de Kobané assiégée par les jihadistes.**

"Il est aujourd'hui clair que (cette décision) était mauvaise", a estimé M. Erdogan, expliquant que ces armes étaient tombées entre les mains du principal parti kurde de Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD), considéré par Ankara comme une organisation terroriste, et du groupe Etat islamique (EI).

"Toute aide fournie au PYD va bénéficier au PKK (les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan). Et nous, la Turquie, nous devons nous battre contre ça", a-t-il poursuivi devant la presse, avant de s'envoler pour une visite officielle en Lettonie.

Après avoir multiplié les frappes aériennes contre les positions des jihadistes qui font le siège de Kobané, les Américains ont procédé tôt lundi à un premier largage aérien d'armes, de munitions et de matériel médical aux forces des Unités de protection du peuple (YPG), la branche armée du PYD à la pointe du combat contre l'EI.

"Nous voyons aujourd'hui clairement à qui cette aide a bénéficié. Il ne faut pas mener ce type d'opération uniquement pour les apparences, il y a des moyens beaucoup plus raisonnables et efficaces de le faire", a insisté M. Erdogan.

"Je ne comprends pas pourquoi Kobané est d'une importance si stratégique aux yeux des Américains, il n'y a plus aucun civil" dans la ville, a-t-il poursuivi.

Dimanche, le chef de l'Etat turc avait déjà catégoriquement refusé d'aider le PYD, qualifiant le PYD "d'organisation terroriste", au même titre que le PKK qui mène depuis 1984 une guérilla contre le gouvernement d'Ankara.

La Turquie a jusque-là refusé d'intervenir militairement pour venir en aide aux défenseurs de Kobané, craignant qu'une telle opération ne profite au régime du président syrien Bachar al-Assad, sa bête noire, et ne renforce les Kurdes.

Sous la pression des Etats-Unis, elle a toutefois annoncé lundi qu'elle était prête à laisser passer par son territoire d'éventuels renforts de combattants kurdes irakiens, les "peshmergas" à destination de Kobané (Ain al-Arab en langue arabe).●

A la frontière turco-syrienne, jeudi. PHOTO KAI PFAFFENBACH, REUTERS



**Saleh Muslim, le chef du PYD, a rencontré l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Daniel Rubinstein le 12 octobre à Paris.**  
C'était une première, mais Washington n'en était «pas encore» au stade d'envisager d'armer et de former ces milices kurdes.

**«Les Occidentaux devraient s'abstenir de forcer la Turquie à intervenir en Syrie s'ils ne veulent pas que la Turquie soit engloutie dans le bourbier syrien.»**

**Hugh Pope** de l'ONG International Crisis Group

# Kobané : le PYD, un parti kurde autoritaire

Avant de devenir le symbole de la résistance face à l'Etat islamique, la formation syrienne a administré la ville d'une main de fer et joué un jeu trouble avec le régime de Bachar al-Assad.

Par **JEAN-LOUIS LE TOUZET**  
Envoyé spécial à Suruç (Turquie)

**C'**est un médecin qui fait la navette entre Kobané et Suruç dans des convois sanitaires mais explique que «citer son nom ne lui rendrait pas service». Il est membre d'une coalition à Kobané de partis kurdes syriens, mais «pas du PYD», précise-t-il à propos du Parti de

l'union démocratique, formation devenue hégémonique et qui administre les trois cantons kurdes syriens depuis 2012. «Comment critiquer aujourd'hui, alors qu'on ne sait pas si Kobané sera sauvé et alors que des renforts de l'Etat islamique arrivent tous les jours ? Comment critiquer un parti comme le PYD qui a donné tant de martyrs pour sauver la ville ? D'abord ce n'est pas le moment, et ensuite, c'est un peu déplacé : on est en situation de guerre», se justifie-t-il. Quand on lui oppose que le PYD a aussi torturé, notamment à Kobané, et fait disparaître des opposants avant le début de l'offensive de l'Etat islamique, le médecin est embarrassé : «Celui qui ne lutte pas ne fera jamais d'erreurs.» Et de se reprendre aussitôt : «Mais lutter, c'est aussi s'assurer que des choses indignes ne seront pas commises.»

**«PRUDENT».** L'avocat Mustafa Ismail, 42 ans, a quitté la ville de Kobané en juin. «Vivre sous le joug du PYD était devenu impossible pour qui-conque possède une parole libre», explique-t-il à Libération, joint au téléphone au Danemark où il est désormais réfugié. Actif de l'opposition au régime d'Al-Assad, il avait été condamné «à un an et demi» de prison en 2005 «pour atteinte à la sécurité de l'Etat». Et quand le PYD a pris le contrôle, à l'été 2012, des cantons du nord à majorité abandonnés par les troupes du régime, cet avocat

s'est retrouvé dans «dans la mire du PYD». «J'ai échappé à la prison parce que le PYD a été prudent étant donné qu'il cherche par tous les moyens à se donner une image de respectabilité internationale», explique Mustafa Ismail, reconnaissant qu'il est quasi impossible de recueillir un témoignage sincère de ce que fut Kobané sous le contrôle du PYD, «car son bras armé, le YPG [Unités de protection populaire, ndlr], défend la ville contre l'Etat islamique». Mais il reste convaincu que l'héroïsme des combattants de l'YPG «ne doit pas justifier le silence sur des actes que je réprovoque». Dans son rapport de juin, Human Rights Watch pointait les dérives commises par le bras sécuritaire du PYD, l'Assayish, coupable à ses yeux «de jugements sommaires, d'arrestations et de tortures» à l'encontre des opposants. Selon le document, neuf hommes politiques ont disparu «ou ont été tués dans les zones contrôlées par les YPG». Le rapport met toutefois en avant les efforts entrepris ces derniers mois et demande instamment au PYD de se «conformer aux règles démocratiques de base qui prévalent même sous une administration provisoire» dans les trois cantons kurdes d'Afrin, Kobané et Djézireh. Farouk Mustapha, 45 ans, originaire de Kobané, animait il y a encore deux mois l'hebdomadaire *Bercav* («les lunettes» en ●●●

••• kurde), dans lequel trouvent place «textes littéraires, tribunes et informations générales». Emprisonné «sous le régime syrien», Farouk Mustafa a toujours pensé que le PKK turc (Parti des travailleurs du Kurdistan en guerre avec Ankara depuis 1984) et le PYD syrien ne font qu'un. «En cherchant aujourd'hui l'appui des États-Unis, le PYD devient l'outil d'une nouvelle respectabilité du PKK, toujours classé comme organisation terroriste et qui aimerait revenir dans le jeu démocratique», analyse-t-il.

«**MARXISTE-LÉNINISTE.** Ahmed (1), ingénieur en génie civil et «activiste dès 2011», se trouve aujourd'hui réfugié à Gaziantep chez des membres de sa famille. «La vie à Kobané sous le PYD signifiait être sous l'influence d'un parti unique qui assure tout, y compris la sécurité des personnes, des biens et le ravitaillement. Ainsi, chacun est forcément redevable de quelque chose au PYD, explique-t-il. Je me suis toujours demandé ce que mes voisins pouvaient bien comprendre des arguments d'un parti marxiste-léniniste prônant aussi l'hyper nationalisme kurde et qui a joué dès le début du conflit, en 2011, un jeu trouble avec le régime d'Al-Assad : une fois je te combats, mais un tout petit peu ; une autre fois je combats contre l'Armée libre syrienne... La stratégie du PYD est insaisissable, même pour les Kurdes.»

Selon l'avocat Mustafa Ismail, «le plus frappant, c'est que ce sont les mêmes personnes qui se sont engouffrées derrière le PYD et qui, il y a encore deux ans, étaient derrière le régime d'Al-Assad». «C'est inexact de prétendre que le PYD est en position d'ultradomination. Pour preuve, il y a des indépendants comme moi, qui ne sont affiliés à aucun parti», rétorque le «ministre de la Santé» du canton de Kobané, Nassan Ahmad, également médecin, rencontré à Suruç. Ce dernier reconnaît toutefois que ce sont «les branches militaires du PYD qui administrent Kobané en situation de guerre : distribution des vivres, rapatriement des blessés par canaux légaux et clandestins».

«**DICTIONAL.** Charwan Ibrahim, Kurde syrien joint au téléphone à Erbil, qui partage son temps entre la capitale du Kurdistan irakien et les Pays-Bas, dont il a aujourd'hui la nationalité, se qualifie de «réformiste du PYD». «Le PYD est le fils préféré du PKK. C'est un parti hégémonique, dictatorial par bien des aspects, un parti qui n'accepte pas les contre-arguments ; mais c'est aussi un parti de gens déterminés, composé de personnalités très fortes, de gens infiniment courageux, évidemment loyaux à la ligne qui est celle du PKK, notamment la frange qui vient de Kandil [dans les montagnes d'Irak] où sont basés les combattants», affirme-t-il, expliquant que Kobané a été un laboratoire : «Dès 2011, le PYD a compris que Bachar al-Assad ne tomberait pas et a essayé de jouer la carte du régime en espérant récupérer à bon compte les territoires kurdes, ce qu'il a fait, y compris à Kobané, où il a été arrogant, inspirant crainte et méfiance. Bref,

## Ankara fait un geste mais cache toujours son jeu

NARÉ HAKIKAT  
ISTANBUL

LA TURQUIE va autoriser le passage des pechmegas irakiens sur son territoire pour venir en renfort à la ville kurde syrienne de Kobané, assiégée depuis plus d'un mois par les djihadistes de l'État islamique. « Nous aiderons les pechmegas à franchir la frontière pour aller à Kobané », a déclaré lundi le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu. Un revirement de poids pour Ankara, qui avait toujours refusé de donner un soutien aux Kurdes du YPG (les Unités de protection du peuple, milice kurde), qui défendent la ville martyre située à la frontière syro-turque. Les liens du YPG



« Nous aiderons les pechmegas à franchir la frontière pour aller à Kobané »

MEVLÜT ÇAVUŞOĞLU, MINISTRE TURC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

avec la guérilla kurde du PKK en Turquie étaient une des raisons principales de la réticence d'Ankara. Le président Erdogan avait même déclaré que le PYD, la branche politique du YPG, était une « organisation terroriste » ne présentant pour lui « aucune différence avec l'État islamique ».

Le revirement d'Ankara est intervenu alors qu'un premier largage d'armes, de munitions et d'aide médicale a été effectué par l'aviation américaine dimanche soir pour venir en aide aux Kurdes de Kobané. Barack Obama avait prévenu par téléphone son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, de cette opération dès ce week-end. Le ministère turc des Affaires étrangères s'est, lui, contenté de déclarer que l'espace aérien turc n'avait pas été utilisé pour ce faire. Aucun autre commentaire n'a été fait à Ankara au sujet du largage, qui semble avoir été im-

posé par les États-Unis et qui reste difficile à avaler pour les autorités turques.

Réalisant qu'elle perdait l'initiative sur le dossier syrien, la Turquie aurait précipitamment donné son accord pour le passage des combattants kurdes irakiens par son territoire. « La Turquie a des bonnes relations avec le gouvernement régional du Kurdistan irakien. Elle a sans doute aussi voulu corriger son image de pays qui soutient de manière indirecte l'État islamique », estime Lataw Barzan, du bureau des relations internationales du Parti démocratique du Kurdistan (PKD) d'Irak, joint par téléphone. Selon Barzan, aucun détail n'aurait pour l'instant été défini sur le nombre et les points de passage des combattants qui transitent par le territoire turc.

En acceptant l'envoi de pechmegas à Kobané, Ankara poursuit aussi sa politique d'affaiblissement des Kurdes syriens du PYD. « La Turquie a vu qu'elle ne pourrait pas anéantir de l'extérieur l'autonomie du Kurdistan syrien. Elle croit que lorsque les pechmegas seront sur place, les Kurdes irakiens, avec qui elle entretient des relations proches, peuvent avoir un poids et écarter le PYD », affirme Fehim Tastekin, journaliste au quotidien Radikal.

Faire semblant de s'engager davantage dans la coalition antidjihadiste et avoir la chance d'éteindre l'autonomie kurde syrienne : la Turquie espère ainsi faire d'une pierre deux coups. Mais dans la précipitation, elle fait une erreur de calcul. « Les pechmegas n'ont pas assez de force pour combattre l'État islamique. S'ils en avaient, ils défendraient d'abord Sinjar, en Irak, qui est toujours attaqué par les djihadistes. Ils auront une influence limitée à Kobané, car seul un petit nombre de combattants devrait être envoyé et ceci de manière temporaire », explique Fehim Tastekin.

Malgré les effets limités de ce revirement, ce geste à haute valeur symbolique pourrait aussi sceller l'alliance entre les Kurdes irakiens et les Kurdes syriens, déchirés entre des rivalités politiques. Un tableau qu'Ankara souhaite éviter à tout prix. ■

la ville de Kobané est passée d'un autoritarisme à un autre, du Baas [le parti de Bachar al-Assad] au PYD, mais sans adhésion massive de la population à leurs idées et encore moins à leurs méthodes.»

En quittant la ville en juin, Mustafa Ismail a été traité «de pro-État islamique et de pro-Erdogan [le président turc]» par le PYD. Il dit qu'il pourrait rentrer à Kobané, dont il espère

la libération prochaine, mais à une condition : «Qu'un espace de liberté de parole puisse à nouveau naître, même un tout petit.» Mais il n'a guère d'illusion : «Bientôt, il sera trop tard pour émettre la moindre critique car le PYD se retrouvera comme le parti qui s'est arrogé tous les mérites du combat pour la liberté.»

(1) Son prénom a été modifié.

# Les États-Unis au secours des défenseurs de Kobané

Pour la première fois, l'armée américaine a largué dimanche des armes, des munitions et du matériel médical aux Kurdes de Syrie.

MAURIN PICARD @MaurinPicard  
NEW YORK

**SYRIE** Un petit pas pour l'Amérique, mais une étape décisive pour les défenseurs kurdes de Kobané, en Syrie : dimanche soir, trois gros-porteurs Hercules C130 ont largué à basse altitude vingt-sept palettes de médicaments, armes et munitions à l'intention des défenseurs de cette cité stratégique plantée sur la frontière turque et assiégée depuis des semaines par les forces islamistes de la mouvance Daech. Volant sans aucune escorte de chasse, pour plus de furtivité, les lourds quadrimoteurs ont pu mener à bien cette mission inédite, sans essuyer de tirs de riposte.

Si, comme le précisait la semaine passée le général Lloyd Austin, du Central Command (CentCom), cette assistance aérienne inespérée « ne garantit pas que Kobané ne tombera pas », elle ne peut que redonner du baume au cœur aux forces

kurdes submergées, équipées seulement d'armes légères face au matériel lourd des légions djihadistes. Elle intervient au moment où Ankara semble avoir, sous les pressions répétées de Washington, donné son feu vert pour laisser entrer des renforts kurdes dans Kobané (voir ci-dessous).

Les largages américains de dimanche soir marquent un changement de braquet de l'Administration Obama, qui rechignait jusqu'ici à sauver Kobané, assimilant les pré-occupations du pouvoir turc à l'égard des « terroristes » kurdes du PKK. Ceux-là mêmes qui combattent désormais en première ligne, devenus alliés de facto de la coalition internationale anti-Daech menée par les États-Unis, malgré trente ans de guerre civile, et 40 000 morts. Après leurs appels au secours désespérés relayés par les forces kurdes irakiennes, le président Barack Obama s'était résolu

à ordonner des frappes aériennes contre Daech autour de Kobané. Onze ont été menées dans la seule nuit de dimanche à lundi, portant le total des raids à 135 pour la seule Kobané depuis deux semaines.

Le revirement de Washington trouve son origine dans le concert mondial d'indignations à l'égard du sort funeste promis aux défenseurs kurdes en cas de chute de la ville. Il tient essentiellement à Daech lui-même, dont le flot des combattants convergeant vers Kobané n'a cessé de grossir, révélant l'importance accordée à cette ville frontière par les islamistes, désireux de sécuriser leur trafic d'or noir via la Turquie.

**27**  
**palettes**

d'armes, de munitions et de matériel médical larguées dimanche par l'armée américaine

Le loup sorti du bois, le Pentagone tenait là une occasion rêvée de porter des coups très durs à Daech, en neutralisant autant de djihadistes et de matériel lourd que possible. « Nous nous efforçons de garder un temps d'avance sur un ennemi très opportuniste, confesse un officier américain, sous le couvert de l'anonymat. Cela fait

partie de la stratégie au sens large du président, qui entend dégrader et détruire l'EIL (État islamique en Irak et au Levant, acronyme retenu par le Pentagone, NDLR) par tous les moyens, où qu'il se trouve. » Les résultats, dévoilés par le CentCom, semblent probants : « tout indique que les frappes aériennes, combinées à une résistance farouche au sol contre l'EIL, ont ralenti l'avance de l'EIL dans la ville, tué des centaines de ses combattants

et détruit ou endommagé des quantités massives de pièces d'artillerie et de positions de combat », affirmait un communiqué dimanche soir. Quant aux largages, les militaires américains ont bon espoir que « la plus grande partie » soit tombée du côté kurde.

Si la Turquie s'irrite ouvertement du renforcement militaire de facto du PKK, ses dirigeants ont en revanche été prévenus en amont par leurs homologues américains des parachutages imminents. Vendredi, le secrétaire d'État, John Kerry s'en était ouvert le premier à son alter ego Mevlüt Çavuşoğlu. Le lendemain, Barack Obama lui-même a décroché son combiné pour mettre le président Recep Tayyip Erdoğan dans la boucle, lui notifiant au passage l'« extrême détermination » des États-Unis à agir de la sorte. Il lui aurait, selon ce même officiel, exprimé : « Notre conviction très profonde est que les États-Unis et la Turquie font face à un ennemi commun avec l'EIL, et qu'il nous faut agir de manière urgente. »

Frustrés mais respectueux des réserves de leur allié turc, les États-Unis n'excluent pas de nouveaux parachutages dans les prochains jours. Sans toutefois régler le principal problème des forces kurdes : leur manque cruel d'armements lourds, probable « ligne rouge » signifiée par Erdoğan à Obama. ■

L'armée américaine parachute des armes sur Kobané



# Op-Ed: Historic Justice: A Kurdish State Now

**The Kurds have a right to independence. Their lack of it until now is an unjust and tragic accident of history.**



**Dr. Mordechai Kedar**  
October 23, 2014  
[www.israelnationalnews.com](http://www.israelnationalnews.com)

The borders of most of the Arab countries east of the Mediterranean were delineated in the period following WWI, on the ruins of the Ottoman Empire. The borders were fixed on the basis of British and French interests and the ties those two countries had formed with local groups.

Two non-Muslim groups were granted independence: The Jews were given Britain's pledge – in the form of The Balfour Declaration – that it would help establish a National Home for them, and France granted the Christians dwelling north of Israel the country of Lebanon, as separate from Syria. The Zionist movement was active and visible in the political corridors of Britain, while the French empathized with the fears the Lebanese Christians held of becoming a minority in a country with a Muslim majority.

One ethnic group, the Kurds, was left without a state, and was, instead, divided among four countries: Iraq, Syria, Turkey and Iran. The main reason for this was that the Kurds had no organization representing them on the European scene and no country that interceded for them. The Kurds were the really major sacrificial lamb of the 1916 Sykes-Picot Agreement. In every one of the nations to which they were appended, they are hated, denied their rights, pushed to the sidelines and persecuted. Hundreds of thousands of them have been murdered in struggles against the governments of the countries to which they were parceled out. Israel helped the Kurds in northern Iraq in the early 1970's.

The Kurd's problematic status led to their becoming fearless and imbued with a strong sense of national consciousness, so that, for the most part, they are able to overcome tribal loyalties and divisiveness in their midst. A feeling of being under siege and the need to fight constantly for their existence and basic rights has forced them to draft anyone who is able to hold a weapon. That is how many Kurdish women were allowed to join the fighting force, in contrast to the Middle Eastern tribal tradition of relegating women to the task of caring for their homes and families.

The Kurd's situation has worsened radically since Islamic State appeared on the scene in Iraq and Syria several months ago. This cruel terror organization attacks and eliminates anyone

who is not a Sunni Muslim, as we all witnessed with regard to the terrible fate that befell the Yazidi tribe: murder, masses dead of starvation, the sale of women as slaves in the market and forced conversion to Islam. Muslim Sunni communities fare no better unless they join Islamic State and their men become members of the organization's gang of murderers.

Most of the Kurds are Sunni Muslims, but they have not joined "Islamic State", so they must fight on to keep from being annihilated. The city of Kobane has been at the center of this battle for a month now, and all the sides involved are playing a dirty game with the lives of the Kurds dwelling there. Assad positively enjoys seeing them flee to Turkey, the Turks hate them and would not help them until a few days ago, the West is busy with the Ebola virus and with trying to save Baghdad and Iraq – and only the Iraqi and Turkish Kurds wish to go to Kobane with their weapons in order to come to the aid of their besieged brethren.

The world in general and the countries in proximity to the Kurds in particular have proven to them once again – if any of them was in need of additional proof – that only the Kurds can help the Kurds. Only Kurdish strength, a Kurdish military force and a Kurdish state can guarantee that the Kurdish people will be able to live a normal life, the kind of life a nation that has its own state can lead. This is first and foremost an ethical position, because every nation that has achieved independence for itself is morally bound to stand with the Turks so that they, too, are able to live as a free people in the land they have inhabited for thousands of years. They are not immigrants, they are not invaders, and they will not go anywhere else.

Meetings of exiled Kurds have been taking place lately to come up with ideas for moving towards some level of self government for the Kurds, while looming in the background there is the Turkish threat to squash any trace of Kurdish independence in what was once the land of Syria.

The Kurds in Syria, however, are fully aware of their Iraqi brothers who have had a government, parliament, army, communications and economic system of their own in an independent region for twenty years, with minimal ties to Iraq. Kurdish refugees are travelling worldwide trying to elicit well-deserved financial and public support for their plight. The world – its nations, organizations and citizens – simply must support them.

The world must tell the Kurds: It is time for your redemption. It is time to announce the death of the artificial countries of Syria and Iraq, created in the Sykes-Picot Agreement; it is time to rearrange the Middle East in accordance with the interests of its own peoples, not those of Britain and France.

Colonialism disappeared seventy years ago, and the time has come to erase that colonialist heritage – that is, the borders of Syria and Iraq. What happened to Yugoslavia, Czechoslovakia and the USSR is the model for redesigning the Middle East. All three came apart on ethnic lines and most are now developing, tranquil and legitimate modern states. Ukraine is doing the same thing right now. This is a natural process in a world where ethnic origins are of great significance to most of the public, where groups are willing to wage war with one another due to differences in language, culture and tradition.

As far as this is concerned, the Middle East is no different from Europe. Here, too, loyalty to traditional frameworks – tribe, people, religion and sect – are stronger than loyalty to a modern state. That is why the post WWI nations, especially Syria and Iraq, failed in the main goal of a state: to find a place in the hearts of their citizens, to create an Iraqi and Syrian national ethos, to exchange the traditional loyalty and identity with that of modern statehood. That is why the Kurds are still defined as Kurds – by their neighbors as well as by themselves – and not as Syrians, Iraqis, Turks or Iranians.

The West and particularly Israel, must take a moral stance – which also happens to be a realistic stance – and support, both in word and deed, the legitimate rights of the Kurds to full independence and to a state like all the other peoples of the world. That is the only way to free them from decades of suffering brought on by long-extinct colonial interests. All those nations so eager to recognize a "Palestinian people", a fictitious "people" whose existence was unknown before the 1970's, a "people" without its own language, culture, ethnicity or territory – let's hear them for the Kurds. The Kurds are a real nation, much more deserving of recognition and rights than the virtual Palestinian "people".

Turkey will not be pleased with international recognition of Kurdish rights. The Turks massacre the Kurds mercilessly; in the last thirty years alone, the Turkish army murdered tens of thousands of Kurds in Turkey and Iraq. The world – from an ethical point of view – must tell the Turks that "enough is enough, the time has come for you to recognize the legitimate rights of the persecuted and oppressed group for whose suffering you bear a good deal of responsibility."

The Arab government of Iraq will make some noises about not wanting a Kurdish state taking oil and territory from Iraq. But if and when a Kurdish state is established, a good many Iraqi Arabs will breathe a sigh of relief. Assad's heart will also rejoice once the world liberates →

→ him from the Kurds - and the Iranians, who have a small number of Kurds in their country, will begin to worry that their Kurds will also want to separate from the country that rules them only because of the British.

If the Iranian Kurds continue their efforts to have an independent state and begin to fight for it, they might inspire other minorities who live in Iran to demand ethnic rights and even the legitimate right to become a separate entity. This scenario is just as possible in Iran as it is in Iraq, Syria and Turkey and might lead to an Iranian civil war and collapse, another possible positive outcome of a Kurdish state in Syria.

No less a positive outcome would be felt in dealing with Islamic State. The Kurds are

proving that they are just about the only force in the region that is steadfastly battling Islamic State. Other countries - Turkey and Iran - have not rushed to send their soldiers to the battlefield, and might never do so. The West and several Arab nations are limiting their involvement to air power, which cannot destroy Islamic State. If ground forces that can search each house, basement, apartment and ditch do not join the war, Islamic State will not be defeated. In that case, Islamic State will probably be around for a good number of years and the world will accept its existence as a fact.

Is the acceptance of the right of the Kurds to independence as a fact less probable than that of Islamic State? In a situation where the Middle East is collapsing, it is imperative to begin the

process of building alternatives to its failed states. A Kurdish state could well be a new and well ordered beginning for the modern history of the Middle East, with a better chance of succeeding than the one that followed WWI and failed in most instances. A Kurdish state will be the "coming thing" in the region and open the Middle East "Spring of Nations", 166 years after a similar "Spring" began in Europe. ■

*Dr. Mordechai Kedar is a senior lecturer in the Department of Arabic at Bar-Ilan University. He served in IDF Military Intelligence for 25 years, specializing in Arab political discourse, Arab mass media, Islamic groups and the Syrian domestic arena. Thoroughly familiar with Arab media in real time, he is frequently interviewed on the various news programs in Israel.*

# Something's wrong with Turkey's Kurdish peace bid

OPINION/ MURAT YETKİN  
hurriyetdailynews.com  
October/24/2014

The ruling Justice and Development Party (AK Parti) recently made official the two-year-old dialogue with Abdullah Öcalan, the imprisoned leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has so far been carried out by the National Intelligence Organization (MIT). It also decided to set up 11 committees to work on problem areas.

Prime Minister Ahmet Davutoğlu says there could be a final settlement within a few months.

A similar statement was made by Sırrı Süreyya Önder, an MP for the Kurdish problem-oriented Peoples' Democratic Party (HDP), who has recently visited Öcalan in the İmralı Island Prison in the Sea of Marmara. Önder went as far as to give a date for a possible settlement as next March.

Both say the dialogue process was not interrupted, despite a number of ups and downs over the last few weeks.

But both also have a number of reservations, despite the optimism that they are trying to reflect to the public. There are too many "ifs" in their respective statements.

When Davutoğlu says, "if the parties act responsibly," he implies a lack of trust in the PKK leadership and the HDP, which share similar grassroots.



*Deputy PM Bülent Arınç said HDP lawmakers Sırrı Süreyya Önder (C), Pervin Buldan (R) and İdris Baluken (L) had not been assigned to the secretariat. AA Photo*

When Önder claims that there is "a structure within the government" that is trying to hamper the talks, he is mainly implying the security forces, the military and intelligence agencies.

In the same interview with CNN Türk, Önder mentioned the establishment of a "secretariat" to serve Öcalan - both inside and outside prison - for the next level of the talks, about which there has been an agreement in principle with the government. Those words were denied within a few hours by Deputy Prime Minister Bülent Arınç, but they were repeated by HDP co-head Selahattin Demirtaş, who said Öcalan wanted to include a name from "Kandil" in the "negotiations." "Kandil" refers to the mountainous region of the Kurdistan Regional Government's (KRG) area in Iraq, where the military and political headquarters of the PKK are located.

However, speaking during a visit to Latvia yesterday, President Tayyip Erdoğan did not try to be subtle like Davutoğlu. He said it was the PKK and the HDP that could not "digest" the "process."

That is the clearest indication that something is not quite right about Turkey's

Kurdish bid, mainly due to three factors:

The first is the Kobani factor. The Kurdish-populated Syrian town of Kobane (Ayn al-Arab) near the Turkish border has been under attack from the Islamic State of Iraq and Levant (ISIL) for a month. The militia of the Democratic Union Party (PYD) there, which is the sister of the PKK in Syria, has started to get weapons support from the U.S.-led coalition, "despite Turkey's will" as Erdoğan stated yesterday. So, Erdoğan is carrying out talks with the PKK in pursuit of peace but does not want the U.S. to provide arms to the PYD for defense against ISIL, because he says the PYD is a terrorist organization like the PKK.

The second factor is the AK Parti itself. Giving too much to the PKK might alienate the strong Turkish-Islamic wing in the party ahead of the upcoming parliamentary elections, scheduled for June 2015.

The third factor is related to the elections. The key term in Davutoğlu's statement is "the next few months," while the key issue in Önder's statement is the "March" prediction, as rumors intensify in Ankara about a possible early election in late April or early May instead of June. There are two possible reasons for an early election: Pressing economic circumstances and Erdoğan's desire to go for a constitutional change to introduce a semi-presidential system hoping for the support of Kurdish votes.

The PKK in Kandil has expressed its worry that the AK Parti is dragging its feet, playing with time until the election and will do nothing after it.

Kemal Kılıçdaroğlu, the leader of the main opposition Republican People's Party (CHP), yesterday underlined the "lack of transparency" in the Kurdish peace bid, and suggested that Davutoğlu should bring the issue to Parliament so that they could learn about it and perhaps give support. That could suit Davutoğlu's style, but definitely not Erdoğan's.

■ ■ ■

Le Monde

22 OCTOBRE 2014

# Ankara autorise les Kurdes d'Irak à secourir Kobané

## La Turquie ouvre sa frontière aux peshmergas, mais refuse toujours d'aider le PKK contre les djihadistes

ISTANBUL - correspondante

C'est un virage à 180 degrés. La Turquie va désormais autoriser les peshmergas irakiens à passer par son territoire pour aller prêter main-forte aux combattants kurdes qui défendent la ville syrienne de Kobané, encerclée depuis un mois par les djihadistes de l'Etat islamique (EI). « *Nous aidons les peshmergas kurdes irakiens à franchir la frontière pour aller à Kobané* », a déclaré le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, lors d'une conférence de presse à Ankara, lundi 20 octobre.

Cette annonce est d'autant plus surprenante que, la veille, le président, Recep Tayyip Erdogan, avait rejeté toute possibilité d'aide aux combattants kurdes de Kobané, membres des Unités de protection du peuple (YPG), soit la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD), le principal parti kurde syrien, qui est, en réalité, une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), indépendantiste et d'inspiration marxiste, interdit en Turquie.

« *Il a été question de former un front contre l'EI en donnant des armes au PYD. Pour nous, le PYD est l'égal du PKK, c'est une organisation terroriste* », avait proclamé le numéro un turc, de retour, dimanche, d'une visite éclair à Kaboul. « *Les Etats-Unis, nos alliés dans l'OTAN, ont tort d'évoquer ouvertement ce soutien en espérant que nous acquiescerons* », avait-il insisté.

### Coup de pouce américain

Ces déclarations sont intervenues après l'appel du président des Etats-Unis, Barack Obama, soucieux d'informer son homologue turc d'une aide ponctuelle américaine aux combattants kurdes qui défendent Kobané contre les djihadistes, beaucoup plus nombreux et mieux armés. Dimanche, les unités kurdes des YPG ont reçu des armes légères, des munitions, des médicaments et des vivres, largués par des avions de l'armée de l'air américaine.

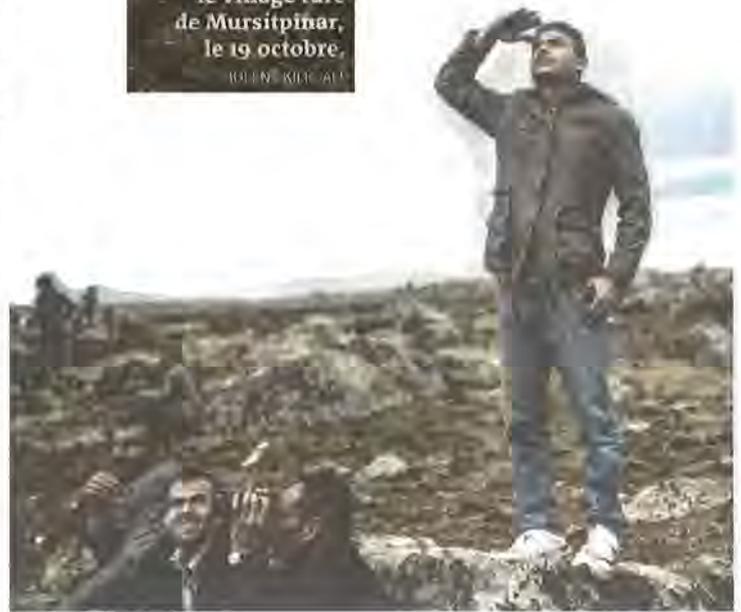
Ces derniers jours, la presse turque ne s'était pas privée de critiquer durement la coalition conduite par Washington pour lutter contre l'EI. « *La participation de la Turquie à la coalition (...) souligne une fois de plus l'appartenance problématique du pays à l'OTAN* », écrivait récemment Lale Kemai, l'éditorialiste du quotidien d'opposition *Zaman*.

Pour infléchir la position turque, les Américains ont dû expliquer que l'aide aux Kurdes syriens affiliés au PKK, un parti considéré par Washington comme terroriste, n'était que passagère. « *Nous avons parlé aux autorités turques, je l'ai fait, le président aussi, et nous avons clairement expliqué qu'il n'y avait aucun revirement de la politique américaine. Il s'agit d'un moment de crise, d'une urgence* », a indiqué lundi le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, depuis l'Indonésie. Tourner le dos à « *une communauté qui combat l'EI serait irresponsable* », a résumé le chef de la diplomatie américaine. Si les Turcs ont atténué leur hostilité, c'est parce que toute l'opération de soutien aux combattants kurdes de Kobané a été placée sous le patronage de Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, le meilleur allié d'Ankara dans la région.

Ces derniers jours, les Kurdes d'Irak ont multiplié les gestes de rapprochement envers les Kurdes syriens du PYD avec lequel les relations étaient depuis fort longtemps marquées par des querelles de clocher. La semaine dernière, Saleh Muslim, le chef du PYD, a été invité à suivre les travaux du Parlement kurde d'Irak du Nord à Dohouk. Une décision historique a été prise le 15 octobre par les parlementaires kurdes : la reconnaissance des trois cantons autonomes kurdes de Syrie – les régions d'Afrin, de Jazira (région de Kobané) et de Qamichli – tout en adoubant un projet d'aide militaire aux combattants des YPG.

Ankara, qui craint une contamination des revendications autonomiste à ses propres Kurdes (15 millions de personnes dans le

Des civils observent les combats dans la ville syrienne de Kobané, depuis le village turc de Mursitpinar, le 19 octobre.



sud-est du pays, où l'influence du PKK demeure très forte), a sans doute été calmé par le fait que la « *Constitution* » des Kurdes de Syrie évoque une autonomie au sein d'une Syrie « *unitaire* ». « *Comme l'EI, le PYD veut contrôler une partie du territoire syrien* », a rappelé lundi le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu, invitant « *le PYD et ses alliés* » à « *renoncer à leurs ambitions* ».

### Crainte de contamination

Le fait que l'aide aux Kurdes de Syrie soit parrainée par Massoud Barzani, l'homme de confiance des services de renseignement turcs (MIT), facilite la compréhension des islamo-conservateurs au pouvoir en Turquie. Qu'une tierce partie, les peshmergas irakiens, se lance à la défense de Kobané, permet au président Erdogan de conserver sa rhétorique anti-américaine et anti-PKK.

Le corridor qui sera établi dans les prochains jours à partir de la Turquie pour faciliter les renforts vers Kobané sera emprunté par les Kurdes d'Irak et personne

d'autre. Pas question de laisser les combattants turcs du PKK y avoir accès. Mais il est une autre explication du revirement turc. Selon Rusen Cakir, spécialiste turc du Moyen-Orient, qui s'exprimait dans le cadre d'une conférence sur les Kurdes à Londres le 15 octobre, « *le président Erdogan a été choqué de découvrir que les manifestants kurdes avaient le pouvoir de déstabiliser le pays. L'Etat turc ne peut se le permettre* ».

Le sort de Kobané, étranglée par les djihadistes sans que la Turquie ne lève le petit doigt, a entraîné récemment une vague de protestations sur tout le territoire turc, au cours desquelles plus de 30 personnes sont mortes. Pour M. Erdogan, engagé depuis 2005 dans un processus de paix avec le PKK, la reprise de la guerre dans les régions du sud-est serait un désastre, d'autant que son parti, l'AKP (Parti pour la justice et le développement), compte sur les voix kurdes aux législatives de juin 2015 pour asseoir son leadership. ■

MARIE JÉGO

# En Syrie, pendant les frappes, la répression continue

## L'armée de Damas concentre toute sa puissance de feu aérienne sur Alep, bastion des rebelles

BEYROUTH - correspondant

**D**ans le ciel de la Syrie, deux guerres cohabitent. Celle de l'armée américaine contre l'Etat islamique (EI) et celle du régime Assad contre la rébellion syrienne. Mais ces deux conflits ne sont pas menés avec la même intensité. Durant les deux premiers jours de la semaine, les positions des djihadistes ont été frappées à sept reprises, selon le Commandement central américain, alors que les zones rebelles ont été bombardées plus de deux cents fois, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Les opposants au président Bachar Al-Assad hurlent au marché de dupes. Ils constatent que l'offensive internationale contre l'EI, actuellement concentrée sur la ville kurde de Kobané, assiégée par les djihadistes, laisse les mains libres à Damas, lui permettant d'accroître la répression de l'insurrection. « Kobané a détourné l'attention de tous les médias et de toute la communauté internationale, s'insurge Baraa Abdulrahmane, un journaliste citoyen basé à Douma, en banlieue de Damas. Le régime

**Damas laisse l'aviation américaine user à sa guise de son espace aérien et prétend aussi venir en aide aux Kurdes**

*en profite pour faire ce qu'il veut. Ma ville est bombardée quinze à vingt fois par jour, avec des armes aussi dévastatrices que des bombes à fragmentation. Le mois dernier, j'ai pris en photo 350 martyrs, rien qu'à Douma. »*

### Affaiblir l'opposition

Outre Douma, porte d'entrée de la Ghouta, la banlieue agricole de Damas, toutes les autres places fortes de la rébellion ont été pilonnées ces derniers jours : la province d'Idlib (nord), où l'EI est absente, celle de Hama (centre), celle de Quneïtra (sud) sur le plateau du Golan, où les brigades rebelles ont beaucoup progressé ces dernières semaines et celle de Deraa, contiguë de la Jordanie. Mardi, les villages frontière de Nasib et Yadouda ont subi une dizaine de bombardements, faisant 25 morts dont 7 enfants, en représailles à une attaque contre le barrage d'Umm Al-Mayadin, une localité plus au nord.

Désormais dispensée de combattre l'EI – une confrontation à laquelle elle s'était résignée durant l'été après avoir fermé les yeux sur la poussée des djihadistes –, l'armée gouvernementale peut consacrer toute sa puissance de feu aérienne à la répression de l'opposition. « Le régime a significativement intensifié ses bombardements contre les quartiers libérés de Damas et d'Alep depuis l'entrée en action de la coalition anti-EI », accuse Oubai Shahbandar, un conseiller de la Coalition nationale syrienne, le principal rassemblement anti-Assad.

Ses frappes visent à affaiblir au maximum l'opposition et à dissuader les Etats-Unis de conclure, avec les rebelles jugés « modérés »,



Des militaires pro-Assad, au nord-est d'Alep, le 19 octobre.

un partenariat similaire à celui que Washington a de facto noué avec les Unités de défense populaire (YPG) de Kobané. Non seulement l'aviation américaine a parachuté des vivres et des armes à la milice kurde, considérée jusque-là comme « terroriste », mais elle coordonne ses frappes avec les défenseurs de la ville, ce qui a permis d'endiguer l'assaut des djihadistes.

### Tentatives d'assassinat

Signe éloquent, plusieurs hauts responsables de l'insurrection anti-Assad ont fait l'objet de mystérieuses tentatives d'assassinat ces derniers temps, comme Jamal Maarouf, le chef du Front des révolutionnaires syriens, qui y a échappé de peu, et plus récemment Ahmed Taha, le chef de l'Armée de l'Oumma, à Douma, qui a lui aussi survécu.

Les efforts du régime se portent principalement sur Alep, la métropole du nord, dont les rebelles contrôlent la partie est et nord depuis juillet 2012. Vidée de sa population par les bombardements, notamment le largage de barils explosifs, qui ont détruit des quartiers entiers, la ville est en passe d'être encerclée par les forces gouvernementales, qui détiennent la partie ouest et progressent depuis plusieurs mois par le sud et par l'est. Le sort du dernier couloir d'approvisionnement des insurgés, relié à la frontière

turque, dépend des combats en cours à Handarat, un village à quelques kilomètres au nord d'Alep.

« A moins que des munitions ne parviennent aux rebelles, l'encerclement complet d'Alep n'est plus qu'une question de jours », constate, dépité, Sinan Hatahet, un opposant basé à Istanbul. « Si la coalition veut que la population sunnite locale soutienne son combat contre Daech, elle doit aider ces communautés à repousser l'attaque du régime sur Alep, martèle Oubai Shahbandar. La coalition ne parviendra pas à défaire les djihadistes aussi longtemps qu'elle ne s'attaquera pas la raison première de leur essor, à savoir Assad. »

Pour contrer ce discours, le régime joue au bon élève de la coalition. Non seulement il continue de laisser l'aviation américaine user à sa guise de son espace aérien, mais il prétend aussi venir en aide aux Kurdes. Mercredi, Damas a même affirmé que l'aviation syrienne avait détruit deux avions de chasse, saisis par l'EI, près d'Alep. Une attaque qui a peu à voir avec le martyr de Kobané. Le régime voulait avant tout priver les Occidentaux de tout argument justifiant la mise en place d'une zone d'interdiction aérienne, laquelle aurait également cloué au sol les bombardiers syriens. Le supplice d'Alep peut continuer. ■

BENJAMIN BARTHE

## LE CHIFFRE

533

### morts dans les frappes anti-EI

Les frappes aériennes, menées par la coalition sous conduite américaine, ont fait 533 morts en Syrie, dont 32 civils, depuis leur lancement, voici un mois, a déclaré, jeudi 23 octobre, l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Une grande majorité des personnes tuées (464) sont des membres de l'Etat islamique, précise l'organisation, basée à Londres, qui dispose d'un vaste réseau d'informateurs sur place. Six des civils tués sont des enfants et cinq autres des femmes. Les 57 autres victimes des bombardements sont des membres du Front Al-Nosra, organisation insurgée affiliée à Al-Qaïda.

# Erbil vote le déploiement des peshmerga à Kobané, Erdogan toujours ambigu

22/10/2014

www.france24.com Avec AFP

Alors que les combats se poursuivent à Kobané, le Parlement du Kurdistan irakien a voté, le 21 octobre, l'envoi de ses troupes. Erdogan, qui a autorisé leur passage par la Turquie, refuse toujours une aide directe aux Kurdes de Syrie.

Les Kurdes résistent à Kobané. Après de violents combats dans la nuit de mardi à mercredi 22 octobre, les Unités de protection du peuple kurde (YPG) ont arrêté la progression des combattants de l'organisation de l'État islamique (EI) dans les quartiers du sud et de l'est de la ville, selon les informations d'un responsable kurde. Mais, malgré l'aide de la coalition internationale qui a livré des armes et des munitions lundi par voie aérienne, la bataille reste rude et la situation fragile.

Les jihadistes se montrent toujours aussi déterminés à s'emparer de Kobané, troisième ville kurde de Syrie, frontalière de la Turquie. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), l'EI achemine des renforts "à cause des pertes subies" dans les combats des derniers jours.

Depuis le 16 septembre, les combats incessants à Kobané ont poussé à la fuite plus de 300 000 personnes et fait plus de 700 morts, selon l'OSDH. Selon les représentants kurdes, 3 000 personnes seraient toujours bloquées à la frontière. Après plus d'un mois de combats acharnés, les renforts kurdes se font donc cruellement attendre.



© Bulent Kilic, AFP | Assaut de l'organisation de l'État islamique (EI) sur Kobané le 20 octobre.

## LE PARLEMENT DU KURDISTAN IRAKIEN VOTE LE DÉPLOIEMENT DES PESHMERGA

L'arrivée des peshmerga - combattants kurdes d'Irak - ne devrait plus tarder. Les députés du Parlement du Kurdistan irakien autonome se sont prononcés mercredi en faveur de l'envoi de combattants pour prêter main forte aux Kurdes syriens qui se battent à Kobané. "Aujourd'hui, au Parlement, nous avons décidé d'envoyer des peshmerga à Kobané dès que possible", a déclaré le député Mahmoud Hadji Omer.

Les peshmerga irakiens avaient joué un rôle crucial dans la lutte contre les jihadistes lorsque ces derniers avaient lancé une offensive fulgurante dans le nord de l'Irak, en juin, face à une armée irakienne en déroute. Depuis le feu vert d'Ankara, tous attendent d'eux la même efficacité en Syrie.

Lundi 20 octobre, la Turquie, qui entretient de bonnes relations avec le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a autorisé le passage des peshmerga sur son territoire. Un laissez-passer qui ne vaut que

pour eux. Ankara n'a pas cédé à la pression des Kurdes de Turquie qui souhaitent, eux aussi, combattre aux côtés de leurs "frères du Rojava" (région à majorité kurde dans le nord de la Syrie).

## ANKARA TOUJOURS AMBIGÛE

Le ministre turc des Affaires étrangères écarte toujours l'idée d'une aide directe au parti kurde syrien, le PYD, considéré par son pays comme une organisation "terroriste" proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Engagé dans une guerre contre Ankara, qui a fait plus de 30 000 morts depuis 1984, le PKK reste l'ennemi public numéro 1 en Turquie.

La décision de la coalition internationale de larguer armes et munitions aux Kurdes de Kobané a d'ailleurs été très mal accueillie par Ankara. "Il est clair que (cette décision) était mauvaise", a déclaré mercredi Recep Tayyip Erdogan, expliquant que ces armes étaient tombées entre les mains du PYD et du groupe État islamique (EI).

"Je ne comprends pas pourquoi Kobané est d'une importance si stratégique aux yeux des Américains, il n'y a plus aucun civil" dans la ville, a-t-il poursuivi, avant de rappeler sa position fondamentale : "Toute aide fournie au PYD va bénéficier au PKK. Et nous, la Turquie, nous devons nous battre contre ça", a poursuivi le président turc devant la presse.

Après avoir multiplié les frappes aériennes contre les positions des jihadistes qui font le siège de Kobané, les Américains ont procédé, tôt lundi, à un premier largage aérien d'armes, de munitions et de matériel médical aux forces des Unités de protection du peuple (YPG), la branche armée du PYD à la pointe du combat contre l'EI.

□ □ □



4 photos montrant des jihadistes de l'EI juste avant une explosion provoquée par une frappe aérienne de la coalition sur une colline de Tilsehir, à la frontière syro-turque © AFP

# L'ONU dénonce une « tentative de génocide » des yézidis, en Irak, par l'Etat islamique

Selon le secrétaire général adjoint aux droits de l'homme des Nations unies, des milliers de membres de cette minorité religieuse ont été tués ou réduits en esclavage

NEW YORK (NATIONS UNIES)  
correspondante

Les éléments dont nous disposons nous laissent penser que les attaques contre les yézidis en Irak pourraient relever du génocide. Ces mots sont ceux du secrétaire général adjoint aux droits de l'homme de l'ONU, de retour d'une semaine en Irak. Ivan Simonovic n'est pas amateur de surenchère, et auprès des journalistes qu'il rencontre mardi 21 octobre, il insiste : le rôle de qualifier les atrocités commises par l'Etat islamique (EI) revient à la Cour pénale internationale. Le sien est d'informer et d'alerter. Il se contente donc de parler de « tentative de génocide ». Selon divers témoignages, des milliers de Yézidis ont été tués, certains enterrés vivants ou réduits en esclavage. Les combattants de l'EI, qui ont progressé

ces vingt-quatre dernières heures en direction des monts Sinjar, dans le nord-ouest de l'Irak, ne laissent d'autre choix aux membres de cette minorité religieuse kurde que de se convertir à l'islam ou d'être tués.

Derrière cette menace transparaît l'« intention d'exterminer » un groupe religieux, estime Ivan Simonovic. Plus de 40 000 Yézidis ont fui, sans eau ni nourriture, le nord du pays après y avoir été persécutés par les djihadistes, qui les accusent d'être des « adorateurs du diable ».

Leur nombre est estimé entre 100 000 et 600 000 en Irak. Selon l'ONU, 7 000 seraient piégés dans les montagnes. Les autres minorités se voient offrir le choix entre la conversion, la fuite ou la mort, précise le diplomate croate, pointant la différence de traitement entre les différents groupes ethniques.

Les génocides, selon la conven-

tion adoptée en 1948 par l'Assemblée générale de l'ONU, sont « des actes commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux », rappelle-t-il. Les atrocités commises par l'EI depuis quatre mois « pourraient être assimilées à des crimes de guerre et crimes contre l'humanité », ajoute-t-il, « choqué » par le succès des campagnes de recrutement des djihadistes, particulièrement auprès des jeunes.

Converties ou pas à l'islam, les jeunes filles sont kidnappées, vendues et violées. Ivan Simonovic a rencontré une trentaine de Yézidis à Erbil, Bagdad et Dohuk. Parmi eux, une fillette de 12 ans, qui avait réussi à s'échapper après avoir été vendue comme esclave sexuelle, un père dont les quatre fils ont été exécutés sous ses yeux après avoir refusé de se convertir, un enfant ayant réchappé à un crime de

masse.

**Tribunal ad hoc**

Au début du mois, un rapport de l'ONG Human Rights Watch avait souligné que « l'enlèvement et l'agression systématiques de civils yézidis » pourraient constituer des « crimes contre l'humanité ». Le haut responsable de l'ONU plaide pour la mise en place d'un tribunal ad hoc pour l'Irak, à l'instar des tribunaux spéciaux pour le Rwanda et le Liban. Il exhorte Bagdad, sans trop y croire toutefois, à adhérer aux statuts de la Cour pénale internationale.

Modifier les législations irakienne et kurde de manière à pouvoir traduire en justice les auteurs de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, « indépendamment de qui ils sont, de leur origine ethnique, de leur appartenance religieuse ou politique », est une autre option ayant l'avantage d'être régionale, qu'il encourage vivement. ■

ALEXANDRA GENESTE

Le Canard enchaîné

« Le Canard enchaîné » – mercredi 29 octobre 2014

## Un million par jour pour l'Etat islamique

C'est ce que rapporte la vente en dollars, et à bas prix, du pétrole irakien.

Mais l'or noir n'est pas la seule ressource des djihadistes.

LES 22 chefs d'état-major des pays de la coalition vont se retrouver aux Etats-Unis dans les premiers jours de novembre. Une réflexion collective, considérée comme « décisive » par l'optimiste ministre français de la Défense, car il s'agira de définir enfin « une planification stratégique » et de fixer « les objectifs et les moyens » attribués à chaque membre de cette « sainte alliance », telle que la qualifient parfois ses chefs.

La mobilisation est générale. Une réunion de diplomates précédera celle des cerveaux militaires. Signe des temps, elle se déroulera à Bahreïn, une petite monarchie pétrolière où un roi sunnite se maintient au pouvoir, face à une population en majorité chiite, grâce à la présence de blindés saoudiens. Mission confiée à cette assemblée peu diplomatique : trouver les moyens – bancaires ou autres – permettant d'« assécher » les financements de l'Etat islamique. « Ce que personne, à Washington, Paris ou Londres, n'a envisagé de faire pendant plusieurs années », raille un mauvais esprit du Quai d'Orsay.

Le spécialiste américain du financement terroriste, David Cohen, sous-secrétaire au Trésor, participera à ces gambes. A l'en croire, « des dizaines de millions de dollars [alimentent] chaque mois » les djihadistes. Le pétrole irakien, par exemple, qu'ils vendent clandestinement, et à bas prix, leur rapporte « 1 million de dollars par jour », a précisé David

Cohen, le 17 octobre à Washington, lors d'une conversation dont les services français ont eu connaissance par des moyens que « Le Canard » ignore. Ironie de l'histoire : ce carburant parvient parfois aux soldats de Bachar et à certains groupes rebelles qui veulent lui faire la peau. Rien à dire : il s'agit de clients sérieux et bons payeurs.

Mais les ressources de ces djihadistes ne se limitent pas à la vente clandestine d'or noir. Comme on le sait, ils se sont emparés de 450 millions de dollars dans la banque centrale de Mossoul. Et, comme on feint encore de l'ignorer, des organisations dites « humanitaires » et des personnalités privées, originaires des pays du Golfe, continuent de financer leur combat, toujours selon David Cohen et les services américains.

### Guerres à crédit

Pour les coalisés aussi, et notamment pour le budget américain, cette guerre est hors de prix. Jean-Yves Le Drian le sait, qui pense aux difficiles fins de mois de son ministère, au coût des opérations menées en Afrique ou en Irak et aux dépenses provoquées par le retrait français d'Afghanistan. Etait prévu, en 2014, un montant de 450 millions, mais les services de Le Drian évaluent aujourd'hui la facture à 1,15 milliard.

Une « rallonge budgétaire » sera-t-elle obligatoire ? Oui, selon des fonctionnaires

de la Défense, car d'autres interventions seront peut-être nécessaires au Sahel ou ailleurs. D'autant que, en Irak, Le Drian réfute toute idée de « guerre éclair », face à « une véritable armée terroriste » de 30 000 à 40 000 combattants déterminés et bien équipés (dernière évaluation des services alliés de renseignement).

Autre mauvaise nouvelle du front : plusieurs hélicoptères de l'armée irakienne ont été récemment abattus. A en croire un rapport de la Direction du renseignement militaire, les djihadistes sont en train de se doter d'une « petite quantité, encore marginale », de missiles sol-air. Nationalité de ce précieux matériel : des FN-6, de conception chinoise, et des SAM-7 russes, d'origine bulgare. Le tout récupéré en Syrie et en Irak, dans les arsenaux abandonnés par des militaires en déroute face aux méchants barbus. Lesquels pourraient, craignent les Américains, s'approcher discrètement de l'aéroport de Bagdad et s'en prendre aux avions civils ou militaires qui l'utilisent chaque jour.

Encore un aspect de la « guerre asymétrique », telle que l'analysent de sérieux experts : les alliés balancent des bombes très chères, guidées au laser, et les bombardés tirent des petits missiles sur l'avion qui passe. A chacun selon ses moyens, et cela va durer longtemps, longtemps, avouent les grands chefs.

J. C.

## OPINION

# Turkey's new Kurdish problem

**Mustafa Akyol**

Contributing Writer

**ISTANBUL** "Nations do behave wisely once they have exhausted all other alternatives," the Israeli diplomat Abba Eban once quipped. The Turkish government finally seems to be doing so in Kobani, the northern Syrian city besieged by the Islamic State — after trying everything else. Turkey is now helping Kobani's defenders after standing, literally, on the sidelines for weeks as a battle raged just across the border.

As Kobani was encircled by Islamic State forces, despite air strikes by the United States and its allies, Turkey, a NATO ally, had tanks positioned only a few miles away. Why, many wondered, did Turkey do nothing to help the secular Kurdish fighters defend themselves against brutal religious fanatics?

Things looked more complicated from Turkey's perspective though. Kobani's defense is spearheaded by the Democratic Union Party, or P.Y.D., a Syrian Kurdish party that shares the ideology of the Kurdistan Workers Party, or P.K.K., a group that both Turkey and the United States define as a terrorist organization. The organization's 30-year war with Turkey has claimed 40,000 lives.

Therefore, for many Turks, the battle was not between heroic Kurdish fighters and bloody terrorists; it was between two different types of terrorists. Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, made this clear when he stated repeatedly that the Islamic State is "the same" as the P.K.K. and P.Y.D.

It would be unfair to depict Turkey's stance as categorically "anti-Kurdish." After all, it is the same Turkey that recently welcomed 180,000 refugees from Kobani, most of them Kurds, in addition to the 1.5 million Syrians who have already found a safe haven in Turkey.

Turkey also helped the Iraqi Kurds by secretly giving them weapons to use against the Islamic State, as Massoud Barzani, the president of the Kurdistan Regional Government in Iraq, recently declared. When it came to Kobani, Turkey's problem was not that the city was dominated by Kurds, but by a specific Kurdish party affiliated with the P.K.K. — Ankara's longstanding nemesis.

Nevertheless, Mr. Erdogan should

have been more amenable to helping Kobani's fighters. After all, it was under his own leadership that the Turkish government initiated a commendable "peace process" with the P.K.K. about two years ago. Since then, guns have been mostly silent and hopes have increased for a permanent resolution of Turkey's festering Kurdish problem.

But the process has been sluggish — partly due to the lack of trust on both sides. Mr. Erdogan is acting as if he wants to keep the peace process as a bargaining chip to help achieve his own political goals, such as drafting a new constitution that grants him even more power. Meanwhile, the P.K.K. has repeatedly threatened to renew its armed struggle and is employing small-scale violence, such as arson and vandalism.

**Turkey finally acted in Kobani after weeks on the sidelines. But problems with the Kurds at home still fester.**

Kobani could have been an opportunity to help overcome these troubles, had the government used more empathetic language and taken the key step of allowing Kurdish fighters from Iraq to pass through Turkey to come to Kobani's aid a month ago. Instead, the government's language of indifference and its policy of inaction enraged Turkey's own Kurds. Some of them organized violent protests, during which some bystanders were killed by protesters simply because they had long beards and looked like Islamists.

This wanton violence by pro-P.K.K. militants deserves condemnation. At the same time, Turkey's stance toward Syria's Kurds needs an overhaul. First, Turkey should remind itself that despite the militancy of the P.K.K., the Kurds are still the best ally for Ankara at a time when both of its southern neighbors, Syria and Iraq, are dissolving in chaos.

Second, Turkey's government should also realize that while the brutal regime of Bashar al-Assad may indeed be the core trouble in Syria, the Islamic State is not a mere "symptom" of the Assad regime; it is now a deadly disease in itself, with a growing potential to hurt and destabilize Turkey.

Mr. Erdogan and Turkey's prime minister, Ahmet Davutoglu, should also strive to preserve Turkey's own internal

peace by reconciling its tense society, which is now bitterly divided along political, ethnic and sectarian lines. They can do this only by using a language of moderation and empathy, tolerating criticism and peaceful protest, and offering fair and transparent governance.

Unfortunately though, the government's response to Turkey's polarization is to flex its muscles, which is counterproductive. After the recent protests, the government proposed legal reforms that would give it sweeping powers to crack down on dissent.

If the law passes, it will be easier for the police to wiretap and search suspects, and lawyers will have limited access to the evidence against their clients. The authorities will also be able to seize money and property if they find that "crimes against the government" have been committed. Many fear that these broad definitions could be used to criminalize political opposition.

The underlying problem is that the government sees all opposition to its rule as a well-crafted conspiracy to topple it and bring back the much-demonized "old Turkey." Ironically, the main problem with that "old Turkey" was the same conspiratorial mindset, which resulted in the exact same manifestations of authoritarianism.

For a truly "new" Turkey, which will not be a part of the chaos in the Middle East but a cure to it, the government must move on with the "peace process" with the P.K.K. and fully realize its rapprochement with the Kurds. But it also needs to begin a new peace process with the opposition groups at home, which it has been demonizing as traitors and enemies within.

*MUSTAFA AKYOL is a columnist and the author of "Islam Without Extremes: A Muslim Case for Liberty."*

International New York Times

OCTOBER 27, 2014

# Iraqi Kurds frustrated in attempt to sell their oil

KIRKUK, IRAQ

## Region keeps pumping and investing as U.S. and Baghdad put up hurdles

BY AZAM AHMED AND CLIFFORD KRAUSS

Roughly two dozen huge oil tankers are idly turning figure eights around the Mediterranean or on the high seas, loaded with oil pumped from wells in Iraqi Kurdistan but with nowhere to legally offload it.

The oil fleet is a costly gamble, to the tune of millions in fees each month, by Kurdish officials who are desperately trying to sell the oil abroad, even as the Iraqi government and the United States are blocking their attempts.

To Iraqi officials, the tankers are carrying contraband — oil that by law should be marketed only by the Iraqi Oil Ministry, with the profits split: 83 percent for the Baghdad government, 17 percent for the Kurdish autonomous government in the north.

Fearing that Iraqi Kurdistan would use oil profits to fuel a bid for independence, the Iraqi government has threatened to sue any country or company that buys Kurdish oil and has cut off national funding for the Kurdish region.

The Kurds have kept pumping oil anyway, betting that their American allies, who have pressured them to abide by the Iraqi oil law, will soften their stance, and that buyers will come forward. But as oil prices have plummeted and Iraq and the United States have refused to budge, the odds are getting longer by the day.

For now, Kurdish officials are sticking to a long-term view of the confrontation, despite its high cost at a time when the government is all but broke.

They believe that eventually the oil glut this fall will end and that international buyers will need Kurdish crude and support their nationalist aspirations.

“The ships going out to the international seas are testing the waters,” said Khalid Salih, a former senior adviser to the Kurdish Ministry of Natural Resources. “Suddenly, you will see and hear breakthroughs.”

American officials who want Kurdistan to remain a part of Iraq, and want the Kurdish pesh merga to keep fighting Islamic State militants where the Iraqi Army cannot, are pressing the two sides to work things out.

Negotiations are underway, but officials with knowledge of the talks say in

private that little progress has been made.

Kurdish politicians have given the new Iraqi prime minister, Haider al-Abadi, roughly another month to settle, restoring payments and giving them more freedom to market oil, or they will not participate in the Iraqi government. Mr. Abadi has said he is willing to compromise, but so must the Kurds.

Though estimates of Kurdish oil reserves vary widely, the area under Kurdish control is believed to represent about 17 percent of Iraq’s oil reserves of 141 billion barrels.

Kurdistan is exporting at least 280,000 barrels of oil per day through a pipeline to a port and holding facility at Ceyhan, Turkey, where the tankers have been loaded.

Kurdish officials say they plan to increase that to a half-million barrels a day by the end of the year.

After the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, swept through northwestern Iraq in July, the Kurds took control of Kirkuk, a city with the second-largest oil deposits in the country.

Kurdish officials have said publicly that they hope to start pumping from those fields, too.

And there are potential buyers, though few have signaled publicly that they are willing to brave American ire and Iraqi legal action to follow through.

In June, several news organizations reported that one tanker offloaded its Kurdish oil at an Israeli port. And Iraqi officials say there have been black-market buyers for Kurdish oil, a tanker truck at a time, in Turkey and Iran, among other places.

Several oil traders who closely watch tanker traffic noted that several of the tankers had occasionally turned off their radio transponders, suggesting that some may be secretly pumping their Kurdish oil onto other tankers — a common oil-smuggling practice. That possibility makes the oil even more difficult to track or quantify.

The Kurdish fields also produce natural gas, another commodity of economic and political importance in the region. Turkey increasingly depends on gas for its energy needs and it hopes to replace expensive Russian and Iranian gas with increasing amounts of cheaper gas piped from neighboring Kurdistan. Kurdish gas also could help Europe to reduce its dependence on Russian energy.

So far the United States and other nations have demurred at the prospect of exporting Kurdish oil and gas, concerned that undercutting Baghdad’s authority will doom attempts to keep the country together.



“The calculus for the United States is to find a solution that allows the Iraqi government as well as the Kurdistan re-

gion to gain,” said Carlos Pascual, the former State Department special envoy and coordinator for international energy affairs, who left the post this year.

From the Kurdish perspective, “They are trying to test the market for these exports to see who might take them and

at what price,” Mr. Pascual said. “And the question is: Is this a test of marketability of product to be able to increase leverage in negotiations between Erbil and Baghdad, or is this the beginnings of a test to see if they might eventually obtain sufficient revenues to move toward independence?”

Many Iraqi officials are convinced that the Kurds are seizing on the recent crisis, and the longer dispute over oil, to edge closer to independence.

Developments over the past few years, and the statements of Kurdish officials, tend to bear out that view. Kurdistan has plowed through the objections of Baghdad to develop a burgeoning oil industry, inviting companies large and small to explore with generous terms that conflict with those observed in Iraq.

“I think Iraqi Kurdish independence is inevitable, at least eventually,” said Michael Makovsky, a former Pentagon official who dealt with Iraqi energy policy during the George W. Bush administration. “They have natural allies in the United States because of the oil companies involved in drilling there. And the Turks and Europeans need their gas.”

Azam Ahmed reported from Kirkuk, Iraq, and Clifford Krauss from Houston.

# Une garde nationale sunnite contre Daech

Les États-Unis ont proposé cette idée au gouvernement de Bagdad, mais sa mise en place sera compliquée.

GEORGES MALBRUNOT  
gmalbrunot@lefigaro.fr

**IRAK** Sur le papier, l'idée paraît séduisante. Pour venir à bout des djihadistes qui contrôlent une grande partie des provinces sunnites d'Irak, les stratèges américains ont proposé à Bagdad la création d'une garde nationale sunnite à partir des tribus et des anciens militaires baassistes qui n'ont pas rejoint l'État islamique. La proposition aurait été acceptée par le premier ministre chiite Haïdar al-Abadi et ses alliés iraniens. Elle correspond aux vœux de nombreux dirigeants de la minorité sunnite, désireux d'assumer la responsabilité de la sécurité sur leurs terres pour en finir avec le harcèlement des milices chiïtes, toujours omniprésentes dans l'armée et les forces de sécurité. « *Le problème, c'est de trouver suffisamment de sunnites prêts à jouer le jeu* », relève un militaire occidental, joint au téléphone à Bagdad. Depuis leur démobilisation ordonnée par les Américains après la chute de Saddam Hussein en 2003, la plupart des anciens cadres de l'armée ont fui l'Irak. D'autres sont morts dans l'insurrection lancée ensuite contre les forces américaines. Quant au reliquat, il a rejoint des groupes rebelles, dont certains

d'intégration dans les forces de sécurité ou l'administration. La situation a, d'autre part, bien changé. Après 2007, les ex-miliciens sunnites étaient soutenus par des soldats américains, qui les encadraient dans leur guerre contre les terroristes. « *Aujourd'hui, ajoute le militaire, certains responsables tribaux vous disent clairement regretter le temps où les soldats américains faisaient du guidage au sol des cibles qu'ils devaient atteindre, et ces mêmes responsables nous affirment tout aussi ouvertement combattent aujourd'hui aux côtés de Daech. « En arrosant avec beaucoup d'argent certaines tribus anti-Daech, les Américains parviendront à recruter certains de leurs membres, reconnaît le militaire, mais compte tenu de la situation sur le terrain, leur entraînement ne sera pas aisé.* »

## Renseignements alarmistes

De nombreuses tribus sont d'ores et déjà plus que réservées. D'abord en raison du passé. Les tribus sunnites, qui avaient offert certains de leurs « fils » aux Américains en 2006-2007 pour déjà combattre à leurs côtés al-Qaïda, n'ont pas été récompensées en termes

qu'ils n'ont pas envie de refaire ce travail avec des miliciens chiïtes mêlés à l'armée irakienne. »

Aux yeux des Américains, cette garde nationale sunnite se verrait confier la sécurité des zones sunnites dans un Irak reconfiguré et largement autonome. Ce que réclame la minorité sunnite, opprimée ces dernières années par l'ex-premier ministre chiïte Nouri al-Maliki, qui cherche à obtenir rien de moins que ce que leurs voisins kurdes ont arraché pour leurs pechmergas. Il y a urgence. Malgré les frappes contre ses positions, Daech avance, et les dernières notes des services de renseignements français et américains sont alarmistes. L'armée irakienne y est décrite comme incapable de faire face aux djihadistes. Quatre cents d'entre eux affrontent la troupe à Amerya Faloudja, à une quarantaine de kilomètres de Bagdad, à quelques encablures de l'aéroport de la capitale, dont la protection n'est garantie que par la présence de renforts américains. ■



L'armée irakienne se tient au garde à vous à son arrivée près de Ramadi, théâtre de combats opposant les miliciens sunnites aux islamistes, en juin dernier. AFP

# Yazidis languish on Sinjar mountaintop 'with almost no help'

As winter approaches, religious minority in Iraq's Kurdistan region confronts increasing danger under siege

by Alice Su  
October 24, 2014  
america.aljazeera.com

*Editor's note: This is the first in a two-part series on the humanitarian crisis the Yazidis of northern Iraq are facing.*

**L**ALISH, Iraqi Kurdistan — On the morning after Kurdistan's first winter rainstorm, the stone floors of this sacred town were still wet and cold. "Take off your shoes," ordered Luqman Mahmud, a Yazidi working at the group's sacred pilgrimage site. The gutters had overflowed with rain, flooding a temple area crowded with tarps and makeshift shelters. Barefoot women washed dishes and dirty clothes, as children played around them, splashing grayish water onto streaks of mud atop holy ground.

A woman's howl echoed from the entryway. Deep inside the temple, 60-year-old Laleh Murad was bent over, heaving with sobs. "My son ..." she cried, touching both hands to her heart, her stomach, then wringing them in the air. Her niece finished the sentence for her: "... was killed there and her daughter captured. [They are] my cousins. We are from Sinjar." Murad rocked back and forth, beating her chest. Mahmud stepped forward, taking her hand. The family stood silently around her.

An ancient religious minority concentrated in northern Iraq, the Yazidis drew international attention in August when Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL) fighters trapped them on Mount Sinjar, threatening to massacre thousands of people because of their beliefs. More than 200,000 Yazidis fled their villages, walking through the mountains without food or water, watching the weakest die. After more than a week, U.S. airstrikes repelled ISIL, allowing Kurdish forces to evacuate the Yazidis through a Kurdish-controlled part of Syria to Iraq's Kurdistan region — and signaling the beginning of direct U.S. military action against ISIL positions. The U.N. has described the ISIL assault as attempted genocide.

**N**ow Iraq's evacuated Yazidis are an internally displaced people, filling the streets, schools, churches and unfinished buildings of northern Iraq's Kurdistan. Half a million displaced Yazidis are in the Dohuk governorate with insufficient food, water and winter supplies. The temple of Lalish used to host just one family, Mahmud said, the temple



*Consoled by Luqman Mahmud and her niece, Laleh Murad cries after her son was killed and daughter enslaved. Alice Su*

guardians who oversee maintenance, welcome visitors and light 365 candles every night. Now some 500 families are living in tents around the temple, praying for protection against the dropping temperatures, for their women and children under ISIL enslavement and for the Yazidis fighting on the front line just 13 miles away.

That front line is on Sinjar. Less than three months after the initial airstrikes, the mountain is back under siege. Some 3,000 civilians remain trapped on Sinjar, those who either were unable or unwilling to leave. They are living in abandoned houses and camps spread across 40 miles of mountain territory, with no open road to safety. ISIL fighters renewed attacks on Sinjar on Monday, taking two Yazidi villages and advancing on the mountain under the cover of stormy weather that prevented airstrikes. They drove the Sinjar Protection Force, a mix of about 2,000 peshmerga, PKK and YPK forces, in addition to Yazidi volunteers, up the mountain in retreat.

**P**eshmerga reinforcements arrived on Wednesday morning with some weapons and troops, according to Yazidi fighters on the mountain. But the roads remain controlled by ISIL, with Kurdish soldiers and civilians in dire need of military and humanitarian assistance.

"The people have stayed on this mountain for two months with almost no help," said Saad Babir, a volunteer doctor who flew in via helicopter from Dohuk. His medical team — two doctors and one nurse — are in Sinjar for 10 days, trying to treat the civilians' illnesses and fighters' injuries. "We have about 400 young children without any milk," he told Al Jazeera. "There are no shoes. There are

no clothes. Every day we have at least a hundred people suffering from many diseases — hypertension, diabetes, diarrhea, injuries and cold."

Sheikh Jindo, a Yazidi serving in the Sinjar Protection Force, said that until Wednesday, the forces had not received military aid for 20 days. "We need weapons," he said. "There are airstrikes, but they are weak and slow. They are not stopping the advances."

The situation is desperate, Jindo said. "We need help, any kind of help, humanitarian or military or international. The families are living in camps flooded with water, and ISIL is coming. They cannot leave the mountain without protection."

"I don't care if I die or not. But we must save the families," Babir said. "The women and children are very, very afraid."

**T**he aid helicopters that arrived on Wednesday morning could take only 20 people, he said. They carried four injured fighters and 16 escaped women to Dohuk. The women were just a few of the thousands of Yazidi females who have been enslaved and sold after being captured, according to personal accounts, human rights groups' reports and ISIL's own boasting. The women still trapped on Sinjar risk the same fate.

While ISIL has committed brutal human rights violations against religious minorities and civilians across the region, Yazidis have suffered particular targeting for their beliefs. ISIL is only the latest in centuries of persecutors that have tried to exterminate Yazidis for being "devil worshippers," Mahmud said. "There are 73 massacres in our history," he said, pointing out a temple plaque with ➤

➔ an inscription about resilience. Muslims have always persecuted Yazidis, he said. "The problem is not with Yazidi philosophy."

Asmat Tahseen Sayid, the son of the Yazidi community's 91-year-old prince, explained his religion's key beliefs. There is no heaven or hell in Yazidism, he said, but reincarnation based on moral performance. "Men are reincarnated in better form if they were pure — if they respected God, Malak Taus and the other angels," Sayid said.

**Y**azidis believe in seven angels, one for each color of the rainbow. When God created the angels, Sayid said, he told them, "Worship no one but me." Forty thousand years later, God created Adam and commanded the angels to worship him. Six angels complied, the Yazidis believe, but one didn't: Malak Taus, the peacock angel, the most beautiful of them all. Muslims have another name for him, Sayid said: Shaytan — Satan, the devil.

This story drives both Yazidi faith and conflict with Muslims, Sayid said. "We believe God's word was fulfilled the first time he said it. Islam believes there was more later on," he said. Yazidis do not venerate the Prophet Muhammad. "Our fathers told us that Islam has always attacked us for hundreds of years," Sayid said. "ISIL is threatening the whole region, but they hate us especially. This is not something new."

But the Yazidi-Muslim clash is only one way of seeing the conflict. In Atrush, a military base several miles from Lalish where peshmerga are training Yazidi volunteers, soldiers debated if the problem was ethnic, religious or political. Sinjar is a Kurdish battle, not a



*Refugees from Sinjar in the Khanke camp outside Dohuk. Yazidis are asking for stronger military action against ISIL to prevent further catastrophe. Alice Su*

Yazidi one, the base commander said.

"This is our land," the commander said vehemently. "All our people are Kurds. Don't say Yazidis, Christians, Shia, Sunni — if they're here, they are Kurds." Kurdistan is democratic because it sees religion as secondary to Kurdish nationality, he added, not a marker of sectarian divide. "All religions here are Kurds. All Kurds are peshmerga. All peshmerga are Kurds. The YPK [People's Protection Units] and PKK [Kurdistan Workers' Party] are all peshmerga too. We fight together and include everyone. That's democracy." The commander's one exception was Arabs. "No. They are not Kurds."

**O**ne soldier at the base disagreed. The issue is not that Yazidis can't live with Muslims or that Arabs can't live with Kurds, he said, but that Kurdistan cannot live with Iraq. "We tell Baghdad that we are brothers. They say, 'No, you are Kurds,'" he said. Yazidi suffering is part of a greater Kurdish

struggle for independence, he said, one that will end only when Kurdistan is its own state. "The problem is that we are Kurds but the international community insists we are Iraqis. We're not."

Ibrahim Rasho, 60, a displaced Yazidi from Sinjar now living in Atrush, interrupted the peshmerga fighter. Kurds have faced at least five genocidal attacks in his lifetime, he said, counting through a list of Baathist campaigns. "Enough talk," he said. "Just send us weapons so we can save Sinjar. Give me a gun, and I will go right now." Winter is coming, he said, and his family is living in a house without windows or doors. With ISIL closing in, he begged for decisive action again as Sinjar is surrounded. "Enough! Tell the world to help. Just let us be human. That's enough."

● ● ●

REUTERS

## UN: ISIL assaults against Yazidis may be genocide

October 21, 2014 / UNITED NATIONS - Reuters

**THE CAMPAIGN of Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL) against Iraq's Yazidi minority may be attempted genocide, U.N. Assistant Secretary-General for Human Rights Ivan Simonovic said on Tuesday.**

"Facts are indicating that actions against Yazidis may amount to attempted genocide," he told reporters at the United Nations after returning from a recent visit to Iraq.

Simonovic was speaking as Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL) advanced on Iraq's Sinjar mountain, tightening a siege of thousands of stranded Yazidis, who called on the United States and its allies to act to avert more bloodshed.

Thousands of Yazidis have been shot, buried alive or sold into slavery by Islamic State militants, who regard them as "devil worshippers."

Earlier this month, a Human Rights Watch report documented imprisonment, compulsory religious conversion, forced marriage and sexual assault of hundreds of men, women and children.

U.S. President Barack Obama authorized air strikes in Iraq in August, citing the duty to prevent an impending genocide of Yazidis at the hands of ISIL fighters after they overran a vast swathe of northern Iraq. U.S. military aircraft also made humanitarian airdrops of food and water to the Yazidis.

The 1948 U.N. Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide defines genocide as an intent to destroy in whole or in part a national, ethnic, racial or religious group.

The convention says this can be done by killing members, causing serious bodily or mental harm to members, deliberately inflicting conditions on the group calculated to bring about its physical destruction, preventing births within the group or forcibly transferring children of the group to another group.

Simonovic said that ISIL was forcing Yazidis to either convert to Islam or be killed with the intent of destroying the religious group.

ISIL originally attacked the area around Sinjar, in northwestern Iraq, in August. A renewed assault began at dawn on Monday, when militants driving Humvees and civilian vehicles attacked several Yazidi residential compounds, forcing the Yazidis to retreat up the mountain. ○

# Les peshmergas ont repris la ville irakienne de Zoumar

tempsreel.nouvelobs.com  
25-10-2014, Isabel Coles (Reuters)

**ERBIL Irak** - Les forces kurdes ont repris samedi à l'Etat islamique la ville de Zoumar, située dans le nord de l'Irak, ainsi que plusieurs villages voisins, après de lourdes frappes aériennes de la coalition internationale contre les djihadistes, apprend-on auprès des services de sécurité.

Selon un responsable kurde des services de renseignement à Zoumar, les peshmergas sont arrivés de cinq directions différentes au petit matin après les frappes aériennes et ont rencontré une forte résistance des djihadistes avant de l'emporter.

Un porte-parole du ministère des peshmergas a confirmé que Zoumar était désormais aux mains des Kurdes.

Les frappes aériennes de la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis ont commencé en août en Irak en soutien aux forces sur le terrain dans le but d'aider l'armée irakienne et les peshmergas à reprendre les positions prises par l'EI dans le nord et l'ouest du pays.

Si les Kurdes parviennent à conserver Zoumar, cela facilitera leur avancée sur



Sinjar, où les djihadistes de l'EI assiègent les membres de la minorité irakienne des Yazidis.

Les progrès des forces kurdes sont ralentis par le manque d'armes lourdes et par les engins explosifs et les pièges laissés par les insurgés de l'EI.

Les Kurdes avaient déjà revendiqué la reprise de Zoumar en septembre pour devoir ensuite se retirer de la ville après de lourdes pertes.

Un combattant peshmerga déployé sur le secteur samedi a déclaré qu'un tireur isolé

se trouvait toujours dans un village proche de Zoumar. Il a également expliqué qu'une voiture piégée avait explosé, tuant sept peshmergas.

Dans un autre village, à Aïn al Heloua, 17 djihadistes de l'EI ont été faits prisonniers, indiquent les peshmergas. Ce sont tous des Turkmènes sunnites originaires de la ville voisine de Tel Afar. ■



26 OCTOBRE 2014

20 minutes avec AFP  
www.20minutes.fr  
26.10.2014

Plus de 800 personnes ont été tuées dans la ville syrienne de Kobané depuis le début de l'offensive du groupe Etat islamique (EI) il y a 40 jours, selon un décompte de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) qui ne prend pas en compte les victimes des frappes aériennes. Depuis le 16 septembre, 481 combattants de l'EI ont trouvé la mort, a indiqué l'OSDH, qui s'appuie sur un large réseau d'informateurs et de militants en Syrie.

Des dizaines de victimes de frappes aériennes non prises en compte

Les combats ont aussi provoqué le décès de 302 combattants des Unités de protection du peuple (YPG), le groupe kurde qui défend la ville, et des

Selon un décompte de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme...

## Syrie: 800 morts en 40 jours de combats à Kobané



*De la fumée s'élève le 24 octobre 2014 au dessus de la ville de Kobané, théâtre de violents combats - AFP*

Assayech (forces de sécurité kurdes), de 10 autres Kurdes engagés et d'un volontaire kurde se battant avec eux. L'ONG fait en outre état de la

mort de 21 civils kurdes alors que la ville et ses environs se sont vidés de la plupart de ses habitants, qui sont essentiellement partis trouver refuge en

Turquie voisine.

Le bilan de l'OSDH ne prend pas en compte les victimes des dizaines de frappes aériennes menées par la coalition internationale conduite par les Etats-Unis. La bataille a débuté le 16 septembre lorsque l'EI, qui a proclamé un califat sur les vastes régions qu'il contrôle à cheval entre la Syrie et l'Irak, a lancé une offensive pour conquérir la troisième ville kurde de Syrie, située à la frontière avec la Turquie. □

## Nosso Mundo

# Os defensores de quem os enganou

**OM** Impedidos de criar um Estado pelo conchavo anglo-francês, os curdos agora são a única força de terra a proteger o Ocidente contra o ISIS

POR GIANNI CARTA, DE PARIS

**H**Á MAIS DE UM MÊS, o futuro da Síria e do Iraque depende daquele de Kobane, a se defender de jihadistas do fanatismo de um fundamentalista Estado Islâmico (ISIS). No entanto, a cidade curda nas proximidades da fronteira turca ao norte da Síria, resiste bravamente com a ajuda de bombardeamentos dos Estados Unidos e de seus aliados ocidentais contra os jihadistas. “Os curdos vão vencer, embora possa levar mais tempo, visto que os jihadistas estão bem armados”, garante Kendal Nezan, presidente do Instituto Curdo de Paris, a *CartaCapital*.

Nesse meio-tempo, perderam a vida mais de 700 pessoas, sem incluir as vítimas dos ataques aéreos, de acordo com uma ONG com sede em Londres, o Observatório Sírio de Direitos Internacionais. O destino exerce sua ironia em Kobane e em relação aos curdos. Estes, na linha de frente contra o Estado Islâmico, são a esperança do Ocidente. Pois estes mesmos curdos foram traídos pelo mesmo Ocidente. Trata-se de 26 milhões de curdos, quase um terço da população da França, espalhados por quatro países, Iraque, Síria, Turquia e Irã. Os curdos, em suma, são o povo mais populoso do planeta sem um território. Segundo o semanário francês *Le Nouvel Observateur*, há 10,5 milhões de curdos



**Kendal Nezan.** “Eles vão vencer, embora possa levar mais tempo”, diz o presidente do Instituto Curdo de Paris

na Turquia, 5 milhões no Irã, 3 milhões na Síria e 4,6 milhões no Iraque.

Houve os conchavos para impedir o nascimento do Curdistão no pós-Primeira Guerra Mundial, quando os estadistas ocidentais redesenharam em guardanapos o futuro do Oriente Médio. Deixaram o Curdistão fora do mapeamento executado alegremente entre goles de uísque e baforadas de charuto. Nem por isso, os envolvidos na tertúlia deixaram de ser glorificados nos livros de história. Tal gênero de derrapadas repete-se com a canhestra participação dos Estados Unidos, especialista em tragicomédias. Na quarta-feira 22, remessas de

armas e munições despejadas por três C-130 americanos e destinadas aos curdos caíram na zona ocupada pelos jihadistas. Nos vídeos e na internet vemos armas americanas nas mãos do ISIS. Satisfeitíssimo, imagina-se. De fato, entre outras armas e munições, granadas, incluindo as de propulsão por foguete.

**O Pentágono** culpa o vento, a evocar a desculpa do tenista quando não acerta a bola. Supõe-se que em uma guerra, a previsão do tempo deva ser levada a sério. Houve, segundo o tenente-coronel Steve Warren, porta-voz do Pentágono, 28 lançamentos, e apenas um (graças a Deus, diz o oficial) caiu nas mãos dos jihadistas. Resumiu Warren, para a mídia internacional: “Esse pacote de equipamentos não é suficiente para dar ao inimigo qualquer tipo de vantagem. É uma quantidade relativamente pequena de material. Este material o ISIS já tem”. Mas não é bem assim.

As palavras de Warren reconfortam os despreocupados com a vida de milhares de curdos atingidos por granadas lançadas por jihadistas. Questão muito grave. Demonstra-se como os chamados efeitos colaterais podem matar centenas de civis, no caso curdos. Mais: revelam a incompetência do Pentágono. E muito além das autoridades militares. Óbvio é a ausência de planos e programas para o Oriente Médio. Como disse recentemente a *CartaCapital* Vali Nasr, reitor do Departamento de Relações Internacionais da Johns Hopkins University: Obama não tem uma

**Tragicomédia americana: de como, sem querer, abastecer o Jihad de armas, munições e granadas**



www.ekurd.net



## KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

### ERDOGAN : I DON'T UNDERSTAND WHY KOBANI IS SO STRATEGIC FOR US

October 23, 2014

**Ankara:** Turkish President Recep Tayyip Erdogan stated he was not sure why the Syrian Kurdish town of Kobani is so strategic for the US. Erdogan said he did not understand why Kobani was so strategic for the US, because the town's entire civilian population has fled.

He also insisted that any assistance provided to the Syrian Kurdish group defending Kobani, the Democratic Union Party (PYD), amounted to support for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Zaman daily said. The US military announced that it had airdropped weapons and other supplies provided by the Iraqi Kurdistan Regional Government (KRG) on Monday for fighters that are defending Kobani, just a day after the publication of remarks from Erdogan that he opposed any arms transfer by the US to the PYD and that the latter is a "terrorist organization just like the PKK." The president also disclosed that the US side was concerned that Kobani might fall to IS in two days if no help were delivered. The US did not initially agree to the Peshmerga dispatch to Kobani, and its approval came only at the last minute, he added. [todayzaman.com](http://todayzaman.com) | [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir)

### GERMANY ALLOCATES 20 MILLION EUROS OF HUMANITARIAN ASSISTANCE FOR DISPLACED PEOPLE IN IRAQ

October 23, 2014

**Baghdad:** Germany has decided to allocate 20 million Euros in humanitarian aid to alleviate the additional severe crisis that the displaced Iraqis are facing. According to the German embassy in Baghdad said in a statement that "this money will be used in the context of winter aid and immediately placed at the disposal of the displaced persons and refugees. The statement quoted German Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier as saying that "the humanitarian situation of many refugees in Iraq is tragic, and if we think in the case of imminent winter, we realize that we must expand our efforts in a major expansion. He added: "We will increase our humanitarian assistance and we will put the amount of 20 million Euros at the disposal of the Office of the Refugee Aid Organization of the United Nations as well as the German organization to fight hunger allocate aid in winter. [ninanews.com](http://ninanews.com)

### 6 BABIES NAMED KOBANI IN IRANIAN KURDISTAN

October 24, 2014

**Mariwan:** Six babies in East Kurdistan (Rojhelat) have been named as "Kobani". Because of the continues support for the resistance Kurdish fighters of the YPG (People's Protection Units) and the YPJ (Women's Protection Units) against the Islamic State IS group militants in the fortress of strength and dignity of the nation that is known as Kobani, 6 babies were named "Kobani" in Rojhelat, Eastern Kurdistan. More than a month of heroic resistance has passed by the fighter of the YPG and the YPJ against the IS militants attack on the people of Kobani. It is a continues support that several families in Eastern and Southern Kurdistan named their newborn children "Kobani". According to the info we have 6 families in Meriwan, Îlam, Ûrmîye and Kirmaşan named their new born babies Kobani. Prime Minister of the Kobani Canton, Enwer Muslim praised the support of the people in Rojhilat on TV and said that he hopes that this will continue in the future. [DIHA](http://DIHA) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### US TO TAKE AIRPORT IN IRAQ'S KURDISTAN AS MILITARY AIRBASE: OFFICIALS

October 24, 2014

**Erbil:** According to Press TV, unnamed Kurdish officials say the evacuation of Herir Airport has started as demanded by Washington. The airport's personnel have been ordered to clear out within weeks. Officials said the US commanders visited Kurdistan Region last month to examine the airport

and its surroundings. Herir airport is located 60 kilometers from the Iranian border and overlooks Turkey and Syria. It was a military airbase under Saddam Hussein's regime and was used by US forces during and after the 2003 invasion of the oil-rich country. The airport will be Washington's only military base in Iraq's Kurdistan region following the withdrawal of US troops in December 2011. The United States and its allies are already using the international Erbil airport as launching ground for airstrikes against Islamic State militants. [presstv.ir](http://presstv.ir) | [Agencies](http://Agencies)

### OVER 11,000 SYRIAN KURDS FLED KOBANI TO IRAQ'S KURDISTAN REGION

October 26, 2014

**Erbil:** More than 11,000 Syrians have fled the town of Kobani to the Kurdistan region of Iraq, with almost 8,000 of them arriving in the past month, the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) said on Monday. Kurdish fighters have been battling Islamic State militants in Kobani on the Turkish border for more than a month. The surge in Syrian, mostly Kurdish, refugees is a "fourth wave" of them to arrive this year, according to the Kurdish Regional Government (KRG). There are more than 219,000 registered Syrian refugees and an estimated 1.8 million displaced people in Iraq, the UNHCR said. The most recent surge in Syrian arrivals followed the decision by Kurdish President Massoud Barzani to open the Ibrahim Khalil checkpoint on the border between Turkey and Iraq's Duhok governorate, the UNHCR said. As a result of the recent fighting in Kobani, 7,944 Syrian refugees entered through the checkpoint in the first two weeks of October. Some 5,000 of them were transferred to camps within the Duhok and Slêmanî governorates...[rudaw.net](http://rudaw.net)

### KURDISTAN: THE INTERNATIONAL COALITION HAS PROMISED TO PROVIDE US WITH TANKS AND HELICOPTERS

October 26, 2014

**Erbil:** Kurdistan Regional government KRG announced that the international coalition has promised Erbil to provide it with tanks and war helicopter. The spokesman of Kurdistan Regional Government, Safeen Dizayee said that battles with Islamic State IS group is not a war of Kurdistan Region alone, there is a vision and strategy by IS toward the free world as a whole. He added that Kurdistan Region "stands in the front line for the defense of freedom and democracy, so we expect from the free world to help the Kurdish people and Peshmerga forces in facing this danger." He explained that "the international coalition has a presence in the region through joint operations room between Peshmerga and these forces, and through this room they are watching the performance of Peshmerga and their needs, and we have asked officially from the highest authorities in these countries to provide us with heavy weapons, and they promised us with that." Dizayee said that "the coalition's air cover has a prominent role in changing the balance of the battle, but Peshmerga forces have played also a prominent role on the ground, according to the attributes of this battle, it appears that it will continue for a long period of time, so the Peshmerga forces need more support, more funding, continuous training and heavy weapons." [shafaq.com](http://shafaq.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### PENTAGON: AIR STRIKES AGAINST IS COST WASHINGTON \$ 8.3 MILLION DAILY

October 28, 2014

**Washington:** The cost of fighting the Islamic State (IS) has gone up \$700,000 a day for the United States, a US Pentagon source has told RIA Novosti. "The costs are rising," a Pentagon official, who did not wish to be identified, said Monday. According to the Pentagon, the cost of fighting IS on a daily basis rose from \$7.6 to 8.3 million a day after the costs were recalculated. The total overall cost has reached \$580 million up from \$424 million since the US began air strikes on August 6 of this year, the source noted. Still, the cost estimate is only for the time period of August 6 through October 16. Additional costs will be added as the conflict with IS proceeds, the Pentagon confirmed...[ria.ru](http://ria.ru)

### PUK ASKS FOR SENDING ARMS TO SHINGAL MOUNTAIN

October 28, 2014

**Erbil:** The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) central council asked →

⇒ for sending arms to the mountain of Shingal (Sinjar) as the militants of the Islamic State (IS) have intensified their attacks on the mount. Releasing a statement, the PUK said all kinds of military and humanitarian aids should be sent to the mountain and the besieged people there. The demand comes after clashes between the IS jihadists with the Syrian Kurdish forces of People Defense Units (YPG) deepened. The press chief of Shingal Defense Units Davud Jundi told Kurdpress days ago that the Kurdish forces lack enough weapons and arms to fight against the radical group in Shingal Mountain.

The YPG, affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK), has stated it has not received any military support from Kurdistan Region yet. There are also Kurdish forces from Kurdistan Democratic Party (KDP) in the mountain in addition to the YPG fighters. [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## THE NUMBER OF DISPLACED ARABS IN SOME OF KURDISTAN'S CITIES MORE THAN KURDS

October 28, 2014

**Erbil:** Thousands of displaced Arabs have fled from other provinces of Iraq towards the autonomous Kurdistan Region following the recent security events, represented by the control of Islamic State IS group militants on several Iraqi cities. Kurdistan Region contains according to the report of the International Organization for Migration, 47% of the total displaced Iraqis, as the report pointed out that 19% of the current population of Kurdistan region are Arabs. The last report of the Public Authority for Statistics in Kurdistan Region indicates that the Region's population numbered 5.3 million people at the present time, while the number added to the displaced reach 7.3 million people, which means that 27.4% of the population of Kurdistan are displaced, while Arabs constitute the vast majority of the number of displaced in the region. The report revealed that the number of displaced Arabs in some cities in Kurdistan exceeds the number of Kurds, for example, the report cited that the population of Shaqlawa city numbering 25,000 people, while the number of displaced Arabs in Shaqlawa is 35,000 displaced people. [shafaq.com](http://shafaq.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## YPG: MILITANTS ATTACKING KOBANI CENTRE WITH MISSILES AND MORTARS

October 28, 2014

**Kobani:** Releasing a statement about the attacks and clashes going on in Kobani town of Syrian Kurdistan, Rojava, for 43rd day, Kurdish YPG [People's Protection Units] Press Centre said IS militants are now launching missile and mortar attacks on the town centre after failing to advance further in face of the resistance by YPG/YPJ fighters and FSA-affiliate Burkan Al Firat forces. YPG Press Centre reported that fierce and uninterrupted clashes are taking place between YPG/YPJ forces and Islamic State IS militants at the eastern front where fighting has intensified in the Kaniya Kurda neighborhood, municipality area and the Azadi [Freedom] Square. At least 18 IS militants were killed in the Kaniya Kurda region, and 9 at the Azadi Square as militants were inflicted a heavy blow in the fighting at this front. YPG noted that their forces have foiled a car-bomb attack of IS militants in the municipality area early Tuesday morning. YPG forces also seized large quantities of ammunition belonging to the militants as clashes in the area are continuing. According to the YPG statement, clashes are also continuing since yesterday noon at the southern front where 7 militants were ascertained killed and a heavy weapon-laden vehicle belonging to them was destroyed. The statement reported that 4 YPG fighters have fallen fighting in the last 24 hours of violent clashes...[firatnews.com](http://firatnews.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## PKK REJECTS INVOLVEMENT IN KILLING 3 TURKISH SOLDIERS IN YUKSEKOVA

October 28, 2014

**QANDIL,**— The Kurdistan Workers' Party PKK headquarters command has released a statement rejecting involvement in the killing of 3 Turkish soldiers in Gever [Yüksekova] district of Hakkari in Turkish Kurdistan last week.

"Our organized units have no involvement in this incident into which investigation by our side continues", the PKK headquarters command stressed.

Remarking that it was meaningful that the Turkish military has launched an expansive operation in Cudi area on the basis of reports about an alleged seizure of 8 sacks of fertilizer on a truck, the PKK said these allegations and

exaggerated information aimed to prepare a ground for military operations. The PKK said it was important that the public opinion not give credit for such wrong and exaggerated reports.

The statement underlined that: "Three guerrillas of our forces were martyred by Turkish security forces in a clash that took place in Kagizman district of Kars on 25 October. In face of all the attacks targeting us, we as Kurdistan People's Defense Forces have the right to retaliation."

The PKK stressed that they however had no instructions for the killing of 3 soldiers in Gever, and that their investigation into the incident continued.

Masked gunmen last Saturday shot dead three soldiers in Turkey's Kurdish region in the southeast of the country, the Turkish army said, blaming PKK for an attack that threatens to undermine a fragile peace process.

Since it was established in 1984 the PKK has been fighting the Turkish state, which still denies the constitutional existence of Kurds, with the aim of creating an independent Kurdish state. Some 40,000 people are estimated to have been killed.

But now limited its demands to to establish an autonomous Kurdish region and more cultural rights for ethnic Kurds who make up around 22.5 million of the country's 75-million population but have long been denied basic political and cultural rights, its goal to political autonomy. A large Turkey's Kurdish community openly sympathise with PKK rebels. [firatnews.com](http://firatnews.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## UNITED STATES WELCOMED KURDISH PESHMERGA FORCES DEPLOYMENT IN SYRIAN KURDISTAN

October 29, 2014

**Washington:** The United States welcomed the deployment of Peshmerga forces to the besieged Kurdish town of Kobani in Syrian Kurdistan on Tuesday, saying it was a step to "degrade and ultimately defeat" the Islamic State. "We have been supportive and have been discussing with the appropriate authorities, including Turkey specifically for the facilitation of the Peshmerga forces across the border," Jen Psaki, the State Department's spokesperson, told reporters. "This (the Peshmerga deployment) is one component. One that we felt impactful and important to have a partner on the ground to work with," she added. She also said "We have worked closely with Turkey and the Kurdish Regional Government authorities on a sustainable way forward to support forces in Kobani and over the long term to degrade and ultimately defeat ISIL. So that certainly has been our role in this effort." [state.gov](http://state.gov) | [Agencies](http://Agencies) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## SYRIA WELCOMES PESHMERGA DEPLOYMENT IN KOBANI

October 29, 2014

**Damascus:** The Syrian government welcomed on Tuesday the deployment of Iraqi Kurdish Peshmerga forces to the besieged town of Kobani in Syrian Kurdistan, describing it as "a patriotic move." "IS is the enemy of humanity and everyone else and we see sending the Peshmerga to Kobane positive," Syrian National Reconciliation Minister, Ali Haidar told Rudaw. "The Kurds need to support their brethren." Haidar said that Damascus welcomes "any act that will lead to the destruction of the Islamic State."...[rudaw.net](http://rudaw.net) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## YPG: 86 ISLAMIC STATE GROUP MILITANTS KILLED IN KOBANI

October 30, 2014

**Kobani:** YPG (People's Protection Units) Press Centre has reported in a written statement that attacks by the IS militants to occupy the Kurdish city of Kobani continued on the 45th day. A total of 86 IS militants were killed in the last 24 hours of violent clashes. The statement pointed out that IS militants were launching large-scale attacks after bringing more reinforcements and heavy weapons from Raqqa, Mincic, Jarablus and Gire Spî (Tal Abyad), and that all the attacks of the IS militants were repulsed as they were inflicted major blows. YPG Press Centre stated that on the eastern front, hand-to-hand fighting between YPG forces and IS militants continued along the day and night in the Kaniya Kurda neighbourhood, Municipality Street and Azadi Square. Figures as to the casualties couldn't be made certain yet as clashes in the region are continuing, YPG said, adding that IS militants were inflicted a severe blow and 18 members of theirs were ascertained killed in the fighting on the eastern front... ⇒

⇒ firatnews.com | Ekurd.net

## IRAQI SHIA MILITIAMEN ARREST KURDISH PESHMERGA NEAR KIRKUK

October 30, 2014

**Tuz Khurmatu** - A Shia militia fired on Iraqi Kurdish Peshmerga forces and arrested a number of soldiers, local officials said on Friday. The confrontation occurred in near Tuz Khurmatu, southeast of Kirkuk, at a checkpoint separating Peshmerga-held areas from territory held by a local affiliate of the Badr Organization, whose militant wing is one of the most powerful Shia militias in Iraq. The reported incident was described as having taken place in recent days. Kirkuk, which Peshmerga forces secured after the Iraqi army fled an Islamic State offensive in August, is regarded by the Kurdistan Regional Government (KRG) in Erbil as Kurdish territory. But this is disputed by Baghdad and by leaders of the Shia and Sunni communities. Two Peshmerga were injured in the attack, which the officials claim was instigated by the Shia militia. "I barely survived the attack, and then they wanted to arrest me even though I was injured," Shakhawan Kareem told Rudaw. The group arrested ten Peshmerga in the wake of the stand-off, but later released seven. Local officials said the Shia threatened they would send the three remaining Peshmerga to Baghdad for trial, although the Kurdish officers present said that had not happened yet. "This problem was caused by a misunderstanding," Shalal Abdul, the mayor of Tuz Khurmatu told Rudaw. He has convened an emergency committee to try to resolve the issue...[rudaw.net](http://rudaw.net)

## KURDISTAN PRESIDENT BARZANI: KOBANI

## WILL NOT FALL TO "TERRORISTS"

October 30, 2014

**Erbil:** Kurdish President Massoud Barzani said in a statement on Thursday that Peshmerga forces dispatched to Kobani are to reinforce the defenders of the city with firepower "and defeat the terrorists in Western Kurdistan." Barzani said that leaders of the Democratic Union Party (PYD) in Kobani had requested a backup team of Peshmerga with heavy weapons "and based on their request we decided to send this force." "It is an honor for Kurdistan and the brave Peshmerga to help any town or village in any part of Kurdistan," said Barzani. "It is an honor that we are fighting the most violent terrorist group on behalf of humanity." The Kurdish president said that Erbil is ready to provide more Peshmerga forces for the defense of Kobani if needed. Barzani said that sending the Peshmerga to Kobani wouldn't have been possible without the United States and Turkey's consent. He said that the deployment of Peshmerga forces to Kobani had involved several meetings between Kurdish, US and Turkish officials. Barzani added that the "quick response of the coalition forces, their military support for Kurdistan Region and US air strikes greatly helped the YPG fighters and were instrumental in defeating the ISIS in Kobani." The president said that "standing by Kobani is a patriotic duty." "In the beginning and due to geographical distance and the siege by terrorists, getting support to Kobane was very difficult," he said. "But we did our best with our own people and our friends to make sure Kobane doesn't fall to the terrorists."...[rudaw.net](http://rudaw.net)



## TURKEY: PARLIAMENTARY QUESTION ABOUT TURKISH SOLDIERS' MEETING IS MILITANTS

ekurd.net

October 29, 2014

**ANKARA,**— HDP Parliamentary Group chair Baluken has asked a question in the Turkish Parliament regarding Turkish soldiers meeting Islamic State IS group militants. He asked Turkish Prime Minister Ahmet Davutoğlu to reply to the following question: "By whom was the order given to make contact and what was the subject of the contact?"

In the parliamentary question, Baluken drew attention to the fact that there have been numerous articles in the press both in Turkey and abroad regarding relations between Turkey and IS, and that the AKP government has yet to give satisfactory and sufficient answers regarding these contacts.

Baluken asked: "In spite of the Turkish President and yourself stating on many occasions that you have no relationship with the IS terror organisation, footage broadcast by the Dicle News Agency on 27.10.2014 has once again revealed a relationship between Turkey and IS. In the news item in question, Turkish soldiers and IS members are seen to meet at the Turkey-Syria border and say farewell to each other on 22.10.2014."

"In the footage, the IS members burn and loot the property of citizens of Kobani in the Zorava area, then come to the border and speak to 7 soldiers who get out of 2 armed vehicles. After a half-hour meeting the IS members and soldiers bid each other farewell and leave the area."

Baluken asked Davutoğlu to reply to the following questions:

"Who were the soldiers who met the IS members? Who gave the order and how was contact made?"

"Is there a legal basis for holding a meeting with armed IS militants? Or will legal action be taken against the personnel concerned?"

"What was discussed during this meeting? There is suspicion that an exchange of information and planning regarding the coordination of attacks on Kobani may have taken place. Are there central orders regarding this? Has an inquiry been launched regarding the soldiers involved?"

While the majority of world public opinion supports the resistance in Kobani, your government obstructs the passage of humanitarian and



Turkish soldiers talk to Islamic State militants at the Turkey-Syria border. Photo: DIHA

military aid sent by international powers to support the people of Rojava who are fighting IS. It is even resisting the opening of a corridor which is necessary for this aid. Are you aware of the problems this may create for Turkey in the medium and long term in domestic and foreign policy?"

"Teargas and water cannon are being used on villagers going to the Suruç border to support Kobani, while at the border Turkish army personnel are meeting IS members. Does this mean that you consider Turkey's own citizens wanting to support the resistance in Kobani to be more dangerous than IS militants?"

"How frequently do such meetings take place?"

"Do you have data regarding such meetings? Has an inquiry been initiated concerning this issue that could result in Turkey being sent to the International Criminal Court on account of relations with IS, which is regarded as a terrorist organisation by the whole world?"

"Have any military, public or administrative personnel been suspended as a result of inquiries?"

Copyright ©, respective author or news agency, [firatnews.com](http://firatnews.com)

# Syria's sectarian violence spills into Lebanese towns

LABWEH, LEBANON

BY ANNE BARNARD

Recent outbreaks of fighting and growing sectarian tensions in northern Lebanon have heightened fears that the civil war in neighboring Syria is spilling over with new momentum, threatening this country's fragile stability.

Over the past several days, fighting has roiled the northern coastal city of Tripoli, as the Lebanese Army carried out its most intense operations in years against Sunni militants there. And danger is brewing in another area farther inland with its own turbulent history, the Bekaa Valley, which is straining under newly intensified sectarian tensions along the Syrian border.

For three years, the northern Bekaa Valley, the birthplace of Hezbollah, the powerful Shiite paramilitary group, has been warding off ripples of war from Syria, just over the mountains. But in recent weeks, encroaching skirmishes have made the area feel more like a front line.

That foreboding was underscored in recent days as Sunni insurgents from Syria fired rockets at the mostly Shiite village of Labweh in retaliation for the Lebanese Army's operations in Tripoli.

Even before the new violence in Tripoli, Bekaa was on edge. Just up the

year insurgency against Syria's president, Bashar al-Assad, who is closely allied with Hezbollah.

Fear and anger in Labweh and neighboring Shiite villages deepened in August, when open war erupted in Aarsal between the Lebanese Army and insurgents, some from the Qaeda-linked Nusra Front and others with the even more extreme Islamic State. The insurgents captured 30 soldiers and have since beheaded three, two Shiite and one Sunni. Lately, insurgents have carried out probing attacks near previously quiet Shiite settlements.

Now the expanding border conflict threatens to engulf residents of Shiite, Christian and Sunni villages, testing their resolve to stay out of sectarian conflict — a resolve they see as the first line of defense holding Lebanon together.

Shiites and Christians are increasingly alarmed by extremists among the insurgents, sometimes describing the threat in sectarian terms. They are dusting off rifles and organizing volunteer security patrols. But for now, they say, they are heeding leaders in Hezbollah, in their towns and in the army, who say they must refrain from communal revenge, that sectarian violence in Lebanon is exactly what the enemy wants.

"As a Shiite I feel threatened," said Fayyad, a skinny young man who sat at a shawarma shop in Labweh, keeping wary watch on gravel trucks rumbling down the road from Aarsal.

Nodding toward the intersection where that road meets the highway to Beirut, he gave it an ominous name, one used for the dividing line between Christian East Beirut and Muslim West Beirut during the civil war that tore Lebanon apart a generation ago. "It's a Green Line," he said.

Here in the northern Bekaa, Shiite, Christian and Sunni villages were intertwined, intermarrying and sharing schools and businesses, including smuggling and agriculture. Life was more enmeshed with the similarly diverse Syrian region around the city of Homs than the more distant Lebanese capital, Beirut.

But now, like others in Labweh, Fayyad views Aarsal's people as traitors.

"We can hurt those people, but we don't want to," he said, as a friend listened, a pistol tucked in his waistband. But restraint was getting harder, Fayyad added. Above the intersection hung portraits of two young men from Labweh, killed in a Nusra Front ambush of a Hezbollah observation post two weeks earlier outside the nearby Shiite village of Brital.

"It's hard to see friends die," Fayyad said, giving only his first name because of concerns about his safety.

Labweh's mayor, Ramez Amhaz, called his town Lebanon's bulwark.

"Even if we lost 1,000 dead from Labweh, we will not fall into this internal conflict," he said. "We in Labweh protected the civil peace of Lebanon. We preserved Aarsal's people. We didn't let any villagers hurt them, although there was resentment from the people, because they hold the Aarsalis accountable."

Later that night, red illumination rounds lighted the sky as shells crashed north of Labweh. Dozens of Hezbollah fighters massed in flak vests as one crew stopped unfamiliar cars, backing up the army against insurgents they said were trying to move.

Even by day, fearful soda truck drivers have stopped going to Aarsal, where the police and soldiers are absent. They leave crates in Labweh for Aarsal's shop owners to pick up. To the Labweh mayor's wife, Linda, it seemed each village had closed in on itself.

"People have changed," she said. "If I have common interests with you, we will be friends. If not, no."

A 35-year-old Hezbollah fighter who briefly detained journalists during the night battle expressed sorrow that he could no longer visit the school in Aarsal where he taught for years, adding, "It has gotten worse, the hatred."

Aarsal residents say they are being punished for their stance on Syria. Always poor, Aarsal is burdened with refugees, squeezed by security restrictions on deliveries from its quarries, and shelled by Syrian forces.

Across the Bekaa, about 5,000 refugees have been evicted by angry Lebanese hosts since the Aarsal clashes. The Christian town of Ras Baalbek has volunteer patrols and keeps Syrian refugees under a 14-hour curfew.

Brital, a Shiite town south of Labweh, suffered the biggest recent scare, showing how quickly things can escalate. Hearing of the attack on the Hezbollah post, hundreds of men rushed toward the border carrying the hunting rifles that most families keep.

The attack surprised the Hezbollah fighters, who, three residents said, were preparing a holiday dinner. Seven were killed. When the townspeople arrived, the militants were gone. But Brital remains mobilized. Men declare themselves ready to fight, and women watch from windows for strange cars.

Ahmed Saleh, 64, a retired army sergeant, called residents steadfast "sons of Hussein," a revered figure killed in early Islamic succession battles that prompted the Sunni-Shiite split.

"We were martyred 1,500 years ago, and we are still martyrs," he said.



hill from Labweh is the mainly Sunni town of Aarsal, a Lebanese border enclave that has become a volatile outpost of the Syrian conflict jutting into Lebanon. Once a sleepy village, Aarsal is now a crowded city of 90,000, its population trebled by overwhelmingly Sunni Syrian refugees.

Sunni insurgents mix easily there, periodically shelling the mostly Shiite towns in the valley below. Aarsal's leaders have openly supported the three-

# Iraqi Kurds join the fight against ISIS at Kobani

SULAIMANIYA, IRAQ

## Pesh merga forces take advantage of Turkey's decision to open borders

BY KAMIL KAKOL  
AND KAREEM FAHIM

For the first time, pesh merga forces from Iraqi Kurdistan have moved to join the fighting against Islamic State militants besieging the Syrian Kurdish city of Kobani, taking advantage of Turkey's decision to open its borders to reinforcements.

As many as 150 fighters were expected, all told, with half of them already assembling on the Turkish side of the border near Kobani on Wednesday, preparing to enter a battle that has stretched for more than a month despite continued airstrikes by the United States-led military coalition against the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

The arrival of the pesh merga had been expected for more than a week, after Turkey announced that it would let the Iraqi fighters cross the border. The cause of the delay was unclear. About 40 fighters with the Free Syrian Army, which opposes the Syrian government of President Bashar al-Assad, entered Kobani from Turkey on Wednesday, according to Kurdish officials in Suruc, Turkey.

Kurdish officials in Kobani had ini-

tially seemed cool to the idea of allowing outside forces into the city. They insisted that their own fighters, who serve with the Kurdish People's Protection Units, could defend Kobani if provided with arms and ammunition.

They suggested that the fighters from the pesh merga and the Free Syrian Army could open up other fronts against the Islamic State. Later, Kurdish officials blamed Turkey for the delay.

But Turkey's foreign minister, Mevlut Cavusoglu, denied that his government had blocked the entrance of the fighters. "There are no political setbacks on the issue," he said on Tuesday, the semiofficial Anadolu agency reported. "Turkey has already mentioned several times about helping either pesh merga or the Free Syrian Army fight against ISIL."

Roads in Iraqi Kurdistan were lined with cheering residents as a convoy of dozens of pesh merga fighters, along with artillery pieces, rocket launchers and heavy machine guns, left a base outside Erbil on its way to the Turkish border. Another contingent of fighters flew to Turkey from Erbil, the regional capital, officials said.

Although the pesh merga will serve under their own commanders in Kobani, their entry into the battle offered a moment of unity among rival Kurdish factions. It remains to be seen, though, whether the reinforcements can shift the momentum in a fight that has become a crucible in the broader war between the United States-led coalition and the Islamic State.

The United States has conducted more than 100 airstrikes on the militants around Kobani and has provided weapons and ammunition to the Kurdish fighters with airdrops. Even so, Kurdish officials in Kobani said the Islamic State had recovered from losses it sustained this month as the airstrikes intensified and now controlled up to half of the city.

Khaled Eissa, a representative of the Syrian Kurdish Democratic Union in Paris, told Reuters on Wednesday that

France, which has taken part in airstrikes in Iraq and given pesh merga fighters weapons and training, had yet to fulfill a pledge to give support to Kurds in Syria.

"France has said it was ready to help the Kurds, but we haven't been received by the French authorities," he said. "There has been no direct or indirect contact."

French officials confirmed to Reuters that there had been no meetings, in large part because of concern about the group's historical links to the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K. Earlier this month, Turkish warplanes struck P.K.K. positions in southeastern Turkey, the first attack in nearly two years.

The group, long an enemy of the Turkish state, had put down its weapons last year to talk peace. But Turkish officials said the Kurdish militants had attacked a military outpost. The Kurdish People's Protection Units, which are defending Kobani, are an offshoot of the P.K.K.

In the Turkish border town of Suruc, hundreds of people took to the streets, news agencies reported, waiting to cheer on the pesh merga convoy. One of them was Nidal Attur, 30, who said he arrived in Suruc two weeks ago from a small village near Kobani.

"We want to see what weapons they have," he told The Associated Press. "We cannot win without the pesh merga because ISIS has big weapons, big guns and rockets."

*Kamil Kakol reported from Sulaimaniya, and Kareem Fahim from Cairo. Karam Shoumali contributed reporting from Istanbul.*



A convoy of pesh merga vehicles is escorted by Turkish Kurds on their way to the Turkish-Syrian border, in Kiziltepe near the southeastern city of Mardin October 29, 2014. Credit: REUTERS/Stringer

## Qui sont les Kurdes ?

Les guerres en Irak et en Syrie, et notamment la bataille de Kobané, ont remis les Kurdes au cœur de l'actualité. « La Croix » revient sur l'histoire qui les unit et sur leur situation, souvent complexe, dans les quatre États où ils se répartissent aujourd'hui p. 2-3



Réfugiés kurdes fuyant la ville syrienne de Kobané vers la frontière turque

# Les Kurdes, une grande nation sans Etat

Le sort du peuple kurde, qui compte plus de 30 millions de personnes, a été scellé à la chute de l'Empire ottoman, au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Ce peuple continue à rêver d'autonomie, voire d'indépendance.

Depuis les offensives des djihadistes de Daech (acronyme arabe d'État islamique) sur la ville syrienne de Kobané et les combats en Irak, l'actualité a mis en avant la résistance kurde. Les Kurdes de Syrie et leurs frères d'Irak sont devenus les nouveaux combattants de la liberté. La coalition internationale a vu l'opportunité de les soutenir pour affaiblir le nouvel ennemi au risque de se mettre à dos la Turquie.

Le conflit syrien et ses conséquences sur la région, tout comme la percée de Daech en Irak, secouent l'histoire de ce peuple éclaté sur quatre pays : l'est de la Turquie (15 millions), le nord-ouest de l'Irak (8,4 millions), le nord de l'Irak (5,6 millions) et l'est de la Syrie (1,9 million). Et dont le sort a été scellé au lendemain de la Première Guerre mondiale lorsque les Alliés ont redessiné les frontières de la région sur les ruines de l'Empire ottoman.

Le traité de Sèvres, signé en 1920, promet un « territoire autonome des Kurdes » dans le sud-est de l'Anatolie. Des promesses non tenues, car ce texte est balayé par le traité de Lausanne, signé trois ans plus tard, le 24 juillet 1923, entre la Turquie, d'une part, et la France, l'Italie, le Royaume-Uni, le Ja-

pon, la Grèce, la Roumanie, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, d'autre part.

Les Kurdes sont répartis entre la Turquie, l'Irak, la Syrie sous mandat français et l'Irak sous protectorat britannique. À Lausanne est née « la question kurde ».

Bien que de religions différentes (ils seraient à 80 % sunnites, mais il y a aussi des yézidis, des alévis, des chiites et des chrétiens...), le sentiment d'appartenance à une nation demeure fort. Il est alimenté par une langue commune (et deux dialectes, écrits dans les alphabets de la région : latin, arabe, persan), une culture, une histoire propre et bien souvent magnifiée. Les Kurdes ont toujours rêvé d'être réunis au sein d'un grand Kurdistan. Mais entre le rêve et la réalité, il y a les circonstances.

## PAROLES KENDAL NEZAN

Président de l'Institut kurde de Paris  
« Il y a des identités régionales kurdes »

« Il y a une identité kurde fédératrice qui se manifeste lorsque se produisent des événements graves qui mettent en danger la population kurde, comme l'attaque contre la ville kurde syrienne de Kobané ou des événements plus anciens, comme l'attaque chimique sur Halabja, la ville kurde d'Irak, en 1988.

L'identité kurde s'est créée autour de la langue kurde et de ses deux dialectes, l'un, septentrional, parlé par 65 % des Kurdes et celui du sud, qui est la langue d'enseignement et des médias dans le Kurdistan iranien et irakien. Mais aussi autour de la culture et des traditions. Je dirais qu'il y a plutôt des identités régionales kurdes.

Peut-être y aura-t-il un jour des « États-Unis du Kurdistan » ou un « Kurdistan fédéral », un peu comme le modèle allemand avec ses identités régionales. Car les Kurdes ont évolué différemment selon les pays dans lesquels ils vivent : Irak, Syrie, Turquie ou Iran. »

RECUEILLI PAR AGNÈS ROTIVEL

Ainsi, l'effondrement du régime autoritaire de Saddam Hussein a permis aux Kurdes d'Irak de se constituer une région autonome, la guerre en Syrie pourrait aboutir - même s'il est encore trop tôt pour le dire - à une autonomie des Kurdes.

Ceux de Turquie sont encore partagés entre l'espoir d'une négociation avec le pouvoir turc et l'usage de la force, pour obtenir une plus grande autonomie. Les Kurdes d'Irak de leur côté observent avec envie les bouleversements, en attendant leur heure.

S'approche-t-on aujourd'hui de la création des « États-Unis du Kurdistan » ou d'un « Kurdistan fédéral » dont parle Kendal Nezan, le président de l'Institut kurde de Paris ? (lire page 3). L'histoire est bien souvent imprévisible.

AGNÈS ROTIVEL

## Les Kurdes de Syrie, une minorité au combat

Le nombre des Kurdes de Syrie est estimé à 1,9 million. Leurs relations avec le régime a toujours été ambiguë. Hafez Al Assad, qui a gouverné la Syrie d'une main de fer entre 1970 et 2000, et dont les relations avec la Turquie étaient exécrables, avait accueilli en Syrie le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan. Ce dernier était considéré par le pouvoir turc comme son ennemi numéro un, en raison de la guérilla sans relâche menée contre lui par le PKK.

Au tout début du conflit syrien en 2011, Bachar Al Assad, fils de Hafez, a accordé la nationalité syrienne à 130 000 Kurdes et libéré un certain nombre de leurs prisonniers politiques. En échange, les Kurdes ont laissé l'armée syrienne se retirer du Kurdistan occidental, sans l'attaquer.

Les Kurdes de Syrie ont de fait assez habilement géré la situation, jouant leur propre carte et se tenant le plus possible à l'écart de l'opposition syrienne. Deux ans après le début du conflit en Syrie, en novembre 2013, ils ont réussi à établir une administration autonome gérant trois cantons syriens : Jazira, Efrin et Kobané, coupés les uns des autres par des poches djihadistes. « Si la Syrie survit en tant qu'État, l'autonomie kurde survivra elle aussi », prédit Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris (lire page 3).

Mais les Kurdes de Syrie sont divisés politiquement en 17 partis, dont certains sont de toutes petites formations. Le PYD (Parti de l'union démocratique), filiale du PKK turc, est néanmoins aujourd'hui le plus important. L'YPG (Unités de protection du peuple) est sa milice armée. Ses combattants défendent aujourd'hui la ville de Kobané.

Certaines sources affirment que les forces armées du YPG auraient au départ été constituées de 500 à 1 000 combattants du PKK turc, venus début 2011 du mont Qandil, région montagneuse entre le Kurdistan d'Irak et d'Iran, sanctuaire des combattants du PKK.

## Les Kurdes de Turquie, une relation complexe avec Ankara

Les Kurdes de Turquie sont de loin les plus nombreux. Ils seraient 15 millions, soit 20,5 % de la population turque, et sont principalement installés dans l'est du territoire. Depuis le génocide arménien, en 1915, où ils ont été utilisés comme supplétifs par l'État turc, leurs relations avec ce dernier ont longtemps été très conflictuelles. La rébellion kurde, menée par le PKK, dirigé par le marxiste Abdullah Öcalan, a fait quelque 40 000 morts depuis 1984.

Arrêté au Kenya en 1999, après avoir été lâché par la Syrie, où il s'était réfugié, ce dernier est aujourd'hui emprisonné dans l'île d'Imrali (nord-ouest de la Turquie), mais reste le leader incontesté du PKK.

Depuis l'arrivée au pouvoir à Ankara du parti islamiste modéré AKP de l'actuel président Recep Tayyip Erdogan, des progrès sensibles ont été enregistrés pour les Kurdes, des droits nouveaux leur ont été accordés et leur région, longtemps très militarisée, s'est développée.

Des négociations politiques en vue d'un accord de paix ont été engagées il y a deux ans. Mais depuis la guerre en Syrie et l'intervention du PKK auprès des Kurdes de Syrie, elles sont au point mort.

Il y a deux semaines, des milliers de jeunes Kurdes sont descendus dans les rues de Turquie pour dénoncer le refus d'Ankara d'intervenir militairement et d'aider les combattants kurdes de Kobané, assiégés par les djihadistes de Daech. Ces manifestations ont fait plus de 30 morts. L'armée turque en a profité pour bombarder le 13 octobre des positions du PKK dans le sud-est du pays, une première depuis le cessez-le-feu proclamé par les rebelles en mars 2013.

De façon surprenante Abdullah Öcalan, a estimé qu'il fallait « tirer les leçons » de ces émeutes prokurdes, plaçant pour « des initiatives politiques courageuses ». « Je crois que les parties ont bien compris que les positions actuelles étaient trop restrictives et qu'elles ne servaient pas la cause de la paix. » En septembre,

il avait menacé de rompre toute négociation avec Ankara.

## Les Kurdes d'Irak, une autonomie désormais acquise

À la faveur de la guerre du Golfe en 1991, les Kurdes d'Irak ont obtenu une zone de protection aérienne assurée par l'ONU, à l'ombre de laquelle ils ont construit un Kurdistan irakien doté d'une très grande autonomie vis-à-vis de Bagdad. L'exploitation des hydrocarbures de son sous-sol (pétrole et gaz) lui assure les moyens financiers de cette autonomie, garantie par la nouvelle Constitution irakienne.

Répartis sur un territoire de 40 643 km<sup>2</sup> seulement, les 5,6 millions de Kurdes d'Irak sont toutefois divisés entre deux partis rivaux, qui se sont fait la guerre de 1992 à 1996 : le Parti démocratique de Massoud Barzani, qui dirige la région autonome du Kurdistan depuis 2005, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), fondée par Jalal Talabani, président de l'Irak de 2005 à 2014. Le Kurdistan d'Irak dispose aussi d'une armée, les peshmergas, forte de 19 000 hommes. Ils protègent le territoire contre Daech, mais aussi contre l'armée irakienne, qui n'a pas le droit de pénétrer en territoire kurde. ●●●

●●● Depuis le début de la guerre en Syrie, de nombreux Kurdes de Syrie se sont réfugiés au Kurdistan d'Irak.

Lors de l'attaque de la ville irakienne de Mossoul par Daech, les peshmergas sont intervenus afin d'aider l'armée nationale à contenir les djihadistes. Ils devraient intervenir aussi dans les jours prochains auprès des Kurdes de Syrie à Kobané.

Massoud Barzani joue un rôle ambigu dans le conflit syrien. D'un côté, il entretient de bonnes relations avec la Turquie d'Erdogan, ce qui n'est pas du goût du PKK turc et du parti jumeau en Syrie, le PYD. Les forces militaires de son parti, le PDK, ont même entraîné des réfugiés syriens afin de constituer un bras armé visant à concurrencer les forces du PYD.

Mais conscient de l'émiettement des partis kurdes syriens face au régime de Bachar Al Assad, à l'opposition syrienne et à Daech, il a tenté de les fédérer. Dans un premier temps en vain, du fait du refus du PKK et donc du PYD. Mais selon Kendal Nezan, les Kurdes syriens auraient enfin accepté de signer en fin de semaine dernière, à Dohouk (Kurdistan d'Irak), sous l'égide de Massoud Barzani, un « pacte natio-

nal», qui prévoit une administration et une armée communes.

## Les Kurdes d'Iran, sous surveillance étroite du régime

En Iran, rien ne change pour les 8,4 millions de Kurdes qui observent avec intérêt les bouleversements régionaux et rêvent à leur tour d'autonomie. S'ils ont des droits attachés à leur statut de minorité, ils sont sous l'étroite surveillance du régime.

C'est pourtant dans la partie iranienne du Kurdistan qu'a été proclamée, en janvier 1946, la seule République kurde, à Mahabad, écrasée l'année suivante par le ré-

gime de Mohammad Reza Pahlavi. En 1930, son père, Reza Chah, avait déjà fait assassiner l'un des principaux chefs tribaux kurdes, Simko.

Créé en 1945, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a lancé en 1967 une révolte durement réprimée. Mais l'Iran a aussi instrumentalisé la cause kurde contre l'Irak, en soutenant des factions kurdes irakiennes opposées à Bagdad, en 1974, jusqu'aux accords d'Alger conclus entre les deux pays en 1975.

Le changement de régime à Téhéran, après la révolution islamique de 1979, n'a pas modifié les rapports conflictuels entre le pouvoir central iranien et une minorité kurde stigmatisée par l'ayatollah Khomeyni. Le secrétaire général du PDKI, Ab-

dul Rahman Ghassemlou, qui plaidait pour une autonomie politique, a tenté de négocier avec la direction iranienne après la mort de Khomeyni, en 1989, mais il a été assassiné, à Vienne, la même année.

Le PDKI a été décapité en 1992, avec l'assassinat à Berlin de son nouveau secrétaire général, Sadik Sherefkendi. Les escarmouches se sont poursuivies entre Kurdes et troupes iraniennes. En 2004, le groupe armé Pejak (Parti pour une vie libre au Kurdistan), proche du PKK turc, a multiplié les embuscades depuis les montagnes du nord de l'Irak, où il a retransché ses camps d'entraînement.

AGNÈS ROTIVEL



## REPÈRES

### LE KURDISTAN, UNE VIEILLE IDÉE

- X<sup>e</sup> siècle. Apparition de principautés kurdes indépendantes.
- 1806. Début des conflits pour l'indépendance du Kurdistan.
- 1923. Après guerre, les Alliés abandonnent le projet de création d'un « territoire autonome des Kurdes », ouvrant une vague d'insurrections kurdes.

- 1937. La Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan se coordonnent pour lutter contre la « subversion kurde ».
- 1946. Éphémère République kurde de Mahabad en Iran. Création de partis indépendantistes, notamment le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) en Irak et en Iran.
- 1970. Création d'une région kurde autonome en Irak.
- 1984. Le Parti des travailleurs

du Kurdistan (PKK) en Turquie s'engage dans la lutte armée.

- 1988. En raison de la répression en Irak, 100 000 Kurdes se réfugient en Turquie.
- 1994. En Irak, guerre fratricide entre le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) liée au PKK. Les deux partis signeront un accord de paix en 2002.
- 2005. Le gouvernement régional du Kurdistan est reconnu par la Constitution irakienne.

# RENFORTS ATTENDUS : Les Peshmergas seront-ils les héros de Kobané?

Après plusieurs jours d'attente, les Peshmergas sont arrivés en Syrie où ils rejoindront les combattants kurdes des YPG pour tenter d'engager un tournant dans cette lutte contre l'Etat Islamique.

www.jolpress.com

par Sybille De Larocque - publié le 30/octobre/2014

Une semaine après avoir reçu l'autorisation des Turcs de transiter par leur territoire pour rejoindre la Syrie, les Peshmergas irakiens sont arrivés près de Kobané dans la nuit de mardi 28 à mercredi 29 octobre. Les soldats kurdes venus d'Irak n'ont pas encore franchi les barrières de la ville et attendent d'être au complet pour s'engager auprès des soldats kurdes syriens afin de lutter contre les djihadistes de l'Etat Islamique.

## UNE ARRIVÉE TRÈS ATTENDUE

Ils seraient 76 pour le moment et devraient être 150 dans les jours qui viennent lorsque l'autre groupe, chargé de conduire des véhicules blindés, les auront rejoints. Le regroupement des deux groupes devrait théoriquement se faire dans l'après-midi du 29 octobre et l'entrée dans Kobané devrait se faire immédiatement.

Un déploiement rapide pour une situation d'urgence. En effet, depuis plus de 40 jours, les combattants des Unités de protection du peuple kurde (YPG) sont assiégés par les djihadistes pressés d'agrandir leur territoire avec la ville de Kobané.

Jusqu'à présent, et selon un décompte de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), la bataille de Kobané aurait fait plus de 800 morts, dont 481 djihadistes, 302 combattants kurdes et 21 civils.

Ces derniers jours, les Kurdes sont parvenus à gagner du terrain, repoussant notamment un assaut djihadiste dans les quartiers situés au nord de la ville, les plus proches de la frontière turque. Malgré cette victoire, l'arrivée des Peshmergas est très attendue sur place pour donner un nouveau souffle aux combattants kurdes syriens.

## QUI SONT LES PESHMERGAS ?

Littéralement, les Peshmergas sont « les hommes qui affrontent la mort ». Constitués de 200 000 à 250 000 soldats, ils représentent la force armée du Kurdistan irakien et se sont illustrés depuis l'invasion de l'Etat Islamique en Irak en combattant pour défendre leur territoire autonome.

A l'origine, les Peshmergas n'avaient pas une vocation de combattants mais plutôt de défenseurs de la frontière kurde en Irak. Toutefois, depuis les premières batailles contre Saddam Hussein, ces derniers se sont aguerris et sont devenus des soldats véritablement prêts au combat.

« Depuis 1992, cette armée a préservé la sécurité intérieure du Kurdistan et souvent servi de fer de lance aux actions de contre-guérilla lors de la période de présence américaine », explique ainsi le colonel Michel Goya, stratège et historien militaire, au Huffington Post.

Ils seraient aujourd'hui « la force militaire la plus puissante sur le territoire » irakien, estime encore cet expert.

## DE QUELS MOYENS DISPOSENT-ILS ?

Selon un porte-parole de la région autonome du Kurdistan irakien, les combattants qui interviendront à Kobané seraient équipés d'armes automatiques, de mortiers et de lance-roquettes.

Théoriquement, ces armes légères ne font pas le poids face aux moyens dont disposent les djihadistes de l'Etat Islamique. Cependant, ils ont pu compter depuis quelques mois sur les livraisons d'armées étrangères.

L'Irak a été le premier pays à venir en aide à ces soldats en fournissant des armes et du matériel en août dernier. Les Etats-Unis ont rapidement suivi le mouvement. Rapidement, alors que s'ébauchait une grande coalition internationale contre l'Etat islamique en Irak, à l'initiative des Etats-Unis, de nombreux autres pays ont également participé à cet effort de guerre.

Finalement, l'Albanie, la France, l'Allemagne, le Canada, la Croatie, le Danemark, l'Italie, la République tchèque et le Royaume-Uni se sont tous rapidement engagés à apporter un soutien matériel aux Peshmergas.

## SONT-ILS BIEN ENTRAÎNÉS À CETTE FORME DE COMBAT ?

Si, historiquement, les Peshmergas n'ont pas vocation à mener des actions militaires telle que celle qui les attend à Kobané, ils ont bénéficié d'un programme de formation dispensé par des soldats allemands.

Un mois après avoir envoyé leurs premières armes, des soldats allemands se sont rendus au Kurdistan irakien afin de former les Peshmergas à l'utilisation de ces armes allemandes. Des soldats kurdes ont également été envoyés en Bavière pour être formés à l'utili-



Le convoi des peshmergas escorté par la foule, ce mercredi 29 octobre, à Kiziltepe, près de Mardin, en direction de la frontière turco-syrienne.

sation des missiles antichars de l'armée allemande.

Si aucun autre pays n'a pour le moment révélé avoir envoyé de formateurs militaires au Kurdistan, il semblerait que des instructeurs français et canadiens soient également sur place.

« Des instructeurs militaires sont venus de France, du Canada et de Turquie », peut-on lire sur Le Point, selon les propos retranscrits d'un militaire peshmerga.

## SERONT-ILS EFFICACES CONTRE L'ETAT ISLAMIQUE ?

Une chose est sûre, les Peshmergas sont attendus comme des libérateurs. Sur le chemin qui mène du Kurdistan irakien à Kobané, les Peshmergas ont été acclamés et applaudis par la foule venue les encourager.

Sur place, les kurdes de Kobané n'attendent pas tant ce renfort humain que les armes avec lesquelles ils arriveront. Le tournant dans le conflit que les Kurdes attendent n'interviendra donc pas forcément en quelques jours. ♦

# Les renforts kurdes irakiens en route pour défendre Kobané

**Chargé d'armes lourdes, ce convoi, qui est arrivé à bon port au terme d'un lent périple routier, a été acclamé par des milliers de Kurdes de Turquie.**



Des Kurdes turques remercient les combattants peshmergas, à Habur à la frontière turco-irakienne, allant combattre les jihadistes à Kobané en Syrie, le 29 octobre 2014 (c) Afp

Par Fulya OZERKAN avec Mohamad Ali Harissi à Beyrouth - 29/10/2014  
tempsreel.nouvelobs.com

**S**anliurfa (Turquie)(AFP)- Des combattants kurdes irakiens lourdement armés étaient en route mercredi pour renforcer les rangs de leurs frères d'armes face aux jihadistes dans la ville de Kobané en Syrie où des renforts de rebelles syriens les ont précédés.

Nouvel exemple des atrocités commises par les jihadistes du groupe extrémiste sunnite Etat islamique (EI) dans les secteurs qu'ils contrôlent en Syrie et en Irak: ils ont exécuté par balles 46 membres d'une tribu sunnite ayant pris les armes contre eux dans la province irakienne d'Al-Anbar (ouest), d'après un chef local. Selon des images non authentifiées, une partie des victimes avaient les yeux bandés et les mains attachées dans le dos.

Alors que les combattants kurdes syriens des YPG repoussent depuis un mois et demi les assauts de l'EI à Kobané, troisième ville kurde de Syrie frontalière de la Turquie, des combattants kurdes irakiens (peshmergas) ont atterri avant l'aube à l'aéroport de Sanliurfa (sud de la Turquie) et pris aussitôt la route à bord de bus escortés de blindés turcs, pour la frontière syrienne, distante d'une cinquantaine de km.

Un autre convoi d'une quarantaine de véhicules, chargés d'armes lourdes, est arrivé dans le même temps en Turquie, où ils ont été accueillis par des milliers d'habitants kurdes sur leur chemin en direction de la province de Sanliurfa.

"Longue vie aux peshmergas, longue vie aux YPG", la principale milice kurde des Unités de protection du peuple kurde défen-

dant Kobané, scandaient les habitants en faisant le "V" de la victoire et en agitant des drapeaux de mouvements kurdes turc et irakien, a constaté un photographe de l'AFP.

Selon un responsable turc, les deux convois doivent se rencontrer à Suruç et "traverser ensemble" la frontière syrienne "en fonction de la situation".

A Suruç, environ 2.000 Kurdes, de Turquie ou des réfugiés de Kobané, attendaient dans la soirée l'arrivée des peshmergas, scandant notamment "Kobané sera un cimetière pour l'EI".

## - Combats et frappes à Kobané -

Ankara a donné la semaine passée, sous la pression américaine, son feu vert au passage de quelque 150 peshmergas.

Le général américain à la retraite John Allen, qui coordonne la coalition multinationale, a affirmé mercredi que ces combattants "empêcheraient" la chute de Kobané.

En attendant l'arrivée des peshmergas équipés d'armes automatiques et de lance-roquettes, environ 150 membres de l'Armée syrienne libre (ASL), qui fut la principale force rebelle contre le régime de Bachar al-Assad, sont entrés en Syrie par le poste-frontière turc de Mursitpinar, a indiqué un responsable turc.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a confirmé l'arrivée de 50 membres de l'ASL à Kobané, devenue le symbole de la résistance face à l'EI qui cherche à élargir son emprise territoriale en Syrie et en Irak.

Entretiens, les combats se poursuivaient à Kobané, tandis que la coalition a mené huit raids aériens près de cette ville ces dernières 24 heures, détruisant notamment un poste de contrôle de l'EI, selon le centre de commandement américain pour la région

(Centcom).

L'un des objectifs des jihadistes est de s'emparer des quartiers nord afin de bloquer la voie vers la Turquie et d'isoler la ville. Une prise totale de Kobané leur permettrait de contrôler une longue bande de territoire à la frontière syro-turque.

De façon inattendue, l'EI a libéré mercredi 25 écoliers kurdes originaires de Kobané, qui avaient été enlevés avec 128 autres élèves en mai, ces derniers ayant été relâchés progressivement.

## - Champ pétrolier visé par l'EI -

Le groupe jihadiste, qui combat sur plusieurs fronts en Syrie, s'est par ailleurs emparé d'une partie d'un champ pétrolier à Homs, plus au sud, après des combats avec les forces du régime syrien qui ont perdu 30 hommes, selon l'OSDH.

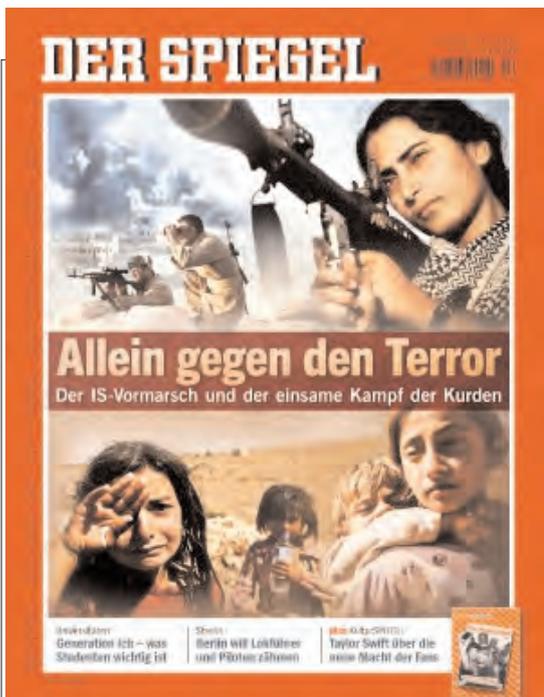
L'EI a mis la main sur plusieurs champs de pétrole et de gaz. L'extraction de brut lui a rapporté environ un million de dollars par jour depuis juin, selon Washington.

**E**n Irak voisin, des centaines de soldats irakiens et de combattants pro-gouvernementaux se rassemblaient en vue de lancer un assaut contre la ville stratégique de Baïji, contrôlée par l'EI, ont indiqué des officiers.

La prise de Baïji, au nord de Bagdad, pourrait permettre de sécuriser la principale raffinerie du pays, mais cette offensive s'annonce difficile pour les forces irakiennes, qui ont déjà subi plusieurs revers dans leurs tentatives de regagner du terrain.

Accusé de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité par l'ONU, l'EI a mis à profit la guerre civile en Syrie et l'instabilité politique et sécuritaire en Irak pour s'emparer de larges territoires, où il fait régner la terreur, y commettant viols, raptés, exécutions et crucifixions. ■

October 29 2014



## New Alignments: The Kurds' Lonely Fight against Islamic State Terror

By Ralf Hoppe, Maximilian Popp,  
Christoph Reuter and Jonathan Stock  
October 29, 2014  
<http://www.spiegel.de>

*The article you are reading originally appeared in German in issue 7/2014 (October 27, 2014) of DER SPIEGEL.*

The headquarters of one of the world's mightiest terrorist organizations is located in the mountains northeast of Erbil, Iraq. Or is it the nerve center of one of the Western world's most crucial allies? It all depends on how one chooses to look at the Kurdistan Workers' Party (PKK).

All visits to the site in northern Iraq's Qandil Mountains must first be authorized by PKK leaders, and the process is not immediate. But after days of waiting, our phone finally rings. "Get ready, we're sending our driver," the voice at the other end of the line says. He picks us up in the morning and silently drives us up the winding roads into the mountains. At one point, we pass the burned-out remains of a car destroyed by Turkish bombs three years ago, killing the family inside. The wreckage has been left as a kind of memorial. The driver points to it and breaks his silence. "Erdogan has gone nuts," he says.

Just behind the Kurdish autonomous government's final checkpoint, the car rounds a bend

in the road and suddenly Abdullah Öcalan's iconic moustache appears, part of a giant mural made of colored stones on the opposite hillside. The machine-gun toting guards wear the same moustache. "Do you have a permit, colleagues?" they ask.

Officially, we're in the Kurdish autonomous region in northern Iraq. Really, though, it is a PKK state. A region of 50 square kilometers (19 square miles) of rugged, mountainous territory, it provides a home for PKK leadership in addition to training camps for fighters. It also has its own police force and courts. The surrounding hillsides are idyllic with their pomegranate trees, flocks of sheep and small stone huts. But they are also dotted with Humvees, captured by the PKK from the Islamic State terrorist militia, which had stolen them from the Iraqi army.

It is here in the Qandil Mountains that PKK leaders coordinate their fight against Islamic State jihadists in the Syrian town of Kobani and in the Iraqi metropolis of Kirkuk in addition to the ongoing battle in the Sinjar Mountains. Turkey, some fear, could soon be added to the list.

### A PREPOSTEROUS COLLABORATION?

Just a few years ago, the idea of the West working together with the Partiya Karkeren Kurdistan would have been preposterous. Over the past three decades, PKK has been responsi-

ble for the deaths of thousands of Turkish civilians, providing the US and the European Union ample reason to keep the group on its lists of terrorist organizations. For many in the West, however, these former outlaws have become solitary heroes in the fight to save the Middle East from IS. With an estimated size of 15,000 fighters, PKK is the strongest fighting force in the region and the only one that seems willing and able to put up a fight against Islamic State. They are disciplined and efficient in addition to being pro-Western and secular.

The West would have preferred to rely on the PKK's Kurdish rivals, the 100,000-strong Peshmerga force of the northern Iraq autonomous region. But Peshmerga was overpowered by Islamic State. Furthermore, they have little combat experience, a dearth of modern weaponry, insufficient training and no central command. It isn't really even a true army, merely a hodgepodge of extracurricular clubs, partisan troops and special units. In August, they ceded the Sinjar Mountains to IS virtually without a fight, forcing thousands of Kurdish Yazidis to flee. The Peshmerga retreated elsewhere too in the face of IS advances.

The Kurdistan Democratic Party of Massoud Barzani, the president of northern Iraq, is essentially a family-run business with an associated small state, as corrupt as it is conservative. The PKK, and its Syrian counterpart YPG, on the other hand, is quite the opposite. ⇒

⇒ The tightly run cadre isn't democratic, but neither is it corrupt -- and in Kobani, they are giving their all in the fight against Islamic State. Indeed, it was the PKK that succeeded in establishing a protective corridor in Sinjar that enabled tens of thousands of Yazidis to flee. It was also PKK that defended the cities of Makhmour and Kirkuk in Iraq against Islamic State militias.

The US Air Force is now air-dropping weapons for YPG fighters in Kobani, while the German military is delivering bazookas to the Peshmerga -- and not to Kobani where they are far more urgently needed. Everyone is assuring that these weapons won't fall into the hands of the PKK. Meanwhile, Turkey has acquiesced to allowing Peshmerga fighters to join the fray in Kobani and politicians in Europe and the United States are timidly considering removing PKK from their lists of terrorist organizations. To many, it seems like a necessary step when establishing a partnership with the PKK, even if it would mean conflict with Turkey.

#### A DIFFICULT BALANCING ACT

It's a perplexing alliance in an abstruse conflict and it raises a number of prickly issues. Is the delivery of weapons to the Kurds a defensible strategy for the West? Is it even a moral obligation, to prevent a massacre? And what happens if those weapons are then one day used against Turkey? What happens if the Kurds' growing political and military self-confidence ultimately manifests itself in a demand for independence?

It's a difficult balancing act for the West. It has to ensure that the Kurds win the battle of Kobani -- not just to ward off IS, but also to save a peace process between PKK and the Turkish government that has been jeopardized by the

conflict. At the same time, it wants to prevent a broader Kurdish triumph that could destabilize the entire region.

It's possible that the civil war in Syria and the fight against IS has already planted the seeds of a Kurdish spring that could radically shift the balance in the Middle East. Subjugated by foreign powers, some 30 million Kurds, the majority of whom are Sunni Muslims, have for years been fighting for recognition and for their own state in Turkey, Syria, Iran and Iraq -- mostly without success. Only once, in the 19th century Ottoman Empire, did a Kurdistan province exist, and it disappeared after just 20 years. After World War I, the Western allies promised the Kurds they would be granted their own state, but Atatürk, the founder of modern Turkey, didn't keep the promise.

Turkey even refused to recognize the Kurds as an ethnic minority and it banned their language and traditions. Kurds also faced discrimination and repression in Iran, Syria and Iraq. The tragic nadir of this persecution was the massacre at Halabja. In March 1988, Iraqi dictator Saddam Hussein ordered his air force to drop chemical weapons on the city, killing up to 5,000 people in the attack.

A few decades later, Kurds today enjoy a broad degree of autonomy in northern Iraq, even possessing their own government and army. Northern Iraq has become both a model for, and the envy of, other Kurds in the Middle East. It's an interdenominational success, too, given that Sunnis, Alevis, Yazidis and Christians peacefully coexist with one another in what is the most stable and prosperous part of Iraq. With upheaval taking place across the Middle East, Kurds in Syria and Turkey are hoping to implement a similar model. Now, though, the Kurds have become a primary target of the

Islamic state, even though the two groups share the same Sunni branch of Islam. It is precisely the Kurds' newfound strength that has placed them in the crosshairs of IS.

#### THE QANDIL MOUNTAINS OF IRAQ: A VISIT TO PKK LEADERS

After the driver passes the stone portrait of AÖcalan, he applies the brakes in front of a farmhouse. A short time later, PKK spokesman Zagros Hiwa arrives. He inspects the cameras, collects our mobile phones and closes the drapes. He then pulls a PKK flag out of a plastic bag and hangs it on the wall. PKK often uses civilian homes, with its leaders constantly changing locations.

Shortly thereafter, Sabri Ok enters the room with his body guard and five fighters. The 58 year old has been a member of PKK since its founding in 1978 and he's part of the group's top echelon. He spent a total of 22 years in prison in Turkey, a stint which included an extended hunger strike. Peace negotiations between PKK and Turkey have been ongoing since 2012, but Ok says they will end if Kobani falls to IS. Should that happen, attacks and violence will return in Turkey.

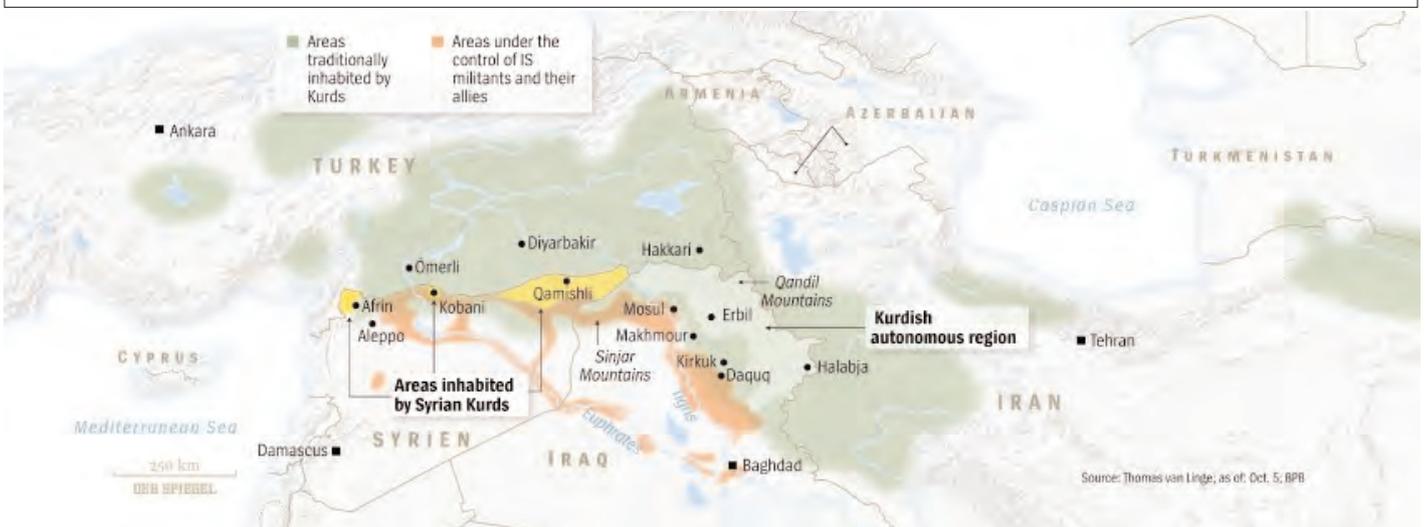
He warns that many young PKK supporters are itching for a fight. "The new generation is different from us older people," Ok says with concern. "They are more radical. They have seen the war in Kurdistan and their brothers and sisters have died in Syria. It will be difficult to control them."

Ok believes that Turkey is merely using the peace talks to buy time and does not think that a peaceful solution is possible. "We're not a war-loving people, but the Kurdish question has to be resolved," he says. "It is absurd for ⇒

#### Important Kurdish Players

The most important Kurdish players in the battle against Islamic State are the Kurdistan Worker's Party (PKK) and its Syrian counterpart, the Democratic Union Party (PYD). Both are closely aligned and consider Abdullah Öcalan to be their political leader. Each has organized its fighters into individual military guerilla groups. The military arm of Syria's PYD calls itself YPG and that of Turkey's PKK is HPG. Any simple summary is complicated by

the fact that both groups are also present in the Kurdish autonomous region of northern Iraq. In addition, the Peshmerga, the Kurdish autonomous region's official force, operate independently of PKK and PYD. They gained fame through their fight for independence against the central government in Baghdad, especially against former dictator Saddam Hussein. The Peshmerga has more troops than the PKK, but is not considered to be as effective.



⇒ North Kurdistan to conduct peace negotiations while the same Kurds are being murdered by IS in Kobani with Turkish support." He claims that the Turks are providing IS with artillery and money, that they are treating wounded jihadists and allowing fighters to cross its borders into Syria. There is no proof of his allegations about weapons and money, but the other claims are verifiable.

The YPG, he says, have been defending the city for 37 days. "Without them," he says, "Kobani would have already fallen 37 times by now."

Last week, Turkey reached an agreement on sending 200 Kurdish Peshmerga fighters from Iraq through Turkey and into Syria in order to help in the battle to save Kobani, but Ok has little regard for the plan. "What Peshmerga?" he asks, grinning. "I fought with the Peshmerga -- that was 30 years ago. But it is no longer the same army. They've become weak. When people just sit around, they lose their will to fight." He says that weapons, medicine and ammunition are needed in Kobani, not Peshmerga fighters.

He believes that PKK's ongoing ban in Germany is unjustified. Doesn't the PKK share the same principles as the West, he asks? Things like women's rights, environmental protection and democracy? He discounts the darker side of PKK -- that involving contract killings, involvement in the drug trade, kidnappings and terror attacks.

He then invites us to lunch for a meal of wild honey, chicken and salad.

#### KIRKUK, IRAQ: THE FRONT AGAINST IS

The old Saddam-era fortifications still encircle Kirkuk, built by the dictator as a bulwark against the Kurds. Today, they are manned by Peshmerga and PKK units, staring out at the black Islamic State flag flying across from them.

The Iraqi army left Kirkuk months ago, leaving the Kurds to defend the oil city on their own. Islamic State jihadists are now just a few kilometers away. The PKK and Peshmerga have fought against in each other in the past, but now they're working together. During the day, 150 Peshmerga guard the front, with 300 PKK fighters taking over at sundown. Most of the serious combat happens at night.

Their commander, Agid Kellary, is based a little further to the south in Daquq. The PKK man has set up a make-shift office in a half-finished apartment. An Iraqi army helicopter roars overhead and shots can be heard. Kellary, a friendly and soft-spoken man who studied literature, explains, "We're in control here. If you don't show any strength, no one will respect you."

Kirkuk is located on the important arterial between Erbil and Baghdad. The area is flat, meaning that whoever has control of the city also has control of the surrounding area. Bulldozers push large ramps around the camp and workers dig deep trenches behind the front. It looks like they are planning to stay.



*PKK commander Sabri Ok in the Qandil Mountains near the border with Iran. Whereas many Syrian Kurds try to play down the degree to which the canton of Afrin has become independent, Ok celebrates it. "That kind of self-government is something we want for all of northern Kurdistan and for all Kurdish communities in the world," he says.*

Kellary says he's looking forward to winter, in the hopes that snow and mud will restrict IS movements to major roadways, making them easier to stop.

But Islamic State is a powerful adversary, one with more than 30,000 fighters at its disposal, seemingly unlimited resources and modern heavy weaponry, much of it captured in recent months. Most has been seized from the Iraqi army, which was armed by the United States, but some has also come from the Syrian regime. Last week, IS even presented three fighter jets along with pilots, but it was likely just propaganda, an area in which the jihadists have proven themselves to be highly adept.

The next sentence that comes out of Commander Kellary's mouth would have been unfathomable only a few months ago. "We thank the Americans for their help," he says. "When they help us, they are also helping themselves. We share the same enemy." He says weapons deliveries from Germany to the Peshmerga are also nice, but that it would be more important for Berlin to finally abandon its support of Turkey.

Kellary says that, even as the battle of Kobani gets worldwide coverage, the ongoing fight in the Sinjar Mountains has been virtually ignored. "Our units are trapped, under constant fire -- it's the heaviest fighting that I can recall," he says. The corridor they had been using just a few weeks ago to deliver food and humanitarian assistance to the Yazidis in the mountains is now under Islamic State control and the threat of another massacre is growing.

Heydar Shesho, commander of the Yazidi army in the mountains, sounds a little desperate on the phone. "We are surrounded on all sides," he says. "Islamic State is attacking us with tanks and artillery. There are still 2,000 families here. If no one helps us, we're all going to be killed." There has been no air support from the US and no aid deliveries, he says, before adding that they urgently need heavy weaponry.

The Kurdish government has also dispatched a few hundred Peshmerga to the mountains. "But you can forget about them," Shesho says. "They just wait around here and they don't fight. They might as well just fly home."

#### ÖMERLI, TURKEY: THE HOME OF ÖCALAN'S BROTHER

Barring a visit to the prison where he is being held, the closest you can get to the PKK's leader is the village of Ömerli on the Turkish-Syrian border, 70 kilometers from Kobani. Abdullah Öcalan was born and raised here, and it is the place that his younger brother Mehmet still calls home.

The path to his house leads through a pistachio orchard to a simple stone house. Garlands in the green, yellow and red of the Kurdish flag hang from the ceiling bearing Abdullah Öcalan's portrait. Memhet Öcalan, 63, sits beneath them in a plastic chair. He bears an unmistakable likeness to his brother, with the same compact stature, slouching shoulders, coarse facial features and broad moustache. Öcalan is a farmer and his hands are toughened from hard labor in the fields. He wears simple clothing -- a blue shirt, cloth pants and sandals. He leads us into his living room, the walls of which are also covered with photos of his brother and other PKK commanders.

The Öcalan family was poor and the parents couldn't afford to send all seven of their children to school. Mehmet never learned to read and write while Abdullah went to school and proved to be a good pupil, eventually making it to secondary school in Ankara. Mehmet Öcalan says that politics was never a topic in his parents' home. Their Kurdish heritage didn't play a role, either. The state denied that Kurds even existed and for a time they were referred to as "mountain Turks". Their language was forbidden. The Öcalan family assimilated.

But Abdullah found himself searching for a direction and, for a while, thought he had found it in Islam. He often frequented the mosque in Diyarbakr, where he spent two years working in the land registry. He saved his wages and he enrolled at Ankara University at the beginning of the 1970s to study political science. It was an era in which left- and right-wing groups often brawled and in which thousands of people died in street battles.

Abdullah Öcalan went from being a devout Muslim to a Socialist, one who admired both Marx and Mao. He also became involved in the left-wing extremist movement and was sentenced to several months in prison, where he became radicalized after seeing how other ⇒



*Fathers may still be able to restrict their daughters from a number of activities, but they cannot prevent them from traveling to join the PKK at the front. Here, female PKK fighters share a base with Peshmerga in Daquq, south of Kurkuk, Iraq, in the fight against Islamic State.*

⇒ political prisoners were tortured. He also began to focus more on the oppression of his people.

#### THE PKK'S ARMED STRUGGLE

Following his release, Öcalan began propagating armed struggle in the fight for an independent Kurdish state and founded a group that ultimately gave birth to the PKK in 1978. His troops carried out attacks, took hostages and murdered soldiers -- but also killed thousands of civilians, resulting in his group being placed on European and American lists of terrorist organizations. Starting in 1977, Mehmet Öcalan didn't see his brother for two entire decades, preferring to stay in his home village and staying away from the PKK. He suffered from Turkish state oppression nonetheless, with police raiding his home repeatedly. He was also arrested and beaten in prison.

He certainly wasn't alone. Thousands of Kurds were tortured in the 1980s, particularly in the military prison in Diyarbakir, known as "Hell Nr. 5." Guards would force prisoners to rape each other and to climb into bathtubs full of feces; they ripped out their hair, tore out their nails and zapped them with electric shocks.

It was nothing less than war between the PKK and Turkey. Turkish soldiers lit entire villages on fire, shot farmers dead and raped their wives; hundreds of thousands of Kurds fled their homes to escape the violence. Mehmet Öcalan also had to leave his village of Ömerli, finding work in the fields on the Gulf of Iskenderun. He was only able to return home many years later.

Initially, the PKK was not universally supported by the Kurdish population, with many in the countryside unable to connect with its Marxist-Leninist liberation ideology. Furthermore, Abdullah Öcalan was brutal in his treatment of

dissidents, pursuing suspected collaborators across borders and even executing women and children. But the ferocity of the Turkish military served to push many people into the arms of the PKK.

Mehmet Öcalan gazes at a photograph of his brother in his hand. He says he doesn't reproach his brother for everything that happened. "Abdullah did what he had to do," he says. He adds that although he isn't political himself, he does support his brother's fight.

The PKK leader was finally captured by the Turkish secret service in 1999 in Kenya with CIA assistance. Initially, he was sentenced to death for establishing a terrorist organization and for high treason, but the sentence was later commuted to life in prison. For the last 15 years, he has been held in a high-security prison on the island of İmralı in the Sea of Marmara. He is only allowed to leave his cell once a day for an hour. For a long time, a radio was his only connection to the world outside, though he has had a television for the last two years. His lawyers say that he suffers from migraines and has developed breathing difficulties.

#### ABDULLAH ÖCALAN'S LINK TO THE OUTSIDE WORLD

Mehmet recalls that Abdullah looked pale and seemed absent the first time he was able to visit him in prison and that they were only allowed to talk for 15 minutes. "You know that I did everything for the Kurdish people," Abdullah told his brother.

Now, though, Mehmet has become his brother's most important connection to the outside world. Though he shies away from public appearances, Mehmet receives Kurdish politicians to discuss his brother's ideas.

The two have never been able to talk without

supervision during their meetings in İrmali, with security personnel constantly present, Mehmet says. Still, they spend much of their time talking about political issues, following Abdullah's initial questions regarding the family's wellbeing. At their last meeting in early October, Mehmet says his brother was riled up, fearful that the Turkish government was in the process of torpedoing the peace process.

Ankara began secret talks with the PKK in 2009 in Oslo. But it wasn't until the fall of 2011 that Turkish government officials approached Abdullah Öcalan, realizing that any peace agreement would have to bear his signature. Mehmet says his brother agreed to the negotiations with Ankara because he realized that the guerilla war had not been successful in guaranteeing more rights and freedoms for the Kurds.

The talks, by contrast, have resulted in significant improvements. Kurds are now allowed to use their language in schools and Kurdish newspapers and television channels have been established. Many Kurds are also more prosperous, having profited from the economic boom and from government investment in their region, which had long been neglected. In the summer, parliament in Ankara passed a law aimed at making it easier for PKK fighters to return from the Qandil Mountains, a move Abdullah Öcalan welcomed as an "historic initiative." An end to the decades-long conflict appeared nigh.

But Mehmet says the PKK now finds itself at a crossroads. His brother said he can only continue the talks if Erdogan ceases his support for the Islamic State, but Ankara appears to be pursuing a schizophrenic approach to the Kurds at the moment. To that end, Erdogan recently compared the PKK to Islamic State and he is still blocking any kind of aid for Kobani. It looks as though the Turkish president is hoping that the Kurds will be satisfied with a minimal compromise -- pushed through by Abdullah Öcalan so that he can get out of prison and, perhaps, so that he will go down in history as a peacemaker rather than a terrorist. But it is a risky gamble that has strengthened radical elements. "My brother alone is to thank for the fact that the conflict has not yet escalated," Mehmet says. How much longer people will continue listening to him remains an open question.

#### DIYARBAKIR, TURKEY: THE YOUNGER GENERATION

Ulas Yasak, a young PKK activist, is sitting in a windowless room in a concrete building on the outskirts of Diyarbakir, smoking filterless cigarettes and waiting. There are several Kurdish-language newspapers on the table in front of him and a poster of Abdullah Öcalan hangs on the wall. "I am ready to go on the attack," he says.

With his gaunt, sunken cheeks and scruffy beard, Yasak looks much older than his 30 years. He used to fight for the PKK in northern Iraq, but he is now the commander of the Group of Communities in Kurdistan (KCK), a PKK sub-group focused on establishing a

⇒ parallel society, with its own schools, security forces and judiciary.

Yasak, who prefers to keep his real name secret, is illustrative of a generational conflict currently threatening to split the Kurdish movement. Young Kurds seem determined to take the fight to the streets and have engaged in battles with Turkish security forces in recent weeks. Indeed, nationwide protests at the beginning of October resulted in 20 deaths, with the scene reminiscent of the 1990s, when the conflict between Turks and Kurds devastated the region.

Just the night before, Yasak tells us, he met with his comrades to discuss what they should do if Turkey continues standing by as Kurds are slaughtered by Islamic State militants in Kobani. "Our leadership advises us to remain calm. But my people are losing their patience." Erdogan, he says, sought to use the negotiations with PKK to win over Kurdish voters, but the situation in Kobani shows that reconciliation was not his main priority.

Yasak believes that Kobani embodies everything they have been fighting for over the years. In addition to being self-governed by the Kurds, it is also democratic and secular -- and is seen by Kurds as a model for the entire region. Were it to fall, Yasak warns, all of Turkey would pay a high price. "Then we would light the country on fire."

During the last three decades, 40,000 people in Turkey have lost their lives in the conflict between PKK and the state, including Yasak's uncle and cousin. As a child, Yasak was not allowed to speak Kurdish and when he went to university to study sociology, he was arrested



*Mehmet Öcalan, brother of PKK founder Abdullah Öcalan. Mehmet has become his brother's primary connection with the outside world, but he worries that Turkey may now be abandoning the peace process that Ankara has pursued with PKK in recent years. There is also concern that the younger generation may be becoming more militant.*

and sent to prison, having been accused of spreading propaganda for PKK. When he got out of jail, he joined the group.

When the peace process began, he returned to Diyarbakir and realized that it had undergone a transformation while he was away. Several Turkish companies have opened branches there and the cafés are full of young men and women checking their smartphones. Stores in the city are open around the clock and the airport is currently being expanded to become one of the biggest in the country. Kurds in the region have profited from peace and many have started new companies themselves. That could all be in danger now.

#### **AFRIN, SYRIA: INSIDE THE KURDISH MINI-STATE**

The Turkish government is even more afraid of the Kurds in neighboring Syria than it is of those inside its own country. Kobani is one of three separate regions where Kurds live in Syria. The second is the area surrounding Qamishli. There, the PYD leadership continues to cooperate with Damascus. Assad's air force uses the city's airfield to launch air strikes against towns and cities that are bastions of the opposition.

The third Kurdish region is Afrin, located northwest of Aleppo. It is here where the term canton -- a word Kurds have borrowed from Switzerland to refer to the three regions they control -- fits best, with Afrin seeming almost like a miniature Kurdish state. Two-thousand square kilometers (770 square miles) large, the enclave is both lush and green along the Afrin river valley, and arid and craggy in the surrounding hills. The violence nearby seems far away here, despite the presence of some 300,000 refugees who have joined the official population of 1.2 million. The region includes 366 villages and six small cities, all of it under the control of the PYD, the Syrian branch of PKK. In addition to a functioning administration, a court system and police, the region also boasts its very own secret service and it produces its own electricity. Furthermore, the government actively seeks to attract companies to the region and has a council dedicated to stimulating the economy. Allied rebel groups are welcome to come to the region for a bit of shopping and to have their wounded tended to.

It is a remarkable spot in war-torn Syria, with new construction everywhere and families strolling in the streets until late in the evening, enjoying the several newly opened cafés (including a Starbucks knock-off). Afrin is so safe that more than 100 textile factories and workshops from the decimated city of Aleppo have moved in. The region has its own mineral water bottling plant, being sold under the brands Kalos and Hana, and there are soap factories, printing shops and construction companies. Other plants produce tomato paste, hoses and toilet paper.

It is a grand experiment in statehood, and one that is being conducted largely out of the limelight. Its seeming success is almost certainly

disquieting for the Turks.

#### **BUILDING A STATE**

It is a bit surreal to watch regional officials go about their daily tasks, despite being surrounded by a war zone. Abdulrahman Ibo, Afrin's chain-smoking mayor, for example, says that his greatest triumph in office was moving the city's bus station out of the city center. The energy minister, a gold trader from Aleppo, is currently working on a law to regulate gravel mining while waiting for the return of an envoy who went to Helsinki to propose a wind and solar energy project to the government there.

Meanwhile, Afrin's Prime Minister Hevin Ibrahim, an Alawi chemistry and physics teacher, is phoning around to find out what became of the school books he ordered from a Turkish publishing company. They have to be smuggled across the border into Syria.

"We don't want independence and we don't want our own state," the prime minister insists, sitting in her office. "We don't want enemies and we are doing our best to prevent Syria from falling apart." They are not in the process of establishing a state, she says. Rather, they are merely engaged in "self-management." Nobody should be overly concerned, she insists. "We are technocrats," she adds, doing her best to look friendly and innocuous.

The line being walked here is a fine one. They neither want to dare a complete breakaway from Syria nor to raise Turkish suspicions with talk of secession. But the trappings of autonomy are difficult to ignore.

Even the meeting with Prime Minister Ibrahim almost failed to come about because Afrin sets its clocks differently than the rest of Syria, having resolved to turn the clocks back here for daylight-savings, just like in Europe. Furthermore, in a step that is ironically reminiscent of a significant milestone on Turkey's own path to statehood, the Kurds of Afrin have introduced Latin script. The founder of modern Turkey, Kemal Atatürk, did the same almost 100 years ago as a way of further delineating his country from the collapsing Ottoman Empire. Now, Latin lettering has replaced Arabic almost everywhere in Afrin: in school books, on street signs and in newspapers. "It's simply a better fit for the way Kurdish sounds," Ibrahim says in a stroke of linguistic disingenuity.

It would hardly be possible to separate more completely from a state that one professes to want to preserve. But it is a strategy -- that of quietly and pragmatically building one's own structures -- that has served the Kurds in Syria well. In the beginning, they did so to fill the vacuum left behind by the departure of Assad's troops. But now, they have gone well beyond that. "We are now preparing an electoral council for all three cantons," assures the prime minister, "to enable a step-by-step introduction of democracy." Should the Syrian state completely collapse at some point, the Kurds of Afrin are prepared. They don't talk about having ⇒

⇒ their own state, they simply focus on building it.

Not everybody, of course, is quite so diplomatic. When asked about Afrin, Sabri Ok, the PKK leader in the Qandil Mountains near the border with Iran, excitedly exclaims: "That kind of self-government is something we want for all of northern Kurdistan and for all Kurdish communities in the world."

Afrin's Foreign Minister Suleyman Jafer says officials there would like to initiate a dialogue with Turkey. "We even went so far as to send them a letter saying that we wanted peaceful relations with them, but we didn't get an answer," he says. Indeed, Jafer admits, he hasn't had much contact at all with any real states. It is a bit reminiscent of Europe during the Thirty Years' War, but Jafer is clearly an admirer of today's Europe. "We should simply get along with each other. Like in the EU. A world without borders!"

The government has, however, thoroughly fortified its own borders. A kind of Kurdish Maginot Line has developed in recent months on hilltops throughout the canton, complete with guard towers connected to each other with reinforced tunnels. In addition, a 50-kilometer-long, four-meter-deep trench is being dug around the canton -- for protection, of course, not as a border.

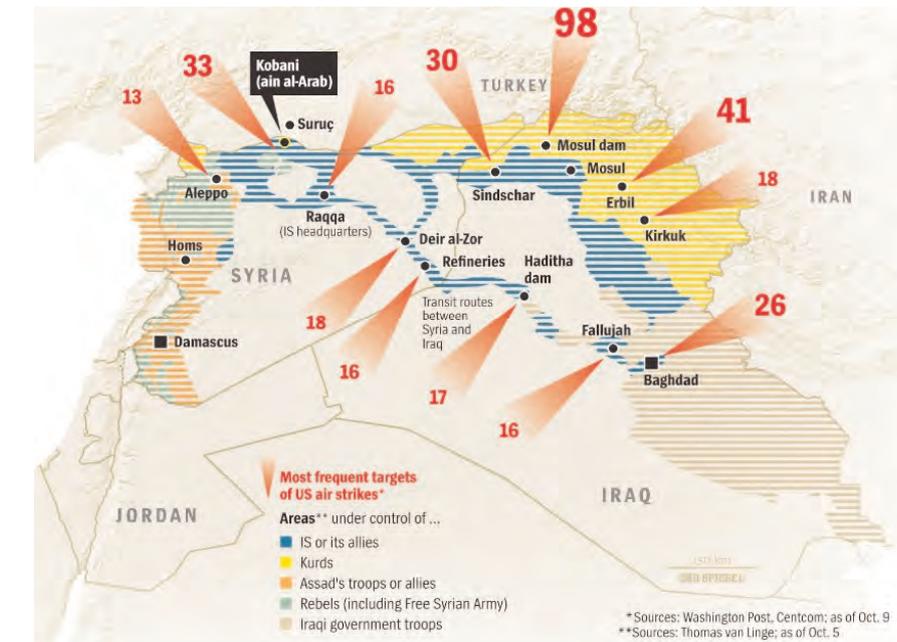
Currently, it is quiet on the outskirts of Afrin. But prior to this spring, the canton was besieged for almost a year by Islamic State fighters and other Syrian rebel groups angry with the Kurds for their cooperation with the Assad regime. Indeed, the civil war has allowed the Kurds to seize control of their regions without suffering the kind of destruction visited upon Arab towns and villages. One could say they have taken advantage of the suffering of others. Or simply that they have made the best out of a bad situation.

#### THE NEXT IS TARGET?

Still, everyone in Afrin knows that if Kobani falls to Islamic State, their own peaceful world will be the Islamists' next target. Indeed, Afrin has long been on the IS radar. Recently, a one-man sleeper cell was discovered in Afrin, in the guise of a 17-year-old who had been recruited by Islamic State, trained in Turkey and sent home. He was told to join YPG and await further orders. There have also been attacks on Kurdish checkpoints surrounding Afrin. Furthermore, YPG and Islamic State exchanges prisoners every three to four months.

But the real ruler of Afrin is not Prime Minister Hevin Ibrahim. It is "Sipan," the YPG commander, who has some 30,000 men and women -- fighting in Kobani, Qamishli, Kirkuk and the Sinjar Mountains -- under his command.

To meet with Sipan, it is necessary to spend hours driving from checkpoint to checkpoint until one reaches a small wooden shack in the forest. After a few minutes, the commander,



dressed in battle fatigues and a leather jacket, emerges with three attendants. He smokes slims, drinks tea and has an open face with attentive eyes: He says he is 40 years old and declines to provide more than his nom de guerre.

Sipan immediately wants to know how the German government views the fight for Kobani and the role being played by Turkey. The fact that Germany is only providing weapons to the Peshmerga and not to the YPG, which is leading the battle for Sinjar, makes no sense, he says. "You could also give weapons directly to us." He says that meetings have been held with US officials in both northern Iraq and Europe since September. "We talked about how our fighters could identify target coordinates in Kobani and pass them along," he says. They have apparently been successful. US air strikes have become much more accurate since then.

He also says that Turkey's recent announcement that it would allow Peshmerga fighters from Iraq to come to Kobani to defend it from Islamic State -- while continuing to prevent YPG from doing the same -- is nothing but a PR move. The Peshmerga, Sipan says, won't make the trip: "They first have to get the situation under control in Iraq."

#### PROXY WAR

The commander says that the battle for Kobani has increasingly become a proxy war. "The Turks are supporting Islamic State, the Americans are supporting us. It will be a valuable lesson for the US and Europe, he says, teaching them who their allies are and who are their enemies.

YPG, for its part, is doing all it can to appeal to the West, including ensuring that women play an important role. Whereas Islamic State kidnaps women and turns them into sex slaves, Kurdish women are fighting on the front.

During a visit to a training camp in Afrin, 34 young women in fatigues were presented by

their commander, a 24-year-old named Saria. When asked how many of them had been in battle, 10 of them raised their hands. "No matter how much training I had before, it was different against Islamic State," says Bafri, 21, adding that she killed jihadist fighters. "I knew what I was doing it for," she says.

Once Bafri broke the ice, all of the women had stories to tell and they began talking about the differences between fighting in the mountains and house-to-house fighting in the towns. It was an unusual scene for this part of the world: Women speaking freely to strangers.

Later, during training, they had to balance on a two-meter-high beam, crawl under barbed wire and roll forwards over a half-meter-high block while running. These, too, are things that women don't commonly do in the traditional Kurdish and Arab world. During ideological training, the subject of the day has nothing to do with Kurdistan, focusing on the rights of women instead.

It is an interesting combination. Women here are fighting for the Kurdish nation, but they are at the same time trying to carve out more freedom for themselves. And the PKK has indeed changed the rigid family structures in the areas under its influence. Fathers may still be able to forbid their daughters from any number of things in their lives, but they cannot stop them from joining the PKK at the front.

Eight young women from the Afrin training camp have been sent to Kobani, a mission with no return should the city fall. But the fight against the jihadists is not just a military mission, the commander says: "It is more. It is also a fight against their macho demeanor." Some of the troops start laughing. "It exists here too, among the Kurds," she goes on. "This mentality that we belong to the men is one that we have to eliminate." ♦

By Ralf Hoppe, Maximilian Popp, Christoph Reuter and Jonathan Stock



# Kobané Martyr de père en fils

Les familles font le signe de la victoire aux funérailles des combattants

Chaque jour, dans le cimetière turc de Suruç, on enterre des résistants kurdes tombés sous le feu des djihadistes de l'autre côté de la frontière, en Syrie. En attendant de ramener les corps chez eux

Chaque jour, dans le cimetière turc de Suruç, on enterre des résistants kurdes tombés sous le feu des djihadistes de l'autre côté de la frontière, en Syrie. En attendant de ramener les corps chez eux

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EN TURQUIE, SAMUEL FOREY  
ET EMILIJEN URBANO-MYOP

**L**e cimetière de Suruç était peut-être l'un des plus paisibles au monde. Au milieu d'une plaine immense, on le distingue à peine parmi les champs. Le vent du Nord qui descend des monts Taurus siffle entre les pins et les pierres tombales. De temps à autre, une Renault 12 hors d'âge – elles pullulent dans la région – se fait entendre sur la route, la seule, qui longe cet endroit à l'écart de la ville. Mais ce n'est plus seulement le cimetière de Suruç. Depuis quelques semaines, c'est aussi celui des martyrs de Kobané, cette ville syrienne située à une dizaine de kilomètres de l'autre côté de la frontière que les combattants kurdes tentent de sauver des mains de l'Etat islamique.

Ce 23 octobre, des coups de tonnerre résonnent au loin. Ce sont les frappes aériennes de la coalition internationale, arrivée tardivement en soutien des forces kurdes. Des colonnes de fumée montent des ruines. Dans le cimetière, des jeunes *assayish*, les forces de sécurité kurdes, débarquent à moto, déambulent, écoutent ce qui se dit. Des vieux partisans discutent entre eux. Des familles de martyrs se recueillent sur les sépultures. Des pleureuses se lamentent. Un groupe de six femmes, voilées de blanc, profèrent des

paroles vengeresses d'une voix forte, l'une après l'autre, en fumant cigarette sur cigarette. « *Toi, l'ennemi, tu es un barbare, un vampire, tu n'en n'auras jamais fini avec nous. Martyr, ton sang n'aura pas coulé pour rien, nous aurons notre revanche !* » Ce sont les « femmes pour la paix ». C'est le milieu de l'après-midi. Le soleil d'automne allonge déjà les ombres. Soudain, une clameur envahit le cimetière. Des centaines de personnes se pressent autour de cinq cercueils. Sur ceux-ci, des drapeaux des YPG (les unités de protection du peuple), la milice kurde syrienne qui se bat contre les djihadistes. On crie : « *Les martyrs sont*

*immortels !* » Les funérailles des combattants de Kobané commencent.

Un gamin se faufile dans la foule. Ahmed Cimo, qui se définit comme « *un petit soldat* », porte un perfecto de loubard et tente sans succès de faire plus vieux que ses 15 ans. Il a quitté Kobané avec sa mère et ses frères et sœurs fin septembre. Sa famille habitait une maison d'un étage avec une cour, dans le quartier récemment rebaptisé « du Martyr Serhat » par le PKK.

Le père d'Ahmed, Mehmet, était un fidèle du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). A une époque, il s'était même taillé la moustache en « M » et s'était fait

des favoris en « L » en l'honneur de Marx et Lénine, les premiers inspirateurs du chef kurde Abdullah Ocalan. Ça lui donnait une certaine allure au Liban, où il a travaillé sur les chantiers et dans les vergers de pistachiers. « *Il partait deux ou trois mois et puis revenait. La vie était simple. Moi, je venais d'un quartier d'Alep où habitaient presque exclusivement des habitants originaires de Kobané. Alors je n'étais pas perdue* », explique Shemse, la femme de Mehmet, toute ronde dans sa robe bleue.

Après le déclenchement de la guerre en Syrie, Mehmet Cimo a rejoint les *assayish* en juillet 2013. Puis, très rapidement, les

YPG de Tell Abyad, à l'est de Kobané. Il a été capturé par les djihadistes. D'après son épouse, ils ont traîné son corps dans la rue. La famille n'a récupéré qu'une partie de son cadavre. « *On ne laisse pas traîner le sang à terre* », dit un proverbe kurde. Alors le fils aîné, Reçber, a rejoint à son tour les YPG pour « *prendre l'arme de son père* », selon les mots de Shemse, pour le venger.

Reçber n'est pas son vrai nom. Il a pris le pseudonyme d'un de ses oncles, lui-même martyr, tué au Kurdistan turc il y a vingt-trois ans. *Reçber* signifie « ouvrier journalier » ou « saisonnier » en kurde. A 17 ans, il faisait déjà preuve d'un certain talent ➤

➔ pour manier kalachnikov et mitrailleuses lourdes. Parfois, son frère cadet, Ahmed, le rejoignait au combat. Le petit soldat était fier de son grand frère. « *Il m'a appris le maniement des armes. Il m'a formé. Lors de mon premier combat, j'ai pris peur, alors j'ai fui. Mais il m'a ordonné de revenir. Je faisais de mon mieux, j'apportais à manger, je soignais les blessés* », raconte Ahmed. L'adolescent a fini par se faire accepter par la milice des YPG. Il y a même gagné un surnom, affirme-t-il : Janshîr, « corps de lion ». Mais Recber l'a fait sortir de Kobané avec le reste de la famille quand l'Etat islamique est arrivé aux portes de la ville.

Ahmed a tenu deux jours. Puis avec un ami, il s'est faufilé entre les lignes turques pour rejoindre son frère. Le petit soldat est revenu au combat. Le deuxième jour, il a été blessé par des éclats de mortier au bras gauche. Il était à Shiran, un village à l'entrée est de la ville. Il a alors été renvoyé à l'arrière, pour aider. Au bout d'une semaine, son grand frère a demandé à Ahmed de rentrer en Turquie. Il avait entendu dire que les autorités turques avaient arrêté des familles à la frontière, et voulait savoir si tout allait bien pour Shemse, sa mère et sa fratrie. A Kobané, la situation semblait alors désespérée. Nous étions aux alentours du 6 octobre et les djihadistes tentaient toujours de contourner les Kurdes par le nord pour les encercler et les couper des lignes turques, pour empêcher l'arrivée de renforts, les ravitaillements en munitions et l'évacuation des blessés.

Recber a été tué par un sniper le 8 octobre, raconte Shemse à travers ses larmes. Il était parti en reconnaissance, avec un frère d'armes. Il est sorti d'une maison le premier. Les YPG l'ont enterré dans un petit bois, juste au nord de la maison de la famille, puis ont appelé sa mère. « *Votre fils est devenu martyr* », ont-ils dit tout simplement. Ahmed, le petit frère, dans le cimetière de Suruç, ne lâche pas Kobané des yeux. « *Dès que je peux, je retourne là-bas* », dit-il avec son regard clair. On ne laisse pas traîner le sang à terre.

Les funérailles se terminent. Après la cérémonie, des volontaires nettoient les lieux. Il y a une trentaine de tombes pour l'instant. Mais, chaque jour, des fosses sont creusées pour accueillir les combattants kurdes qui, blessés, meurent de ce côté-ci de la frontière. Les corps des martyrs, contrairement à la tradition musulmane, ne sont pas enterrés en pleine terre, mais dans un cercueil. Pour pouvoir ramener les corps à Kobané, quand la ville sera enfin libérée, espère Ahmed, le petit soldat. □



Photos de la famille d'Ahmed Cimo qui a perdu son père puis son frère dans les affrontements avec l'Etat islamique

## La stratégie occidentale dans l'impasse

*Les raids de la coalition ne suffisent pas à desserrer l'étau autour de Kobané*

✍ SARAH DIFFALAH

**I**l y a encore quelques semaines, on disait la chute de Kobané proche. Mais les Etats-Unis, qui conduisent la coalition internationale, ont volé au secours des combattants kurdes des YPG (unités de protection du peuple) qui tiennent encore une partie de la troisième ville kurde de Syrie : intensification des bombardements, largage d'armes, de munitions et de médicaments... Ils sont parvenus à bloquer les tentatives des djihadistes de l'Etat islamique (EI) de s'emparer entièrement de la ville. Sans pour autant l'emporter.

Des centaines de raids aériens ont été menés ces dernières semaines, des véhicules armés, des postes de commandement, des dépôts d'équipement ont été touchés, mais rien n'y fait : quarante jours après le début de son offensive, Daech garde férocement ses positions et s'est adapté à la stratégie militaire occidentale. Les djihadistes ont imposé un mode opératoire asymétrique et ont mené les combattants kurdes à une guérilla urbaine plus avantageuse pour eux. Ironie du sort, plusieurs caisses parachutées par les Américains sont tombées par erreur en pleine zone contrôlée par les djihadistes, déjà lourdement armés, très mobiles, difficiles à repérer. Pour identifier ses cibles, l'aviation de la coalition aurait besoin d'hommes au sol pour la guider, comme ce fut le cas lors de la campagne en 2002 contre les talibans en Afghanistan. Cette fois, les milices kurdes restent sous-équipées, peu organisées et pas formées au maniement des outils de guidage.

Au Pentagone, on le concède : les frappes à elles seules « *ne vont pas apporter une solution et sauver la ville de Kobané* ». Les Américains attendent toujours un engagement plus significatif de la part de la Turquie, qui s'est limitée à positionner ses chars le long de sa frontière avec la Syrie. Pour l'heure, seul un accord de principe entre Ankara et le Kurdistan irakien, permettant le passage de peshmergas (soldats kurdes), pourrait venir soulager les combattants de Kobané. Selon un porte-parole du gouvernement kurde, ils ne participeront cependant pas aux combats mais fourniront un soutien au niveau de l'artillerie.

Toutefois toutes ces insuffisances militaires ne permettent pas à elles seules d'expliquer la tragédie qui se déroule à Kobané. Si la ville en état de siège cristallise l'émoi international, elle ne constitue pas une priorité pour les Etats-Unis. Leur objectif, admet le contre-amiral John Kirby, porte-parole du ministère de la Défense américain, est de « *détruire les infrastructures de l'Etat islamique et empêcher que la Syrie ne soit utilisée comme base arrière pour ses actions en Irak, pas de sauver les villes syriennes* ». Le secrétaire d'Etat américain John Kerry l'a lui-même déclaré sans détour : Kobané n'est « *pas un objectif stratégique* ». Les regards des Etats-Unis sont tournés vers Bagdad : la ville n'est plus qu'à quelques kilomètres de la ligne de front des djihadistes qui rêvent d'en faire la capitale de leur « califat ». □



October 19, 2014

# Turkey will not OK U.S. arms transfers to Kurdish fighters: Erdogan

Elena Becatoros and Suzan Fraser,  
The Associated Press / October 19, 2014  
www.ctvnews.ca

SURUC, Turkey -- Turkey wouldn't agree to any U.S. arms transfers to Kurdish fighters who are battling Islamic militants in Syria, President Recep Tayyip Erdogan was quoted as saying Sunday, as the extremist group fired more mortar rounds near the Syrian-Turkish border.

Turkey views the main Syrian Kurdish group, the PYD -- and its military wing which is fighting IS militants -- as an extension of the PKK, which has waged a 30-year insurgency in Turkey and is designated a terror group by the U.S. and NATO.

Washington has said recently that it has engaged in intelligence sharing with Kurdish fighters and officials have not ruled out future arms transfers to the Kurdish fighters.

"The PYD is for us, equal to the PKK. It is a terror organization," Erdogan told a group of reporters on his return from a visit to Afghanistan.

"It would be wrong for the United States -- with whom we are friends and allies in NATO -- to talk openly and to expect us to say 'yes' to such a support to a terrorist organization," Erdogan said. His comments were reported by the state-run Anadolu agency on Sunday.

Turkey's opposition to arms transfers to the Kurdish forces is hampering the U.S.-led coalitions' efforts to fight the extremists and further complicating relations between Turkey and Washington. The countries are involved in negotiations about Ankara's role with the U.S. and NATO allies fighting the Islamic State group, which is attempting to capture the strategic town Kobani on the Syrian-Turkish border.

Turkey has demanded that the coalition widen its campaign against the militants by providing greater aid to Syrian rebels, who are battling both the IS and President Bashar Assad's forces. Turkey has so far provided sanctuary to an estimated 200,000 Syrians fleeing Kobani, and recently agreed to train and equip moderate



*Turkish President Recep Tayyip Erdogan in Kabul, Afghanistan, on Oct. 18, 2014. (AP / Massoud Hossaini)*

Syrian rebel fighters trying to remove Assad from power.

The White House said President Barack Obama spoke with Erdogan on Saturday about the situation in Kobani and steps that could be taken to counter IS advances.

"The two leaders pledged to continue to work closely together to strengthen co-operation against ISIL," a statement said, using another name for IS militants.

Fighting between the militants and the Kurdish fighters defending Kobani continued on Sunday. Mortar strikes hit the town, sending plumes of smoke into the air. Three mortars also fell on the Turkish side of the border, landing in an open field where they caused no injuries. On Saturday and Sunday, IS appeared to be targeting the border crossing area, potentially in a bid to hamper Kobani's last link to the outside world.

In an attempt to stave off the advance, a U.S.-led coalition has been carrying out airstrikes on IS positions in and near the town, as well as in other parts of Syria, particularly in the oil-rich eastern province of Deir el-Zour, as well as in Iraq. Several airstrikes hit Kobani on Saturday evening.

The flow of migrants into Turkey has intensified since IS' push to take Kobani and cut access for Kurdish fighters to other areas of Syria they

control.

On Saturday, IS fighters also weighed in on their attempts to take Kobani, arguing it wasn't a fight against the Kurds.

"We came to establish the laws of God -- not to fight the Kurds," a fighter in army fatigues said on a video uploaded to YouTube. The video was uploaded by a user who appears to be embedded with the militants in Kobani. It appeared genuine and reflected Associated Press reporting.

But another fighter who appeared to be from a European country, judging from his accent in Arabic, described their aim "to liberate the land from the fifth of the apostates, the PKK and others," referring to Kurdish secular fighters -- who are overwhelmingly Sunni Muslim -- as apostates.

The fighter said the U.S.-led coalition to fight the militant group was a sure sign of the justness of their cause.

"As for the planes that shell us 24 hours, day and night, by God we say: they increase our faith, assuredness and steadfastness. We know we are on the right path because all the (non-believers) of the world have gathered against us."

UN humanitarian chief Valerie Amos, visited one of the refugee camps set up in a school in the Turkish border town of Suruc.

While 900,000 people have been registered as refugees in Turkey since the Syrian crisis began four years ago, "the reality is that the numbers are nearer to 1.6 million," Amos said.

"Of course countries have concerns about security, and about the impact on their economies and on essential services like health and education. But it's also a crisis with a huge human impact," she said. "The international community has to continue to do all it can to find a political solution to this crisis."

Suzan Fraser reported from Ankara. Daa Hadid in Beirut contributed to this report.

○ ○ ○



24 octobre 2014

## L'armée turque accuse le PKK d'être responsable de la mort de trois soldats

par FRANCE 24 25/10/2014  
www.france24.com Avec AFP

Trois soldats turcs ont été tués samedi par des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan, selon l'armée turque. Ces derniers ont été attaqués alors qu'ils se

trouvaient dans une rue de Yuksekova, près de la frontière avec l'Irak et l'Irak.

Des hommes masqués ont tué trois soldats turcs, samedi 25 octobre, dans le sud-est de la Turquie peuplé par une majorité de Kurdes, a annoncé l'armée, qui a attribué cette attaque aux rebelles kurdes du Parti

des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les trois soldats ont été tués dans la rue dans la ville de Yuksekova dans la province de Hakkari, située dans le sud-est du pays à la frontière avec l'Irak et l'Irak. Les assaillants se sont enfuis tandis qu'une opération des forces de sécurité était en cours pour tenter de les arrêter, selon l'agence officielle Anatolie.

L'attaque n'a pas été revendiquée, mais dans un communiqué, l'armée a

➔ indiqué que l'attaque a été commise par "trois terroristes d'une organisation terroriste séparatiste", une formule qui désigne clairement le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) que les militaires n'appellent jamais par son nom.

#### Plus de 30 morts lors de récentes manifestations

Le PKK, engagé dans un conflit qui a fait quelque 40 000 morts depuis 1984, observe

depuis mars 2013 un cessez-le-feu globalement respecté tandis que le gouvernement islam-conservateur est engagé dans un processus de paix avec les rebelles.

Mais des tensions ont émergé au cours des dernières semaines entre les autorités d'Ankara et les rebelles kurdes de Turquie, outrés du manque d'empressement du gouvernement à venir en aide aux combattants kurdes qui défendent la ville syrienne de Kobané, assiégée par les jihadistes de

l'organisation État islamique.

En octobre, l'aviation turque a bombardé des cibles rebelles kurdes dans le sud-est, en riposte à des attaques contre une position militaire, tandis que plus de 30 personnes ont trouvé la mort au cours de violentes manifestations dans les villes turques dénonçant le refus d'Ankara d'aider les défenseurs de Kobané. ■

REUTERS

## Iraqi Kurdistan's oil pipeline capacity to double after upgrade

By Humeyra Pamuk and Orhan Coskun  
ISTANBUL/ANKARA Mon October 27, 2014 (Reuters)

### IRAQI KURDISTAN plans to increase the capacity of its oil pipeline via Turkey to 700,000 barrels per day (bpd) following upgrade work, industry sources and officials said on Monday

It will raise the flow to 400,000 bpd by year-end, from a current 280,000 bpd, adding further pressure to falling world oil prices already hit by rising supply.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has quietly pressed ahead with plans to expand oil pumping capacity in the teeth of opposition to its oil exports from the Baghdad government and as it fights Islamic State militants.

"There is further technical upgrade work ongoing right now and once that is finished, the pipeline capacity will reach its designed volume which is 700,000 bpd," one industry source said.

"I believe the work will be completed in two to three weeks," the source said.

KRG's pipeline to the Turkish port of Ceyhan, first began operating at the start of this year, angering

the central government in Baghdad which claims the sole authority to manage Iraqi oil.

Baghdad, which claims the Kurdish oil shipments are illegal, has taken KRG argues that its shipments are allowed under the Iraqi constitution.

A total of 19.2 million barrels of oil have been exported via Ceyhan, Turkish officials said, and around \$400 million has been deposited with Turkish state lender Halkbank as a result.

The KRG has declined to say who is helping it arrange the deals.

In September, Reuters reported that at least 3 million barrels of Kurdish oil were on ships heading to Asia, with trade sources naming China as a possible destination.

Despite the mystery over buyers, an order book for Kurdish oil seems to have been established. At least two tankers per week were regularly lining up at Ceyhan to load Kurdish crude, Turkish officials and industry sources said.

Oil production in northern Iraqi oilfields has been on the rise, but for now there has not been enough crude to fill the upgraded capacity of the pipeline.

"We are likely to see 400,000 bpd flowing in the pipeline probably before the end of the year," another industry source said. ○



AFP

## Erdogan says Syrian Kurds 'don't want' peshmerga in Kobane

ANKARA, 26 October 2014 - AFP

**THE MAIN** Kurdish party in Syria "does not want" Kurdish peshmerga fighters from Iraq to come to help it fight Islamic State jihadists trying to overrun the town of Kobane, Turkey's president has asserted according to reports Sunday. Turkish President Recep Tayyip Erdogan told Turkish reporters aboard his presidential plane that the Syrian Kurdish party the Democratic Union Party (PYD), which has been leading the defence of Kobane, feared losing its influence in northern Syria when the peshmerga arrive.

He also called the PYD a "terror" organisation, highlighting Turkey's wary stance towards Kurdish groups demanding an autonomous Kurdish state straddling the border with Turkey.

"The PYD does not want the peshmerga to come," Erdogan said in comments published by newspapers including the Milliyet and Hurriyet dailies.

"They don't want that the peshmerga to come to Kobane and dominate it," he added.

"The PYD thinks its game will be spoiled if the peshmerga come. Their set-up will be ruined," he said.

Turkey last week unexpectedly announced that it will allow peshmerga fighters from

the Kurdistan region of northern Iraq to cross its territory to join the fight for Kobane.

However the deployment has yet to take place. Some reports said it has been put back to next week. What relationship the peshmerga will have with the PYD on the ground remains to be seen.

Ankara has long accused the PYD of failing to distance itself from Syrian President Bashar al-Assad and being the Syrian arm of the Kurdistan Workers Party (PKK), which has waged a three-decade insurgency for Kurdish self-rule in Turkey.

"The PYD is a terror group just the same as the PKK," said Erdogan. "The PYD can accept this or not, but we know and see the practices of the PYD," he said.

In contrast to its acrimonious ties with the PYD, Ankara has in the last years built up a close relationship with the regional authorities in Iraqi Kurdistan, who control the peshmerga.

Erdogan said last week that the peshmerga would be joined in the defence of Kobane by 1,300 fighters from the anti-Assad Free Syrian Army (FSA). ●



Syria's Kurdish areas

# Striking out on their own

Syria's Kurds are enjoying more autonomy  
 Oct 28th 2014 | DERIK AND ERBIL |  
[www.economist.com](http://www.economist.com)



LIKE Kurds elsewhere, Syria's 2.5m Kurds, have long been an ignored minority, repressed by Bashar Assad, Syria's president, and shunned by other Kurds spread out across Turkey, Iraq and Iran, with whom unity has been elusive. But now that Syria's Kurds are leading the fight in northern Syria against the jihadists calling themselves Islamic State (IS), they are gaining support. The American air force has repeatedly bombed IS forces besieging the Kurdish border town of Kobane (Ain al-Arab in Arabic, pictured above) and is providing weapons to Syria's Kurds to help the fight, dropping the first supplies by parachute on October 21st. And the Peshmerga, the armed forces of the semi-autonomous Kurdish region of Iraq, were deployed on October 28th, after America convinced a reluctant Turkey to open a supply route through its territory.

All this could boost Syrian Kurds' campaign to establish greater self-rule over the three Kurdish-majority enclaves in northern Syria. These were largely abandoned by Mr Assad's regime in 2012—reportedly handed over to the leading Democratic Union Party (PYD)—and swiftly filled by a Kurdish administration. In January this year, Iraqi Kurds refused to give even symbolic recognition to the Syrian Kurds' autonomous enclaves as a result of what they viewed as the PYD's unilateral declaration of autonomy. But on October 15th Iraq's Kurdish parliament said it recognised Syria's Kurdish regions as autonomous and urged the Kurdish regional government to do the same.

The Syrian Kurds' ability to go it alone is in large part due to the skill of its fighters against IS. The People's Protection Units (YPG), the armed forces of the PYD, are reckoned to include some 40,000 men and women, although the majority are part-time fighters. Minorities, including Christians, as well as Arabs have joined them. Across the region immense billboards hail fallen soldiers and military camps are named after the "martyrs". Syria's Kurds have done rather a good job of governing themselves more generally (helped by the fact that Mr Assad refrains from bombing Kurdish areas as he does zones held by mainstream Sunni



Arab rebels).

Syria's three Kurdish enclaves of Jazeera, Afrin and Kobane, home to an estimated 10% of the Syrian population, are ruled over by the Democratic Society Movement, a sort of interim government (Kurdish officials say they plan to hold elections for a new government within the next two months.) The region has set up ministries dealing with the economy, agriculture, natural resources and foreign affairs. It has brought the YPG's fighters under control of civilian bodies. Each enclave is run by two elected leaders—one man and one woman—and cities have local councils.

Schools are open and although lessons are still taught in Arabic, the administration plans to introduce a new curriculum—possibly to be taught in Kurdish, Arabic and Syriac. Water supplies can be patchy, but there is no lack of food or fuel, unlike many areas in Syria. Syria's Kurdish areas need only 30% of the wheat they grow, so the agriculture ministry says it has stored a large reserve. A new flour factory (the region's fifth) is being built in Jazeera, which will give the region a surplus, which may be sold on the black market to Syria and Iraq. Oil supply outstrips demand too. The Kurdish-controlled oil refinery in Jazeera is only working at around 5% of its capacity. In short, the Kurds have started to create a viable economy.

Yet the region is riven by divisions between Syrian Kurdish political factions. The region's councils are dominated by the PYD, which is affiliated with Turkey's Kurdistan Workers' Party (PKK), which fought a thirty-year war with Ankara (a ceasefire still holds, just). Although the PYD is popular—graffiti hailing PKK leader Abdullah Ocalan can be seen across Syria's Kurdish regions—some claim the party has authoritarian tendencies. It has sidelined smaller, weaker political forces such as the Kurdish National Council (KNC), a collection of parties that lacks armed forces but is close to Iraq's Kurds. In June Human Rights Watch, a New York-based lobby, documented several cases in which the PYD security forces arbitrarily arrested people for their political activities.

On October 22nd, after nine days of talks, the PYD and the KNC agreed to cooperate so as to attract further international support in the battle against IS. Massoud Barzani, Iraqi Kurdistan's president, is also calling for a closer relationship between the Syrian Kurds and the Iraqi Kurdish area, which has had its own regional government since 1992. He has proposed a joint army called the Protection Units of Kurdistan. This level of cooperation is unlikely to happen partly as a result of the ideological differences between the two, with the KDP's tribal ideology clashing with the PYD's largely socialist policies. Furthermore Syria's Kurds say they have no intention of seeking full independence from Syria unlike their Iraqi counterparts who strive for complete autonomy from Baghdad.

The PYD has benefited from a hushed coexistence with Mr Assad, whose portrait still hangs in districts of Qamishli. Some areas of the city are visibly controlled by regime soldiers and locals say that the Syrian regime still pays the salaries of local doctors and teachers. But as the PYD finds ways to move civil servants onto its payroll by employing them in Kurdish-controlled oil refineries, tar factories, agriculture and flour mills, the area is moving inexorably towards self-rule. ■

# Les Kurdes d'Irak volent au secours de leurs frères de Syrie

Des peshmergas ont été envoyés, via la Turquie, pour défendre la ville kurde syrienne de Kobané contre l'offensive de l'Etat islamique, après plus de sept semaines de siège

## REPORTAGE

RÉMY OURDAN

ERBIL (KURDISTAN) - envoyé spécial

Pour la première fois dans l'histoire tourmentée du Kurdistan irakien, les combattants peshmergas interviennent officiellement hors de leurs frontières. Même pour les Kurdes – un peuple montagnard sans Etat, familier des rébellions et goûtant peu les frontières régionales, éclaté entre divers mouvements politiques et militaires, principalement dans quatre pays (Turquie, Irak, Iran, Syrie) –, l'envoi de peshmergas à Kobané, en Syrie, est un moment historique.

Les premiers Kurdes irakiens ont atterri dans la nuit du mardi 28 au mercredi 29 octobre à l'aéroport de Sanliurfa, dans le sud de la Turquie. Leur nombre n'a pas été précisé, mais ils sont aussitôt montés à bord de trois bus à destination de la frontière turco-syrienne, distante d'une cinquantaine de kilomètres. Un autre contingent de peshmergas est arrivé dans la nuit par le poste-frontière d'Habur, dans le sud-est du pays. Ce convoi d'une quarantaine de véhicules, chargés notamment d'armes lourdes, a été accueilli par des centaines de personnes qui agitaient des drapeaux kurdes. Il devait rejoindre par la route la ville-frontière turque de Suruc, plus à l'ouest, avant de passer en Syrie et de rejoindre Kobané, située à quelques encablures de la frontière.

Tous sont partis sous les acclamations des habitants des villes et villages traversés, à la rescousse de leurs frères kurdes de Kobané, au 44<sup>e</sup> jour de l'offensive des djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI). Huit cents personnes sont déjà mortes, la plupart ont fui cette cité qui comptait quelque 400 000 habitants avant le siège. La bataille fait rage. L'« opération Kobané » est avant tout, de la part du Kurdistan, une démonstration nationaliste et communautaire. L'autre intérêt, pour le gouvernement régional du Kurdistan (KRG) irakien, est de démontrer qu'en Irak comme en Syrie, face à l'Etat islamique, les peshmergas sont les alliés au sol les plus fiables et déterminés de la coalition internationale qui combat l'EI depuis les airs, sous l'égide des Etats-Unis.

Aller à Kobané « est une décision historique. Le Kurdistan démontre qu'il est à la pointe de la coalition internationale contre l'Etat islamique », commente Falah Mustafa, le ministre des affaires étrangères du Kurdistan irakien. Nous montrons l'exemple au monde libre. »



Arrivée en Turquie, mercredi 29 octobre, de peshmergas par le poste-frontière d'Habur. Un convoi accueilli par des centaines de personnes agitant des drapeaux kurdes.

ILYAS AKENGIN/AFP

L'opération ne fut pas aisée à monter diplomatiquement. Sans accès direct à Kobané par la frontière irako-syrienne, les peshmergas devaient passer par la Turquie. Or, Ankara, qui d'un côté a soutenu l'Etat islamique depuis l'entrée en guerre du mouvement djihadiste en Syrie, contre Bachar El-Assad, et de l'autre est membre de l'OTAN et de la coalition contre l'EI, n'a guère pour priorité de venir à la rescousse d'un mouvement armé kurde considéré comme ennemi.

### INTERLOCUTEUR INCONTOURNABLE

A Kobané, c'est le Parti de l'union démocratique (PYD) et sa branche armée, les unités de protection du peuple (YPG), qui mènent la bataille. Or le PYD est une émanation syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, indépendantiste), interdit en Turquie. Ce sont les Etats-Unis qui ont convaincu Ankara de changer d'avis. « Les diplomates américains sont venus à Erbil, puis sont allés à Ankara. Nous sommes convenus que Kobané devenait un enjeu prioritaire dans le combat contre l'Etat islamique », raconte Fouad Hussein, le chef du diwan (cabinet ministériel) de Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan irakien. Fouad Hussein se rend alors à Ankara et entame des négociations secrètes. « Nous avons longuement parlé de ce que signifierait la chute de Kobané aux mains de l'EI, des conséquences, tant pour la coalition que pour la Turquie vis-à-vis de sa population kurde... Kobané est devenue un symbole. »

Massoud Barzani a ensuite accueilli, à Dohouk, dans l'ouest du Kurdistan, de discrètes

réunions tripartites américano-turco-kurdes et a négocié parallèlement avec le chef du PYD, Saleh Muslim. « La Turquie a donné son accord de principe sur un corridor pour nos peshmergas », commente Fouad Hussein. Le PYD a dit qu'il souhaitait des armes lourdes, davantage que des combattants. Nous nous sommes finalement mis d'accord sur l'envoi d'un contingent de 150 hommes avec de l'artillerie et des armes antichars. »

Pour Massoud Barzani, c'est une victoire politique majeure. Le président du Kurdistan irakien a su mettre à profit le fait d'être le seul chef kurde à entretenir de bonnes relations avec Ankara. Sur le front intérieur, il neutralise les critiques de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, l'autre faction kurde irakienne proche du PKK et du PYD. Sur le front kurde régional, il apparaît comme le seul capable d'intervenir à l'étranger en coordination avec les Américains. Sur le front diplomatique, il devient l'interlocuteur incontournable.

« Barzani s'est assuré que l'opération avait le feu vert de tous les capitales de la région. Ankara, Bagdad, Téhéran et Damas, par l'intermédiaire de l'Iran, ont tous donné leur accord », assure un conseiller de la présidence. « Et pour la Turquie, c'était la meilleure option. Puisqu'elle refuse d'ouvrir le passage aux combattants du PKK et du PYD et qu'elle ne

*souhaite pas plus que les Occidentaux intervenir au sol en Syrie, les peshmergas kurdes irakiens étaient la seule solution, poursuit-il. En soutenant même tardivement Kobané, la Turquie démontre qu'elle est davantage du côté de la coalition internationale que de l'Etat islamique, et elle espère par ailleurs que cela va calmer la colère de sa population kurde. »*

#### RÉPUTATION À RÉTABLIR

Pour Massoud Barzani, il s'agit aussi, même si on l'avoue moins publiquement à Erbil, de faire oublier la débâcle de cet été. En juin, les forces kurdes avaient certes profité de la disparition de l'armée irakienne pour combler le vide et doubler le territoire du Kurdistan, avec la conquête de Mossoul et de l'Ouest irakien. Mais, en août, l'Etat islamique a enfoncé les nouvelles lignes de front kurdes, avant d'arriver à une demi-heure d'Erbil. Des peshmergas se sont enfuis en abandonnant des civils derrière eux. Certains sont partis se réfugier dans les montagnes. L'intervention militaire rapide des Etats-Unis, et de la France, a pour le moment sauvé le Kurdistan irakien, mais l'humiliation a été terrible. Un choc national. Or ces peshmergas étaient ceux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani (les forces kurdes irakiennes étant divisées en deux factions appartenant au PDK et à l'UPK).

A l'humiliation nationale pouvait donc s'ajouter un sérieux problème politique. *« Les distances entre la nouvelle première ligne de front, établie en juin et encore mal consolidée en août, et la seconde ligne de défense étaient trop importantes, dans un environnement souvent désertique, et nous manquions d'armes. Cela dit, il est vrai que nous nous sommes surtout aperçus que cela fait deux décennies que nous n'avons pas combattu, et qu'une nouvelle génération de peshmergas n'a pas du tout l'expérience de la guerre »,* admet un conseiller du président kurde. Massoud Barzani, en rivalité avec le clan Talabani chez les Kurdes irakiens, dont la popularité est en permanence menacée par le chef emprisonné des Kurdes turcs du PKK, Abdullah Öcalan, devait réagir après cette défaite.

A l'heure où les combattants de Kobané sont devenus le nouveau symbole de la résistance kurde, luttant courageusement contre les djihadistes de l'Etat islamique, les peshmergas d'Irak ont une réputation à rétablir. Le président a confié l'opération Kobané à son frère Sihad Barzani, qui commande une brigade d'artillerie. La capacité de l'Ei à mobiliser des troupes et des armes au même moment sur une multitude de fronts ne cesse d'étonner, et encore davantage depuis que l'aviation américaine survole la région. Celle-ci n'a permis que d'enrayer l'avancée de l'Etat islamique. Au Kurdistan irakien, les fronts se sont plus ou moins stabilisés. L'Ei concentre actuellement ses principales offensives autour de Bagdad et à Kobané. Il y a dix jours, les djihadistes ont néanmoins été en mesure de lancer une dizaine d'offensives conjointes, sans gravité, contre le Kurdistan.

Les peshmergas ont depuis lors repris le contrôle, le 25 octobre, de Zumar, qui fut la première ville à tomber dans l'escarcelle de



Le convoi des peshmergas escorté par la foule, ce mercredi 29 octobre, à Kiziltepe, près de Mardin, en direction de la frontière turco-syrienne.



### POUR LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN IRAKIEN, C'EST DÉJÀ UNE VICTOIRE POLITIQUE, APRÈS DE SÉRIEUX REVERS CONTRE LES DJIHADISTES PENDANT L'ÉTÉ

l'Ei en août. Le plan kurde serait ensuite de tenter de reconquérir une large partie de la frontière avec la Syrie, puis la ville de Tal Afar, afin d'être prêt à attaquer un jour Mossoul, « capitale » du califat d'Abou Bakr Al-Baghdadi et de l'Etat islamique. *« La guerre sera dure et longue, commente Fouad Hussein, le directeur de cabinet du président Barzani. L'Ei a une capacité, malgré les raids aériens, à se réorganiser et à mener des offensives multiples. Nous devons donc, si nos alliés nous livrent des armes lourdes, nettoyer les grandes villes. Sinon, nous ne serons jamais tranquilles. Et la principale ville, c'est Mossoul. »*

Le Kurdistan a aujourd'hui 1 035 kilomètres de frontière commune avec l'Etat islamique. Autant dire que la région kurde est engagée dans une guerre vitale et de longue haleine. L'envoi de peshmergas en Syrie est aussi la conséquence de cette prise de conscience. A Erbil, qui est située à seulement 40 km des premières lignes djihadistes, on attend avec une certaine fébrilité chaque nouvelle du front. ■

*Sur Lemonde.fr, lire l'entretien avec Falah Mustafa, le ministre des affaires étrangères du Kurdistan irakien*

# Iraqi Kurds join mixed contingent battling Islamists in Syrian town

BEIRUT, LEBANON

BY ANNE BARNARD

As the first contingent of Iraqi Kurdish soldiers entered the beleaguered Syrian town of Kobani on Thursday, officials there hailed their arrival, saying they hoped it heralded a more cooperative international effort to fight Islamic State jihadists.

The Syrian Observatory for Human Rights, based in Britain, said 10 members of the pesh merga entered Kobani around noon. Hemin Hawrami, a senior official in the Kurdistan Democratic Party in Iraq, said in an Internet posting that they were assessing where badly needed heavy weapons would be deployed, Reuters reported.

Syrian Kurdish leaders from Kobani said the small numbers of fighters were not enough to turn the tide. But after weeks of tense diplomacy, they expressed hope that it meant that Turkey and the United States were beginning to resolve their differences over how to fight the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

For weeks, the United States pressed Turkey, a NATO ally, to do more, even as the American military continued a campaign of airstrikes against the Islamic State fighters besieging Kobani. But Turkey had held out for stronger American action to oust President Bashar al-Assad of Syria, and Ankara has strong reservations about helping Kurdish communities in Syria and Iraq that are aligned with Turkey's own restive Kurdish population.

Analysts said it was significant that Turkey had relented. But they cautioned that the reinforcements provided just a small lift to one ad hoc effort amid a complex regional conflict.

"The whole war effort in Syria and Iraq is really a work in progress," said Soner Cagaptay, a Turkish political analyst at the Washington Institute for Near East Policy. "It's not as if we have a grand strategy and steps are being implemented. They are reacting to events on the ground."

Mr. Cagaptay said the range of forces now in Kobani was striking. It incorporates a few dozen Arab fighters from the rebel Free Syrian Army, the Iraqi Kurds, and local Kurdish fighters from the Y.P.G., a militia affiliated with Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., movement.

"That's huge, the first time this has happened," he said. "This builds up a working relationship between these three groups, so if the goal is to build a



An Iraqi Kurdish pesh merga fighter, center, on the outskirts of Suruc, near the Turkey-Syria border, across from the embattled Syrian town of Kobani, on Thursday.

native, indigenous boots-on-the-ground strategy, this could be the beginning."

But it remains to be seen how rivalries will play out. Because the Y.P.G. leadership is socialist and the pesh merga leadership is conservative, the idea that they could simply merge is "far-fetched," Mr. Cagaptay said.

The entry of the ground forces lifted spirits in Kobani, but analysts also noted that the battle for the town, despite its high profile, was not the most strategically important one against the Islamic State, which has managed to gain and hold territory in several areas despite international airstrikes.

Even as the new fighters entered Kobani, the jihadists killed dozens of Iraqi Sunnis in Hit, west of Baghdad, and opened a new offensive on a natural gas field near the Syrian city of Homs.

About 150 Kurdish fighters were sent from northern Iraq. Pesh merga commanders said they had chosen soldiers with experience in heavy weaponry and had drawn from units affiliated with both of the major political parties in Iraqi Kurdistan: the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan. That appeared to be a political gesture intended to send a message that the whole of Iraqi Kurdistan supported the Kobani resistance.

But Gen. Hussein Mansour Karam, a pesh merga commander who helped assemble the expeditionary force from Iraqi Kurdistan, demurred when asked whether he thought more fighters would be deployed to Kobani.

"So far, the Ministry of Pesh Merga has not asked me to prepare more fighters for Kobani," he said, adding that "this limited number of fighters" would participate for now.

A senior American military official, speaking on the condition of anonymity, said that with the battle "essentially at a stalemate," every bit helped.

"In the long term, logistics wins wars, and the flow of equipment and fighters is going to be vital," he said. "The tide may be turning to the Kurds, slowly."

The official added: "Every step forward with Turkish cooperation is helpful. It's a complex calculus of national interests."

While Turkey has deepening ties to Iraqi Kurdistan, its long history of conflict with Kurds means "it is significant to allow a Kurdish entity to move Kurdish sovereign forces across an international border through Turkey," said Yezid Sayigh, a military analyst at the Carnegie Middle East Center in Beirut.

"But they're doing it cautiously," Mr. Sayigh added, "giving themselves a chance to go either way, expand it as a bridgehead or limit it. They haven't finished playing their moves. That's the sort of subtle dance that's going on with the U.S.A."

He said the aid to Kobani was mainly "public relations" while the real diplomatic tussle continued. Turkey wants to create a buffer zone in Syria and return refugees, but only with the participation of the United States and other nations. Mr. Sayigh said the government resented what it saw as American pressure to "take on something that the U.S. itself isn't willing to."

Reporting was contributed by Kamil Kakol from Sulaimaniya, Iraq; Kirk Semple from Dohuk, Iraq; Karam Shoumali from Istanbul; Mohammad Ghanam from Beirut; and Eric Schmitt from Washington.

# How Saddam's Former Soldiers Are Fueling the Rise of ISIS

October 28, 2014,  
by Jason M. Breslow  
[www.pbs.org](http://www.pbs.org)

As the Islamic State continues its march through Syria and Iraq, the jihadist group is quietly utilizing a network of former members of Saddam Hussein's Baath Party to help militarize a fighting force that has effectively erased the border between both nations and left roughly 6 million people under its rule.

The extent of this seemingly mismatched alliance is detailed in a new report by the New York-based intelligence firm, The Soufan Group. Despite a deep philosophical divide between ISIS and the Baath Party, the two sides have found "sufficient coincidence of interest to overcome any ideological disagreement," the analysis, which will be released on Wednesday, found.

This "marriage of convenience," as the report's author, Richard Barrett describes it, can be seen throughout the ISIS hierarchy. The current head of the group's military council, for example, is believed to be Abu Ahmad al Alwani, an ex-member of Saddam Hussein's army. So too was al Alwani's predecessor. Another member of the military council, Abu Muhanad al Sweidawi, was once a lieutenant colonel in Hussein's air defense intelligence, but by early 2014 was heading ISIS operations in western Syria, according to the report.

Similarly, two deputies to the Islamic State's self-proclaimed caliph, Abu Bakr al Baghdadi, are former Baathists: Abu Muslim al Afari al Turkmani is believed to have been a senior special forces officer and a member of military intelligence in Hussein's army. Today, as Baghdadi's number two, he supervises ISIS operations in Iraq. The second deputy, Abu Ali al Anbari oversees operations in Syria. Both men are also thought to serve on the Islamic State's main governing body, known as the Shura Council.

Even the appointment of al Baghdadi to lead the Islamic State of Iraq in 2010 is reported by an ISIS defector to have been engineered by a former Baathist: Haji Bakr, an ex-colonel from the Iraqi Revolutionary Guard. Bakr "initially attracted criticism from fellow members of the group for his lack of a proper beard and lax observance of other dictates of their religious practice," the report notes, "But his organizational skills, knowledge of the Iraqi Army and net-



work of fellow ex-Baathists made him a valuable resource."

It's this type of expertise and network of connections that has made former Baathists so valuable to the Islamic State, says Barrett. Case in point, he says, is the long-term planning and preparation seen in the Islamic State's capture of Nineveh Province and its capital, Mosul, in June 2014. As he writes of the campaign:

**This is not the work of neophyte enthusiasts inspired by their imagined rewards of martyrdom, it is clearly the result of detailed planning by people who know Iraq well, have prior experience and training, and are able to manage an organization with discipline and secrecy; all characteristics of Saddam Hussein's Baathist supporters.**

The incentives for ex-Baathists may be equally opportunistic.

"What the Baathists probably get out of it is a way back into Iraq," says Brian Fishman, a counterterrorism research fellow at the New America Foundation. Before the Islamic State's emergence, Fishman notes, many Baathists had been effectively forced out of Iraq to neighboring Syria. Today, they're back home, slowly acquiring influence and territory.

The question is, how long can the alliance last? One of the few points the two groups agree on, analysts say, is restoring Sunni rule in Iraq. Fundamentally, however, ISIS is focused on expanding the Islamic caliphate that it declared on June 29, 2014. For its part, the Baath Party in Iraq has been a largely secular, nationalist movement.

Some fissures have already begun to surface. In July, for example, Reuters reported that Sunni militants that helped ISIS capture Mosul rounded up as many as 60 senior ex-military officers and other onetime members of the Baath Party. That same month, a rival Sunni group made up of many former Baathists issued a statement

denouncing the Islamic State's persecution of Iraq's religious minorities.

But predicting just how deep any split may go is hard to tell. On the one hand, says Barrett, ex-Baathists may decide it's in their interest to continue harnessing the energy of ISIS in order to regain prominence in Iraq. Barrett says it's easy to see ex-Baathists then tell themselves, "Once we achieve our objectives, our political objectives, then we'll sort out all this business about these crazies who believe in a caliphate."

On the other hand, Baathists may simply come to the conclusion that there is nowhere else for them to go. "They're going to make the best of a bad job in a way," Barrett says.

Fishman sees a similar decision facing former Baathists, but he warns against assuming the block will act in concert. It's important to remember, he notes, that beginning in late 2006, Baathists faced a comparable scenario, and while some opted to continue their involvement in the Iraqi insurgency, others chose to align themselves with the U.S. against Sunni militants.

For the Islamists, meanwhile, their view of the alliance may end up being guided more by politics than it is by ideology, says Fishman.

"ISIS at the end of the day is a political actor, and they have this sort of extreme, even ideological perspective, but that is all framed through who is helping us on the battlefield and who's not," he says. "If you're helping them on the battlefield, they're going to find a reason to think you're a good guy. If you are not helping them on the battlefield, they're going to find a reason to think you're a bad guy." ■

# Peshmerga forces 'a partner in the ground': US

WASHINGTON  
October/29/2014  
www.hurriyetdailynews.com

Jen Psaki speaks during a daily press briefing at the US State Department. AA Photo  
Washington has welcomed the deployment of Peshmerga fighters in the Syrian Kurdish town of Kobane on Oct. 29 after a long period of negotiations between Turkey, the Kurdistan Regional Government in northern Iraq and the Democratic Union Party (PYD).

"We have advocated and been discussing the importance of allowing the peshmerga across the border and the facilitation of that," U.S. State Department spokeswoman Jen Psaki told a daily briefing in Washington on Oct. 28, describing the Kurdish fighters as a "partner on the ground."

The deployment of the 150 peshmerga

fighters, who were authorized by the Iraqi Kurdish government to go to Kobane, underscores the sensitive political tensions in the region.

"We have worked closely with Turkey and the Kurdish Regional Government authorities on a sustainable way forward to support forces in Kobani and over the long term to degrade and ultimately defeat ISIL. So that certainly has been our role in this effort," Psaki said.

Kurdish officials revealed that peshmerga forces will bring heavy weapons by land, while some of the fighters will be deploying to Kobane via Turkey. A Kurdish television channel showed footage of what it said was a convoy of peshmerga vehicles loaded with weapons en route to the area.

"This is one component. It's certainly one that we felt would be impactful and be important to have a partner on the ground to



Jen Psaki speaks during a daily press briefing at the US State Department. AA Photo

work with," Psaki said, adding she was unable to immediately confirm reports that the deployment had begun.

The U.S. is leading a coalition against the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL), which has besieged Kobane for more than a month triggering a huge exodus from the town. The coalition that has carried out dozens of airstrikes targeting the militants in and around Kobane in the last weeks.

■ ■ ■

# Can the Peshmerga save Turkey's Kurdish peace process?

OPINION/ ÖZGÜR KORKMAZ  
hurriyetdailynews.com  
October/30/2014

As millions of people yesterday watched the efforts to save 18 workers trapped in a coal mine in Karaman, hoping to witness a miracle, the journey of 150 Peshmerga fighters through Turkey went somewhat unnoticed.

A convoy of 40 vehicles carrying arms and supplies of the Peshmerga entered Turkey yesterday through the Habur border gate, where it was welcomed with cheers by thousands of Kurds. The "celebrations" continued in the towns that the convoy traveled through, with people carrying flags of Iraqi Kurdistan and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) pouring onto the streets to show their love for the Peshmerga troops. Some were seen carrying posters of the PKK's imprisoned leader, Abdullah Öcalan.

The Peshmerga troops were on their way to the Syrian Kurdish town of Kobane, which has been under siege by Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) militants for over a month. The Turkish Parliament earlier this month authorized the government to allow the use of Turkish land by foreign troops, and the Peshmerga forces marked the first implementation of that motion.

Kurdish politicians have been linking the

situation in Kobane to the ongoing Kurdish peace process in Turkey, arguing that the fall of the besieged city would mean the end of the process and the restart of armed clashes.

So, the joy of Kurds seeing Iraqi Kurdistan forces traveling to save Kobane is understandable, but the images that bear resemblance to the Habur incident of 2009 have led to concerns among other citizens.

In 2009, a process launched by the government to accept eight PKK members and 28 Kurdish refugees from northern Iraq was disrupted by the festive welcome they received in Habur and other towns in the southeast. The incident was perceived as a "PKK show of force," enabled by the government, and sparked a public outcry throughout the rest of Turkey, eventually leading to the end of the peace initiative that had been ongoing at that time.

The current ongoing peace process was recently hit by the violent Kobane protests on Oct. 6-7, during which more than 40 people were killed. It was also hit by the killing of three PKK militants in Kars and the killing of three Turkish soldiers in Yüksekova last week. Although the PKK denied ordering the hit of the soldiers who were shopping in town in civilian clothes, the government and the military insist that the outlawed group is behind the murders. The funerals of the soldiers have turned into protests against the PKK and the peace process.

At such time of high tensions, the Peoples' Democratic Party (HDP), the Peoples' Democratic Congress (HDK), the Party of Democratic Regions (DBP) and the Democratic Society Congress (DTK) issued a statement yesterday calling for mass participation in rallies planned for Nov. 1.

"We call on our people to hit the streets on Nov. 1 with people all over the world in solidarity with Kobane," the statement read. The protests earlier this month had also started after a call from the HDP, while the party's co-chair Selahattin Demirtaş blamed "provocateurs" for the violence.

Creating peace after 30 years of armed clashes is a very difficult task and the process should be continued delicately, without offending people on either side of the conflict. There is already a major reaction against the process among Turkish nationalists, who use the violence, the killings, and Kurds cheering foreign soldiers on the streets, as proof of "the government's total surrender to the PKK and Öcalan."

Kurdish politicians should realize that they are one side of the peace process, and that labeling anyone who has concerns about the process as a racist and an enemy of the Kurds is not helping their cause.

If the arrival of peace is dependent on Peshmerga forces saving Kobane, the process must have already collapsed.

■ ■ ■

# Turkish military angered by Ankara's peshmerga move

The Turkish military is said to be riled and to have informed the government of its opposition to seeing Iraqi Kurdish fighters in Turkey.



Author Semih Idiz  
October 31, 2014  
www.al-monitor.com

A group of Iraqi Kurdish peshmerga fighters, numbering around 200, arrived in Turkey this week together with heavy weapons that will be deployed in the northern Syrian town of Kobani to assist local Kurdish fighters as they try to roll back advances by the Islamic State (IS).

The arrival of the peshmerga, however, has prompted questions about the ability of such a limited force to alter the military situation against IS, which also has heavy weapons and a large number of highly motivated fighters. The Kurdistan Regional Government (KRG) has indicated that the peshmerga will not engage in direct combat with IS, but will merely provide artillery support and training.

Analysts agree that the underlying motive behind engaging the peshmerga in Syria is more political than military. Opinion, however, is varied as to what this motive is. Meanwhile, rumor is rife in Ankara that the government's decision to allow the peshmerga to cross over Turkish territory has seriously riled the Turkish military.

The scenes that attended the arrival of the peshmerga in Turkey in the early hours of Oct. 29 were said to have also fueled the military's anger. One group of 150 peshmerga fighters was flown in to Sanliurfa in southeastern Turkey from Erbil, the capital of Kurdish northern Iraq.

Another other group entered through the Habur crossing on the Turkish-Iraqi border in a convoy transporting heavy weapons. Both groups linked up in the town of Suruc later, just across the border from Kobani, which is their entrance point into Syria.

The peshmerga were greeted joyfully on their arrival in Turkey by local Kurds carrying the flags of the KRG and the Democratic Union Party (PYD), the main umbrella group of the Syrian Kurds, and chanting "Biji Obama!" (Long live Obama!).

Their chant reflects the widespread belief among Turkey's Kurds that Ankara only allowed the passage of the peshmerga under great pressure from Washington. The arrival of the peshmerga in Habur was also marked with scuffles between stone-throwing local Kurds and Turkish security forces that used tear gas against them.

The Turkish military is known to abhor the KRG and the peshmerga, recalling that the Kurdistan Workers Party (PKK), which has been waging a separatist campaign of terror in Turkey since the mid-1980s, was allowed to lodge itself in the Kandil Mountains in northern Iraq and to use public facilities in areas under KRG control.

Meanwhile, the killing on Oct. 25 of three Turkish soldiers in plainclothes, while they were shopping in the southeastern town of Yuksekova, has merely added fuel to anti-Kurdish sentiments among nationalist Turks. The military said in a statement that the killings were carried out by PKK members.

Tellingly, the government has been intent on keeping the Turkish military and the peshmerga fighters as far apart as possible. The group of peshmerga flown into Sanliurfa Airport was carried by a passenger plane chartered from Turkish Airlines and not by military transport of the Turkish air force.

Meanwhile, the transportation of the Kurdish fighters to the town of Suruc, and their security, was coordinated by the Turkish intelligence agency MIT, which is attached to the Prime Ministry, and by Special Forces attached to the police.

Daily Hurriyet also cited sources on Oct. 31 who said the Turkish military expressed its displeasure over the presence of the peshmerga during the meeting of the National Security Council in Ankara on Oct. 30, which was headed by President Recep Tayyip Erdogan.

The General Staff is not commenting on these reports. Retired Maj. Gen. Armagan Kuloglu, a frequent commentator on security matters and a



A man waves a Kurdistan flag as a Turkish military truck escorts a convoy of peshmerga vehicles at the Habur border gate, which separates Turkey from Iraq, near the town of Silopi in southeastern Turkey, Oct. 29, 2014. (photo by REUTERS/Kadir Baris)

columnist for the nationalist daily Yeni Cag, nevertheless gave Al-Monitor a foretaste of the thinking in the Turkish military.

Kuloglu pointed out that it is not possible to alter the military situation against IS with this number of peshmerga fighters, even if they are armed with heavy artillery, and said the real reason behind sending the Iraqi Kurdish fighters into Syria was political.

"The principle reason, which is also being pushed by the United States, is to maintain unity among the Kurds to strengthen one of the pillars of Greater Kurdistan that is being targeted," Kuloglu argued. He added that Washington also wanted to reduce the threat posed by IS to the KRG in this way.

Kuloglu also said that the way the peshmerga entered Turkey was highly disturbing. "There were groups carrying Kurdish flags in Turkey and expressing joy at the arrival of the Kurdish fighters, while at the same time attacking Turkish security forces. This is very odd," he said, reflecting the anger felt not just by the military but also by nationalist Turks.

Recalling Erdogan's insistence that the PYD was a terrorist organization, Kuloglu also pointed to the confusion he said that lay behind Ankara's decision to allow the peshmerga to cross into Syria over Turkey.

"The government says the PYD is a terrorist organization allied with the PKK. But it opts for a course that is ultimately designed to strengthen the hand of the PYD. Logically this means it is aiding the PKK indirectly," Kuloglu said.

He maintained that Ankara was also contributing in this way to the emergence of a regional Kurdish entity that would ultimately take in parts of Iraq, Syria and Turkey.

Other analysts also believe that the real message behind sending the peshmerga into northern Syria is political, but have different views about the motives for this.

There are those who believe that, just like the military, President Recep Tayyip Erdogan is staunchly opposed to the emergence of an autonomous Kurdish entity in northern Syria, and is using what amounts to divide-and-rule tactics, as Fehim Tastekin explains in his Oct. 28 post for Al-Monitor.

The logic behind this argument is that Ankara would rather have the KRG as a player in the region — given the close economic and political relationship it has established with the Iraqi Kurds — than the PYD.

Providing a different perspective, Ufuk Ulutas, the director for →

→ foreign policy research at SETA, the Ankara-based Foundation for Political, Economic and Social Research, which stands close to the government, also acknowledges that the main message in sending the peshmerga into northern Syria is political.

"Looked at arithmetically, this will clearly not change the game much. It could of course have a limited effect, given the heavy weaponry the peshmerga are bringing. But it is also a fact that IS moved its heavy weapons to safe areas following US airstrikes," Ulutas told Al-Monitor.

"The main aim is to give a message to IS that Turkey and the KRG will not abandon Kobani to its fate," Ulutas said. He said Turkey and the KRG are not to blame because the military contribution by the peshmerga is not more. He said the blame rested with the PYD and its military wing, the People's Protection Units (YPG).

"[KRG President] Massoud Barzani said they could send more forces. It

was the YPG that did not want this, because of political rather than military considerations. It does not want to lose its influence in the region," Ulutas said.

Whatever the true motive behind Ankara's decision to permit the peshmerga to enter northern Syria through Turkish territory, and the differing opinions on this score, let alone the aggravation this is causing in Turkey, the general consensus is that this move will not much alter the military situation on the ground.◆

*Semih Idiz is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. A journalist who has been covering diplomacy and foreign policy issues for major Turkish newspapers for 30 years, his opinion pieces can be followed in the English-language Hurriyet Daily News. His articles have also been published in The Financial Times, The Times of London, Mediterranean Quarterly and Foreign Policy magazine.*



October 30, 2014

## Peshmerga troops cheered by crowd while crossing southeastern Turkey

MARDİN, October/29/2014  
www.hurriyetdailynews.com

Peshmerga troops en route to Kobane to reinforce the Syrian Kurdish fighters battling Islamist militants were welcomed by large crowds while traveling through the southeastern Turkish province of Mardin.

Turkish Kurds cheered as a Peshmerga convoy was crossing the border district of Nusaybin, waving Kurdish flags and flashing victory signs.

The district head of the Peoples' Democratic Party (HDP), Şehabettin Güler, stepped onto one of the vehicles in the convoy and saluted the crowd.

More than 150 Kurdish fighters, which traveled in two groups, by air and land, crossed into Turkey in the early hours of Oct. 29, preparing to reinforce the Kurdish forces in Kobane, which has become a crucial battleground in the fight against the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL).

The main peshmerga convoy, which consists of 80 vehicles, entered Turkey via the Habur border crossing between Turkey and Iraq at around 5:50 a.m.

The convoy used the Silopi-Cizre-Nusaybin-Kızıltepe-Suruç route to meet a group of Peshmerga fighters who arrived at Şanlıurfa Airport with a Turkish Airlines plane at 1:30 a.m.

Both groups were expected to enter Kobane in the late hours, as the distance between Suruç, a Turkish border town, and Kobane in Syria is 16 kilometers.

The convoys that were carrying



Locals cheered as a Peshmerga convoy was crossing the border district of Nusaybin, waving Kurdish flags and flashing victory signs, Oct. 29. DHA Photo .....

Kurdish militants to Turkey's border with Syria under tight security measures were welcomed by crowds of Turkish Kurds, who greeted and celebrated the passage of the peshmerga with flags and dancing.

A group of demonstrators assembled near the Habur border crossing late Oct. 28 to meet the Peshmerga convoy that left Arbil earlier in the day.

The group unfurled the flags of the Kurdish Regional Government (KRG), as well as northern Syria's Democratic Union Party (PYD), to welcome the fighters.

A minor scuffle also occurred between the crowd and Turkish security forces when some protesters started to pelt police units on the border with stones, prompting patrols to respond by firing warning shots into the air before dispersing the group with tear gas.

However, smaller groups continued to greet the convoy along the way, waving to militants and taking photos with them.

◆ ◆ ◆

REUTERS

# Kurdish peshmerga forces enter Syria's Kobani after further air strikes

By Humeyra Pamuk and Raheem Salman (Reuters) - SURUC Turkey/BAGHDAD / Octobre 31, 2014

A CONVOY of Iraqi Kurdish forces in Turkey rolled late on Friday across the border into Syria to help Syrian Kurds defend the besieged town of Kobani that has become the focus of a Western-backed war against Islamic State insurgents.

U.S.-led air strikes hit Islamic State positions around Kobani earlier in the day in an apparent effort to pave the way for the heavily-armed Kurdish contingent to enter.

The Iraqi Kurdish fighters, known as peshmerga or "those who defy death", had set off cheering and making victory signs in more than a dozen trucks and jeeps, accompanied by armoured vehicles and artillery. They headed from a holding point around 8 km (5 miles) from the frontier towards Kobani.

"We have crossed over," one of the peshmerga fighters in the group subsequently told Reuters by telephone.

The force numbers only around 150 but brings weapons and ammunition. Their arrival would mark the first time Turkey has allowed ground troops from outside Syria to reinforce Syrian Kurds, who have been defending Kobani for more than 40 days.

As the peshmerga headed towards the border, a loud blast was heard in the Kobani area, the latest in a rapid series of explosions, in an apparent intensification of the fighting.

Despite having limited strategic significance, Kobani has become a powerful international symbol in the battle against the hardline Sunni Muslim insurgents who have captured large expanses of Iraq and Syria and declared an Islamic "caliphate".

The Kobani battle has raged in full view of the Turkish frontier, testing whether a U.S.-led coalition can halt Islamic State's advance. The failure of Turkey to help defend the town sparked riots among Turkish Kurds in which 40 people died.

Islamic State militants have killed or displaced Shi'ite Muslims, Christians and other communities deemed enemies of their ultra-radical brand of Sunni Islam. They executed at least 220 Iraqi Sunnis in retaliation for opposition to their takeover of territory west of Baghdad this week.

Earlier on Friday, machinegun fire could be heard from the Turkish side of the border as Islamic State fighters pounded the area near where the peshmerga were expected to cross.

## MASSACRE

In Iraq, government forces and Kurds have made gains against Islamic State in the north in recent weeks. But the U.S. air strikes have failed to stop the insurgents from advancing in Anbar, a vast western desert province straddling the Euphrates river valley from the Syrian border to Baghdad's outskirts.

This week's execution of tribesmen who resisted Islamic State's advance in the Euphrates basin appears to be the worst mass killing of fellow Sunnis by a group previously known for slaughtering Shi'ites and non-Muslims.

At least 220 bodies of men from the Albu Nimr tribe, seized by Islamic State days earlier, were found in mass graves. They had been shot at close range.

Many Iraqi Sunnis supported Islamic State as it advanced through the north and west of the country in the first half of the year, seeing the fighters as protectors from the Shi'ite-led government in Baghdad.

With a new government under a Shi'ite prime minister seen as more conciliatory having taken office in September, Washington hopes that tribes can be coaxed to switch sides and help fight the militants, as they did in Anbar during the 2006-07 "surge" campaign, the bloodiest phase of the U.S. occupation of Iraq. But so far, tribes that resist Islamic State have faced harsh retribution, while complaining of scant support from



Turkish policemen stand guard as Peshmerga fuel truck fills up at a Turkish petrol station during preparations before departing for the Syrian town of Kobani in the border town of Suruc, Sanliurfa province, October 31, 2014. REUTERS/Yannis Behrakis

Baghdad.

Iraq's most senior Shi'ite cleric called on the government on Friday to rush to their aid.

"What is required from the Iraqi government ... is to offer quick support to the sons of this tribe and other tribes that are fighting Daesh (Islamic State) terrorists," Grand Ayatollah Ali al-Sistani said, in an address read out by an aide in the holy city of Kerbala after Friday prayers.

"This will offer the opportunity to the other tribes to join the fighters against Daesh," said the message from the reclusive 84-year-old cleric, whose pronouncements are seen by Shi'ites in Iraq and beyond as having the force of law.

Sheikh Naeem al-Ga'oud, a leader of the Albu Nimr, told Reuters he feared many more tribesmen would be rounded up, shot and dumped in mass graves. He said his tribe had pleaded to the government for help in the days before its village fell to an Islamic State onslaught.

"A day before the attack we told them (the government) that we will be targeted by the Islamic State. I talked to the commander of the air force, with several commanders," he told Reuters in an interview. "We gave them the coordinates of the places where they were, but nobody listened to us."

The U.S. State Department said it was deeply concerned by reports of the mass executions. Islamic State's "indiscriminate crimes prove, yet again, that it is targeting all Iraqis, regardless of faith or religion," it said.

## TURKISH KURDS ANGRY

The arrival of Iraqi Kurds through Turkey to help protect Kobani in Syria is a major political event in a conflict that has spread violence across the region.

Turkey has absorbed some 200,000 refugees from the Kobani area in recent weeks, but its failure to act to help protect the border town infuriated members of its own Kurdish minority, leading to riots in October in which around 40 people died.

Erdogan, who has been a reluctant supporter of the U.S.-led coalition but has allowed the passage of the peshmerga from northern Iraq, said Washington and its allies were too focused on Kobani and should also turn attention elsewhere.

"Why Kobani and not other towns like Idlib, Hama or Homs (in Syria) ... while Iraqi territory is 40 percent controlled by the Islamic State?" Erdogan told a news conference in Paris after talks with President Francois Hollande. Erdogan said a peace process with Kurds in Turkey would continue despite the riots.

The U.S. military said it continued to target Islamic State militants near Kobani on Thursday and Friday. It said four air strikes damaged four fighting positions used by the militant group as well as one of its buildings.

"For the past 15 days, Islamic State has been attacking to try to take control of the border gate, including with car bombs. But we are resisting," said Enver Muslim, the top Kurdish administrative official in the Kobani district.

"While the peshmerga convoy passes, U.S. jets will be overhead and warplanes from the coalition ... will be flying over Kobani to ensure their security," he told Reuters by phone.

The Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said on Friday preliminary information indicated that at least 21 Islamic State members were killed in coalition air strikes around Kobani, including a Danish jihadist.

Around 200 fighters from the Free Syrian Army (FSA), an umbrella term for dozens of armed groups fighting against both Syrian President Bashar al-Assad and Islamic State, have also entered Kobani from Turkey to help

defend the town.

The peshmerga were given a heroes' welcome as their convoy of jeeps and flatbed trucks crossed Turkey's mainly Kurdish southeast this week, making their way towards Kobani from their base in northern Iraq's Kurdistan region.

It is unclear whether the small but heavily armed contingent will be enough to swing the battle, but the deployment is a potent display of unity between Kurdish groups that often seek to undermine each other.

Assad's government responded to the arrival of the Iraqi peshmerga by condemning Turkey for allowing foreign fighters and "terrorists" to enter Syria in a violation of its sovereignty. Its foreign ministry described the move as a "disgraceful act".

Turkey, which has made clear it will not send its own troops into Syria, dismissed the comments.●

International New York Times WEDNESDAY, OCTOBER 29, 2014

# We can't fight ISIS alone

Meysa Abdo

Since Sept. 15, we, the people of the Syrian town of Kobani, have been fighting, outnumbered and outgunned, against an all-out assault by the army of the Islamic State, also known as ISIS.

Yet despite a campaign that has intensified in the past month, including the deployment of United States-made tanks and armored vehicles, the Islamic State has not been able to break the resistance of Kobani's fighters.

We are defending a democratic, secular society of Kurds, Arabs, Muslims and Christians who all face an imminent massacre.

Kobani's resistance has mobilized our entire society, and many of its leaders, including myself, are women. Those of us on the front lines are well aware of the Islamic State's treatment of women. We expect women around the world to help us, because we are fighting for the rights of women everywhere. We do not expect them to come to join our fight here (though we would be proud if any did). But we do ask women to promote our case and to raise awareness of our situation in their own countries, and to pressure their governments to help us.

We are thankful to the coalition for its intensified airstrikes against Islamic State positions, which have been instrumental in limiting the ability of our enemies to use tanks and heavy artillery. But we had been fighting without any logistical assistance from the outside world until the limited coalition airdrops of weapons and supplies on Oct. 20. Airdrops of supplies should continue, so that we do not run out of ammunition.

None of that changes the reality that

our weapons still cannot match those of the Islamic State.

We will never give up. But we need more than merely rifles and grenades to carry out our own responsibilities and aid the coalition in its war against the jihadist forces. Currently, even when fighters from other Kurdish regions in Northern Syria try to supply us with some of their armored vehicles and antitank missiles, Turkey has not allowed them to do so.

Turkey, a NATO member, should have been an ally in this conflict. It could easily have helped us by allowing access between different Syrian Kurdish areas, so as to let fighters and supplies move back and forth through Turkish territory.

Instead, the Turkish president, Recep Tayyip Erdogan, has several times publicly equated our fighters, who are defending a diverse and democratic society, with the murderous Islamic State, evidently because of the controversy surrounding Turkey's Kurdish minority.

Last week, following domestic and international criticism, Turkish leaders at last said they would open a corridor for a small group of Iraqi peshmerga fighters, and some Free Syrian Army brigades, to cross into Kobani. But they still will not allow other Syrian Kurds to cross Turkish territory to reach us. This has been decided without consulting us.

As a result, the Islamic State can bring in endless amounts of new supplies and ammunition, but we are still effectively blockaded on all sides — on three by the Islamic State's forces, and on the fourth by Turkish tanks. There is evidence that Turkish forces have allowed the Islamic State's men and equipment to move back and forth across the border. But Syrian Kurdish fighters cannot do the same.

The Turkish government is pursuing an anti-Kurdish policy against the Syri-

an Kurds, and their priority is to suppress the Kurdish freedom movement in Northern Syria. They want Kobani to fall.

We have never been hostile to Turkey. We want to see it as a partner, not an enemy, and we believe that it is in the Turkish government's interest to have a border with the democratic administration of a western Kurdistan rather than one with the Islamic State.

Western governments should in-

**A Kurdish commander in the blockaded Syrian town of Kobani makes a plea for help to avert a massacre.**

crease their pressure on Turkey to open a corridor for Syrian Kurdish forces and their heavy weapons to reach the defenders of Kobani through the border. We believe that such a corridor, and not only the limited transport of other fighters that Turkey has proposed, should be opened under the supervision of the United Nations.

We have proved ourselves to be one of the only effective forces battling the Islamic State in Syria. Whenever we meet them on equal terms, they are always defeated. If we had more weapons and could be joined by more of our fighters from elsewhere in Syria, we would be in a position to strike a deadly blow against the Islamic State, one that we believe would ultimately lead to its dissolution across the region as a whole.

The people of Kobani need the attention and help of the world.

MEYSA ABDO, who is also known by the nom de guerre *Narin Afrin*, is a commander of the resistance in Kobani. This article was translated from the Kurdish for *The New York Times*.



HISTOIRE & LIBERTÉ N° 55 OCTOBRE 2014	
Éditorial. Été 2014: haro sur les démocraties par Pierre Rigoulot	3
<b>CRISES EN MÉDITERRANÉE</b>	
DOSSIER	
Adresse aux participants par Pierre Rigoulot	9
Démocratie en Tunisie: une transition sanglante par Inès Queslati	13
Algérie, les nouveaux défis par Kader A. Abderrahim	23
Les grands contentieux israélo-palestiniens par Frédéric Encel	31
Irak, Syrie, Turquie: la nouvelle dynamique kurde par Kendal Nezan	43
Les mutations arabes. Bilan et perspectives par Khattar Abou Diab	51
Gaz en Méditerranée orientale et relations diplomatiques régionales par David Amsellem	57
Indépendantisme catalan et sens de l'Histoire par Cyril Trépier	65
La Grèce ou l'esquive des réformes? par Ilios Yannakakis	73
Enjeux et perspectives des migrations en Méditerranée par Audrey Jolivel	79
COMMUNISME	
Le premier coupable? par André Senik	87
LIVRES	
Al-Qaïda en France de Samuel Laurent par Benoît Villiers	99
Staline, pervers narcissique de Paul Fuks par Florence Grandsenne	105
La vie cachée de Fidel Castro de Juan Reinaldo Sanchez par Pierre Rigoulot	109
DPRK de Alain Gardinier par Pierre Rigoulot	111
L'homme qui aimait les chiens de Leonardo Padura par Charles-Michel Cintrat	111
IN MEMORIAM	
Simon Leys (1935-2014) par Claire Brière-Blanchet	113

CRISES EN MÉDITERRANÉE

par **KENDAL NEZAN\***

\* Président de l'Institut kurde de Paris.

## **Irak, Syrie, Turquie: la nouvelle dynamique kurde**

**M**ON INTERVENTION portera sur les Kurdes qui sont aux confins du monde arabe et du monde iranien, du monde sunnite et du monde chiite, c'est-à-dire dans l'un des centres des crises et des conflits actuels.

Tout d'abord, quelques repères. En ce qui concerne la démographie et l'histoire, rappelons que les Kurdes sont environ 40 millions d'habitants: 20 millions en Turquie, 12 millions en Iran, 6 millions en Irak et 3 millions en Syrie. C'est une population autochtone qui a vécu jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle dans le cadre de principautés semi-autonomes ou indépendantes – c'est très important car c'est là que leur identité s'est forgée; or il y a de fortes identités régionales.

Certaines de ces principautés ont duré des siècles. Par exemple en Iran, la principauté kurde des Ardalans, dont Sanandaj était la capitale, a duré six siècles. Autre exemple, celui de la principauté de Badinan, dans ce qui est devenu le Kurdistan irakien, qui incluait de fortes communautés chrétiennes, juives et yézidiennes, et qui a duré quatre siècles, jusqu'à son annexion par l'empire ottoman au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Au fil de ces siècles de destin commun, des liens culturels et sociaux nombreux ont permis à ces diverses communautés religieuses ou ethniques de vivre en symbiose.

IRAK, SYRIE, TURQUIE : LA NOUVELLE DYNAMIQUE KURDE

DOSSIER

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le nationalisme, s'appuyant sur l'idée d'un État-nation, était encore une idée neuve, contemporaine de la Révolution française. Les Kurdes étaient alors fragmentés entre une quinzaine de principautés. Mais, à la même époque, l'Italie et l'Allemagne étaient aussi divisées en de nombreuses principautés; les Kurdes n'étaient donc pas les seuls à être ainsi politiquement désunis. D'ailleurs, dès la destruction ou l'annexion par l'empire ottoman de ces principautés, éclatèrent des guerres pour l'indépendance du Kurdistan.

L'idée d'un Kurdistan uni et indépendant remonte en fait à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Dans son œuvre majeure, «*Mem û Zîn*», devenue l'épopée nationale kurde, le poète Ahmedê Khanî appelle les princes kurdes à s'unir pour créer un État kurde unifié.

C'est parce qu'il y eut ces guerres pour l'indépendance du Kurdistan tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle que, après la Première Guerre mondiale, le traité de Sèvres de 1920 envisageait la création d'un Kurdistan indépendant, qui resta cependant lettre morte. Mieux, dans le projet de la Charte de la Société des Nations, le président américain Woodrow Wilson prévoyait, pour la stabilité et la paix dans la région, la création d'un Kurdistan indépendant à côté d'une Arabie regroupant des terres arabes et d'une Arménie. Malheureusement Wilson a été mené en bateau pendant six mois tant par les Français que par les Anglais. Il est resté tout ce temps en France pour essayer de concrétiser ses propositions par un traité de paix juste et équitable mais, ne pouvant rester davantage, il est rentré dans son pays.

La France et la Grande-Bretagne, qui étaient les puissances dominantes de l'époque, ont finalement tracé les frontières sans tenir compte des aspirations des populations locales – qui reviennent maintenant en pleine actualité –, et parfois même contre elles. Ce fut le cas des Kurdes d'Irak puisque les 7/8<sup>e</sup> des populations de cette province kurde, qu'on appelait alors le wilayet de Mossoul, voulaient, comme le montrait une enquête à laquelle avait procédé la Société des Nations, un État kurde indépendant.

Mais les Anglais, qui savaient qu'il y avait beaucoup de pétrole à Kirkouk, manœuvrèrent habilement: ils proposèrent un partage à la France et aux États-Unis en disant: «*Il y a du pétrole, vous aurez chacun votre part, et en contrepartie vous nous soutiendrez à la Société des Nations*». C'est comme cela que la compagnie française de pétrole (CFP), ancêtre de Total, a hérité de 23,75 % des parts du pétrole du Kurdistan, et la Standard Oil américaine autant. Les Anglais, avec les sociétés Shell et British Petroleum, en obtinrent 47,50 %, les 5 % restants allant à M. Gulbenkian, citoyen ottoman ayant servi de prête-nom lors de la création de la Turkish Petroleum Company à qui les gisements de Kirkouk avaient été concédés, et qui plus tard fut rebaptisée Iraq Petroleum Company (IPC).

Voilà les conditions dans lesquelles ont été tracées ces frontières. Une fois qu'elles ont été fixées, elles constituaient une camisole de force pour les Kurdes. On leur avait promis l'autonomie locale du Kurdistan irakien, mais cette promesse n'a pas été tenue. La nouvelle Turquie de Mustapha Kemal avait promis un État commun des Turcs et des Kurdes pour mobiliser ces derniers. Dès 1924, c'est-à-dire un an après l'indépendance, Kemal est lui aussi revenu sur ses promesses, allant jusqu'à interdire la langue et la culture kurdes. Il fonda le nouvel État dans un esprit totalement jacobin avec une seule langue et une seule culture. Comme on avait déjà éliminé les Arméniens et expulsé les Grecs d'Anatolie, il ne restait plus que des Turcs et des Kurdes musulmans en Turquie. Celle-ci pensait pouvoir assimiler et turquiser les Kurdes, mais cette volonté d'assimilation provoqua tout au long du XX<sup>e</sup> siècle une série de révoltes, qui ont forgé l'identité politique actuelle des Kurdes. Ce fut le cas également en Iran où régnait la monarchie répressive des Pehlevi, fondée en 1925 par Reza Khan, colonel des cosaques soutenu par les Anglais.

En ce qui concerne la Syrie, ce sont les Français qui ont tracé les frontières et, comme vous le savez, les Français adorent les faire passer par les crêtes de montagnes et les fleuves. Et quand il n'y

en a pas, les lignes de chemin de fer assurent cette fonction; ce fut le cas de celle du fameux Bagdad Bahn, le chemin de fer de Bagdad, qui passait par là. Ce découpage a séparé du Kurdistan du Nord trois poches de populations kurdes, qui ont été annexées à la Syrie.

Au plan linguistique, les Kurdes parlent une langue écrite depuis le XII<sup>e</sup> siècle, mais beaucoup plus ancienne puisque c'est un avatar de la langue des Mèdes de l'Antiquité, très différente du turc, langue ourale-altaïque. Le turc et le kurde sont aussi différents que le hongrois et le français. Et le kurde diffère aussi de l'arabe, même s'il y a beaucoup d'emprunts à l'arabe à cause de la religion. Mais l'arabe, langue sémitique, et le kurde, langue indo-européenne, sont deux langues aussi différentes que le français et l'arabe puisque la grammaire kurde est semblable à la grammaire française, on a même l'imparfait du subjonctif!

Sur le plan religieux, la société kurde a toujours été une société multiconfessionnelle. La majorité des Kurdes sont sunnites, mais ce n'est pas le même sunnisme que celui des Turcs ni celui des Arabes puisqu'à l'intérieur du sunnisme il y a différentes écoles. Les Kurdes adhèrent à l'école chaféite tandis que les Turcs sont hanéfites. Il y a aussi des kurdes chiites mais c'est un chiisme différent du chiisme duodécimain des Persans. On compte aussi au Kurdistan environ une dizaine de millions d'alévis. L'alévisme, le yézidisme, le yarsanisme, les « Fidèles de la Vérité » sont les avatars d'une religion iranienne ancienne, le mithraïsme – qui eut jusqu'au IV<sup>e</sup> siècle de nombreux adeptes, y compris dans l'empire romain – et du zoroastrisme. Les alévis se sont donné un vernis chiite pour coexister avec leurs voisins musulmans, mais chez eux les danses rituelles sont mixtes et, pendant les cérémonies religieuses, ils boivent de l'arak, de l'alcool. Ces rites sont assurément des hérésies par rapport à l'islam orthodoxe.

La société du Kurdistan est donc multiconfessionnelle et multilinguistique – beaucoup de Chaldéens parlent encore le syriaque, qui est une variante de l'araméen, la langue du Christ, et qui fut aussi la langue de l'importante communauté juive du Kurdistan. Pluraliste, la société kurde a développé de longue date une tradition de tolérance qui s'était déjà illustrée à l'époque de Saladin et qui reste encore largement dominante. Elle n'a malheureusement pas pu prévenir la participation au génocide des Arméniens en 1915 de certaines tribus kurdes mobilisées, armées et dirigées par l'armée ottomane.

On en arrive à la situation actuelle, où tous ces systèmes sont en crise.

En Irak, Saddam Hussein avait essayé de détruire la totalité du Kurdistan, et 90 % des villages kurdes avaient été totalement rasés, ce qui fait que la société kurde irakienne actuelle est à 85 % urbanisée. Les gens vivent maintenant dans des villes et, même quand des villages ont été reconstruits, ce sont des villages de résidences secondaires parce que toute une génération a vécu dans les camps et a oublié la pratique ancestrale de l'agriculture, pourtant née dans cette partie du monde – puisqu'on est en Haute Mésopotamie.

L'émergence de l'entité kurde irakienne, qui a évolué en une Région autonome du Kurdistan, est consécutive à la Guerre du Golfe de 1991. Au cours de cette guerre menée au nom du Droit international pour libérer l'émirat du Koweït de l'occupation irakienne, les Alliés avaient appelé les populations à se soulever contre la dictature de Bagdad. Convaincues que les troupes alliées allaient marcher sur Bagdad et renverser Saddam Hussein, les populations se sont révoltées et, dans un premier temps, elles ont libéré 15 et 18 provinces de l'Irak, soit la quasi-totalité des territoires chiites et kurdes. Finalement, sous la pression des monarchies du Golfe et de la Turquie, semble-t-il, les Alliés ont décidé de laisser l'armée irakienne réprimer dans le sang les soulèvements populaires. La répression fit des dizaines de milliers de morts chez les chiites tandis que près de deux millions de Kurdes ont dû fuir vers les frontières de la Turquie et de l'Iran.

Les images de cet exode massif, qualifié de « biblique » par le pape Jean-Paul II, ont fortement ému l'opinion publique internationale, choquée qu'on mobilise toute une armada pour

IRAK, SYRIE, TURQUIE : LA NOUVELLE DYNAMIQUE KURDE

DOSSIER

remettre l'émir du Koweït sur son trône et qu'on laisse des populations civiles sans défense à la merci de Saddam Hussein, qu'on n'avait eu de cesse de qualifier de « nouvel Hitler ».

C'est dans ce climat d'émotion que le Conseil de sécurité, à l'initiative de la France, a adopté, au nom du « devoir d'ingérence humanitaire », une résolution instaurant « une zone de protection aérienne » couvrant la majeure partie du Kurdistan irakien. Un dispositif militaire allié, dit « Provide Comfort », a assuré la défense aérienne de cette zone jusqu'à la seconde Guerre du Golfe de 2003. Les réfugiés et déplacés kurdes ont ainsi pu regagner leurs foyers et une crise humanitaire d'une grande ampleur fut progressivement résorbée.

Puis Bagdad a retiré son administration et ses troupes de cette zone protégée, où en mai 1992 des élections ont été organisées pour la mise en place d'un parlement et d'un gouvernement démocratique. Privée de ressources, la zone kurde a connu à ses débuts des épreuves difficiles, des conflits internes et un processus de réconciliation douloureux.

Puis, à partir de 1997, avec les revenus alloués par le programme onusien de « Pétrole contre nourriture » et avec le soutien des ONG occidentales, les Kurdes ont patiemment reconstruit leur pays, leur économie et mis en place des institutions, y compris une armée et une police, créant ainsi un État quasi indépendant mais fragile car exposé à tout moment à d'éventuelles attaques des troupes irakiennes massées à ses frontières et soumis à l'embargo international visant l'Irak ainsi qu'au blocus économique de la Turquie, décidée à entraver l'émergence d'une entité politique kurde.

Cette situation de « ni guerre ni paix » a duré jusqu'à l'intervention militaire anglo-américaine du printemps 2003, dite Deuxième Guerre du Golfe. Les Kurdes ont pu alors libérer le reste de leur territoire, y compris d'ailleurs la province de Mossoul puisque l'armée irakienne de Mossoul, forte d'environ 120 000 hommes, s'est rendue sans coup férir aux Kurdes, leur livrant tout son armement et leur permettant ainsi de constituer une armée moderne. Voilà comment s'explique le développement de l'armée kurde à partir de 2003.

Dans un premier temps, les Américains voulaient créer un Irak à l'image des États-Unis, c'est-à-dire géographiquement fédéré, dans lequel il devait y avoir non des milices – ils qualifiaient aussi les Peshmerga, forces d'autodéfense kurdes, de milice – mais une armée nationale regroupant Arabes, sunnites et chiïtes, et Kurdes. Pendant un an, les frontières du Kurdistan ont été ouvertes au reste de l'Irak, mais devant la multiplication des actions terroristes d'insurgés sunnites au Kurdistan, les Kurdes ont décidé de contrôler et de défendre leurs propres frontières afin de protéger leur région autonome.

Dans cette région, actuellement, il y a un Parlement de 108 membres, qui a été renouvelé en septembre 2013. Les élections ont été pluralistes – un véritable pluralisme puisqu'il y a eu environ un millier de candidats et que huit principaux partis se sont présentés. On avait trois grands partis laïcs – le Parti démocratique du Kurdistan, l'Union patriotique du Kurdistan, le Mouvement Goran, ce qui veut dire « changement », et deux partis islamiques, l'un proche des Frères musulmans, l'autre plus indépendant, qui ensemble ont obtenu 8 % des suffrages. On trouvait enfin les partis des minorités représentant les Turkmènes et les chrétiens (il y a cinq députés chrétiens). Le Parlement du Kurdistan comprend 36 % de femmes.

À l'heure actuelle, la région est dirigée par un gouvernement d'union nationale incluant tous les partis représentés au Parlement et, jusqu'à il y a quelques semaines, avant le changement de cabinet, il y avait même un ministre communiste, celui chargé de la culture. C'est le seul pays de cette région du monde où il y avait encore un ministre communiste ! L'union nationale est décidément importante pour les Kurdes !

Les Kurdes ne se sont pas repliés sur eux-mêmes et ont joué leur rôle dans la reconstruction de l'Irak. Ils ont beaucoup contribué à l'élaboration d'une nouvelle Constitution irakienne prévoyant une sorte de système fédéral qui entérine l'autonomie du Kurdistan et qui donne

IRAK, SYRIE, TURQUIE : LA NOUVELLE DYNAMIQUE KURDE

DOSSIER

aussi aux sunnites le droit d'avoir leur propre région, puisque les chiïtes, majoritaires, dominent le pouvoir central irakien.

Je pense d'ailleurs que l'intervention américaine, malgré tous les effets négatifs qu'elle a pu avoir par ailleurs, a permis aux Kurdes de retrouver leur liberté, de développer leur pays et surtout, elle a permis à la majorité chiïte, pour la première fois dans son histoire plus que millénaire, d'accéder au pouvoir, puisqu'elle était totalement marginalisée et gouvernée par la petite minorité sunnite, qui représente à peine 17 % de la population.

Quelle que soit l'évolution future, les Kurdes et les chiïtes dans leur immense majorité sont reconnaissants pour cette intervention qui les a délivrés d'une dictature extrêmement sanginaire – dont les guerres internes et externes ont provoqué la mort de deux millions de personnes. En France, on a occulté la barbarie de ce régime, en particulier dans les médias, du fait du poids du lobby pro-irakien; mais le régime de Saddam était une horreur dont on s'est heureusement débarrassé.

Pourquoi arrive-t-on maintenant à une situation de guerre civile en Irak? Cela est dû principalement au décalage entre un texte – la Constitution – adopté pourtant par plus de 80 % de la population, et sa pratique par des élites chiïtes irakiennes qui sont incompétentes, sectaires et hantées par l'envie de se remplir les poches et de prendre leur revanche sur les sunnites. En l'occurrence, la politique de M. Maliki a bafoué la Constitution. Elle a marginalisé les représentants de la minorité sunnite qui avaient été progressivement intégrés au pouvoir par les Américains: le vice-président sunnite a été qualifié de «terroriste» et destitué; les milices tribales (sunnites) opposées aux insurgés (d'Al-Qaïda, alliés aux baasistes), mises en place par les Américains, ont été progressivement abandonnées à leur sort, privées de vivres et marginalisées. Ce processus a conduit le pays sunnite à entrer dans une dissidence beaucoup plus radicale. Celle-ci a été d'abord relativement pacifique; en 2010, Al-Qaïda avait été vaincu. Mais quand la répression s'est abattue sur les manifestants qui réclamaient la création d'une région fédérée sunnite à l'intérieur de l'Irak, ceux-ci ont basculé dans la violence. C'est la raison pour laquelle, après les élections du printemps dernier, au moment où il y a eu un vide de pouvoir, les djihadistes ont pu avancer en Irak avec une telle facilité: le terrain était préparé, les chefs de tribu sunnites avaient pactisé avec ce qu'on appelle «l'État islamique en Irak et au Levant». Mais cela n'est qu'une vitrine; derrière la vitrine, l'encadrement militaire est composé d'anciens officiers baasistes de Saddam Hussein, y compris le n° 2 de l'ancien régime, Ezzat Ibrahim al-Douri, qu'on a vu à Mossoul et à Tikrit, où il est allé sur la tombe de Saddam Hussein et a déclaré que celui-ci allait bientôt être vengé.

Les baasistes avaient aussi des réseaux à l'intérieur de l'armée et de la police, que les Américains avaient voulu multiconfessionnelles, donc on y trouvait beaucoup de sunnites et d'anciens baasistes réhabilités. C'est la raison principale de l'effondrement de 70 bataillons, c'est-à-dire de plus de 70 000 soldats irakiens face à quelques milliers de djihadistes, un effondrement qui s'explique aussi par la forfaiture du commandement irakien à Mossoul, à Kirkouk et ailleurs.

On est donc maintenant en présence d'un Irak divisé en trois régions: la région kurde, qui a étendu son territoire pour défendre tous les territoires peuplés de Kurdes et de chrétiens, qui sont sous sa protection. Elle a une armée; avec la police et les appareils de sécurité, cela fait environ 200 000 personnes, des gens motivés pour défendre leur territoire.

Il y a aussi la région sunnite, qui est pour l'essentiel sous le contrôle de l'État islamique, avec une extension en Syrie. D'ailleurs, c'est le pourrissement de la crise syrienne qui a permis aux djihadistes de se renforcer, de s'armer, et de passer à l'attaque. On a beaucoup parlé de l'intervention américaine en Irak et de ses conséquences désastreuses. Mais on ne parle pas assez de la non-intervention occidentale en Syrie, et de ses conséquences tout aussi désastreuses.

En Syrie, les Kurdes sont restés à l'écart du conflit entre la majorité sunnite et le pouvoir

alaouite soutenu par l'Irak et la Russie. Ils contrôlent les ¾ du territoire peuplé de Kurdes et ils sont les seuls à se battre vraiment contre les djihadistes en Syrie.

On sait que les islamistes ont été soutenus, tant en Irak qu'en Syrie, par l'Arabie saoudite et les pétromonarchies. Cette fracture, que l'on dit récente, remonte en réalité à 1979, au moment de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. À ce moment-là, l'Arabie saoudite, avec le feu vert des Américains, a financé inconsidérément les mouvements djihadistes. L'Irak a fait de même avec le développement d'un chiisme très militant. C'étaient donc des mouvements souterrains mais qui tout à coup remontent à la surface.

En Irak, on replonge dans une guerre de religion. En Syrie, on est déjà en pleine guerre

confessionnelle, avec des puissances régionales qui interviennent – l'Arabie et les pétromonarchies du côté des sunnites, l'Irak du côté des chiïtes – d'une manière très organisée, fournissant argent et armes. Le retrait précipité des Américains, qui n'ont même pas laissé une base résiduelle à Bagdad, - laquelle aurait pu protéger l'espace aérien, au moins pour fournir un appui à l'Irak dans la lutte contre les djihadistes – a permis à l'Irak d'utiliser cet espace aérien irakien à sa guise pour soutenir la Syrie de Bachar el Assad.

Un mot enfin sur la Turquie où on est dans une autre configuration: il y a un mouvement idéologiquement assez proche des Frères musulmans, le parti de M. Erdogan, qui a su par le travail social d'abord s'implanter au niveau des municipalités avant de conquérir le pouvoir en 2002. À chaque élection, le parti de la Justice et du développement (AKP) gagne davantage de voix parce qu'en 12 ans il a multiplié par quatre le PIB, généralisé la sécurité sociale à l'ensemble de la population, mis en place un système de retraites, y compris pour les paysans âgés... Ses électeurs se disent: «de toute façon, les politiques sont tous des voleurs mais au moins ceux-là, ils font quelque chose pour nous.» Ce parti dispose donc d'une base électorale importante, ce qui va se manifester encore par l'élection au mois d'août de M. Erdogan à la présidence de la République.

En face, on a le vieux parti républicain du peuple (CHP) fondé par Mustapha Kemal, qui est certes un parti laïc, mais la laïcité, dans le contexte turc, c'est le sunnisme turc étatisé. Ce qui veut dire que plus de 200000 fonctionnaires religieux sont payés sur le budget de l'État, tandis que les lieux de culte des minorités religieuses ne sont pas financés. Ce parti ne reconnaît toujours pas l'existence des Kurdes et leurs droits.

Il a été associé à tous les coups d'État militaires successifs. Depuis la création de la Turquie, le CHP, c'est un peu comme le FLN en Algérie, le parti du pouvoir établi, des élites militaires et bureaucratiques, le parti de la répression, de l'armée. Son influence se limite maintenant à quelques métropoles de la côte égéenne, comme Izmir. Il est devenu plutôt un parti régional.

Il y a aussi un autre parti d'extrême droite – on peut être toujours être plus extrême en terme de nationalisme. C'est le parti d'Action nationaliste qui représente actuellement 12 à 13 % de l'électorat et qui est viscéralement anti-kurde.

Ces deux partis se sont coalisés pour proposer une option «nationaliste» crédible pour la prochaine élection présidentielle<sup>[1]</sup>. Ils vont présenter comme candidat Ekmeleddin Ihsanoglu, l'ancien secrétaire général de la Conférence islamique, qui se présente comme un «musulman modéré»<sup>[2]</sup>. Kemal Ataturk doit se retourner dans sa tombe!

C'est parce qu'il y a une impasse politique au niveau des partis, au niveau institutionnel, qu'une partie de la jeunesse tente la dissidence civile, d'où les événements de la place Taksim à Istanbul. Ce parti de la rue constitue sans doute le troisième parti.

1. Cette élection présidentielle a eu lieu le 10 août 2014 et a vu la victoire, dès le premier tour, du Premier ministre Erdogan.

2. Il était cependant intervenu lors de l'affaire des caricatures de Mahomet dans *Charlie Hebdo* pour dénoncer l'excuse de la liberté d'expression.

Ainsi, il y a le pouvoir, l'opposition parlementaire, et puis le pouvoir de la rue, des médias, des réseaux sociaux, composé de gens très actifs, des jeunes, des élites, qui manifestent, se font entendre. Il existe donc une dissidence sociale dans les grands centres urbains.

Faute d'alternative crédible, M. Erdogan et son parti vont sans doute dominer la scène politique turque pour de longues années à venir. Cependant, celui qu'on qualifie déjà de Sultan nourrit des ambitions dépassant le cadre turc. Il veut se poser en leader du monde sunnite. Longtemps ses alliés occidentaux ont également tenté de présenter la Turquie de M. Erdogan comme un modèle pour le monde arabo-musulman. Cela a fait illusion pendant quelque temps, mais finalement aucun État arabe n'a voulu de ce modèle. Les populations, qui ont encore en mémoire la période d'occupation ottomane, ne débordent pas de sympathies pro-turques.

La diplomatie turque nouvelle et néo-ottomane visant à avoir «zéro problème» avec ses voisins a fini par être en conflit avec tous, sauf avec le Kurdistan irakien, devenu le nouvel Eldorado pour les compagnies turques. Le volume des affaires entre le Kurdistan et la Turquie tourne autour de douze milliards de dollars par an contre quatre milliards de dollars pour les échanges entre le Kurdistan et l'Iran. La coopération énergétique turco-kurde semble très prometteuse car le Kurdistan irakien dispose de gisements pétroliers et gaziers considérables et en grande partie non explorés. La nouvelle politique turque d'ouverture sur la question kurde, y compris le processus de dialogue avec le PKK pour mettre un terme à un conflit qui dure depuis trente ans, est dictée par des considérations énergétiques.

Pour terminer sur une note positive, revenons justement au Kurdistan irakien : en 1991 on a dû imprimer des manuels scolaires à l'Imprimerie nationale de Paris pour scolariser les enfants sous les tentes, dans un pays dévasté. Il n'y avait alors qu'une seule petite université, à Erbil. Maintenant il y a vingt universités, dont deux enseignent en anglais, et toute la population en âge scolaire a été scolarisée. Il y a une trentaine de consulats, et une vingtaine de compagnies pétrolières aussi puisque le Kurdistan recèle 45 milliards de barils de réserve ; c'est plus que la Libye. Le Kurdistan a de quoi alimenter en partie l'Europe en gaz. Cela explique l'intérêt des pays occidentaux mais aussi de la Chine et de la Russie pour le Kurdistan. La Turquie, qui voulait auparavant à tout prix étouffer l'émergence de toute entité kurde, est devenue une alliée objective du Kurdistan dont les ressources énergétiques pourraient lui permettre de rester indépendante de l'Iran et de la Russie, ses rivaux historiques.

Dans un Proche-Orient dominé par des régimes autoritaires, déchiré par des conflits confessionnels dévastateurs, les Kurdes dans leur ensemble font le choix de la démocratie pluraliste et laïque. Ils sont pro-occidentaux et cherchent à mettre à profit les crises en cours pour s'inventer un destin plus libre, plus uni. Cette nouvelle dynamique pourrait à terme aboutir à l'émergence d'un Kurdistan indépendant, du moins à des entités autonomes ou fédérées à l'intérieur des États refondés et démocratisés.